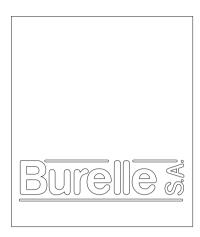


Burelle SA Rapport annuel 2012



PAGE 2 GROUPE

PAGE 16 FILIALES

PAGE 32 RAPPORT FINANCIER

BURELLE SA, UNACTIONNAIRE MAJORITAIRE POUR LE LONG TERME

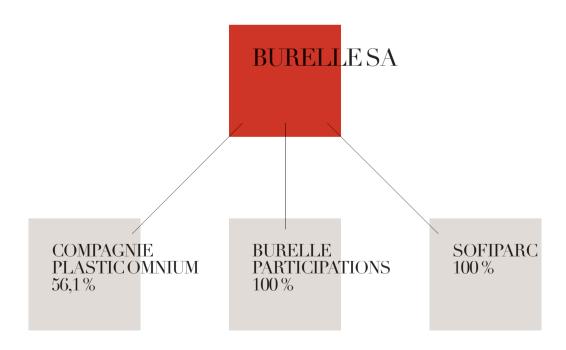
réée en 1957, Burelle SA est une société holding détenue majoritairement par la famille Burelle. D'abord société de participations à caractère familial, Burelle SA a été introduite à la bourse de Lyon en 1987, puis à la cote officielle sur le marché au comptant en 1991. Aujourd'hui, Burelle SA est cotée à Euronext Paris, Compartiment B.

> Burelle SA contrôle trois sociétés opérant dans les domaines de l'industrie et des services, du capital-investissement et de l'immobilier.

Filiale historique de Burelle SA détenue à 56,1 %, la Compagnie Plastic Omnium constitue son principal actif. Elle occupe des positions de leader mondial dans ses secteurs d'activité : les équipements automobiles (pièces et modules de carrosserie extérieure et systèmes à carburant) et les conteneurs et les services pour la gestion des déchets.

Les deux autres filiales de Burelle SA sont détenues à 100 % : Burelle Participations, dédiée au capital-investissement, investit dans des sociétés non cotées, tandis que Sofiparc détient et gère un patrimoine immobilier et foncier.

Grâce à un actionnariat majoritaire stable, les trois filiales de Burelle SA poursuivent leur stratégie de croissance dans le cadre d'une vision de long terme.

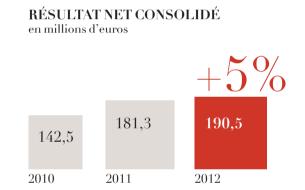


GROUPE/INDICATEURS

CHIFFRES CLÉS

CHIFFRE D'AFFAIRES en millions d'euros $+ \frac{140}{0}$ 4 222,1 3 251,5 4 222,1

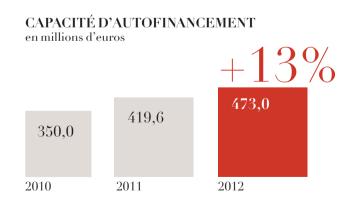
2012



RÉSULTAT NET PART DU GROUPE en millions d'euros

2011





2010

RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES 2012

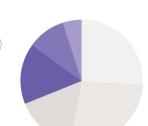
par zone géographique

Pays développés 69 %

- 26 % Europe de l'Ouest (hors France)
- 27 % Amérique du Nord
- 16 % France

Pays émergents 31 %

- 16 % Asie
- 10 % Europe de l'Est
- 5 % Amérique du Sud, Afrique



Amérique du Nord: +31 %

Asie: +28 %

Europe de l'Est:+31 %

RÉPARTITION DES EFFECTIFS 2012

par zone géographique

Pays développés 60 %

- 19 % Europe de l'Ouest (hors France)
- 16 % Amérique du Nord
- 25 % France

Pays émergents 40 %

- 23 % Asie
- 10 % Europe de l'Est
- 7 % Amérique du Sud, Afrique

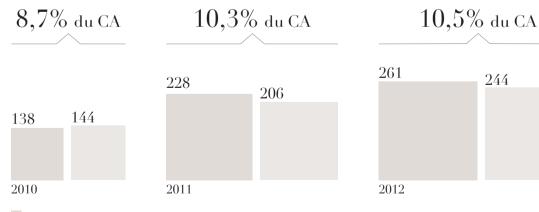


Effectifs mondiaux: +53 % en 5 ans

244

R&D ET INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS

en millions d'euros et en % du CA



- Investissements industriels et projets
- Dépenses R&D

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

Poursuite de la croissance de la production automobile mondiale

La production automobile mondiale a crû de 7 % en 2012 pour atteindre près de 80 millions de véhicules. Alors que l'Europe recule de 5 %, l'Amérique du Nord progresse de plus de 17 %, la Chine de 7 % et l'Asie du Sud de 22 %. Au total, ces trois régions voient leur production automobile augmenter de près de 5 millions de véhicules.

Compagnie Plastic Omnium : une nouvelle année de progression

Dans cet environnement contrasté, mais globalement porteur, la Compagnie Plastic Omnium réalise un chiffre d'affaires en progression de 14 % et de 8,5 % à taux de change et périmètre constants, un rythme supérieur à la croissance de la production automobile mondiale. Pour la troisième année consécutive, le taux de marge opérationnelle se maintient à 7 % du chiffre d'affaires, son plus haut historique, et la structure financière se renforce, grâce à une nouvelle réduction de l'endettement net.

Compagnie Plastic Omnium : des investissements pour réussir la croissance de demain

Le déploiement de nouvelles capacités de production dans les pays émergents et le renforcement des moyens en innovation sont des objectifs prioritaires. En 2012, trois nouvelles usines ont été mises en service dans les nouvelles zones de production et cinq autres sont en cours de construction. Les capacités de développement ont été renforcées en Chine, dans les pièces de carrosserie, et en France, dans les matériaux composites. Un nouveau Centre de Recherche et Développement pour les systèmes à carburant va être créé en France et ouvrira en 2014.

Burelle Participations : ouverture à l'international

Infléchissant la politique menée jusqu'alors, Burelle Participations a investi pour la première fois hors de France en 2012. Quatre nouveaux engagements ont été conclus à l'international, pour un total de 4 millions d'euros correspondant à 40 % des engagements totaux pris au cours de l'année.

Sofipare:

poursuite du programme de rénovation En 2012, Sofiparc a poursuivi le programme de modernisation, initié en 2007, dans l'immeuble de Levallois, son principal actif.

Burelle SA:

rensorcement de la participation dans la Compagnie Plastic Omnium et désendettement La Compagnie Plastic Omnium ayant réduit son capital de 1,8 % en septembre 2012, la participation de Burelle SA s'est rensorcée de 55,1 % à 56,1 %. Grâce à la hausse des dividendes perçus au cours de l'exercice, Burelle SA affiche, en fin d'année, un endettement net réduit de plus de la moitié.



ENTRETIEN AVEC JEAN BURELLE

uel regard portez-vous sur les résultats de l'exercice 2012 ?

Nous devons nous féliciter des solides résultats de cet exercice. L'année 2012 n'a pas été simple, mais, malgré un environnement international difficile, particulièrement en Europe de l'Ouest, la Compagnie Plastic Omnium, notre principale filiale, a continué à croître et à générer des résultats historiques, soutenus par le dynamisme de ses activités automobiles en Amérique du Nord et en Asie. Ces résultats témoignent du bien-fondé de la stratégie de croissance à l'international poursuivie, avec constance, depuis les années 70. Cette internationalisation a nécessité des efforts d'investissements importants, qui ont pesé, dans le passé, sur la rentabilité et la structure financière. Avec le soutien d'un actionnariat familial stable et soucieux d'établir des bases de croissance pour le long terme, nous avons maintenu le cap et, aujourd'hui, nous récoltons les fruits de cette stratégie d'internationalisation qui continue de se déployer et reste au cœur des priorités du groupe.

Quels sont les atouts de la Compagnie Plastic Omnium?

La Compagnie Plastic Omnium est une entreprise mobile, réactive et offensive, animée par des équipes dynamiques et soudées. Elle est dotée de solides fondamentaux : leadership technologique, efficacité opérationnelle, des clients internationaux et un réseau industriel en expansion dans les zones de croissance. Elle s'est construite en privilégiant l'investissement et l'innovation, deux priorités qui restent au centre de la stratégie de Laurent Burelle aujourd'hui. Pour financer sa croissance, la Compagnie Plastic Omnium dispose d'une structure financière solide et de ressources financières diversifiées. La stabilité actionnariale que lui apporte Burelle SA lui permet de rester concentrée sur ses objectifs de long terme.

Comment Burelle Participations a-t-elle évolué en 2012 ?

Burelle Participations investit dans des sociétés non cotées, directement ou indirectement, au travers de fonds. Sa politique d'investissement était initialement limitée à la France, mais, l'année dernière, nous avons décidé d'ouvrir nos activités à l'international. Nous l'avons fait essentiellement en achetant des parts de fonds internationaux sur le marché secondaire et en souscrivant à des fonds spécialisés dans ce type d'opérations. Le marché secondaire permet à des investisseurs désireux de restructurer leur portefeuille de trouver des acquéreurs pour leurs positions sans attendre la cession des entreprises ou l'expiration des fonds dans lesquels ils ont investi. Dans un climat de crise persistante, il constitue un segment de marché actif et en expansion. Nous continuerons, cette année, à nous intéresser aux opérations secondaires et à renforcer la partie internationale de notre portefeuille.



Perspectives 2013

La Compagnie Plastic Omnium prévoit une croissance de son activité, en 2013, supérieure à celle de la production automobile mondiale attendue à 1 % ou 2 %. Pour renforcer ses moyens d'innovation et ses capacités de production dans les zones de croissance, elle va engager, en 2013, un programme d'investissement important qui se poursuivra jusqu'en 2016. Ces investissements lui permettront de générer une croissance plus forte et plus diversifiée.

Burelle SA versera, le 7 juin prochain, un dividende en progression de 10 %. Si la Compagnie Plastic Omnium maintient son dividende au niveau actuel, Burelle SA devrait être en mesure d'augmenter son dividende.

CONTRÔLE ET DIRECTION

La gouvernance de Burelle SA est constituée par la Direction Générale dont les membres sont issus du groupe de contrôle et par un Conseil d'Administration, composé, pour moitié, d'administrateurs extérieurs.

irection Générale

La Direction Générale de Burelle SA est assurée par Jean Burelle, Président-Directeur Général, et par deux Directeurs Généraux Délégués, Laurent Burelle et Paul Henry Lemarié. Ces derniers sont respectivement Président-Directeur Général et Directeur Général Délégué de la Compagnie Plastic Omnium.

La Direction Générale de Burelle SA se réunit tous les mois pour examiner l'évolution des affaires des sociétés du Groupe. Au cours de ces réunions, sont passés en revue les principaux sujets d'actualité comme l'évolution des filiales, les projets d'acquisitions et d'alliances, le montant des dividendes, les nouveaux financements. Les mouvements stratégiques d'envergure y sont également discutés avant leur mise en œuvre.

Conseil d'Administration

Au 31 décembre 2012, le Conseil d'Administration est composé de huit membres dont quatre appartiennent au groupe de contrôle familial. Si les candidatures de Félicie Burelle et de Pierre Burelle sont approuvées par la prochaine Assemblée, le nombre d'administrateurs familiaux passera à six. Le groupe de contrôle détiendra alors 60 % des sièges et la proportion de femmes passera à 20 %, respectant ainsi l'objectif fixé par la loi 2011-103 du 27 janvier 2011 concernant la mixité des conseils d'administration.

Le Conseil comprend quatre administrateurs extérieurs. Henri Moulard et François de Wendel y siègent depuis plus de douze ans. Dominique Léger et Philippe Sala ont été nommés en juin 2001 ; le renouvellement de leur mandat sera proposé à la prochaine Assemblée.

Le Conseil d'Administration ne retient pas la durée du mandat comme un critère d'indépendance pertinent et considère que tous les administrateurs extérieurs exercent leurs mandats en toute objectivité et sont indépendants. Si les nouvelles nominations sont approuvées, les administrateurs extérieurs représenteront 40 % des membres du Conseil, une proportion supérieure au seuil d'un tiers recommandé pour les sociétés contrôlées.



Le Conseil d'Administration délibère sur toutes les questions relatives à la bonne marche de la société, détermine ses orientations stratégiques, veille à leur mise en œuvre et procède aux contrôles qu'il juge opportuns. En 2012, le Conseil s'est réuni trois fois avec un taux de présence effective de 100 %. Les conseils du 30 mars 2012 et du 20 juillet 2012 ont porté notamment sur l'arrêté des comptes annuels et semestriels, les projets d'acquisitions et les financements. Le Conseil du 19 décembre 2012 était consacré au budget 2013 et à la stratégie à moyen terme.

Le Comité des Comptes

Le Comité des Comptes est composé des trois administrateurs extérieurs. Il contrôle le processus d'élaboration de l'information financière ainsi que l'efficacité du contrôle interne. Il présente un compte-rendu de ses travaux au Conseil d'Administration qui arrête les comptes sociaux et consolidés après en avoir contrôlé la cohérence.

En 2012, le Comité des Comptes s'est réuni deux fois, avec un taux de participation effective de 100 %.

LESADMINISTRATEURS



JEAN BURELLE (depuis 1964) 74 ans Président-Directeur Général Président d'honneur, Administrateur de la Compagnie Plastic Omnium



LAURENT BURELLE (depuis 1986) 63 ans Directeur Général Délégué Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium



PAUL HENRY LEMARIÉ (depuis 2001) 66 ans Directeur Général Délégué Administrateur et Directeur Général Délégué de la Compagnie Plastic Omnium



ELIANE LEMARIÉ (depuis 1976) 67 ans Représentant permanent de Burelle SA, Administrateur de la Compagnie Plastic Omnium









HENRI MOULARD (depuis 1994) 75 ans

COMITÉ DES COMPTES

DOMINIQUE LÉGER (Administrateur depuis 2001) 71 ans Président du Comité des Comptes

PHILIPPE SALA (Administrateur depuis 2001) 72 ans Membre du Comité des Comptes

FRANÇOIS DE WENDEL (Administrateur depuis 1995) 64 ans Membre du Comité des Comptes

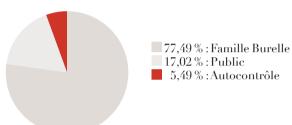
SECRÉTAIRE DU CONSEIL Angeline Delhoume, Secrétaire Général

COMMISSAIRES AUX COMPTES Mazars, Cailliau, Dedouit & Associés

CARNET DE L'ACTIONNAIRE

RÉPARTITION DU CAPITAL

au 31 décembre 2012



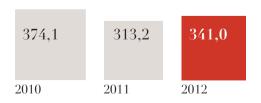
<code>Droit de vote</code> : au 31 décembre 2012, le nombre total des droits de vote exerçables s'élève à 3 189 302 dont 90,05 % sont détenus par la famille Burelle.

PRINCIPALES DONNÉES BOURSIÈRES

	2010	2011	2012
Cours (en euros)			
Au 31 décembre	200	169	184
Plus haut	205,00	279,00	229,97
Plus bas	76,04	157,00	161,50
Nombre d'actions au 31 décembre	1 870 303	1 853 315	1 853 315

CAPITALISATION BOURSIÈRE

(au 31 décembre, en millions d'euros)



DIVIDENDE

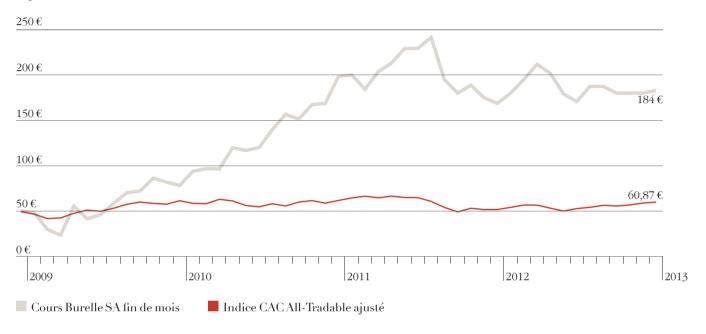
(en euros)



^{*} Proposé à l'Assemblée Générale du 30 mai 2013

EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION (en euros)

1^{er} janvier 2009/31 décembre 2012



CALENDRIER FINANCIER

28 JANVIER 2013

Publication du chiffre d'affaires annuel 2012

1^{ER} AVRIL 2013

Publication des résultats annuels 2012

Publication de l'information du 1er trimestre

30 MAI 2013

Assemblée Générale à 11h à Lyon

7 JUIN 2013

Paiement du dividende

29 JUILLET 2013

Publication des résultats semestriels

28 OCTOBRE 2013

Publication de l'information du 3ème trimestre

UNEINFORMATION RAPIDE ET TRANSPARENTE

Le site internet de Burelle SA (www.burelle.com) permet aux investisseurs et aux actionnaires d'avoir accès, dès leur parution, à toutes les informations publiées : communiqués, informations réglementées, publications, rapports annuels, Assemblée Générale, droits de vote, calendrier financier, etc.

MEMENTO DE L'ACTIONNAIRE

Marché de cotation : Euronext Paris, Compartiment B

Code ISIN: FR0000061137 Code Reuters: BULY.LY

TROIS PARTICIPATIONS MAJORITAIRES

INDUSTRIE ET SERVICES

56,1% COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM

CAPITAL-INVESTISSEMENT

100% BURELLE PARTICIPATIONS

IMMOBILIER

100% SOFIPARC

COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM







UN GROUPE LEADER

Acteur de la mobilité durable et du cadre de vie, la Compagnie Plastic Omnium est N°1 mondial dans ses deux métiers automobiles et dans les services liés à la gestion des déchets. Elle a pour mission d'apporter des solutions performantes et novatrices à ses clients, constructeurs automobiles et collectivités locales.

> rincipal actif de Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium détermine l'essentiel du chiffre d'affaires et du résultat consolidés. Dans l'Automobile, son offre couvre deux activités distinctes : - les pièces et modules de carrosserie (pare-chocs, blocs avant, ailes, hayons) et des

pièces de structure (face avant technique, plancher arrière). - les systèmes à carburant et systèmes de dépollution.

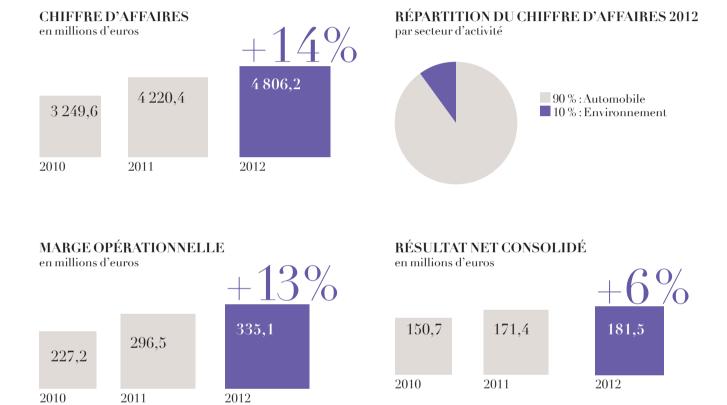
Dans l'Environnement, elle propose des équipements de conteneurisation (bacs roulants, conteneurs enterrés, mobilier urbain) et des services complets pour améliorer la propreté urbaine et

Partenaire des constructeurs automobiles mondiaux et des collectivités locales, la Compagnie Plastic Omnium apporte des solutions globales innovantes qui répondent à la mise en place de réglementations de plus en plus strictes : allègement des véhicules, réduction des émissions polluantes, optimisation du tri des déchets.

Dans ses deux pôles d'activité, et sur tous les marchés où elle est présente, la Compagnie Plastic Omnium décline les mêmes standards d'excellence à chaque étape de ses projets - innovation, développement, ingénierie, industrialisation, logistique, prestations de services - qui permettent d'optimiser les coûts et la qualité.

En 2012, la Compagnie Plastic Omnium a réalisé 90 % de son chiffre d'affaires dans l'automobile.

4,8 Md € de chiffre d'affaires (+ 14 %) 4,1 Md € à l'international (+ 19 %) 21 000 collaborateurs (75 % hors de France) 107 usines dans 29 pays



RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES AUTOMOBILE 2012



DES PERFORMANCES HISTORIQUES

ugmentation du contrôle de Burelle SA

Le 12 septembre 2012, la Compagnie Plastic Omnium a procédé à une réduction de son capital social de 1,8 %, ce qui a porté la participation de Burelle SA de 55,1% à 56,1%. Le reste du capital est réparti entre le public (36,4 %), l'autocontrôle (6 %) et les salariés à travers le Plan Epargne Entreprise (1,5 %).

Cours de Bourse

La Compagnie Plastic Omnium est cotée à NYSE Euronext Paris, dont elle a intégré le Compartiment A le 17 janvier 2013. Elle est également éligible au Service à Règlement Différé (SRD) et fait partie des indices SBF 120 et CAC Mid 60.

L'action a clôturé l'année 2012 à 22,785 euros, en hausse de 48 %, alors que le SBF 120 a augmenté de 16 %. Sur les trois dernières années, la valeur de l'action a été multipliée par près de 3,6.

Au 31 décembre 2012, la capitalisation boursière s'élève à 1 177 millions d'euros. Elle a augmenté de 369 millions d'euros au cours de l'année.

Des résultats historiques

La Compagnie Plastic Omnium réalise un chiffre d'affaires 2012 de 4 806,2 millions d'euros, en progression de 14 %. Dans l'Automobile qui représente 90 % du chiffre d'affaires, l'activité est en hausse de 16,7 % et de 9,3 % à périmètre et change constants. La croissance est portée par le dynamisme de l'Amérique du Nord, de l'Asie et de l'Europe de l'Est qui croissent de 30 %. En Europe de l'Ouest, où la production automobile recule de 7,7 %, l'activité, en hausse de 1,5 %, profite du succès des offres nouvelles pour réduire les émissions polluantes.

Dans l'Environnement, le chiffre d'affaires croît de 2 %, après prise en compte des opérations effectuées dans la signalisation routière.

Dans ce contexte de croissance soutenue, la marge opérationnelle s'améliore de 13 % et le résultat net consolidé de 6 %, pour atteindre le niveau historique de 181,5 millions d'euros.

Dividende

La Compagnie Plastic Omnium soumettra à l'autorisation des actionnaires une augmentation de 10 % du dividende, qui serait porté de 0,69 à 0,76 euro par action.

Si cette augmentation est votée par l'Assemblée Générale, les dividendes revenant à Burelle SA s'élèveront à 22 millions d'euros, au lieu de 20 millions d'euros au titre de l'exercice 2011.



Peugeot 208 équipée par Plastic Omnium (pare-chocs arrière en matière plastique 100% recyclée et système à carburant)



50 000 bacs en polyéthylène d'origine végétale équipent Rio de Janeiro âu Brésil

FAITS MARQUANTS 2012

Accélération de l'internationalisation

A l'heure où le marché automobile en Europe de l'Ouest recule, la Compagnie Plastic Omnium profite de son internationalisation. Ses activités en Asie, en Amérique du Nord et en Europe de l'Est représentent 53 % du chiffre d'affaires total, contre 47 % en 2011.

Niveau record de prises de commandes

La Compagnie Plastic Omnium a engrangé, en 2012, un niveau record de nouvelles commandes dont la moitié a été gagnée dans les BRIC. Quinze lancements ont porté sur l'allègement des véhicules et la réduction des émissions polluantes, deux axes forts de sa stratégie d'innovation.

Poursuite de l'expansion du réseau international

Pour honorer son carnet de commandes, la Compagnie Plastic Omnium développe son réseau industriel. En 2012, trois nouvelles usines ont été mises en service, au Brésil, au Maroc et en Pologne, et cinq autres ouvriront bientôt en Chine et en Inde.

Des investissements pour l'avenir

La stratégie de croissance par l'internationalisation et l'innovation implique un effort d'investissement soutenu et une augmentation des dépenses en Recherche et Développement. En 2012, la Compagnie Plastic Omnium leur a consacré 10,5 % de son chiffre d'affaires.

Bonne résilience de l'Environnement

Plastic Omnium Environnement a remporté de beaux succès en France et à l'export. Malgré les difficultés rencontrées par les collectivités locales, son chiffre d'affaires progresse de 2 % à périmètre et taux de change constants.

Diversification des ressources financières

Pour la première fois de son histoire, la Compagnie Plastic Omnium a lancé, en 2012, deux placements privés pour un total de 369 millions d'euros. Ces deux opérations lui permettent de diversifier ses ressources financières, jusqu'ici d'origine exclusivement bancaire, et d'allonger la maturité de sa dette.

UN GROUPE A L'OFFENSIVE

La Compagnie Plastic Omnium est engagée dans la mise en œuvre d'une stratégie de croissance, s'appuyant sur deux principaux vecteurs : la pénétration des marchés émergents pour répondre au besoin de mobilité et l'innovation pour offrir des solutions nouvelles aux enjeux environnementaux.

a production automobile, une industrie en croissance

A horizon 2016, la production automobile mondiale devrait croître de 15 millions de véhicules soit une hausse moyenne de près de 5 % par an. Les progressions les plus fortes sont attendues dans les BRIC qui représenteraient 70 % de la croissance mondiale et 40 % des volumes de production en 2016. La Chine devrait à elle seule produire 7,7 millions de véhicules de plus. Le développement de ces nouvelles zones de production constitue un important réservoir de croissance et une opportunité historique de conquérir de nouvelles parts de marché dont dépendront les performances de demain.

Des ambitions fortes dans les BRIC

En 2012, la Compagnie Plastic Omnium a conclu plus de la moitié de ses nouvelles commandes automobiles dans les BRIC, une proportion qui donne la mesure de ses ambitions dans ces marchés. En effet, si ses activités au Brésil, en Russie, en Inde et en Chine engendrent aujourd'hui près de 10 % de son chiffre d'affaires, elles devraient passer à 20 % en 2016.

Pour être plus réactif, la Compagnie Plastic Omnium a renforcé sa présence localement. Une nouvelle organisation a été mise en place en Chine et au Brésil. Des holdings y ont été créées où des représentants du groupe relaient les fonctions centrales corporate, notamment Ressources Humaines et fiscales. Ce modèle qui devrait s'étendre progressivement à d'autres pays permet de renforcer les relations avec les autorités locales et de déployer des politiques qui répondent aux spécificités de chaque pays.

Un programme d'investissement ambitieux

Pour soutenir ses objectifs de croissance, la Compagnie Plastic Omnium s'est engagée dans une dynamique de forte expansion et a annoncé un important programme d'investissement de 1,2 milliard d'euros qui s'échelonnera de 2013 à 2016. Environ 800 millions d'euros seront consacrés à l'augmentation des capacités industrielles dans les régions en fort développement et 400 millions d'euros à l'innovation et à de nouveaux produits.





Usine Plastic Omnium Auto Exterior de Pune en Inde

Usine INERGY de Wuhan en Chine

Ce programme d'investissement, d'un niveau sans précédent, accompagnera la montée en puissance des zones émergentes dans l'activité totale, ce qui conduira à une croissance globale plus forte et mieux diversifiée.

Capter la croissance en Chine

En Chine, premier territoire automobile mondial, la Compagnie Plastic Omnium s'est positionnée à partir de 2005 auprès des constructeurs étrangers basés localement et plus récemment, auprès des constructeurs chinois comme Geely. Elle est aujourd'hui leader sur le marché des pare-chocs dans le cadre du joint-venture YFPO, et N°2 sur le marché des systèmes à carburant. En 2012, le pôle automobile y a réalisé 30 lancements de production et prévoit, en 2016, de détenir 25 % du marché des pare-chocs et 12 % du marché des systèmes à carburant.

Pour atteindre cet objectif et honorer ses dernières commandes, la Compagnie Plastic Omnium a investi dans la construction de six nouvelles usines. Les quatre usines de YFPO sont destinées à servir Shanghai Volkswagen, Dongfeng PSA et Dong Feng Motor, ainsi que Chang An PSA et Brilliance-BMW. De son côté, Plastic Omnium Auto Inergy construit deux nouvelles usines qui fourniront General Motors, Toyota et BAIC à partir de 2014.

Nouvelles avancées en Inde

En Inde, Plastic Omnium Auto Exterior a pris le contrôle à 100 % de son activité de pièces extérieures de carrosserie en rachetant à Varroc sa participation de 40 %. L'usine de Pune produit des pare-chocs pour General Motors, Mahindra & Mahindra et Volkswagen.

Plastic Omnium Auto Inergy est également présente en Inde où elle possède deux usines, dont l'une est détenue majoritairement avec Maruti Suzuki. En 2012, elle a remporté la commande du premier réservoir en plastique de Hyundai en Inde, un succès qui s'inscrit dans un mouvement de substitution du métal par le plastique.

FILIALES / COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM

1,2 Md € d'investissements entre 2013 et 2016 5 % du chiffre d'affaires consacrés à la R&D

Nouvelle alliance en Russie

L'annonce de la création d'une société commune entre Plastic Omnium Auto Inergy et Detalstroykonstruktsiya (DSK) a été officialisée en avril 2012. La nouvelle entité construira une usine à Saint-Pétersbourg qui sera opérationnelle en 2014. Celle-ci travaillera pour Ford, Nissan et General Motors et portera à trois le nombre de sites industriels dans le pays.

Le marché des réservoirs en Russie devrait croître avec le développement de la production automobile dans ce pays et l'adoption progressive des réservoirs en plastique à la place des réservoirs en métal qui constituent encore $60\,\%$ de la production. En 2015, Plastic Omnium Auto Inergy prévoit de produire 1,5 million de réservoirs en Russie et d'atteindre une part de marché de $40\,\%$.

Le plastique, un matériau au cœur des enjeux environnementaux automobiles

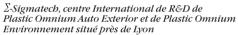
L'allègement du véhicule est un des leviers majeurs sur lequel les constructeurs travaillent pour réduire les émissions de CO_2 . Pour atteindre cet objectif, l'utilisation accrue du plastique constitue un axe de progrès reconnu. Ses atouts en termes de réduction de poids, de liberté de forme et de résistance aux chocs conduisent de plus en plus les constructeurs à adopter ce matériau.

Maîtrisant la technologie des thermoplastiques et des matériaux composites et leader mondial dans les pièces extérieures de carrosserie et les systèmes à carburant en plastique, Plastic Omnium Automobile occupe une position unique pour accompagner les constructeurs dans cette évolution et leur proposer des solutions nouvelles, adaptées à leurs cahiers des charges.

Les conteneurs enterrés et le « data management », deux sources de croissance pour l'Environnement

Dans l'Environnement, les filiales de la Compagnie Plastic Omnium déclinent leur offre au plus près des attentes des collectivités principalement en Europe, son marché historique, et à l'export. Selon leur degré de maturité en matière environnementale, les demandes portent sur la conteneurisation, la mise en place de points d'apport volontaire, la gestion des données de collecte et la tarification incitative. Aujourd'hui, les conteneurs enterrés et les offres de « data management » constituent des axes forts de la croissance. Grâce à une offre intégrée, constituée depuis l'acquisition de la société allemande Rotherm en 2011, Plastic Omnium Environnement continue de renforcer ses positions sur le marché des conteneurs enterrés. Son objectif est de réaliser 100 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2015 sur ces lignes de produits.







Futur centre de R&D de Plastic Omnium Auto Inergy à Compiègne

L'innovation, un vecteur de croissance

L'innovation est au cœur de la stratégie de développement de la Compagnie Plastic Omnium. Ses centres R&D mondiaux sont mobilisés pour optimiser l'ensemble des solutions proposées en termes d'allègement du véhicule, de réduction des émissions polluantes et de meilleure gestion des déchets. Les équipes R&D poursuivent aussi leurs avancées pour économiser les matières fossiles, via l'utilisation croissante de matière recyclée ou biosourcée.

Le déploiement des produits et technologies de Plastic Omnium Auto Inergy se confirme, avec des solutions devançant même les réglementations à venir, tant pour accompagner les motorisations hybrides que les véhicules diesel. Ses systèmes SCR de réduction des NOx équipent des véhicules Audi, Chrysler et General Motors. De son côté, Plastic Omnium Auto Exterior accélère ses travaux sur les composites hautes performances renforcés avec des fibres de verre ou carbone, pour aller plus loin dans l'allègement des véhicules et la réduction des émissions de CO₂.

Dans l'Environnement, l'ensemble des services de Data management, regroupés au sein de l'offre Optisolutions, et l'offre de nouvelles colonnes aériennes d'apport volontaire, positionnent la Compagnie Plastic Omnium comme un acteur leader sur les problématiques de réduction des déchets et d'optimisation du tri. Sa capacité à accompagner les collectivités dans la mise en place de la tarification incitative est aussi un levier de croissance pour l'avenir.

BURELLE PARTICIPATIONS

Burelle Participations a pour vocation d'investir dans des sociétés non cotées. Ses interventions prennent la forme de prises de participations en capital, de financements mezzanine et de souscriptions à des fonds.

es investissements de Burelle Participations ont pour objectif de générer des plusvalues ou des intérêts sur des périodes allant de cinq à sept ans, pour les prises de participations en capital et les financements mezzanine, et de dix à douze ans, pour les fonds. Ils s'inscrivent généralement dans le cadre d'acquisitions d'entreprises avec effet de levier.

Burelle Participations a conclu sa première opération en 2003. Depuis, son portefeuille s'est progressivement étoffé : à fin 2012, il comprend 21 lignes réparties entre les trois principales classes d'actifs (capital, mezzanine et fonds). Fin 2010, Burelle Participations

a commencé à acquérir des parts de fonds sur le marché secondaire, un type d'investissement

qu'elle a renforcé en 2011 et 2012 et qu'elle entend poursuivre en 2013.

Résultat 2012

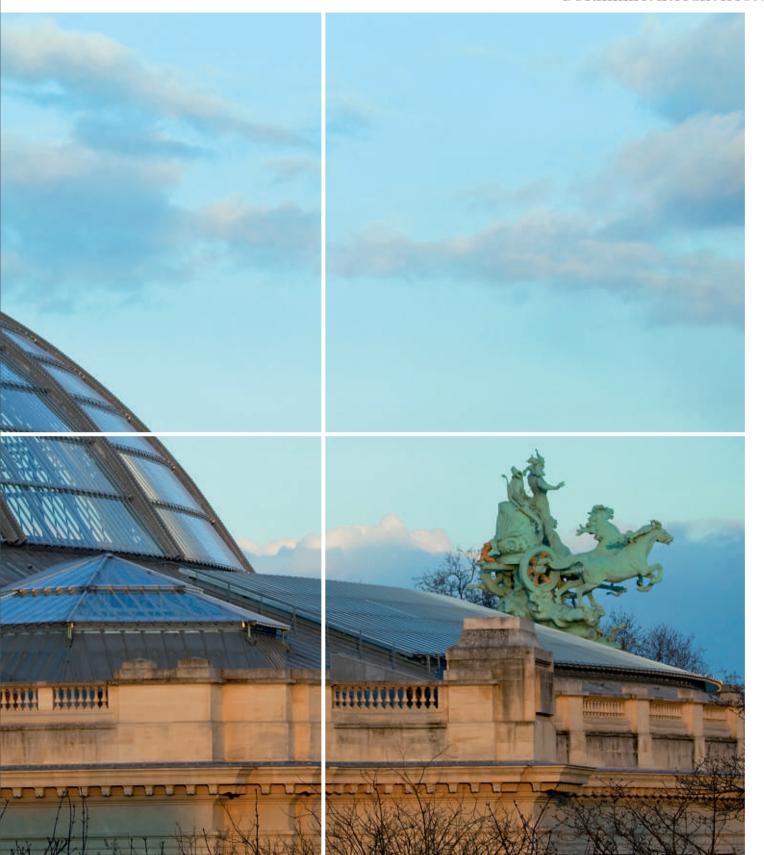
En 2012, les opérations de capital-investissement ont connu, en France, un fort ralentissement en raison des incertitudes économiques et fiscales. Alors que, depuis le premier semestre 2009, les investissements réalisés dans le non-coté étaient en hausse, semestre après semestre, cette tendance s'est interrompue au premier semestre 2012. Le nombre d'opérations de transmission réalisées pendant cette période a chuté de 23 % par rapport à 2011, les montants investis de 55 % et les désinvestissements de 44 %. L'attentisme s'est poursuivi au second semestre, les investisseurs restant prudents face à l'absence de visibilité économique et fiscale.

Pour mieux diversifier son portefeuille, Burelle Participations a investi, pour la première fois, en dehors de France en 2012, essentiellement en développant une position sur le marché des transactions secondaires.

A la fin de l'exercice, Burelle Participations affiche un actif net réévalué de 36 millions d'euros au lieu de 35,2 millions d'euros à fin 2011, après versement d'un dividende de 1 million d'euros en juin 2012. Cette filiale contribue au résultat net consolidé 2012 de Burelle SA à hauteur de 0,3 million d'euros.



BURELLE PARTICIPATIONS



SOFIPARC

Filiale à vocation immobilière détenue à 100 % par Burelle SA, Sofiparc détient et gère un patrimoine à caractère non industriel situé en Île-de-France et dans la région lyonnaise.

n immeuble de bureaux construit en bordure du Parc de la Planchette, au cœur de la ville de Levallois, dans les Hauts-de-Seine, constitue la partie la plus importante des actifs de Sofiparc. Ce bien, construit en 1989 et agrandi à deux reprises, regroupe neuf étages de bureaux et quatre sous-sols de parkings sur une superficie totale de 13 132 m².

La majeure partie de l'immeuble, soit 10 000 m², est louée par Sofiparc à la Com-

La majeure partie de l'immeuble, soit 10 000 m², est fouce par Sofiparc à la Compagnie Plastic Omnium : l'espace est occupé par la Direction Générale, les services centraux et les divisions opérationnelles. International SOS, leader mondial des services de santé et de sécurité est locataire du reste de l'immeuble depuis juin 2008, dans le cadre d'un bail locatif de six ans ferme.

Acquisition à Saint-Priest

Sofiparc est aussi historiquement propriétaire de près de 33 000 m² de terrains dans la région lyonnaise. Situé dans le 7ème arrondissement, le terrain de Lyon est exploité par le fonds immobilier Oteli France pour deux hôtels (Novotel et Ibis), dans le cadre d'un bail à construction.

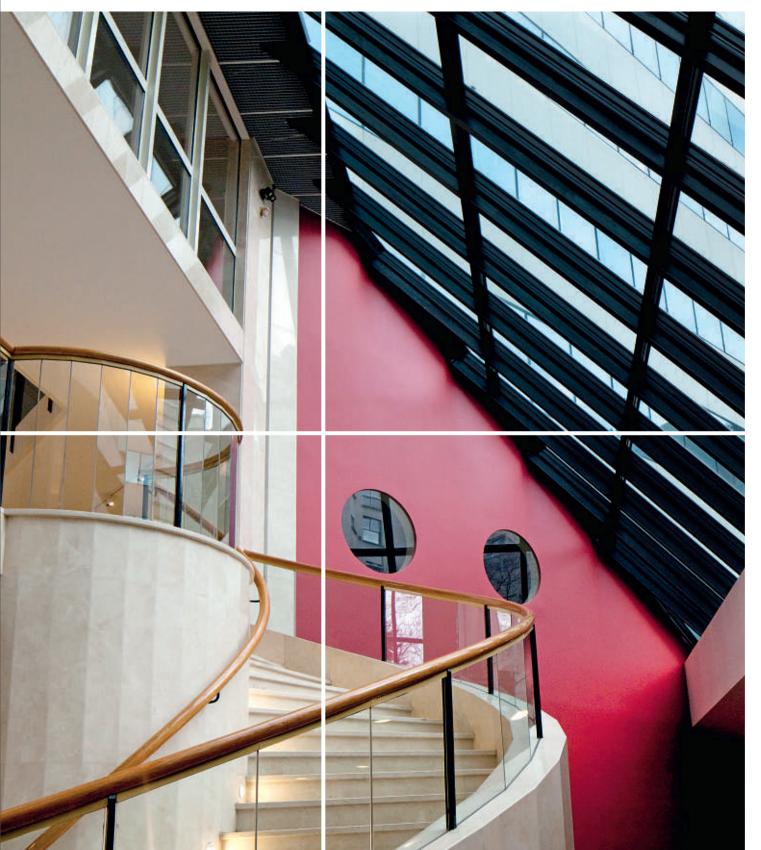
A Saint-Priest, Sofiparc est propriétaire de deux terrains nus et de deux autres donnés en bail à construction au groupe Aqua Center et à la Société McDonald's. En juin 2012, Sofiparc a fait l'acquisition d'une parcelle de 3 720 m² qui permet de constituer, avec un terrain existant de 14 993 m², un seul lot de 18 713 m² qui pourra être valorisé.

Résultats 2012

2012 a été marquée par la rénovation de 400 m² de bureaux et le contrôle de l'étanchéité d'un niveau de parking. Ces travaux optimisent les consommations d'eau et d'électricité du bâtiment. Au-delà des performances énergétiques, Sofiparc cherche aussi à améliorer la sécurité et le confort des employés sur leur lieu de travail. En 2013, elle prévoit de démarrer une nouvelle tranche de travaux qui portera sur la rénovation d'un nouvel étage et sur l'installation de nouvelles cabines d'ascenseurs.

En 2012, Sofiparc a facturé des loyers et charges pour 7,8 millions d'euros, contre 6,8 millions d'euros en 2011. Elle a contribué au résultat consolidé de Burelle SA à hauteur de 3,9 millions d'euros et lui a versé un dividende de 0,8 million d'euros.





RAPPORT FINANCIER

Comptes consolidés

- 34 Rapport de gestion du Groupe
 - 34 Activités
 - 34 Faits marquants
 - 35 Règles et méthodes comptables
 - 35 Recherche et développement
 - 36 Gestion des risques
 - 40 Comptes consolidés du groupe Burelle
 - 42 Perspectives 2013
 - 42 Événements postérieurs à la clôture
- 43 Informations environnementales et sociales
- 49 Bilan
- 50 Compte de résultat
- 51 État du résultat global
- 52 Variation des capitaux propres
- 53 Détail de la variation de périmètre
- 54 Tableau des flux de trésorerie
- 55 Annexes aux comptes consolidés
- 124 Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés
- 126 Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2012
- 139 Rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président du Conseil d'Administration de la société Burelle SA

Comptes sociaux

- 142 Rapport de gestion
 - 142 Éléments financiers
 - 142 Règles et méthodes comptables
 - 142 Capital social
 - 142 Actionnariat
 - 143 Pactes d'actionnaires
 - 143 Évolution boursière
 - 143 Rémunérations des mandataires sociaux
 - 147 Programme d'achat d'actions
 - 147 Projet d'affectation du résultat
 - 147 Information sur les délais de paiement
 - 148 Autres éléments d'information
- 149 Compte de résultat
- 150 Bilan
- Tableau des flux de trésorerie
- Annexe aux comptes annuels
- 156 Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2012
- 157 Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels
- Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés
- 160 Texte des résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2013
- Résultats financiers des cinq derniers exercices
- 164 Informations

Rapport de gestion du Groupe

présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2013

ACTIVITÉS

Burelle SA est une société holding qui contrôle trois filiales :

- la Compagnie Plastic Omnium, groupe industriel et de services. Cette filiale ayant réduit, en septembre 2012, son capital de 1,8 % par annulation d'actions propres, le pourcentage de détention de Burelle SA est passé de 55,1 % à 56,1 % $^{(1)}$.
- Burelle Participations, filiale à 100 % dédiée au capital-investissement, et
- Sofiparc, filiale immobilière détenue à 100 %.

Principal actif de Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium constitue la quasi-totalité du chiffre d'affaires consolidé de Burelle SA. Împlantée industriellement dans 29 pays et employant près de 21 000 personnes dans le monde, la Compagnie Plastic Omnium est présente principalement dans les équipements automobiles qui constituent plus de 90 % de son chiffre d'affaires en 2012. Cette activité regroupe deux leaders mondiaux au sein de Plastic Omnium Automobile :

- Plastic Omnium Auto Exterior, leader mondial des pièces et modules de carrosserie, conçoit, fabrique et livre une large gamme de pièces produites à partir de polypropylène injecté et de matériaux composites : pare-chocs et systèmes d'absorption d'énergie, modules d'ailes, modules bloc-avant et pièces en composites, notamment des hayons. En 2012, Plastic Omnium Auto Exterior a livré 15 millions de parechocs peints, ce qui correspond à une part de marché mondial de 10 %. Ses principaux concurrents sont le groupe canadien Magna et l'équipementier automobile français Faurecia, qui détiennent des parts de marché de respectivement 8 % et 4 %.
- Plastic Omnium Auto Inergy est le premier fabricant mondial de systèmes à carburant, produits par soufflage du polyéthylène. Produit de sécurité intégré et de dépollution, le système à carburant intègre plusieurs fonctions: remplissage, stockage, jaugeage, ventilation et alimentation moteur. Les réservoirs en métal, qui représentent encore 30 % du marché mondial, sont progressivement remplacés par le plastique pour des raisons de sécurité et de réduction de poids. Ce segment de marché représente un potentiel de croissance important.

En 2012, Plastic Omnium Auto Inergy a fabriqué près de 17 millions de réservoirs soit une part du marché mondial estimée à 21 %. Ses principaux concurrents sont Kautex, filiale du groupe américain Textron, et le groupe TI, qui détiennent des parts de marché de respectivement 15 % et 8 %.

Plastic Omnium Automobile emploie 18 320 personnes en 2012. Ses deux activités gèrent 94 sites industriels de proximité qui fournissent la plupart des constructeurs mondiaux.

Deuxième pôle d'activité de la Compagnie Plastic Omnium, Plastic Omnium Environnement représente 10 % du chiffre d'affaires consolidé 2012. Son offre réunit un ensemble de produits et services destinés principalement aux collectivités locales et aux entreprises : conteneurs pour les déchets, systèmes de

gestion des déchets par tarification incitative et équipement urbain. Cette activité emploie 2 570 personnes et dispose de 13 usines en Europe. Sa part du marché européen est estimée à 29 %. Ses principaux concurrents sont des sociétés allemandes, ESE et Schaefer, avec des parts de marché de respectivement 20 % et 17 %.

Les filiales non industrielles de Burelle SA sont Sofiparc, qui détient un ensemble de bureaux situés à Levallois (Hauts-de Seine) et des terrains dans la région lyonnaise, et Burelle Participations, filiale spécialisée dans le capital-investissement, dont la vocation est d'investir dans des entreprises non cotées avec un horizon de valorisation à moyen terme.

FAITS MARQUANTS

Poursuite de la croissance de la production automobile mondiale

La production automobile mondiale s'est accrue, en 2012, de 4,9 millions de véhicules, une hausse équivalente à plus de 2,5 fois la production française. De 74,8 millions de véhicules en 2011, elle est passée à 79,7 millions de véhicules en 2012, soit une progression de 6,6 %. Alors que l'Europe reculait de 4,8 %, l'Amérique du Nord (+17,4 %) et la zone Japon-Corée (+11,7%) poursuivaient leur rebond. La Chine et le reste de l'Asie restaient des marchés très dynamiques, en croissance de respectivement 7,3 % et 22,1 %.

La production automobile mondiale devrait continuer à croître dans les années à venir. D'ici 2016, il est prévu qu'elle atteigne 95 millions de véhicules, soit une progression estimée à environ 5 % par an. Sur les 15 millions de véhicules supplémentaires qui seraient produits en 2016, 70 % proviendraient du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine (BRIC) qui représenteraient alors 40 % de la production mondiale.

Compagnie Plastic Omnium : des résultats en progression

Dans un environnement globalement porteur, mais contrasté, la Compagnie Plastic Omnium réalise des résultats d'excellente facture. Tant en termes de croissance de l'activité qu'au plan de la génération de trésorerie et de la structure financière, les résultats 2012 marquent de nouveaux progrès. Le résultat net consolidé franchit un nouveau cap, à 181,5 millions d'euros, en progression de 6 % par rapport à 2011, sur un chiffre d'affaires en hausse de 8,5 % à taux de change et périmètre constants. Le cash flow libre progresse et permet de réduire l'endettement net tout en maintenant un effort d'investissement soutenu pour préparer la croissance future. Ces résultats solides témoignent du bon positionnement des activités automobiles et de la dynamique de développement dans laquelle elles sont engagées.

Le Conseil d'Administration de la Compagnie Plastic Omnium proposera à la prochaine Assemblée des actionnaires une augmentation de 10 % du dividende, qui passera de 0,69 euro par action en 2011 à 0,76 euro par action, si la résolution est approuvée.

(1) 59,66 % après éliminations des actions propres

Compagnie Plastic Omnium: poursuite des implantations et alliances dans les zones de croissance et renforcement des capacités de développement

Objectif prioritaire de la stratégie menée par la Compagnie Plastic Omnium, l'expansion dans les pays émergents s'est poursuivie en 2012. Trois nouvelles usines ont été ouvertes au cours de l'année, au Brésil, au Maroc et en Pologne. Quatre autres sont en cours de construction en Chine et une autre en Inde. À fin 2012, près des deux-tiers des implantations automobiles sont situées en Amérique du Nord et dans des zones émergentes.

En parallèle à l'expansion géographique du réseau industriel, la Compagnie Plastic Omnium mène une politique d'alliances avec des partenaires locaux pour accélérer son développement dans certaines zones privilégiées. En 2012, elle a finalisé l'accord de joint-venture avec DSK en Russie, un marché en forte croissance et encore dominé par les réservoirs en métal. Elle a également renforcé sa présence en Chine, avec la mise en route de sa société commune avec une filiale de Beijing Automotive Industry Co (BAIC), un des grands constructeurs chinois. Enfin, dans les pièces de carrosserie, Plastic Omnium Auto Exterior a pris le contrôle total, en août 2012, de Plastic Omnium Varroc Private Ltd, sa coentreprise en Inde précédemment détenue à 60 %.

Pour accompagner la croissance attendue dans les prochaines années, la Compagnie Plastic Omnium a annoncé la construction, à Compiègne, d'un nouveau centre de recherche et développement international pour les réservoirs à carburant qui ouvrira en 2014. Elle a également lancé la construction d'un nouveau centre de développement dans les pièces extérieures en Chine, au sein de sa joint-venture Yanfeng Plastic Omnium, et renforcé les moyens de développement dans les composites dans son centre de recherche et développement Σ -Sigmatech, près de Lyon.

Burelle Participations : premières opérations à l'international

En 2012, Burelle Participations a commencé, pour la première fois, à investir hors de France. Cette inflexion dans la politique d'investissement a été menée principalement en augmentant l'exposition au marché des transactions secondaires. Sur les 10 millions d'euros d'engagements nouveaux pris au cours de l'année, l'allocation internationale représente 4 millions d'euros qui ont été souscrits dans des fonds spécialisés dans les opérations secondaires ou investis dans des rachats, menés en direct sur le marché secondaire.

Au cours de l'exercice, le remboursement d'un financement mezzanine, conclu en 2005, a permis de réaliser un taux de rendement interne de 11,1 % et un multiple de 1,8 fois la mise.

Burelle SA: nouvelle progression des résultats

Au niveau consolidé, les résultats en forte progression de la Compagnie Plastic Omnium et la contribution des autres filiales se traduisent, dans les comptes du groupe Burelle SA, par un résultat net part du groupe de 108,4 millions d'euros, un niveau supérieur au seuil historique de 106 millions atteint en 2011. Au 31 décembre 2012, Burelle SA présente une structure financière

renforcée, avec un gearing qui s'améliore de 18 points, de 60 %

Burelle SA affiche un résultat social de 16,6 millions d'euros, en hausse de 47 %, grâce principalement à l'augmentation des dividendes versés par la Compagnie Plastic Omnium et Burelle Participations. L'endettement net en fin d'exercice passe de 20,4 millions d'euros à 8,3 millions d'euros, en baisse de 12,1 millions d'euros. Compte tenu des dividendes attendus des filiales en 2013 et du niveau de dividende proposé au titre de 2012, la société Burelle SA devrait être quasiment désendettée à la fin de l'exercice 2013.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les règles et méthodes comptables sont décrites dans les annexes des comptes consolidés.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

La Recherche et Développement fait partie intégrante de la stratégie à long terme de la Compagnie Plastic Omnium, filiale industrielle de Burelle SA, tant dans les Equipements Automobiles que dans l'Environnement.

En 2012, la Compagnie Plastic Omnium a consacré près de 244 millions d'euros à la Recherche et Développement soit plus de 5 % de son chiffre d'affaires consolidé. Cette activité emploie plus de 1 400 ingénieurs et techniciens, soit plus de 6 % des effectifs totaux, regroupés dans quatre centres de R&D et dix centres de développement et antennes techniques chargés de développer localement les projets des constructeurs automobiles sur leurs différents marchés. Le département de R&D gère un portefeuille de 2 585 brevets, dont 52 ont été déposés en 2012.

Le pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium contribue à la recherche de solutions pour réduire les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) et d'oxydes d'azote (NOx). Son programme de développement est orienté sur trois vecteurs : l'allégement des véhicules et l'aérodynamisme, les systèmes de dépollution et les besoins spécifiques des motorisations hybrides et électriques.

L'allègement des véhicules constitue un des moyens d'action dont dispose les constructeurs pour respecter les nouveaux seuils d'émissions de CO₂. Pour répondre à ces objectifs, la Compagnie Plastic Omnium propose, en complément de son offre traditionnelle en thermoplastiques, des pièces de carrosserie ou de structure en matériaux composites. Les hayons arrière et les planchers en composites actuellement en production permettent une réduction de poids de 30 % par rapport aux solutions en acier. Maîtrisant à la fois les thermoplastiques et les composites, la Compagnie Plastic Omnium est en mesure d'offrir aux constructeurs une solution adaptée pour chaque application. Compte tenu de ces avantages, le taux d'utilisation des matériaux thermoplastiques et composites dans les véhicules devrait passer de 15 % à 20 % du poids du véhicule d'ici 2020. Pour accélérer le développement de ce type de solutions, la Compagnie Plastic Omnium a agrandi son centre mondial de R & D, Σ-Sigmatech, situé en région lyonnaise. Depuis 2002, Plastic Omnium Auto Exterior produit deux hayons hybrides pour PSA-Peugeot Citroën et Land Rover, combinant matériaux

Rapport de gestion du Groupe

présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2013

thermoplastique et thermodurcissable. Le chiffre d'affaires généré par ces nouveaux hayons devrait doubler dans les quatre ans à venir pour atteindre 200 millions en 2016.

Pour réduire les émissions de NOx produites par les moteurs diesel, Plastic Omnium Auto Inergy propose le système SCR (Selective Catalytic Reduction), dont le principe repose sur l'injection d'une solution d'urée, l'AdBlue®, au niveau de l'échappement à partir d'un réservoir supplémentaire. Cette solution réagit avec les oxydes d'azote pour former de l'azote et de l'eau. Actuellement dans sa deuxième génération, le système SCR de Plastic Omnium Auto Inergy permet, en éliminant 95 % des émissions de NOx et jusqu'à 8 % des émissions de CO2, de répondre aux futures normes d'émissions et de consommation applicables en Europe à partir de 2014. Ce système a fait l'objet, début 2012, d'une commande majeure pour les véhicules diesel d'Audi qui devrait représenter un chiffre d'affaires estimé à 500 millions d'euros, sur la durée de vie des véhicules. Six autres constructeurs ont également passé des commandes. Au total, le système SCR devrait apporter un chiffre d'affaires complémentaire de 250 millions d'euros d'ici 2016.

Pour les véhicules hybrides, Plastic Omnium Auto Inergy développe des solutions destinées à réduire le bruit lié au déplacement du carburant dans le réservoir. Pour résoudre le problème rencontré dans les futurs véhicules hybrides rechargeables en matière de stockage des vapeurs d'hydrocarbures accumulées pendant le roulage, Plastic Omnium Auto Inergy propose des systèmes à carburant en plastique renforcés permettant d'accumuler les vapeurs d'hydrocarbures sans déformation du système, jusqu'à ce que la remise en route du moteur à combustion interne permette de les purger.

La solution TSBM™ développée par Plastic Omnium Auto Inergy constitue une solution particulièrement adaptée pour réduire les émissions d'hydrocarbures car elle permet d'introduire un maximum de composants dans l'enveloppe du réservoir dès le soufflage, au lieu de les souder une fois le réservoir fabriqué.

Dans l'Environnement, l'utilisation accrue de matière recyclée et de matériaux verts constitue le principal axe de développement. La part de polyéthylène recyclé dans la production globale de bacs, corbeilles ou colonnes aériennes s'accroît progressivement : de 20 % en 2007, elle est passée à 55 % en 2012. En 2012, Plastic Omnium Environnement a lancé une gamme de bacs 4 roues en polyéthylène 100 % recyclé. En 2010, le bac «Green Made», en PHED de canne à sucre non alimentaire, a fait l'objet d'une commande de 50 000 unités par la ville de Rio de Janeiro.

Autre axe de recherche et développement, les services de tarification incitative de Plastic Omnium Environnement sont destinés à aider les collectivités locales à répondre aux objectifs de la loi «Grenelle 2009» en optimisant le coût de traitément des déchets par un système de facturation des usagers en fonction de la quantité de déchets produite. Filiale de Plastic Omnium Environnement, Envicomp est n°1 en Europe pour les solutions d'identification et de systèmes de pesée embarquée. Elle équipe en puces RFID plus de 8 millions de conteneurs et gère 5,5 millions de producteurs de déchets dans ses bases de données.

GESTION DES RISQUES

1 Risques opérationnels

Risques liés aux programmes automobiles

L'activité du secteur automobile dépend de multiples facteurs, parfois régionaux, tels que l'activité économique, la politique industrielle des constructeurs, l'accès des ménages au crédit ou le contexte réglementaire. Par ailleurs, tout investissement relatif à un programme automobile donné se double, du fait de sa singularité (marque, design, date de lancement, non renouvellement...), d'un risque spécifique qui peut affecter la performance commerciale de l'entreprise.

Réduisant notablement l'exposition aux risques spécifiques et géographiques, la politique de diversification des activités, d'une part, et la multiplicité des programmes automobiles, d'autre part, constituent un axe majeur de la stratégie de la Compagnie Plastic Omnium.

Le pôle Automobile s'efforce de diversifier, par la géographie, son exposition à l'évolution des marchés de la production automobile. La part de son chiffre d'affaires réalisée en Europe de l'Ouest qui était de 42 % en 2011 est passée à 37 % en 2012.

Le pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium compte plus de 30 clients dans 40 pays soit la quasi-totalité des grands constructeurs mondiaux, sur différents segments de marché et deux grandes familles de produits distinctes.

En matière d'engagement, tout nouveau projet fait l'objet d'un processus de validation très circonstancié et, pour les projets les plus significatifs, d'une autorisation de la Direction Générale de la Compagnie Plastic Omnium. Une fois le projet accepté, un dispositif structuré de suivi opérationnel et financier est mis en place afin d'en contrôler l'évolution.

Risque fournisseur

La performance du secteur automobile réside dans la maîtrise de la chaîne logistique dont l'organisation, remarquable par sa performance, suscite une relation forte des partenaires qui la constituent. Le travail important que requiert l'homologation d'un fournisseur dans le cadre d'un programme donné rend difficile toute substitution rapide en cas de déficience non anticipée. Le choix comme le suivi des partenaires d'un projet constituent des facteurs clés de son succès.

Dans cette optique, tout fournisseur automobile fait l'objet d'une homologation établie sur des critères opérationnels, financiers et régionaux précis.

Dans le pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium, un panel de fournisseurs choisis fait en sus l'objet d'une surveillance trimestrielle récurrente, opérée par la direction des achats, avec l'aide d'agences spécialisées. Les fournisseurs à risques font l'objet d'un suivi particulier avec la présence dédiée chez le fournisseur d'un stock de sécurité.

Le pôle Environnement pratique une politique de duplication des sources pour les approvisionnements les plus critiques. Il exerce également une surveillance permanente de certains fournisseurs importants avec le support des fonctions centrales et, au besoin, d'agences externes.

Enfin, les directions opérationnelles exercent une vigilance toute particulière dans ce domaine afin d'anticiper et de gérer au mieux des situations de défaut d'approvisionnement peu fréquentes, mais au développement éventuellement rapide.

En 2012, la Compagnie Plastic Omnium n'a pas connu de défaillances majeures de la part de ses fournisseurs ayant eu des conséquences négatives sur le process logistique.

Risque informatique

L'activité quotidienne des fonctions métiers et support repose sur une mise en œuvre cohérente et un bon fonctionnement des infrastructures informatiques et logicielles.

Les systèmes d'information étant devenus une composante stratégique, une attention particulière est portée, au niveau de la Direction Générale, à leur adaptation aux nouvelles technologies de pointe et à la disponibilité, l'intégrité et la confidentialité des informations véhiculées, traitées et stockées.

Convaincue que l'uniformisation des moyens d'échange et d'accès à l'information interne par la mise en œuvre de solutions adaptées, performantes et robustes contribue au bon fonctionnement et à l'efficacité du Groupe, la Direction des Systèmes d'Information de la Compagnie Plastic Omnium, soutenue par la Direction Générale, a procédé au lancement de plusieurs chantiers de grande envergure, notamment la refonte intégrale des postes de travail de l'ensemble des collaborateurs du Groupe, des outils de communication et de collaboration associés (projet OPALE), la mise en œuvre d'un nouveau système de gestion et de contrôle de postes nomades ainsi que le renforcement du contrôle d'accès au système d'information (déploiement sur les ERP en 2012).

Afin de s'assurer de l'efficacité des moyens informatiques mis en œuvre pour accompagner les métiers, la sécurité des systèmes d'information est intégrée en amont des projets stratégiques par la réalisation d'une analyse des risques complétée par un contrôle régulier, basé sur des audits ou des campagnes d'auto-évaluation.

2 Risques industriels et environnementaux Risque Hygiène, Sécurité et Environnement

La Compagnie Plastic Omnium met en œuvre, sur le plan mondial, une politique en matière de sécurité et d'environnement qui repose sur une vision partagée, un pilotage structuré, un reporting et des démarches de certification.

Cette politique est pilotée par le Comité de Direction qui examine mensuellement la performance individuelle de chaque filiale, laquelle fait l'objet d'un reporting spécifique établi dans le cadre d'une démarche active de progrès continu.

Une organisation dédiée, composée sur le terrain d'animateurs Hygiène, Sécurité et Environnement (HSE), est chargée d'en favoriser et d'en coordonner le déploiement. Ce réseau d'experts est animé par la Direction Sécurité Environnement, relayée par des Managers Sécurité Environnement centraux au niveau de chaque division. Cependant, en définitive, la responsabilité de la gestion et du suivi des risques liés à la sécurité et à l'environnement incombe aux Directeurs de divisions.

Des plans d'actions correctives et d'améliorations continues sont mis en œuvre et intégrés dans les démarches de certification ISO 14001 et OHSAS 18001 des sites industriels. Ces plans encouragent la généralisation des bonnes pratiques. Ils intègrent, outre la mise en conformité des équipements, des formations relatives au règlement REACH, à l'ergonomie, à l'interface «hommemachine» et aux outils du programme interne «Top Safety».

Par ailleurs, la Compagnie Plastic Omnium s'est dotée d'un système de management spécifique. Promu par le Comité de Direction, il repose sur cinq axes de management, ou «management roadmaps»: le leadership, la motivation, la compétence, la recherche de l'excellence et les conditions de travail. Un comité spécialisé, le Comité Sécurité Environnement, comprenant plusieurs membres du Comité de Direction de la Compagnie Plastic Omnium, en pilote la mise en œuvre.

En 2012, la Compagnie Plastic Omnium a obtenu le renouvellement de la Certification OHSAS 18001 de son «Pilotage central de la sécurité des personnes et des biens».

Risque Qualité

En matière de qualité des produits et des processus, les divisions de la Compagnie Plastic Omnium ont également mis en place, selon des schémas qui prévalent depuis de nombreuses années dans l'industrie, et notamment dans l'Automobile, des organisations dédiées et des processus fiabilisés dont la robustesse et l'efficacité font systématiquement l'objet d'une procédure de certification ISO 9001 (Pôle Environnement) ou ISO/ TS 16949 (Pôle Automobile).

3 Risques de marché

La Compagnie Plastic Omnium centralise la gestion de la trésorerie des filiales qu'elle contrôle à travers Plastic Omnium Finance qui gère, pour leur compte, le risque de liquidité, le risque de change et le risque de taux. La politique relative à la couverture des risques de marché qui se traduit par des prises d'engagement, au bilan ou hors bilan, est validée trimestriellement par le Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium.

Les opérations qui ont trait à Burelle SA, Burelle Participations et Sofiparc sont validées par leur Président-Directeur Général, Président ou par leurs Directeurs Généraux Délégués. Burelle SA et Sofiparc utilisent Plastic Omnium Finance, de manière récurrente, pour des transactions financières qui impliquent des sociétés appartenant à la Compagnie Plastic Omnium.

Risque de liquidité

Les sociétés du Groupe, et plus particulièrement la Compagnie Plastic Omnium, doivent disposer à tout moment des ressources financières suffisantes pour financer l'activité courante, les investissements nécessaires à leur développement et faire face à tout évènement à caractère exceptionnel.

Rapport de gestion du Groupe

présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2013

Pour diversifier ses ressources financières, la Compagnie Plastic Omnium a mis en place, en 2012, deux nouveaux financements, sans covenants financiers:

- une émission obligataire privée «Euro Private Placement» (EuroPP) d'un montant de 250 millions placée auprès d'investisseurs institutionnels français. Cotées à Euronext Paris, ces obligations portent un coupon de 3,875 % pour une maturité décembre 2018.
- un placement «Schuldschein», placement privé de droit allemand, conclu avec des investisseurs essentiellement étrangers, pour un montant de 119 millions d'euros. Ce financement comporte une tranche à taux fixe de 3,72 % et une autre à taux variable, toutes deux de maturité juin 2017.

Parallèlement à ces sources de financements, la Compagnie Plastic Omnium et certaines de ses filiales disposent de ressources à moyen terme sous forme de contrats de crédit bancaire confirmé, exempts de garantie à caractère purement financier («financial covenant»). Au 31 décembre 2012, l'échéance moyenne de ce portefeuille d'ouvertures de crédit excède trois ans.

En outre, la Compagnie Plastic Omnium a mis en place des contrats de cessions de créances commerciales dont l'échéance moyenne excède deux ans. Au 31 décembre 2012, les ressources moyen terme disponibles couvrent les besoins de financement estimés jusqu'à fin juin 2016. Enfin, la Compagnie Plastic Omnium dispose d'ouvertures de crédit court terme et d'un programme de billets de trésorerie. Toutes les lignes à court et moyen terme sont ouvertes auprès d'institutions bancaires de premier plan.

Les situations de trésorerie de la Compagnie Plastic Omnium et de ses divisions sont suivies quotidiennement et font l'objet d'un rapport hebdomadaire remis à la Direction Générale.

Burelle SA et Sofiparc disposent de leurs propres lignes de crédit confirmées. Au 31 décembre 2012, celles-ci s'élèvent à 107 millions d'euros et ont une échéance moyenne de trois ans.

Le Groupe procède régulièrement à une revue de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face aux échéances à venir.

Risque de change

L'activité de la Compagnie Plastic Omnium repose pour la plus grande part, sur des usines de proximité : produisant et vendant dans le même pays, elle est peu exposée aux fluctuations de change, hormis pour la conversion comptables des états financiers.

La politique de la Compagnie Plastic Omnium consiste à minimiser tout risque de change né de transactions devant donner lieu à un paiement ou à une recette futurs. Si une transaction fait apparaître un risque de change, celui-ci fera l'objet d'une couverture sur le marché des changes à terme. L'opération de couverture sera réalisée par les filiales concernées auprès de la trésorerie centrale qui, à son tour, agit comme banque de ses filiales et gère l'exposition ainsi générée auprès de ses banques.

Par ailleurs, Burelle Participations a pris, en 2012, deux engagements dans des fonds libellés en dollars pour un montant total de 3,5 millions de dollars qui n'ont pas fait l'objet d'une couverture de change. Le risque de change est en partie limité par l'existence dans les portefeuilles sous-jacents d'actifs libellés

Risque de taux

La Compagnie Plastic Omnium souscrit des instruments de couverture de taux d'intérêt de type swaps et caps. L'objectif est d'annuler ou de limiter l'impact sur le compte de résultat d'une hausse des taux d'intérêt variables dans la perspective de la maîtrise de la charge d'intérêts générée par la dette actuelle

Au 31 décembre 2012, 100 % de la dette en euros à taux variable est couverte par des couvertures fermes ou optionnelles sur des durées comprises entre six mois et six ans.

Risque de prix des matières premières

L'activité de la Compagnie Plastic Omnium nécessite l'achat de quantités importantes de matières premières (plastiques, aciers, peintures,...). Les variations du prix d'achat de ces matières impactent la marge opérationnelle.

Pour limiter les risques liés à ces variations de prix, la Compagnie Plastic Ômnium négocie avec ses clients des clauses d'indexation des prix de vente ou, à défaut, procède à des renégociations régulières de prix.

Par ailleurs, la Compagnie Plastic Omnium négocie avec ses fournisseurs des contrats comportant des engagements de prix annuels. Enfin, les stocks sont optimisés de manière à réduire au minimum les impacts de variation de cours.

4 Risques juridiques

La Compagnie Plastic Omnium dispose d'une Direction des Affaires Juridiques centralisée qui s'appuie, si besoin, sur des conseils locaux et sur un réseau de correspondants dans les principaux pays. Cette Direction accompagne les Directions opérationnelles et fonctionnelles dans toutes leurs opérations courantes ou exceptionnelles. De plus, elle prévient, anticipe et gère les risques juridiques liés aux activités et pilote les litiges.

Les questions juridiques relatives à Burelle SA et à Burelle Participations sont suivies par le Secrétaire Général de Burelle SA, assisté par des conseils spécialisés.

Risque lié à la propriété intellectuelle

La Recherche et l'Innovation constituent des piliers importants de la Compagnie Plastic Omnium, pour le pôle Automobile comme pour le pôle Environnement. Afin de protéger la Compagnie contre toute appropriation d'une invention ou d'une marque par un tiers, la Direction des Affaires Juridiques, en collaboration avec un conseil extérieur et en appui des Directions Recherche & Développement, assure la défense des intérêts du Groupe en matière de propriété intellectuelle. Le savoir-faire et les innovations issues de la recherche de la Compagnie Plastic Omnium, font, dans la mesure du possible et lorsque l'enjeu le justifie, l'objet de dépôts de brevets visant à protéger ses droits de propriété industrielle.

Risque lié aux produits et services vendus

La Compagnie Plastic Omnium est exposée à certains risques d'actions en garantie ou en responsabilité de la part de ses clients au titre des produits et services vendus. Ces risques relèvent de la responsabilité civile contractuelle et font l'objet d'une couverture d'assurance spécifique.

La Compagnie Plastic Omnium est également soumise au risque d'actions en responsabilité en cas de défaut des produits et services vendus provoquant des dommages aux tiers. Ces risques relèvent de sa responsabilité civile délictuelle et font l'objet d'une couverture d'assurance spécifique. Eu égard aux standards Qualité en vigueur, au sein de la Compagnie Plastic Omnium, le risque produit apparaît bien maîtrisé.

Risque lié au respect du droit de la concurrence

Un Code de Conduite relatif au respect des règles du Droit de la Concurrence a été mis en place dans le Groupe en 2011.

5 Autres risques

Risque clients

Dans l'Automobile, l'évolution de l'activité en 2012 s'est accompagnée d'une diversification renforcée du portefeuille clients. En 2012, le chiffre d'affaires se répartit de la manière suivante : constructeurs allemands (31 %), constructeurs américains (25 %), constructeurs français (22 %), constructeurs asiatiques (15 %) et autres (7 %).

Dans l'Environnement, des contrats ont été passés avec les collectivités locales. Certains retards de paiement sont toujours enregistrés, notamment en Espagne. Néanmoins, les actions engagées ont permis de réduire globalement le montant des créances échues et le risque est faible du fait de la diversité et de la nature de la clientèle. En particulier, le plan «ICO» a permis d'encaisser, en 2012, 10 millions d'euros dont 7 millions d'euros de la ville de Madrid.

En matière de gestion, un «Credit Manager» est chargé de mettre en œuvre des processus structurés de surveillance du risque clients et de recouvrement des en-cours, au sein des divisions. Le délai moyen de règlement est de 51 jours en 2012. Les créances à plus de six mois représentent 12 millions d'euros en valeur brute, et 7,1 millions d'euros en valeur nette.

Enfin, dans tous les métiers de la Compagnie Plastic Omnium, des procédures de revue précèdent les réponses aux appels d'offres, notamment dans un souci d'équilibre du portefeuille d'en-cours clients dont la Direction Générale fixe le profil cible et sur lequel elle exerce une surveillance permanente.

Risque fiscal

La structure complexe et internationale du Groupe nécessite de mettre en œuvre un suivi complet des obligations, enjeux et risques fiscaux.

La Direction Fiscale est centralisée, pour l'ensemble du Groupe, au niveau de la Compagnie Plastic Omnium. Cette Direction travaille aux côtés des directions comptable, juridique et financière notamment. Composée de trois départements en charge respectivement de la gestion fiscale des entités, des métiers et du Groupe, elle s'appuie sur un réseau de fiscalistes travaillant au siège et dans les principaux pays ainsi que sur des conseillers Groupe ou locaux. Elle veille à ce que chacune des sociétés du Groupe remplisse ses obligations fiscales dans le respect des lois et des règlements. Elle leur apporte le support et l'expertise nécessaires pour toutes les opérations, courantes ou exceptionnelles, nécessitant une approche fiscale.

Le reporting fiscal mis en place permet d'assurer le suivi et la maîtrise des impôts courants et différés de l'ensemble des entités fiscales et contribue à la diminution du temps de production des comptes consolidés. Un outil de documentation des prix de transfert permet, outre le suivi et la gestion des prix de cession à l'intérieur du Groupe, d'assurer la qualité de la gestion fiscale et de réduire des risques potentiels en ce domaine. Ces deux systèmes d'information et de process de gestion sont complétés par d'autres outils spécifiques en fonction des pays.

L'ensemble de ces ressources et de ces moyens permet à la Direction Fiscale d'assurer la Direction Générale du suivi complet des obligations, des enjeux et des risques fiscaux inhérents à la structure complexe et internationale du Groupe.

Risque lié à Burelle Participations

Burelle Participations investit, aux côtés de partenaires, dans des acquisitions d'entreprises avec effet de levier. Par définition, ces opérations sont montées avec un niveau d'endettement important qui s'appuie sur les prévisions de cash-flow libre généré par l'entreprise. Pour assurer une diversification satisfaisante des risques inhérents à ce type d'opérations, Burelle Participations s'attache à maintenir une structure de portefeuille diversifiée, répartie entre trois classes d'actifs (fonds, mezzanine et capital).

Au 31 décembre 2012, Burelle Participations détient des actifs comprenant principalement un portefeuille d'investissements et des liquidités en attente d'affectation, pour une valeur nette comptable de 29,5 millions d'euros. Les investissements en capital constituent la partie la plus risquée du portefeuille car ils sont moins diversifiés que les participations dans des fonds et sont subordonnés au paiement de toute forme de dette. Au 31 décembre 2012, les investissements en capital représentent une valeur nette comptable de 4,0 millions d'euros répartie sur trois lignes valorisées à 6,1 millions d'euros.

6 Assurances et couvertures des risques

Il a été mis en place un programme mondial d'assurances bénéficiant à toutes les sociétés du Groupe. Ce programme est accompagné de polices locales dans tous les pays où le Groupe est implanté. Il vise à couvrir les risques principaux pouvant affecter ses activités, ses résultats ou son patrimoine, à savoir :

- l'assurance Dommages et Pertes d'exploitation,
- l'assurance Responsabilité Civile Exploitation et Produit,
- l'assurance Responsabilité Civile Environnement.

Les couvertures et les montants de garanties sont appropriés à la nature des risques et tiennent compte des capacités du marché de l'assurance.

Rapport de gestion du Groupe

présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2013

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE BURELLE

Le chiffre d'affaires consolidé de Burelle SA s'élève à 4808,2 millions d'euros en 2012 contre 4222,1 millions d'euros en 2011, en hausse de 13,9 %. À périmètre et change constants, l'activité est en croissance de 8,5 %.

Les variations de périmètre comprennent, dans l'Automobile, l'acquisition des systèmes à carburant de Ford aux États-Unis en juin 2011, et celle des actifs de Plastal en Pologne dans les pièces extérieures de carrosserie en décembre 2011, et, dans l'Environnement, la cession des filiales de signalisation routière en France et en Allemagne dans le cadre du dénouement du partenariat avec Eurovia, avec effet rétroactif au 1er janvier 2012.

Le chiffre d'affaires consolidé est généré, à hauteur de 4 806,2 millions d'euros par la Compagnie Plastic Omnium, principal actif de Burelle SA. La contribution de Sofiparc au chiffre d'affaires consolidé, après prise en compte des loyers intergroupe, est de 2 millions d'euros en 2012 au lieu de 1,7 million d'euros en 2011.

La croissance du chiffre d'affaires provient essentiellement de la progression des activités automobiles de la Compagnie Plastic Omnium, en Amérique du Nord, en Asie et en Europe de l'Est. Ces marchés, en hausse de 30 %, représentent 53 % du chiffre d'affaires consolidé de Burelle SA en 2012 contre 46 % en 2011. La contribution de l'Europe de l'Ouest baisse de 48 % en 2011 à 42 %.

La marge opérationnelle consolidée, avant prise en compte de l'amortissement des actifs incorporels acquis provenant des acquisitions, progresse de 13,3 %, passant de 295,4 millions d'euros en 2011 à 334,6 millions d'euros en 2012. Pour la troisième année consécutive, le taux de marge se maintient à 7 % du chiffre d'affaires, son niveau historique.

L'amortissement des actifs incorporels acquis représente une charge sur l'exercice de 18,1 millions d'euros au lieu de 17,0 millions d'euros en 2011.

Le résultat non courant 2012 est constitué de charges nettes d'un montant de 18,1 millions d'euros. Il intègre essentiellement des dépréciations d'actifs et des coûts de restructuration pour 32,7 millions d'euros et des produits comprenant des gains sur acquisitions et un profit de réévaluation d'actifs, pour un montant de 16,5 millions d'euros auxquels s'ajoute une plus-value nette de 0,2 million d'euros en provenance de Burelle Participations.

En 2011, le résultat non courant était constitué de produits et charges nets pour un montant positif de 3,7 millions d'euros qui intégrait un produit net de 2,6 millions d'euros généré par Burelle Participations et des charges nettes de 1,1 million d'euros liées à la Compagnie Plastic Omnium.

Le résultat financier s'élève à 45,7 millions d'euros contre 42,1 millions d'euros en 2011.

La charge d'impôt de l'exercice s'élève à 62,5 millions d'euros contre 58,1 millions d'euros en 2011 soit un taux effectif d'impôt de 24,7 % au lieu de 24,3 % en 2011. Après prise en compte de cet impôt, le résultat net consolidé de Burelle SA ressort à 190,5 millions d'euros contre 181,3 millions d'euros en 2011.

Déduction faite de la part des minoritaires, le résultat net part du Groupe s'établit à 108,4 millions d'euros contre 106,0 millions d'euros en 2011. Ramené à une action, il ressort à 61,86 euros contre 60,57 euros pour l'exercice précédent.

La capacité d'autofinancement consolidée du Groupe s'élève à 472,9 millions d'euros contre 419,6 millions d'euros en 2011. Après déduction des intérêts et des impôts payés pour un total de 107,8 millions d'euros et prise en compte d'une réduction du fonds de roulement de 64,8 millions d'euros, la trésorerie provenant de l'exploitation ressort à 430,0 millions d'euros contre 369,2 millions d'euros en 2011. Elle couvre largement les investissements industriels et les projets de l'exercice qui progressent de 222,0 millions d'euros en 2011 à 262,6 millions en 2012. Ces investissements et projets sont liés à l'augmentation des capacités de production de la Compagnie Plastic Omnium dans les zones de croissance et à ses projets en matière de développement et d'innovation.

Le cash-flow libre passe ainsi de 147,3 millions d'euros en 2011 à 167,4 millions d'euros en 2012. Sur ce montant, 25,5 millions d'euros ont été versés aux actionnaires sous forme de dividendes contre 20,5 millions d'euros en 2011.

Au 31 décembre 2012, l'endettement financier net s'élève à 367,5 millions d'euros au lieu de 463,3 millions d'euros en 2011. Il représente 42 % du montant des capitaux propres et des subventions contre 60 % fin décembre 2011.

Compagnie Plastic Omnium

La Compagnie Plastic Omnium est cotée à l'Euronext Paris dont elle a intégré, le 17 janvier 2013, le Compartiment A, réservé aux sociétés présentant une capitalisation boursière supérieure à 1 milliard d'euros. L'action Plastic Omnium fait partie de l'indice SBF 120 et du CAC Mid 60 et figure parmi les valeurs éligibles au Service à Règlement Différé (SRD) depuis le 24 février

Le 12 septembre 2012, la Compagnie Plastic Omnium a réduit son capital de 1,8 % par annulation d'actions propres. Cette opération a fait passer le pourcentage du capital détenu par Burelle SA de 55,1 % à 56,1 %⁽²⁾.

Le chiffre d'affaires consolidé 2012 de la Compagnie Plastic Omnium s'élève à 4 806,2 millions d'euros contre 4 220,4 millions d'euros en 2011. Il affiche une hausse de 13,9 % et de 8,5 % à taux de change et périmètre constants.

L'activité de la Compagnie Plastic Omnium est répartie entre deux pôles. Plastic Omnium Automobile, le principal pôle, représente 90,4 % du chiffre d'affaires total contre 88,1 % en 2011. Il regroupe les activités de pièces et modules de carrosserie de Plastic Omnium Auto Exterior et celles de Plastic Omnium Auto Inergy dans les systèmes à carburant en plastique.

(2) 59,66 % après annulation de l'autocontrôle de la Compagnie Plastic Omnium au 31 décembre 2012.

En 2012, Plastic Omnium Automobile a connu une forte croissance, générant un chiffre d'affaires de 4 343,0 millions d'euros, en hausse de 16,7 % et de 9,3 % à périmètre et taux de change

Les plus forts taux de progression sont enregistrés en Amérique du Nord (+31 %), en Europe de l'Est (+31 %) et en Asie (+28 %). Les activités en Europe de l'Ouest parviennent à générer une légère croissance de 1,5 % par rapport à 2011, malgré un marché difficile. Du fait des différentiels de croissance, la part du chiffre d'affaires de Plastic Omnium Automobile réalisé ĥors Europe de l'Ouest progresse de 58 % en 2011 à 63,2 % en 2012.

En même temps que l'activité se diversifie géographiquement, l'équilibre du portefeuille clients se renforce. En 2012, les constructeurs allemands sont les premiers clients de Plastic Omnium Automobile avec 31 % du chiffre d'affaires, devant leurs homologues nord-américains (25 %). La part de PSA-Peugeot Citroën s'élève à 14 % du chiffre d'affaires au et celle de Renault à 8 % au lieu de respectivement 17 % et 10 % en 2011.

Deuxième pôle d'activité, Plastic Omnium Environnement représente 9,6 % du chiffre d'affaires total de la Compagnie Plastic Omnium, en 2012, au lieu de 11,9 % en 2011. Ĉe pôle rassemble, essentiellement, les opérations de Plastic Omnium Systèmes Urbains et du groupe allemand Sulo, dans les produits et services destinés aux collectivités locales et aux entreprises, les conteneurs de déchets et l'aménagement urbain. En mars 2012, la Compagnie Plastic Omnium a dénoué son partenariat avec Eurovia et s'est retirée de la signalisation routière en France et en Allemagne.

En 2012, le pôle Environnement réalise un chiffre d'affaires de 463,2 millions d'euros au lieu de 500,3 millions d'euros en 2011. À taux de change constants et en tenant compte des opérations effectuées dans la signalisation routière au cours de l'année, l'activité progresse de 2 % en 2012. Cette croissance a été soutenue par les succès rencontrés dans les conteneurs enterrés, la tarification incitative et à l'export.

La marge opérationnelle de la Compagnie Plastic Omnium, avant amortissement des actifs incorporels acquis, s'établit à 335,1 millions d'euros en 2012 contre 296,5 millions d'euros en 2011, en hausse de 13 %. La contribution du pôle Automobile progresse de 15,8 %, de 273,1 millions d'euros à 316,3 millions d'euros. Grâce au niveau d'activité élevé et à une maîtrise des coûts, son taux de marge se maintient au niveau historique de 7,3 % du chiffre d'affaires atteint en 2011.

Dans un contexte de restrictions budgétaires, Plastic Omnium Environnement réalise une marge opérationnelle en baisse, de 23,3 millions d'euros en 2011 (4,7 % du chiffre d'affaires) à 18,8 millions d'euros (4,1 % du chiffre d'affaires) en 2012.

Les autres charges opérationnelles nettes s'élèvent à 28,2 millions d'euros en 2012. Elles intègrent, d'une part, 42,7 millions d'euros de dépréciations d'actifs et de coûts de restructuration liés à l'adaptation du dispositif industriel européen et, d'autre part, des gains sur acquisitions et sur la réévaluation d'un terrain pour un total de 16,5 millions d'euros.

Après prise en compte des charges financières nettes de 45,2 millions d'euros et d'une charge d'impôt de 62,3 millions

d'euros, l'exercice se solde par un résultat net consolidé de 181,5 millions d'euros et un résultat net part du Groupe de 173,4 millions d'euros. En 2011, la Compagnie Plastic Omnium avait publié un bénéfice net consolidé de 171,4 millions d'euros et de 164,7 millions d'euros en part du Groupe.

La Compagnie Plastic Omnium génère, sur l'exercice 2012, une trésorerie en provenance de l'exploitation de 429,0 millions d'euros au lieu de 381,1 millions d'euros en 2011. Sur ce montant, 261,2 millions d'euros sont consacrés aux investissements et aux projets de développement et 38,5 millions d'euros aux dividendes. En 2011, la Compagnie Plastic Omnium avait investi 228,6 millions d'euros et versé des dividendes pour 31,4 mil-

Au 31 décembre 2012, la Compagnie Plastic Omnium clôture l'exercice avec un endettement financier net de 389,8 millions d'euros contre 471,3 millions d'euros au 31 décembre 2011, en baisse de 81,5 millions d'euros. En proportion des capitaux propres et subventions, l'endettement financier net ressort à ¹47 % contre 64 % fin 2011. Il équivaut à 0,8 fois l'EBITDA 2012.

En 2012, la Compagnie Plastic Omnium a versé à Burelle SA, un dividende de 20 millions d'euros correspondant à un dividende par action de 0,69 euro. Si l'Assemblée Générale autorise l'augmentation du dividende proposée de 10 %, la part des dividendes revenant à Burelle SA passera à 22 millions

Sofiparc

Filiale à 100 % de Burelle SA, Sofiparc détient un ensemble de bureaux situé à Levallois (Hauts-de-Seine) et des terrains dans la ville de Lyon et dans sa région. L'immeuble de Levallois est constitué de 13 132 m² de bureaux et de 270 places de parkings. Il est occupé à près de 80 % par la Compagnie Plastic Ômnium, les autres surfaces étant louées par la société SOS International.

À Lyon, Sofiparc est propriétaire d'un terrain exploité en bail à construction par deux hôtels sous enseignes Novotel et Ibis. A 15 km au sud-est de Lyon, à Saint-Priest, elle possède des terrains de 24 000 m² auxquels est venue s'ajouter une nouvelle parcelle de 3 720 m² acquise en 2012, ce qui permet de créer un lot de 18 713 m² avec l'un des terrains déjà détenus. Deux des terrains de Saint-Priest, d'une superficie d'environ 6 000 m², font l'objet de baux à construction conclus avec les sociétés Mc Donald's et Aqua Center, une entreprise de lavage automatique de véhicules.

Sofiparc profite d'un meilleur taux de location des surfaces en 2012. Son chiffre d'affaires progresse de 14 %, passant de 6,8 millions d'euros en 2011 à 7,8 millions d'euros. Le Groupe étant le principal locataire, la contribution de Sofiparc au chiffre d'affaires consolidé correspond aux surfaces louées par des locataires extérieurs. Celle-ci s'est élevée à 2 millions d'euros en 2012 contre 1.7 million d'euros en 2011.

Sofiparc est engagée depuis 2007, dans un programme de modernisation progressive de l'immeuble de Levallois. La rénovation d'un étage s'est achevée à l'automne 2012 et une nouvelle phase de travaux portant essentiellement sur la rénovation d'un autre étage a démarré et devrait durer jusqu'au printemps 2014.

Rapport de gestion du Groupe

présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2013

En 2012, Sofiparc réalise un résultat avant impôt de 3,9 millions d'euros au lieu de 3,3 millions d'euros pour l'exercice précédent. Sofiparc étant intégrée fiscalement avec Burelle SA, elle lui remonte sa quote-part de l'impôt sur les sociétés sous forme de crédit d'impôt. Celui-ci s'est élevé à 1,3 million d'euros en 2012 contre 1,1 million d'euros en 2011.

En 2012, Sofiparc a distribué, à Burelle SA, un dividende inchangé de 0,8 million d'euros. Sous réserve de l'autorisation de l'Assemblée Générale, le dividende qui lui sera versé en 2013 au titre de l'exercice 2012 passera à 1 million d'euros.

Burelle Participations

Société anonyme ayant le statut de société de capital-risque, Burelle Participations a pour objectif d'investir dans des entreprises non cotées, généralement dans le cadre d'opérations de transmission ou d'acquisition avec un effet de levier. Ses investissements prennent la forme de financements mezzanine ou de prises de participations en capital. Burelle Participations souscrit également à des fonds spécialisés dans des opérations de ce type.

Le secteur du capital-investissement a connu, en 2012, une activité en demi-teinte. Les tendances des années précédentes ont persisté; les banques sont restées sélectives dans l'octroi de nouveaux financements. Si la dette bancaire est restée généralement disponible pour les transactions d'une valeur d'entreprise inférieure à 50 millions d'euros, les crédits sont restés difficiles à mettre en place pour les opérations d'une taille supérieure. Sur cette toile de fond, sont venues se greffer de fortes incertitudes en matière de perspectives économiques et fiscales qui ont contribué à mettre les investisseurs sur la défensive pendant une bonne partie de l'année.

En 2012, Burelle Participations a commencé à constituer un portefeuille à l'international, principalement au travers du marché secondaire. Sur le montant de 10 millions d'euros engagés au cours de l'année, 4 millions d'euros ont été acquis en achetant en direct des parts de fonds sur le marché secondaire et en souscrivant à des fonds internationaux spécialisés dans ce type d'opérations. Burelle Participations a également participé, à hauteur de 1 million d'euros, à une émission obligataire organisée par une société présente dans le secteur de l'énergie aux États-Unis et au Canada. Au total, la moitié des engagements pris en 2012 présente un caractère international.

Les autres engagements de l'année incluent une prise de participation dans une société opérant dans le secteur de la santé et des souscriptions à deux fonds de mezzanine.

Au 31 décembre 2012, le portefeuille de Burelle Participations est constitué de 21 lignes. La principale évolution concerne la progression des actifs de type secondaire. Ces investissements, acquis généralement avec une décote, présentent l'avantage d'une plus grande visibilité et d'un retour plus rapide du capital investi. Depuis octobre 2010, date du premier investissement de ce type, Burelle Participations a augmenté, directement ou indirectement, ses engagements secondaires à 8,2 millions d'euros. Au 31 décembre 2012, 3,6 millions d'euros ont été remboursés, laissant une exposition résiduelle de 4,6 millions

d'euros dont 3,4 millions correspondent à des souscriptions à des fonds spécialisés.

En juillet 2012, Burelle Participations a reçu le remboursement d'un financement mezzanine conclu en 2005. Cette opération a généré un taux de rendement interne de 11,1 % et un multiple de 1.8 fois la mise.

La contribution de Burelle Participations au résultat consolidé de Burelle SA s'établit à 0,3 million d'euros en 2012 après le versement d'une commission de gestion de 0,4 million d'euros à Burelle SA. Les produits, d'un montant de 1,2 million d'euros, comprennent essentiellement les intérêts en provenance du portéfeuille de financements mezzanine et une plus-value en provenance d'un fonds. Une perte de valeur de 0,3 million d'euros sur un investissement désormais totalement déprécié a été comptabilisée sur l'exercice.

L'actif net réévalué de Burelle Participations ressort à 36,0 millions d'euros au 31 décembre 2012 pour un actif net comptable de 29,3 millions d'euros. Il s'est amélioré de 1,8 million d'euros sur l'exercice compte tenu du versement d'un dividende de 1 million d'euros à Burelle SA en juin 2012.

Sous réserve de l'autorisation de l'Assemblée Générale, Burelle Participations prévoit de distribuer un dividende de 0,1 million d'euros au titre de l'exercice 2012.

PERSPECTIVES 2013

Dans un contexte de prévision d'une hausse de la production automobile mondiale de 1 % à 2 %, la Compagnie Plastic Omnium prévoit de continuer à croître en 2013 plus vite que les principaux bassins de production grâce notamment aux nouveaux lancements prévus dans les BRIC. Pour soutenir sa croissance dans les années à venir, un programme d'investissement de 1,2 milliard d'euros sera déployé jusqu'en 2016 pour renforcer l'effort d'innovation et augmenter les capacités de production dans les zones en forte croissance.

Burelle Participations devrait contribuer positivement, en 2013, au résultat net consolidé de Burelle SA à valorisations identiques. Le résultat net de Sofiparc devrait être comparable à celui de 2011 compte tenu des travaux engagés.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Le 29 janvier 2013, la Compagnie Plastic Omnium a cédé le site de Blenheim au Canada. Cette cession est traitée en «cessions d'activités et actifs/passifs destinés à être cédés» dans les comptes consolidés 2012. À la même date, elle a pris le contrôle à 100 % de sa coentreprise chinoise dans les composites, «Jiangsu Xieno Automotive Components Co. Ltd», détenue précédemment à 60 %. Enfin, elle a annoncé, le 6 mars 2013, son intention de fermer son usine de pare-chocs à Herentals, en

Aucun autre évènement susceptible d'avoir une influence significative sur l'activité, la situation financière, les résultats et le patrimoine du Groupe au 31 décembre 2012, n'est intervenu depuis la date de clôture.

Informations environnementales et sociales

données dans le cadre de l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce (Décret nº 2002-221 du 20 février 2002 et arrêté du 30 avril 2002)

Burelle SA est une société holding qui n'a pas d'activité industrielle. Les informations environnementales et sociales indiquées ci-dessous correspondent au même périmètre que celui de la consolidation financière, avec les mêmes règles d'intégration des filiales, dans la limite d'une participation supérieure ou égale à 50 % pour les informations environnementales. La société HBPO, intégrée en proportionnelle à 33,33 %, n'y figure pas.

Par rapport à 2011, le périmètre 2012 intègre sept nouveaux sites industriels : quatre usines supplémentaires de Plastic Omnium Auto Exterior en Grande-Bretagne, en Pologne et en Chine, et trois usines de Plastic Omnium Auto Inergy au Maroc, aux États-Unis et en Inde. En revanche, trois sites européens appartenant à Plastic Omnium Environnement, ont été cédés dans la signalisation routière en début d'année.

INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

Les filiales de Burelle SA poursuivent la formalisation de leur management environnemental initiée en 2001.

Le principe de management et de reporting retenu est celui de l'implication de tous les acteurs au travers du référentiel ISO 14001, avec une décentralisation des responsabilités au niveau de chaque entité. La centralisation ne concerne que la stratégie générale et la consolidation des données brutes communiquées par les sites. Les partenaires et les fournisseurs sont progressivement intégrés à la démarche globale.

La forte implication de la Direction Générale et le déploiement d'un management de l'Environnement et de la Sécurité depuis 2002 se sont traduits par une poursuite de l'amélioration de divers indicateurs durant l'année 2012 :

- Grâce à une croissance de l'activité en 2012, les ratios de consommation d'énergies rapportée au volume de matière transformée suivent à nouveau leurs courbes d'amélioration amorcées en 2005 et ralenties en 2009 en raison de la crise :
 - Électricité : 1,694 KWh/kg de matière transformée en 2012
 - contre 1,719 KWh/kg en 2011, soit -1,5 %. Gaz : 0,634 KWh/kg de matière transformée en 2012 contre 0,648 KWh/kg en 2011, soit - 2 %.
- De même, le ratio de consommation d'eau rapportée au volume de matière transformée s'améliore de 18 %, passant de 5,939 l/kg en 2011 à 4,865 l/kg en 2012.
- Le ratio des émissions de gaz à effet de serre rapportées au volume de matière transformée s'établit à 0,797 kg CO₂/kg de matière transformée en 2012 contre 0,799 kg CO₂ en 2011, soit -0,3%.
- Dans le domaine de la sécurité, on constate une réduction sur un an de 15 % du Tf1 (Taux de Fréquence des Accidents de Travail avec arrêt, personnel intérimaire inclus) qui s'établit à 4,10 contre 4,84 en 2011. Le Tf2 (Taux de Fréquence des Accidents de Travail avec et sans arrêt, personnel intérimaire inclus) s'améliore de 16 % par rapport à l'année précédente, ressortant à 8,48 contre 10,13 en 2011.

• Le Tg (Taux de Gravité, personnel intérimaire inclus) s'améliore également, passant de 0,29 en 2011 à 0,10. En 2011, 6000 jours d'arrêt avaient dû être comptabilisés pour la prise en compte d'un accident fatal survenu sur un site en Roumanie

Par ailleurs, le programme de certification ISO 14001 s'est poursuivi en 2012; il couvre à présent 83 sites certifiés sur 95, soit 87 % du périmètre de certification (contre 80 sites sur 89 à la fin 2011).

Parallèlement, dans le cadre du programme de certification OHSAS 18001 initié fin 2005, on dénombrait, fin 2012, 76 sites certifiés sur 92, soit 83 % du périmètre de certification (contre 70 sites sur 86 à la fin 2011).

La certification OHSAS 18001 du pilotage central de la sécurité des personnes et des biens du Groupe, obtenue en décembre 2006, a été renouvelée en décembre 2012 par un audit de suivi n'avant détecté aucune non-conformité.

DONNÉES ENVIRONNEMENTALES

Impacts environnementaux

CONSOMMATIONS 2012 EN EAU, ÉLECTRICITÉ, GAZ:

	2012	2011	2010
Eau en m³* Consommation annuelle Part de CA couvert	2 262 108 100 %	2 550 046 100 %	2 196 986 99,85 %
Électricité en KWh Consommation annuelle Part de CA couvert	787 638 534 100 %	737 939 410 100 %	
Gaz en KWh Consommation annuelle Part de CA couvert	294 847 159 100 %	278 430 074 100 %	259 756 904 99,85 %
Fuel en m ³ Consommation annuelle Part de CA couvert	1 727 100 %	1 637 100 %	942 99,85 %

Sources d'approvisionnement en eau : sur 97 % des volumes consommés en 2012, 42 % proviennent de l'eau de ville et 58 % proviennent d'eaux souterraines.

Informations environnementales et sociales

données dans le cadre de l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce (Décret n° 2002-221 du 20 février 2002 et arrêté du 30 avril 2002)

CONSOMMATIONS 2012 MATIÈRES PLASTIQUES:

	2012	2011	2010
Plastiques vierges (en tonnes)			
Consommation annuelle	339 085	296 624	241 681
Part de CA couvert	100 %	100 %	99,85 %
Plastiques recyclés			
(en tonnes)			
Consommation annuelle	52 294	58 076	30 635
Part de CA couvert	100 %	100 %	99,85 %
Plastiques biosourcés			
(en tonnes)	2.702	112	
Consommation annuelle	2 783	112	_
Part de CA couvert	100 %	100 %	
Total Plastiques			
(en tonnes)			
Consommation annuelle	394 162	354 812	272 316
Part de CA couvert	100 %	100 %	99,85 %

CONSOMMATIONS 2012 - PEINTURES ET SOLVANTS :

	2012	2011	2010
Peintures (en tonnes)			
Consommation annuelle	8 173	8 247	7 203
Part de CA couvert	100 %	99,53 %	99,85 %
Solvants (en tonnes)			
Consommation annuelle	5 211	5 957	4 946
Part de CA couvert	100 %	99,53 %	99,85 %
Solvants + Peintures			
(en tonnes)			
Consommation annuelle	13 384	14 204	12 149
Part de CA couvert	100 %	99,53 %	99,85 %

CONSOMMATIONS 2012 - AUTRES MATIÈRES PREMIÈRES : BOIS, ACIER ET ALUMINIUM

	2012	2011	2010
Bois (en tonnes)			
Consommation annuelle	74	89	127
Part de CA couvert	100 %	100 %	100 %
Acier (en tonnes)			
Consommation annuelle	57 064	59 322	52 892
Part de CA couvert	100 %	100 %	100 %
Aluminium (en tonnes)			
Consommation annuelle	260	921	784
Part de CA couvert	100 %	100 %	100 %

REJETS ATMOSPHÉRIQUES 2012:

■ COV (composés organiques volatils)*:

	2012	2011	2010
COV équivalent Carbone (en tonnes)	1 567	1 684	1 434
Part du CA couvert des sites concernés	100 %	100 %	99,38 %

^{*} La majorité de nos chaines de peinture sont équipées de systèmes de destruction des COV.

■ GES (gaz à effet de serre)* :

	2012	2011	2010
CO ₂ * (en tonnes équivalent CO ₂)	368 575	342 920	264 850
Part du CA couvert des sites concernés	100 %	100 %	99,85 %
N2O	592		
(en tonnes équivalent CO₂) Part du CA couvert des sites concernés	100 %		
CH4 (en tonnes équivalent CO ₂) Part du CA couvert des sites concernés	5		
	100 %		
HFC	1 247		
(en tonnes équivalent CO ₂) Part du CA couvert des sites concernés	100 %		
PFC	0		
(en tonnes équivalent CO₂) Part du CA couvert des sites concernés	100 %		
SF6	0		
(en tonnes équivalent CO ₂) Part du CA couvert des sites concernés	100 %		
Total GES	370 419		
(en tonnes équivalent CO₂) Part du CA couvert des sites concernés	100 %		

 $^{^{*}}$ Ces chiffres correspondent aux émissions de CO $_2$ issues des énergies consommées par les sites industriels (source : Agence Internationale de l'Energie, données 2009).

Plus de 96% des sites déclarent avoir mis en place des mesures de prévention, de réduction et/ou de réparation des rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement.

DÉCHETS 2012:

	2012	2011	2010
Déchets recyclés			
(en tonnes)			
Rejets annuels	41 296	33 996	31 281
Part de CA couvert	100 %	98,98 %	99,38 %
Déchets valorisés			
(en tonnes)			
Rejets annuels	9 165	7 638	6 422
Part de CA couvert	100 %	98,98 %	99,38 %
Déchets ultimes (en tonnes)			
Rejets annuels	7 735	11 313	6 727
Part de CA couvert	100 %	98,98 %	99,38 %
Total déchets (en tonnes)			
Rejets annuels	58 196	52 948	44 430
Part de CA couvert	100 %	100 %	99,38 %

- Coût global du traitement des déchets : 3,7 millions d'euros (100 % du CA couvert).
- Recette générée grâce à la vente par les sites des déchets à recycler : 7 millions d'euros (100 % du CA couvert).

UTILISATION DE MATÉRIAUX RECYCLÉS EN 2012

- Consommation de matières plastiques recyclées : 52 294 tonnes.
- Par ailleurs, Plastic Recycling, filiale à 50 % de Plastic Omnium et CFF Recycling, a recyclé par régénération 8 126 tonnes de matières plastiques.

NUISANCES SONORES ET OLFACTIVES EN 2012 :

- Plusieurs initiatives d'actions préventives et correctives ont été mises en œuvre pour réduire l'exposition de nos salariés aux bruits et aux odeurs.
- À titre d'exemples : études acoustiques, études sur l'air ambiant (fumées et poussières).

Certifications

Le périmètre de certification est constitué de l'ensemble des sites de production des sociétés détenues à 50 % ou plus par la Compagnie Plastic Omnium. Les Sites Avancés Fournisseurs (SAF) sont inclus dans la certification des sites de production auxquels ils sont rattachés.

ISO 14001:

83 sites sont désormais certifiés ISO 14001, ce qui représente 87 % du périmètre à certifier, qui comprend 95 sites. L'objectif de 90 % visé pour 2012 a été partiellement atteint car de nouvelles usines sont entrées dans le périmètre à certifier.

Le périmètre à certifier étant plus large, l'objectif visé, pour 2013, est de 93 %.

OHSAS 18001:

76 sites sont, à présent, certifiés OHSAS 18001, ce qui représente 83 % du périmètre à certifier, qui inclut 92 sites. Pour les mêmes raisons que pour l'ISO 14001, l'objectif de 86 % visé pour 2012 n'a pu être atteint. Tous les sites sont néanmoins engagés dans la démarche de certification. L'objectif visé pour 2013 est de 91 %.

La certification OHSAS 18001 du pilotage central de la sécurité des personnes et des biens du Groupe, obtenue en décembre 2006, a été confirmée en décembre 2012 par un audit de suivi qui n'a décelé aucune non-conformité.

Organisation

L'organisation Environnement et Sécurité, repose sur :

- un Directeur Sécurité Groupe, chargé de la mise en œuvre de la stratégie HSE définie par le Comité de Direction Groupe de la Compagnie Plastic Omnium, de l'animation et de la coordination des plans d'actions associés au Système de Management Sécurité;
- un «réseau Environnement» et un «réseau Sécurité» constitués de correspondants dédiés dans chaque entité;
- une intégration dans les objectifs individuels des performances Sécurité;
- •un reporting mensuel des principaux indicateurs Environnement et Sécurité, examîné en parallèle des indicateurs financiers au cours de chaque Comité de Direction Groupe de la Compagnie Plastic Omnium;
- trois Comités HSE Groupe par an avec la participation du Comité de Direction Groupe de la Compagnie Plastic Omnium

Formation Sécurité & Environnement

- Information/Sensibilisation : 37 466 heures ont été dispensées en 2012, touchant 23 831 participants (100 % du CA couvert).
- Formation : 57 144 heures ont été dispensées en 2012, touchant 14 910 participants (100 % du CÂ couvert).
- •Le déploiement du programme de formation baptisé «Top Safety» lancé en 2005 et visant à développer durablement une culture de sécurité pour tendre vers le «zéro accident», s'est accéléré en 2012. On dénombre désormais 1 023 managers formés et 11 697 personnes sensibilisées, issus de sites industriels en Europe, aux États-Unis, au Mexique, en Amérique du Sud et en Asie.
- En 2012, le Groupe a lancé un ambitieux plan HSE articulé autour de cinq piliers. Ce plan traduit la volonté de la Compagnie Plastic Omnium de continuer à renforcer la sécurité des hommes et des biens et de minimiser les impacts de ses activités sur l'environnement.

Informations environnementales et sociales

données dans le cadre de l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce (Décret n° 2002-221 du 20 février 2002 et arrêté du 30 avril 2002)

Dépenses et investissements relatifs à l'environnement

- \bullet Recherche et Développement : 244 millions d'euros, soit 5,1 % du CA consolidé.
- Dépenses Environnement et Sécurité : 9,5 millions d'euros (100 % du CA couvert).
- Investissements industriels et en R&D : 261 millions d'euros.
- Investissements spécifiques Environnement et Sécurité : 3,0 millions d'euros (100 % du CA couvert).
- Provision pour risque environnemental : 2,5 millions d'euros (100 % du CA couvert).
- Pas de produits transformés à base d'amiante.

À noter que les variations de périmètre, d'assiette de répartition et de taux de réponse entre 2011 et 2012 ont une légère influence sur l'évolution des indicateurs.

INFORMATIONS SANTÉ & SÉCURITÉ

MALADIES PROFESSIONNELLES*:

- -	2012	2011	2010
Nombre de Maladies Professionnelles déclarées	26	38	41
Nombre de Maladies Professionnelles reconnues	24	38	43

Maladies Professionnelles reportées selon les sept catégories de maladies recensées par l'Organisation Mondiale de la Santé.

INDICATEURS SÉCURITÉ (PERSONNEL INTÉRIMAIRE INCLUS) :

	2012	2011	2010
Nombre de premiers soins	1 980	1 984	1 987
Nombre d'accidents du travail sans arrêt	186	197	210
Nombre d'accidents du travail avec arrêt	174	180	135
Nombre de jours perdus pour accidents du travail avec arrêt	4 375	10 654**	5 213

^{**} Intégration de 6 000 jours d'arrêt pour la prise en compte d'un accident fatal survenu sur l'un des sites du Groupe en Roumanie en septembre

TAUX DE FRÉQUENCE ET TAUX DE GRAVITÉ (PERSONNEL INTÉRIMAIRE INCLUS) :

	2012	2011	2010
Tf1 : Taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt (en nombre d'accidents par million d'heures travaillées)	4,10	4,84	4,13
Tf2 : Taux de fréquence des accidents du travail avec et sans arrêt (en nombre d'accidents par million d'heures travaillées)	8,48	10,13	10,56
Tg : Taux de gravité des accidents du travail (en nombre de jours perdus pour accidents avec arrêt par millier d'heures travaillées)	0,10	0,29**	0,16

^{**} Intégration de 6 000 jours d'arrêt pour la prise en compte d'un accident fatal survenu sur l'un des sites du Groupe en Roumanie en septembre.

TAUX DE FRÉQUENCE ET TAUX DE GRAVITÉ (HORS PERSONNEL INTÉRIMAIRE) :

-	2012	2011	2010
Tf1 : Taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt (en nombre d'accidents par million d'heures travaillées)	3,86	4,32	3,74
Tf2: Taux de fréquence des accidents du travail avec et sans arrêt (en nombre d'accidents par million d'heures travaillées)	8,49	9,39	10,06
Tg: Taux de gravité des accidents du travail (en nombre de jours perdus pour accidents avec arrêt par millier d'heures travaillées)	0,12	0,14	0,18

Ces chiffres traduisent directement le résultat des actions entreprises depuis dix ans pour améliorer la sécurité au travail.

INFORMATIONS SOCIALES

Les sociétés du groupe Burelle s'attachent à recruter les meilleurs collaborateurs dans toutes leurs activités et à mettre en place des outils de gestion performants pour assurer leur fidélisation et leur épanouissement.

L'organisation fait une large place aux méthodes de gestion en groupes de projets dans les activités de développement, et en unités autonomes de production sur les sites industriels.

Tout en veillant à maintenir une culture de groupe international, les sociétés du Groupe favorisent le management local et la résolution des problèmes au plus près du terrain. Le Groupe est respectueux des lois locales et recherche le consensus avec les partenaires sociaux.

À fin 2012, les sociétés du Groupe emploient 21 042 personnes, dont 75 % hors de France.

Au 31 décembre 2012, le plan Épargne Entreprise du Groupe qui comprenait 1 404 adhérents détient 763 488 actions de la Compagnie Plastic Omnium (1,5 % du capital social) achetées en bourse. Les salariés du Groupe ne disposent pas d'autres actions au titre de l'actionnariat prévu par les articles L. 225-129 et L. 225-138 du Code de Commerce, ni au titre de la participation aux résultats de l'entreprise.

Données sociales

En millions d'euros	2012	2011
Salaires et appointements	565,2	509,4
Charges salariales	175,2	158,2
Participation des salariés	14,1	13,4
Coûts nets des engagements de retraite	(1,8)	(0,4)
Rémunération sur base d'actions	1,2	2,2
Autres charges de personnel	22,4	12,1
Total des frais de personnel hors personnel intérimaire	776,3	694,9
Salaires et charges sur le personnel intérimaire	62,7	68,5
Total des frais de personnel y compris intérimaires	839,0	763,4

Autres données 2012

Les effectifs inscrits au 31 décembre et les intérimaires présentés ci-dessous ainsi que leur ventilation portent sur tout le périmètre de consolidation. Le reste des informations porte sur ce même périmètre hors Yanfeng Plastic Omnium en Chine et hors HBPO pour 2012, et hors Chine et hors HBPO en 2010 et 2011. Les informations concernant le Nombre de stages/salarié/ an et les Heures de formation par an indiquées dans le tableau ci-dessous par salarié ont été retraitées, en 2010 et 2011, pour se conformer à ces périmètres.

Informations environnementales et sociales

données dans le cadre de l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce (Décret n° 2002-221 du 20 février 2002 et arrêté du 30 avril 2002)

	2012	2011	2010
Effectifs inscrits au 31 décembre	18 350	17 077	15 682
Contrats à durée indéterminée	16 152	14 993	13 984
Contrats à durée déterminée	2 198	2 084	1 698
Hommes	14 210	13 402	12 300
Femmes	4 140	3 675	3 382
Ouvriers	10 042	9 794	8 958
Employés, techniciens et agents de maîtrise	4 975	4 299	4 185
Cadres	3 333	2 984	2 539
Intérimaires			
Intérimaires en équivalent temps plein	2 898	2 820	2 252
Intérimaires en fin d'année	2 693	2 697	2 274
Nombre de salariés licenciés dans l'année			
Licenciements économiques	87	66	203
Licenciements pour autre motif Total des licenciements	474	436	394
Total des licenciements	561	502	597
Heures supplémentaires			
Temps de travail hebdomadaire de 35 à 48 heures selon les pays	1.00/	((0	==0
Heures supplémentaires (équivalent temps plein)	1 026	669	550
Nombre total de salariés travaillant en équipes			
Salariés travaillant en équipes	10 034	8 307	7 581
Dont salariés travaillant la nuit seulement Dont salariés travaillant le week-end seul	1157	1313	956 50
Doni saiaries iravaniami ie weer-ena seui	118	156	59
Salariés à temps partiel	366	337	350
Absentéisme dans l'année et motifs			
Taux d'absentéisme pour accidents du travail	0,07 %	0,11 %	0,13 %
Taux d'absentéisme pour autres motifs Taux d'absentéisme total	2,61 % 2,69 %	2,66 % 2,77 %	2,96 % 3,09 %
Taux d'absenteisme total	2,09 %	2,// 70	
Égalité entre hommes et femmes	<i></i> ,		/===
Nombre de femmes cadres au 31 décembre Nombre de femmes cadres recrutées dans l'année	654	519 102	459 46
Nombre de lemmes cadres recrutees dans rannée	151	102	
Relations sociales	/	1/2	4.50
Comités existants	156	162 69	153 62
Autres commissions (formation ou suggestions) Syndicats représentés	77 32	32	30
Accords d'entreprise conclus dans l'année	114	139	96
Formation*			
Formation* Nombre de stagiaires par an	37 683	26 148	21 027
Nombre de stages/salarié/an	2,24	1,79	1,59
Total des factures des organismes de formation (en euros)	4 364 000	3 776 000	3 062 000
Total des heures de formation	392 892	313 615	277 497
Heures de formation par an et par salarié	23,40	21,52	21,09
Personnes handicapées			
Nombre de handicapés	301	293	253
Œuvres sociales (France seule)			
Montant des œuvres sociales comité d'entreprise versées dans l'année <i>(en euros)</i>	1 608 000	1 574 000	1 509 000

^{*} Ces informations ont été recalculées dans le tableau ci-dessus pour être rapportées à l'effectif hors Chine et hors HBPO pour 2010/2011 et à l'effectif hors Yanfeng Plastic Omnium et hors HBPO pour 2012

Bilan

En milliers d'euros	Notes	31 décembre 2012	31 décembre 2011
ACTIF			
Écarts d'acquisition	3.1.2 - 3.2.2 - 5.1.1 - 5.1.1.2	294 960	293 246
Immobilisations incorporelles	3.1.2 - 3.2.2 - 5.1.1.2	350 272	331 385
Immobilisations corporelles	3.1.2 - 3.2.2 - 5.1.2	952 705	826 115
Immeubles de placement	3.1.2 - 3.2.2 - 5.1.3	38 315	41 264
Participations dans les entreprises associées	5.1.4	6 282	4 436
Actifs financiers disponibles à la vente - Titres de participati	on 5.1.5.1 - 6.4.2 - 6.4.3	583	688
Autres actifs financiers disponibles à la vente*	5.1.5.2 - 5.2.7.1 - 6.4.2 - 6.4.3	31 848	26 917
Autres actifs financiers*	5.1.6 - 5.2.7.1 - 6.4.2 - 6.4.3	59 552	80 594
Impôts différés actifs	5.1.10	73 778	57 380
TOTAL ACTIF NON COURANT	712.20	1 808 295	1 662 025
Stocks	3.1.2 - 5.1.7	271 791	261 399
		40 036	
Créances de financement clients*	5.1.9 - 5.2.7.1 - 6.4.2		39 066 439 908
Créances clients et comptes rattachés	3.1.2 - 5.1.8.2 - 5.1.8.4 - 6.3 - 6.4.2	562 036	
Autres créances	3.1.2 - 5.1.8.3 - 5.1.8.4	204 353	207 513
Autres créances financières*	5.1.9 - 5.2.7.1 - 6.4.2 - 6.4.3	2 352	6 200
Instruments financiers de couverture*	3.1.2 - 5.2.7.1 - 6.4.2 - 6.4.3	314	2
Trésorerie et équivalents de trésorerie*	5.1.11.1 - 5.2.7.1 - 6.4.2 - 6.4.3	331 462	209 583
TOTAL ACTIF COURANT		1 412 344	1 163 671
Actifs destinés à être cédés	2.6	1 210	41 576
TOTAL ACTIF		3 221 849	2 867 272
En milliers d'euros	Notes	31 décembre 2012	31 décembre 2011
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		3	, , , , , , , , , , , , , , , , , , , ,
	521	27.000	27.000
Capital	5.2.1	27 800	27 800
Actions propres		(7 615)	(7 153)
Primes d'émission, de fusion et d'apport		15 500	15 500
Réserves et écarts d'évaluation		383 615	310 411
Résultat de l'exercice		108 370	106 049
CAPITAUX PROPRES GROUPE		527 670	452 607
Participations ne donnant pas le contrôle		340 068	301 792
TOTAL CAPITAUX PROPRES		867 738	754 399
Emprunts et dettes financières*	5.2.7.4 - 6.4.2 - 6.4.3	608 025	570 754
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	5.2.5 - 5.2.6	84 086	65 879
Provisions	5.2.5	12 428	17 614
Subventions publiques	5.2.4	13 195	14 692
Impôts différés passifs	5.1.10	55 054	51 233
TOTAL PASSIF NON COURANT	712.20	772 788	720 172
Découverts bancaires*	5.1.11.2 - 5.2.7.4 - 6.4.2 - 6.4.3	6 916	44 384
Emprunts et dettes financières*	5.2.7.4 - 6.4.2	197 367	187 471
Autres dettes financières*	5.2.7.4 - 6.4.2 - 6.4.3	354	11 155
Instruments financiers de couverture*	5.2.7.4 - 6.4.2 - 6.4.3	20 420	11 937
Provisions	5.2.5	52 990	37 720
Subventions publiques	5.2.4	276	277
Fournisseurs et comptes rattachés	5.2.9.1 - 6.4.2 - 6.4.3	793 447	641 634
Autres dettes d'exploitation	5.2.9.2	509 553	441 196
TOTAL PASSIF COURANT	7.2.7.2		
		1 581 323	1 375 774
Passifs directement liés aux actifs destinés à être cédés	2.6	1 581 323	16927
Passifs directement liés aux actifs destinés à être cédés TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	2.6		

^{*} L'Endettement financier net s'élève à 367,5 millions d'euros au 31 décembre 2012 contre 463,3 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Compte de résultat

En milliers d'euros	Notes	2012	%	2011	%
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	3.1.1 - 3.2.1	4 808 186	100 %	4 222 149	100 %
Coût des biens et services vendus	4.2	(4 112 917)	(85,3 %)	(3 601 196)	(85,3 %)
MARGE BRUTE		695 269	14,5 %	620 953	14,7 %
Frais de recherche et développement nets	4.1 - 4.2	(97 514)	(2,0 %)	(78 323)	(1,9%)
Frais commerciaux	4.2	(60 771)	(1,3 %)	(63 254)	(1,5 %)
Frais administratifs	4.2	(202 350)	(4,2 %)	(183 952)	(4,4 %)
MARGE OPÉRATIONNELLE AVANT AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS ACQUIS*	3.1.1	334 634	7,0 %	295 424	7,0 %
Amortissement des actifs incorporels acquis*	4.4	(18 122)	(0,4 %)	(17 042)	(0,4 %)
MARGE OPÉRATIONNELLE APRÈS AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS ACQUIS*	3.1.1	316 512	6,6 %	278 382	6,6 %
Autres produits opérationnels	4.5	25 599	0,5 %	68 586	1,6%
Autres charges opérationnelles	4.5	(43 677)	(0,9 %)	(64 931)	(1,5%)
Charges de financement	4.6	(35 666)	(0,7 %)	(36 863)	(0,9 %)
Autres produits et charges financiers	4.6	$(10\ 022)$	(0,2 %)	(5 211)	(0,1 %)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	5.1.4	243		(551)	
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AVANT IMPÔT	3.1.1 - 4.7.2	252 989	5,3 %	239 412	5,7 %
Impôt sur le résultat	4.7	(62 523)	(1,3 %)	(58 086)	(1,4%)
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	3.1.1	190 466	4,0 %	181 326	4,3 %
Résultat après impôt des activités abandonnées					
RÉSULTAT NET	3.1.1	190 466	4,0 %	181 326	4,3 %
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle		82 096	1,7 %	75 277	1,8 %
RÉSULTAT NET - PART REVENANT AU GROUPE	3.1.1	108 370	2,3 %	106 049	2,5 %
RÉSULTAT NET PAR ACTION - PART REVENANT AU GROUPE					
De base (en euros)**	4.8	61,86		60,57	
Dilué (en euros)***	4.8	61,86		60,57	
RÉSULTAT NET PAR ACTION DES ACTIVITÉS POURSUIVIES - PART REVENANT AU GROUPE					
De base (en euros)**	4.8	61,86		60,57	

 $^{^{*}}$ Il s'agit d'actifs incorporels acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises.

^{**} Le résultat net par action de base est calculé sur la base du nombre d'actions formant le capital social, diminué des titres d'autocontrôle.

^{***} En l'absence d'instruments de dilution, le résultat net dilué par action est identique au résultat net par action de base.

État du résultat global

En milliers d'euros		2012		2011		
	Total	Montants bruts	Impôts	Total	Montants bruts	Impôts
Résultat net de la période – Part du Groupe	108 370	144 000	(35 630)	106 049	139 923	(33 874)
Mouvement de la réserve de conversion	(545)	(545)		2 986	2 986	
Réserve de conversion de la période	(545)	(545)		2 795	2 795	
Montants recyclés en résultat	//	/ a=a>		191	191	
Écarts actuariels reconnus	(6 739)	(11 870)	5 131	(7 370)	(8 705)	1 336
en capitaux propres Instruments dérivés qualifiés de couverture	(3 143)	(4 648)	1 505	(2.252)	(5 386)	2.022
Gains/pertes de la période	(2 655)	(3 917)	1 261	(3 353) (2 679)	(4 375)	2 033 1 696
Montants recyclés en résultat -	(365)	(546)	182	(674)	(4.073)	337
Instruments de taux	(303)	()10)	102	(0/1)	(1 011)	337
Gains/pertes de la période - Instruments de change	(123)	(185)	61			
Mise en juste valeur des actifs financiers	1 480	1 480		(1 294)	(1 294)	
disponibles à la vente Ajustement à la juste valeur des actifs corporels	(209)	(110)	(100)	448	448	
Résultat reconnu directement en capitaux propres	(9 157)	(15 693)	6 536	(8 583)	(11 951)	3 369
Résultat global - Part Groupe	99 213	128 307	(29 094)	97 466	127 972	(30 505)
Résultat net de la période - Participations ne donnant pas le contrôle	82 096	108 989	(26 893)	75 277	99 489	(24 212)
Mouvement de la réserve de conversion	(7 160)	(7 160)		763	763	
Réserve de conversion de la période	(7 160)	(7 160)		637	637	
Montants recyclés en résultat				126	126	
Écarts actuariels reconnus en capitaux propres	(3 125)	(6 594)	3 469	(4 951)	(6 338)	1 386
Instruments dérivés qualifiés de couverture	(2 126)	(3 143)	1 017	(2 203)	(3 539)	1 336
Gains/pertes de la période	(1 796)	(2 648)	853	(1 760)	(2875)	1 115
Montants recyclés en résultat -	(246)	(370)	123	(443)	(664)	221
Instruments de taux Gains/pertes de la période -	(84)	(125)	42			
Instruments de change Ajustement à la juste valeur des actifs corporels	134	202	(67)			
Résultat reconnu directement en capitaux propres	(12 276)	(16 695)	4 419	(6 391)	(9 114)	2 722
Résultat global – Participations ne donnant pas le contrôle	69 820	92 294	(22 474)	68 886	90 375	(21 490)
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL PAR ANNÉE	169 033	220 601	(51 568)	166 352	218 347	(51 995)

Variation des capitaux propres

En milliers d'euros En milliers d'unités pour le nombre d'actions	Nombre d'actions	Capital	Primes liées au	Actions propres	Autres réserves	Écarts de	Résultat Groupe	Capitaux	propres	Total Capitaux
			capital			conver- sion		Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	propres
CAPITAUX AU 31 DÉCEMBRE 2010	1 870	28 055	16 494	(8 902)	244 310	3 842	75 164	358 963	258 472	617 435
Affectation du résultat 2010 Résultat au 31 décembre 2011 Résultat comptabilisé directement en capitaux propres Mouvement de la réserve de conversion Écarts actuariels reconnus en capitaux propres Instruments dérivés qualifiés de couverture Mise en juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente Ajustement à la juste valeur des actifs corporels					75 164 (12 416) (847) (7 370) (3 353) (1 294) 448	3 833 3 833	(75 164) 106 049	106 049 (8 583) 2 986 (7 370) (3 353) (1 294) 448		181 326 (14 974) 3 749 (12 321) (5 556) (1 294) 448
Résultat global					62 748	3 833	30 885	97 466	68 886	166 352
Actions propres de Burelle SA* Diminution de capital Variation de périmètre** Dividendes distribués par Burelle SA Dividendes distribués par les autres sociétés du Groupe Coûts relatifs aux stock options de la Compagnie Plastic Omnium	(17)	(255)	(994)	475 1 274	(25) (2 993) (2 627) 1 322			475 (2 993) (2 627) 1 322	(8 579) (17 856) 869	475 (11 571) (2 627) (17 856) 2 191
CAPITAUX AU 31 DÉCEMBRE 2011	1 853	27 800	15 500	(7 153)	302 736	7 675	106 049	452 607	301 792	754 399
Affectation du résultat 2011 Résultat au 31 décembre 2012 Résultat comptabilisé directement en capitaux propres Mouvement de la réserve de conversion Écarts actuariels reconnus en capitaux propres Instruments dérivés qualifiés de couverture - Taux Instruments dérivés qualifiés de couverture - change Mise en juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente Ajustement à la juste valeur des actifs corporels					106 049 (7 862) 750 (6 739) (3 020) (123) 1 480 (209)	(1 295) (1 295)		108 370 (9 157) (545) (6 739) (3 020) (123) 1 480 (209)	(7 160) (3 125) (2 042)	190 466 (21 433) (7 705) (9 864) (5 062) (207) 1 480
Résultat global					98 187	(1 295)	2 321	99 213	69 820	169 033
Actions propres de Burelle SA* Diminution de capital Variation de périmètre**				(462)		(* = //)		165		165
Impôt sur mouvements d'actions propres de la Compagnie Plastic Omnium*** Dividendes distribués par Burelle SA Dividendes distribués par les autres sociétés du Groupe					(1 741) (7 006)			(1 741)	(1 177)	(2 918) (7 006) (18 527)
Coûts relatifs aux stock options de la Compagnie Plastic Omnium Impôt différé sur les plans d'options					728 (906)			728 (906)	492 (613)	1 220 (1 519)
de souscription ou d'achat d'actions CAPITAUX AU 31 DÉCEMBRE 2012	1 853	27 800	15 500	(7 615)	377 235	6 380	108 370	527 670	340 068	867 738

Voir dans le «Tableau des flux de trésorerie», le montant en «Vente/achat d'actions propres» dans la rubrique «Flux de trésorerie provenant des opérations de

Le dividende par action distribué en 2012 par la société Burelle SA sur les résultats de l'exercice 2011 est de 4 euros, contre 1,50 euro en 2011 sur les résultats de l'exercice 2010.

^{**} Voir le tableau sur la «Variation de périmètre» à la page suivante.

^{***} L'impôt relatif aux mouvements d'actions propres de la Compagnie Plastic Omnium correspond à un impôt courant relatif au boni réalisé sur 2012. Il n'est pas rattaché à la rubrique «Variation de périmètre» afin d'isoler les seules opérations de vente/achat sur actions propres de la Compagnie Plastic Omnium. En 2011, les mouvements sur actions propres de la Compagnie Plastic Omnium n'ont pas généré de boni.

Détail de la variation de périmètre

En milliers d'euros	Capitaux	Capitaux propres			
	Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	propres		
VARIATION DE PÉRIMÈTRE					
Variation des actions de Compagnie Plastic Omnium*	(7 915)	(5 200)	(13 115)		
Variation de périmètre relative à la part du partenaire minoritaire (40 %) dans la souscription à l'augmentation de capital du joint-venture Plastic Omnium Varroc Private Ltd		1 088	1 088		
Part apportée par le minoritaire (30 %) dans l'intégration globale de RMS Rotherm Maschinenbau GmbH		726	726		
Rachat par le Groupe de 20 % complémentaires de la part du minoritaire de Segnalletica Mordasini	(85)	(197)	(281)		
Diverses variations		11	11		
Impact du passage du taux de détention de la Compagnie Plastic Omnium de $59,85\%$ à $60,35\%$ par Burelle SA sur l'ensemble des réserves	5 007	(5 007)			
Variation de périmètre au 31 décembre 2011	(2 993)	(8 579)	(11 571)		
Variation des actions de la Compagnie Plastic Omnium*	562	379	941		
Variation de périmètre relative au dénouement des participations croisées avec Eurovia	(3 757)	(24 443)	(28 200)		
Part apportée (49 %) par le partenaire minoritaire Detalstroykonstruktsiya (DSK) dans la souscription au capital de DSK Plastic Omnium BV		4 701	4 701		
Ouverture de 40 % du capital de la société Inergy Automotive Systems Manufacturing Beijing Co. Ltd au partenaire BAIC	(425)	3 305	2 880		
Acquisition de la participation de 40% détenue par Varroc Polymers Priviate Ltd dans Plastic Omnium Varroc Private Ltd	(3 505)	(3 866)	(7 371)		
Diverses variations	(37)	(24)	(61)		
Impact du passage du taux de détention de la Compagnie Plastic Omnium de 60,35 % à 59,66 % par Burelle SA sur l'ensemble des réserves	(8 228)	8 228			
Variation de périmètre au 31 décembre 2012	(15 390)	(11 720)	(27 110)		

^{*} Voir «Acquisitions/Cessions d'actions de la Compagnie Plastic Omnium» dans les «Flux d'investissements des opérations financières du Tableau de flux de trésorerie».

Tableau des flux de trésorerie

En milliers d'euros	Notes	2012	2011
I - FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		,	
Résultat net Éléments sans incidence sur la trésorerie	3.1.1	190 466 282 450	181 326 238 268
Résultat net des activités arrêtées, cédées ou destinées à être cédées			_
Résultats des entreprises associées Charges relatives aux plans de stock options	5.1.4	(243) 1 220	551 2 191
Autres éliminations	242 542	(6 954)	(8 132)
Dépréciations et amortissements des immobilisations corporelles Dépréciations et amortissements des immobilisations incorporelles	3.1.3 - 5.1.2 3.1.3 - 5.1.1.2	122 579 73 833	115 898 70 420
Écart d'acquisition négatif Variation des provisions pour risques et charges	4.5	(8 996) (23 917)	(43 619) 10 481
Plus ou moins-values sur cessions d'actifs immobilisés	4.5.#	31 625	(282)
Subventions d'exploitation au compte de résultat Charge d'impôt exigible et des impôts différés	4.7	(1 626) 62 523	(1 311) 58 086
Charge d'intérêts financiers	7./	32 406	<i>33 985</i>
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (A) *		472 916	419 594
Stocks et en-cours nets Créances clients et comptes rattachés nets		(13 288) (132 976)	18 363 (74 628)
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		186 717	118 161
Autres actifs nets et passifs d'exploitation		24 391 64 844	(18 819) 43 077
VARIATION DES ELEMENTS DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (B) IMPÔTS DÉCAISSÉS (C)		(75 673)	(58 722)
Intérêts payés Intérêts percus		(35 588)	(39 353) 4 645
INTÉRÊTS FINANCIERS NETS DÉCAISSÉS (D)		3 488 (32 100)	(34 708)
TRÉSORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION (A + B + C + D)		429 987	369 241
II - FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS			
Acquisitions d'immobilisations corporelles Acquisitions d'immobilisations incorporelles	3.1.3 - 5.1.2 3.1.3 - 5.1.1.2	(215 183) (95 608)	(172 028) (94 975)
Cessions d'immobilisations corporelles et d'autres actifs disponibles à la vente	4.5.#	21 317	16 784
Cessions d'immobilisations incorporelles Variation nette des avances sur immobilisations/fournisseurs d'immobilisations	4.5.#	1 068 25 624	4 517 19 280
Subventions d'investissement reçues		169	4 434
FLUX D'INVESTISSEMENTS D'EXPLOITATION (E) EXCÉDENT / DÉFICIT DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS (A + B + C + D + E) **		(262 613) 167 374	(221 988)
Acquisitions des titres de participations de sociétés intégrées et autres prises de contrôle	5.1.12.1.a	(26 396)	(31 563)
Acquisitions/cessions d'actions de la Compagnie Plastic Omnium).1.12.1.a	941	(13 115)
Acquisitions des actifs financiers disponibles à la vente Cessions des titres de participations des sociétés intégrées	4.5.# - 5.1.12.2.a	(133) 20 608	(161) 1 831
Cessions des actifs financiers disponibles à la vente - Titres de participations	4.5.#		156
Impact des variations de périmètre - Trésorerie apportée par les entrantes Impact des variations de périmètre - Trésorerie annulée au titre des sortantes		4 701	1 922 (385)
FLŮX D'INVESTISSEMENTS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES (F)		(279)	(41 315)
FLUX DE TRÉSORERIE NET DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS (E + F)		(262 892)	(263 303)
III - FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT Augmentation/diminution du capital et des primes			
Vente/achat d'actions propres Dividendes versés aux actionnaires de Burelle SA		165 (7 006)	475 (2 627)
Dividendes versés aux autres actionnaires #		(18 527)	(17 856)
Acquisitions d'intérêts minoritaires Cessions d'intérêts minoritaires	5.1.12.1.b 4.5.# - 5.1.12.2.b	(35 571) 2 880	
Augmentation des dettes financières	1,51. 51.11.21.21.0	481 379	139 522
Remboursement des dettes financières FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (G)		(427 861) (4 541)	(220 556) (101 043)
Activités cédées ou destinées à être cédées (H) Incidence des variations des cours de change (I)		(3 207)	(759) (2 251)
VARIATION NETTE DE TRÉSORERIE (A + B + C + D + E + F + G + H + I)		159 347	1 886
TRÉSORERIE NETTE DE DÉBUT D'EXERCICE	5.1.11.2	165 199	163 313
TRÉSORERIE NETTE EN FIN D'EXERCICE	5.1.11.2	324 546	165 199

Le paiement de l'intégralité de l'amende sur le litige concurrence, en 2011, a impacté la capacité d'autofinancement à hauteur de 18,7 millions d'euros.

^{**} La notion d'Excédent/de déficit de trésorerie lié aux opérations est une notion essentielle propre au groupe Burelle. Elle est utilisée dans les communications financières externes du Groupe (communiqués de presse).

[#] Le dividende aux autres actionnaires correspond aux dividendes versés par la Compagnie Plastic Omnium et ses filiales à l'extérieur du Groupe.

Les comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2012 du groupe Burelle ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 28 mars 2013 qui a également autorisé la publication des états financiers consolidés. Ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires du 30 mai

PRÉSENTATION DU GROUPE

La société Burelle SA, créée le 27 février 1957, est régie par le droit français. Les statuts ont fixé sa durée de vie jusqu'en 2056. Elle est immatriculée au registre du commerce de Lyon sous le numéro 785 386 319 et le siège social est situé 19, avenue Jules Carteret 69007 Lyon.

Les termes «le Groupe» ou «le groupe Burelle» renvoient à l'ensemble économique regroupant la société Burelle SA et ses filiales consolidées.

Le groupe Burelle est organisé autour de trois pôles d'activité qui sont:

- la Compagnie Plastic Omnium, détenue directement à 56,1 %, est un des leaders mondiaux dans la transformation de matières plastiques à destination du marché de l'automobile (modules de pièces de carrosserie, systèmes de stockage et d'alimentation en carburant) pour 90,4 % de son chiffre d'affaires et à destination des collectivités locales (bacs de collecte de déchets et signalisation routière) pour le reste de son chiffre d'affaires;
- Burelle Participations, filiale détenue à 100 % et dédiée au capital-investissement;
- et Sofiparc, filiale immobilière détenue à 100 %.

Introduites au hors cote de la Bourse de Lyon en 1987, les actions de la société Burelle SA se négocient actuellement sur le compartiment B du marché réglementé de NYSE Euronext.

Les états financiers sont principalement présentés en milliers d'euros et arrondis au millier le plus proche.

1 RÉFÉRENTIEL APPLIQUÉ, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1.1 Référentiel appliqué

Le Groupe a adopté les IFRS au 1er janvier 2004 et a appliqué les règles spécifiques, relatives à la première adoption aux IFRS, prévues par la norme IFRS 1. Les options retenues sont celles décrites dans ce chapitre au niveau du référentiel comptable.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2012 et disponibles sur le site : http://ec.europa. eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission. Le référentiel IFRS comprend les International Accounting Standards (IAS) et les International Financial Reporting Standards (IFRS) ainsi que les International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC).

Ces principes ne diffèrent pas des normes et interprétations d'application obligatoire au 31 décembre 2012, telles que publiées par l'IASB.

Les principes comptables qui ont servi de base à la préparation des états financiers au 31 décembre 2012 sont cohérents avec ceux retenus lors de l'établissement des états financiers du 31 décembre 2011 à l'exception de l'adoption au 31 décembre 2012 de l'amendement à IFRS 7 : informations à fournir sur les transferts d'actifs financiers. Cet amendement est sans impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2012. Les informations relatives aux transferts d'actifs financiers sont présentées en note 5.1.8.1.

Au 31 décembre 2012, le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes, interprétations et amendements applicables obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1er janvier

En particulier, l'application de l'amendement d'IAS 19 Avantages au personnel dont la date d'entrée en vigueur est le 1er janvier 2013 n'a pas été anticipée. Cet amendement supprime la possibilité d'utiliser la méthode du corridor et impôse de calculer le rendement attendu des actifs avec le taux d'actualisation utilisé pour valoriser les engagements sociaux et non plus avec le taux de rendement attendu des actifs. Le Groupe n'utilisant pas la méthode du corridor et comptabilisant déjà l'ensemble des écarts actuariels au passif du bilan, l'impact sur les états financiers de cet amendement sera limité (voir note 5.2.6.6).

De même les nouvelles normes sur la consolidation IFRS 10 États financiers consolidés, IFRS 11 Partenariats, IFRS 12 Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités, dont la date d'entrée en vigueur est le 1er janvier 2014, n'ont pas été appliquées par anticipation. Elles auront un impact sur les comptes consolidés de la Compagnie Plastic Omnium car cette dernière applique l'intégration proportionnelle pour ses coentreprises. Les éléments relatifs au bilan et au compte de résultat des coentreprises sont présentés dans la note 7.5.

1.2 Estimations et jugements

Pour préparer ses états financiers, le groupe Burelle a recours à des estimations et des hypothèses pour évaluer certains de ses éléments d'actifs, de passifs, de produits, de charges et d'engagements. Ces estimations et hypothèses sont revues périodiquement par la Direction Générale. Les montants figurant dans les futurs états financiers du Groupe pourront intégrer des changements d'estimations ou d'hypothèses en considération des retours d'expérience passée et de l'évolution des conditions économiques.

De façon générale, les estimations et hypothèses retenues au cours de l'exercice ont été élaborées à partir des informations disponibles au moment de la clôture des comptes. Ces estimations sont susceptibles d'être revues en fonction de l'évolution des hypothèses de base. Ces hypothèses concernent notamment :

Les impôts différés

La reconnaissance des actifs d'impôts différés résulte de la probabilité d'utilisation future évaluée sur la base des estimations de bénéfices futurs. Ceci conduit le Groupe à faire des estimations régulières des résultats fiscaux futurs, notamment dans le cadre des plans à moyen terme établis au sein du Groupe. Ces estimations, le cas échéant, prennent en compte le caractère exceptionnel ou non de certaines pertes, charges,

• Les engagements de retraite et autres avantages accordés au personnel

Dans le cadre des régimes à prestations définies, pour les évaluations actuarielles, le Groupe, avec l'aide d'actuaires indépendants, retient des hypothèses (voir les notes 1.21.2 et

- les taux d'actualisation des plans de retraite et des autres avantages à long terme;
- les taux de rendement à long terme attendus sur les actifs de couverture des plans de retraite;
- les taux d'accroissement des coûts médicaux pour les États-Unis
- les taux de rotation des effectifs et d'augmentation des salaires.
- Les tests de perte de valeur sur les actifs

Des tests de perte de valeur sont réalisés en particulier sur les écarts d'acquisition et les frais de développement sur projets automobiles comptabilisés en immobilisations incorporelles. Dans le cadre de ces tests, pour la détermination de la valeur recouvrable, interviennent à la fois, la notion de juste valeur nette des coûts de cession, et celle de valeur d'utilité obtenues par la méthode des cash-flows actualisés. Ces tests reposent sur des hypothèses de flux futurs de trésorerie opérationnels et de taux d'actualisation. Les hypothèses pouvant avoir un impact significatif sur les comptes portent sur les taux d'actualisation et les taux de croissance.

1.3 Principes de consolidation

Les sociétés pour lesquelles le Groupe détient plus de 50 % des droits de vote sont consolidées par intégration globale. Les sociétés détenues à moins de 50 %, mais sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle en substance sont consolidées selon cette même méthode.

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec d'autres actionnaires, quel que soit le pourcentage de détention, sont consolidées suivant la méthode de l'intégration proportionnelle en intégrant la quote-part détenue des actifs, passifs et du compte de résultat. Les sociétés sous contrôle conjoint sont celles regroupées sous la dénomination de «coentreprises».

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, sont consolidées par mise en équivalence. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient plus de 20 % des droits de vote dans une société. Le terme générique utilisé pour les sociétés sous influence notable est «Participations dans les entreprises associées».

1.4 Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent la part des capitaux propres qui n'est pas détenue par le Groupe. Elles sont présentées de façon distincte dans le compte de résultat et dans les capitaux propres du bilan consolidé, séparément du résultat et des capitaux propres attribuables à la société mère.

IFRS 3R - Regroupements d'entreprises prévoit que les participations ne donnant pas le contrôle peuvent être, soit évaluées à la juste valeur à la date d'acquisition (c'est-à-dire avec une quote-part d'écart d'acquisition), soit évaluées pour leur quotepart dans la juste valeur de l'actif net identifiable acquis. Ce choix peut se faire transaction par transaction.

Les transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle sont comptabilisées comme des opérations de capital lorsqu'elles n'entraînent pas de modification de contrôle. Ainsi, lors d'une augmentation (ou diminution) du pourcentage d'intérêt du Groupe dans une entité contrôlée, sans modification du contrôle, l'écart entre le coût d'acquisition (ou valeur de cession) et la valeur comptable de la quote-part d'actif net acquis (ou cédé) est comptabilisé dans les capitaux propres.

Ce traitement comptable est conforme à IAS 27R - États financiers consolidés et annuels, applicable depuis le 1er janvier 2010.

1.5 Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8 - Secteurs opérationnels, l'information sectorielle est présentée sur la base des secteurs identifiés dans le reporting interne du Groupe et communiqués à la Direction Générale pour décider de l'allocation des ressources et analyser la performance.

Le Groupe est géré selon deux secteurs opérationnels :

- la Compagnie Plastic Omnium, qui opère dans deux métiers : les Equipements Automobiles (conception, fabrication et commercialisation de pièces et modules de carrosserie et systèmes à carburant en plastique) et l'Environnement (produits et services aux collectivités locales, à savoir fabrication et vente d'équipements de collecte de déchets, services liés à la gestion des déchets, signalisation urbaine, routière et autoroutière et aménagement urbain);
- le pôle immobilier, constitué de la société immobilière Sofiparc SAS qui gère un patrimoine immobilier, principalement constitué de bureaux, à Levallois dans les Hauts-de-Seine.

1.6 Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition conformément à la norme IFRS 3R - Regroupements d'entreprises. Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

L'excédent de la somme du prix payé au vendeur et, le cas échéant, de la valeur de la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise, par rapport au solde net des actifs et passifs identifiables évalués selon IFRS 3R est comptabilisé en écart d'acquisition.

Lorsque la prise de contrôle est réalisée par achats successifs, il convient d'ajouter également au prix payé la juste valeur, à la date d'acquisition, de la participation précédemment détenue dans l'entreprise acquise. La participation précédemment détenue dans l'entreprise acquise est ainsi réévaluée à la juste valeur par résultat.

Les coûts liés à l'acquisition ne font plus partie du prix payé et sont comptabilisés en charges conformément à IFRS 3R.

Les ajustements de juste valeur des actifs et passifs acquis sont comptabilisés en contrepartie d'ajustements de l'écart d'acquisition s'ils interviennent dans la période de douze mois suivant l'acquisition. Les variations de valeur intervenant au-delà sont comptabilisées systématiquement en résultat, y compris au titre des actifs d'impôts.

1.7 Conversion des comptes des sociétés étrangères

La monnaie de présentation des comptes du groupe Burelle est l'euro. Les comptes des sociétés étrangères, établis en monnaie fonctionnelle⁽¹⁾, sont convertis dans la monnaie de présentation du Groupe, selon les principes suivants :

- conversion des postes du bilan, à l'exception des capitaux propres, au taux de clôture;
- conversion des postes du compte de résultat au taux moyen de la période;
- prise en compte de l'écart de conversion en réserves dans les capitaux propres consolidés.

Les écarts d'acquisition dégagés à l'occasion de regroupements avec des sociétés étrangères sont comptabilisés dans la monnaie fonctionnelle de l'entité acquise. Îls sont convertis, par la suite, dans la monnaie de présentation du Groupe, au cours de clôture, l'écart de conversion étant constaté en capitaux propres. En cas de cession totale d'une société étrangère, les différences de conversion s'y rapportant, comptabilisées en capitaux propres, sont reconnues en résultat.

1.8 Conversion des opérations exprimées en devises

Les opérations en monnaies étrangères sont enregistrées initialement en monnaie fonctionnelle, aux cours en vigueur à la date de transaction. A l'arrêté des comptes, les actifs et passifs monétaires sont revalorisés aux taux en vigueur à la date de clôture.

Les écarts de conversion provenant de changements de taux sont inscrits au compte de résultat, en autres produits et charges opérationnels lorsqu'ils sont relatifs à des opérations d'exploitation, en résultat financier lorsqu'ils sont relatifs à des opérations financières.

Les emprunts en devise étrangère dont le règlement n'est ni planifié, ni probable dans un avenir prévisible sont considérés comme faisant partie de l'investissement net du groupe Burelle dans cette activité à l'étranger. Les écarts de conversion correspondants sont comptabilisés en capitaux propres.

1.9 Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés au moment du transfert du contrôle et des risques et avantages lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable.

VENTES DE BIENS

Le produit des activités ordinaires de pièces et de négoce de la Compagnie Plastic Omnium est comptabilisé lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur, habituellement à la livraison des biens

PRESTATIONS DE SERVICES ET RÉALISATION D'OUTILLAGES DE LA COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM

Activité Automobile d'outillages de la Compagnie Plastic Omnium :

La reconnaissance des revenus relatifs à la phase projet (heures de développement et réalisation d'outillage) des contrats automobiles est réalisée lorsque les critères d'IAS 18.14 sont satisfaits. L'obtention ou non d'un accord ferme du client sur le prix est un élément clé dans l'analyse réalisée par le Groupe.

Ainsi, lorsque le Groupe obtient un accord contractuel de ses clients sur le prix de vente de l'outillage, l'outillage est considéré vendu; le produit des activités ordinaires résultant de l'outillage est alors reconnu au fur et à mesure de l'avancement des coûts dès lors que le Groupe obtient également une validation technique du client, et au plus tard lors du démarrage en série du modèle.

De la même façon, le produit des activités ordinaires résultant du développement (heures de développement) est reconnu au fur et à mesure de l'avancement des coûts conformément à IAS 18.20.

⁽¹⁾ La monnaie fonctionnelle est la monnaie de l'environnement économique dans lequel une société opère; généralement elle correspond à la monnaie locale, sauf pour quelques filiales étrangères qui effectuent la majorité de leurs transactions dans une autre devise.

En l'absence d'un tel accord (par exemple dans le cas d'un financement du client par une «rondelle» sans garantie donnée sur les volumes), les critères ne sont pas satisfaits; l'outillage et/ ou les heures de développement sont comptabilisés dans les immobilisations corporelles et/ou incorporelles du Groupe, puis amortis sur la durée des contrats, et les produits en provenance des clients à ce titre comptabilisés en produit des activités ordinaires tout au long de la vie série.

Activité Systèmes Urbains de la Compagnie Plastic Omnium : La majorité des contrats de location-maintenance relève de la location simple. Les loyers perçus sont comptabilisés, linéairement, sur la durée des contrats sauf dans le cas des contrats requalifiés en location-financement, pour lesquels une vente est constatée à hauteur des coûts d'enquête (les frais engagés auprès des particuliers pour collecter les informations sur le volume des bacs qui seront mis à leur disposition), de la mise en place et du prix de vente estimatif des parcs placés.

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue, déduction faite des rabais, remises et autres taxes sur les ventes et droits de douane.

1.10 Créances

Les créances sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur enregistrement. La juste valeur correspond généralement à la valeur nominale de la créance, dès lors que la vente a été réalisée avec des conditions normales de délai de paiement. Des provisions sont constituées pour couvrir des risques de non-recouvrement des créances dès lors qu'elles présentent un indicateur objectif de dépréciation. Le montant des provisions est déterminé, contrepartie par contrepartie, sur une base

Les créances de financement correspondent, pour l'essentiel, aux ventes sous contrats de location-financement de l'activité Environnement, et aux ventes de développements et outillages pour lesquelles le Groupe a signé un accord permettant aux clients un paiement étalé (exemple : prix pièces «rondelle» garanties contractuellement par les clients). Ces créances ont des délais de paiements initiaux à plus d'un an et portent intérêts dans le cadre d'un financement d'actifs convenu avec les clients. Le produit relatif à ces créances est comptabilisé en produit des activités ordinaires. Ces créances de financement sont déduites de l'endettement financier du Groupe dans le cadre du calcul de l'endettement financier net du Groupe.

Les créances cédées à des tiers selon IAS 39 « Instruments financiers - Comptabilisation et évaluation » et qui ne figurent donc pas au bilan, répondent aux critères suivants :

- les droits attachés aux créances sont transférés à des tiers;
- la quasi-totalité des risques et avantages qui leur sont associés sont transférés à des tiers:
- le contrôle sur les créances est transféré à des tiers.

Les risques pris en compte sont les suivants :

- le risque de crédit;
- les aléas relatifs aux retards de paiement tant sur la durée que sur les montants;
- le transfert du risque de taux, totalement assumé par l'acquéreur des créances.

1.11 Marge opérationnelle

La marge opérationnelle correspond au résultat des sociétés intégrées avant prise en compte des autres produits et charges opérationnels qui comprennent, pour l'essentiel :

- les résultats de cession d'immobilisations incorporelles et corporelles;
- les provisions pour dépréciations des actifs incorporels et corporels (en non courant), y compris les dépréciations éventuelles des écarts d'acquisition;
- les écarts de conversion provenant de taux de devises différents, entre ceux retenus pour la comptabilisation de créances et de dettes d'exploitation, et ceux constatés lors du règlement de ces créances et dettes;
- les éléments inhabituels correspondant à des produits et charges non usuels par leur fréquence, leur nature ou leur montant, à l'instar des profits et pertes réalisés dans le cadre d'opérations de variations de périmètre, des coûts de prédémarrage de nouvelles usines, des coûts de restructuration et de ceux relatifs aux mesures d'adaptation des effectifs.

Les impacts liés à l'amortissement des contrats clients acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises sont comptabilisés dans la marge opérationnelle, mais isolés sur une ligne distincte du compte de résultat.

Ainsi, le Groupe présente, depuis l'exercice 2010, une marge opérationnelle avant prise en compte des amortissements des actifs incorporels liés aux acquisitions dans le cadre de regroupements d'entreprises, et une marge opérationnelle après prise en compte de ces amortissements.

La marge opérationnelle avant prise en compte de ces éléments est le principal indicateur de performance utilisé par le Groupe. Elle est comparable à la marge opérationnelle présentée lors des exercices précédents.

1.12 Crédit d'impôt recherche

Le Groupe bénéficie de crédits d'impôts liés à l'effort de recherche de ses filiales. Ces crédits d'impôts sont inclus dans la marge opérationnelle dans la rubrique «Frais de recherche et développement nets» (voir les notes 4.1 et 4.2).

1.13 Droit individuel à la formation (DIF)

La loi du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle a mis en place le droit individuel à la formation (DIF) permettant à chaque salarié, quelle que soit sa qualification, de se constituer un capital-formation qu'il utilisera à son initiative, mais avec l'accord de son employeur.

Conformément à la disposition de la loi, chaque salarié dispose d'un nouveau droit lui permettant de capitaliser un minimum de 20 heures par année civile, le total des droits étant plafonné à 120 heures.

À ce jour, le Groupe ne comptabilise aucune provision relative au droit individuel à la formation considérant que les dépenses liées procureront au Groupe des avantages futurs. Les dépenses engagées sont donc comptabilisées en charges de période.

1.14 Immobilisations incorporelles

1.14.1 Frais de recherche et développement de la Compagnie Plastic Omnium

Selon la norme IAS 38 «Immobilisations incorporelles», les frais de développement significatifs sont comptabilisés en immobilisations incorporelles dès lors que l'entreprise peut démontrer en particulier:

- son intention, sa capacité financière et sa capacité technique à mener le projet de développement à son terme;
- la probabilité de recevoir des avantages économiques futurs liés aux dépenses de développement:
- que le coût de l'actif peut être évalué de manière fiable.

FRAIS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ACTIVITÉ AUTOMOBILE

Les frais de développement engagés dans le cadre d'un projet faisant l'objet d'un engagement contractuel de paiement de la part du client sont comptabilisés en charges au fur et à mesure de l'avancement des coûts. Le principe de comptabilisation des produits liés est décrit dans la note 1.9.

Les frais engagés dans le cadre de commandes d'outillages spécifiques et de moules, payées par le client avant le démarrage de la production, sont comptabilisés en stocks. Les produits relatifs à ces développements, sont comptabilisés en produits des activités ordinaires à hauteur des coûts aux dates d'acceptations techniques ou au plus tard, à la date de démarrage série. Les paiements recus avant ces dates sont inscrits en avances clients.

Les frais de développement payés dans le prix pièces «rondelle», sans engagement contractuel du client sur les volumes ou sur leur paiement effectif, sont comptabilisés directement en immobilisations incorporelles en cours, pendant la phase développement. Ces frais immobilisés sont amortis dès que la cadence journalière de production atteint 30 % de l'estimation et, au plus tard, trois mois après la date de démarrage de la série. Îls sont amortis linéairement sur la durée de vie prévue pour la production de la série, soit, en moyenne, trois ans.

AUTRES FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

Les autres frais de recherche et développement constituent des charges de l'exercice.

1.14.2 Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût diminué des amortissements et pertes de valeur constatés. Elles sont amorties selon la méthode linéaire, en fonction des durées d'utilisation prévues.

Il s'agit essentiellement des contrats clients de Plastic Omnium Auto Inergy et de Ford Milan (voir la note 2.5 - filiale Automotive Components Holdings LLC de Ford Motor Company, Milan aux États-Unis) acquis par la Compagnie Plastic Omnium.

Ces immobilisations incorporelles font l'objet de tests de dépréciation dans le cas où il existe un indice de perte de valeur.

1.15 Frais de démarrage

Les coûts correspondant aux phases de démarrage, y compris les coûts organisationnels, sont pris dans les charges au fur et à mesure de leur engagement. Ils correspondent à la mise en exploitation de nouvelles capacités ou techniques de production.

1.16 Écarts d'acquisition et tests de perte de valeur

Les écarts d'acquisition du groupe Burelle ne sont pas amortis, conformément aux normes IFRS, et font l'objet d'un «test de dépréciation» au minimum une fois l'an, en fin d'exercice, mais également lors de l'arrêté des comptes semestriels dans le cas où il existe un indice de perte de valeur.

Les écarts d'acquisition sont portés uniquement par le secteur constitué par la Compagnie Plastic Omnium. Les tests de perte de valeur sont réalisés au niveau des unités génératrices de trésorerie (U.G.T.) ou des groupes d'unités génératrices de trésorerie, que sont :

- «Automobile»
- «Systèmes Urbains-Sulo»
- «Signature»

La valeur nette comptable de l'ensemble des actifs (y compris les écarts d'acquisition), constituant chaque unité génératrice de trésorerie, est comparée à sa valeur recouvrable, c'est-à-dire au maximum entre la juste valeur diminuée des coûts de cession et la valeur d'utilité déterminée selon la méthode des cashflows actualisés.

Ces données prévisionnelles sont issues des plans à moyen terme de la Compagnie Plastic Omnium établis pour la période des trois ans à venir, et sont révisées, le cas échéant, pour tenir compte des conditions de marché. Au-delà de cet horizon, est calculée une valeur terminale correspondant à la capitalisation des données de la dernière année du plan, auxquelles est appliqué un taux de croissance à long terme reflétant les perspectives d'évolution du marché. Ces données prévisionnelles sont

Pour l'exercice 2012, les hypothèses suivantes ont été retenues pour les unités de trésorerie relatives :

- aux activités Automobile de la Compagnie Plastic Omnium : un taux de croissance de 1,5 % à l'infini et un taux d'actualisation de 9 % après impôt sur les sociétés;
- à l'activité Environnement de la Compagnie Plastic Omnium : un taux de croissance de 1,5 % à l'infini et un taux d'actualisation de 7,5 % après impôt sur les sociétés.

Ces hypothèses sont identiques à celles retenues pour l'exercice

Les taux de croissance ci-dessus sont ceux habituellement retenus par le marché pour les secteurs concernés.

Les hypothèses retenues pour la détermination des taux d'actualisation ont pris en compte :

- une prime de risque sectorielle;
- un «spread» de financement sectoriel pour l'évaluation du coût de la dette;
- les taux retenus par des sociétés comparables dans chacun des secteurs.

Les tests réalisés ne remettent pas en cause la valeur des écarts d'acquisition liés; une hausse du taux d'actualisation de 0,5 % ou une baisse de 0,5 % du taux de croissance à long terme ou une baisse de 0,5 % du taux de marge opérationnelle n'aurait pas d'impact sur les résultats des tests.

Les écarts d'acquisition négatifs sont rapportés au compte de résultat au cours de l'exercice d'acquisition.

Les écarts d'acquisition sont évalués annuellement, à leur coût, diminué des éventuelles dépréciations représentatives des pertes de valeur. Les pertes de valeur comptabilisées sur des écarts d'acquisition sont irréversibles.

1.17 Immobilisations corporelles

VALEURS BRUTES

À leur date d'entrée dans le patrimoine, les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, à leur coût de production lorsqu'elles sont créées par l'entreprise pour elle-même (ou sous-traitées), ou à leur juste valeur pour celles acquises à titre gratuit.

Dans la mesure où ces immobilisations ont fait l'objet de cessions ou d'apports à l'intérieur du Groupe, les plus-values ou moins-values constatées sont éliminées dans les comptes consolidés.

À une date ultérieure, les immobilisations corporelles sont évaluées au coût amorti, à l'exception de certains terrains et immeubles. Le Groupe réévalue les immeubles à usage de bureaux (option IAS 16.31 - Immobilisations corporelles, modèles de réévaluation). Les terrains sur lesquels ces immeubles sont bâtis suivent le même traitement comptable ainsi que les terrains nus et les terrains donnés en bail à construction.

Une expertise est réalisée par un évaluateur externe à intervalles réguliers. La dernière évaluation, réalisée en décembre 2012, donne une estimation de la valeur de ces ensembles immobiliers pour les comptes au 31 décembre 2012. Entre deux évaluations, le Groupe s'assure auprès de l'expert que le marché de l'immobilier n'a pas connu d'évolution significative. La juste valeur arrêtée par l'expert est déterminée par référence directe à des prix observables sur un marché actif.

Les bâtiments industriels et leurs terrains sont comptabilisés au coût amorti. Les frais d'entretien et de réparation des immobilisations, encourus afin de restaurer ou de maintenir les avantages économiques futurs que l'entreprise peut attendre en terme de niveau de performance estimé à la date d'origine de l'actif, sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

Les actifs sous contrats de location-financement, en application de la norme IAS 17 - Contrats de location, sont inscrits en actifs immobilisés au plus faible de leur juste valeur et de la valeur actualisée des paiements minimaux, et amortis par application des taux d'amortissement Groupe applicables aux mêmes actifs acquis en pleine propriété. Les retraitements sous la forme de location-financement concernent principalement des leasings sur ensembles immobiliers industriels, sur ensembles fonctionnels significatifs (chaînes de peinture, presses) et sur les parcs de conteneurs du pôle Environnement de la Compagnie . Plastic Omnium.

AMORTISSEMENTS

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilité prévue :

Constructions et agencements initiaux	20 à 40 ans
• Presses, souffleuses et machines de transformation	7 à 12 ans
• Machines d'usinage, de finition et autres matériels industriels	3 à 7 ans
Conteneurs de l'activité Environnement	8 ans

Conformément à la norme IAS 16 - Immobilisations corporelles, le Groupe applique l'approche par composants sur ses ensembles immobiliers et sur ses ensembles fonctionnels significatifs (chaînes de peinture, presses, souffleuses).

DÉPRÉCIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles font l'objet de tests de dépréciation dans le cadre de décisions d'arrêt de commercialisation de production, de non-renouvellement de production ou de fermeture de site.

1.18 Immeubles de placement

Les éléments dans la rubrique «Immeubles de placement» à l'actif du bilan du Groupe, n'entrent pas dans le cadre de l'activité ordinaire. Ces actifs, qui appartiennent au Groupe, peuvent correspondre à des ensembles immobiliers :

- non occupés au moment de la clôture des comptes et dont l'utilisation est indéterminée;
- ou détenus pour valoriser le capital du Groupe à long terme et faisant l'objet de location(s) simple(s).

Concernant les biens immobiliers dont l'utilisation pourrait être actuellement indéterminée, le Groupe peut décider d'utiliser tout ou partie de ces actifs (auquel cas, cette partie serait reclassée en exploitation), ou de les louer dans le cadre d'un ou plusieurs contrats de location simple.

Les surfaces issues des ensembles immobiliers précédemment classés en immeubles de placement, et qui repassent en exploitation lorsque le Groupe décide de les garder pour son propre usage, sont comptabilisées selon IAS 16.31 (Immobilisations corporelles, modèles de réévaluation) sur la base de leur montant dans les comptes au moment du transfert.

Les ensembles immobiliers qui passent de la catégorie «Immobilisations corporelles» vers la catégorie «Immeubles de placement» sont régis par IAS 16 jusqu'à la date du transfert. A cette date, tout écart entre la valeur dans les comptes et la juste valeur est comptabilisée comme une réévaluation conformément à IAS 16. Ces ensembles immobiliers sont ensuite régis par IAS 40 «Immeubles de placement».

Les immeubles de placement sont évalués à leur juste valeur à la clôture, les variations de juste valeur étant comptabilisées en résultat. Les terrains sur lesquels ces immeubles sont bâtis suivent le même traitement comptable. Une expertise est réalisée par un évaluateur externe à intervalles réguliers dans le cadre des clôtures annuelles. Entre deux évaluations, le Groupe s'assure auprès de l'expert que le marché de l'immobilier n'a pas connu d'évolution significative. La juste valeur arrêtée par l'expert est déterminée par référence directe à des prix observables sur un marché actif.

1.19 Stocks et encours

STOCKS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

À la clôture de l'exercice, ces stocks sont dépréciés lorsque le prix de vente estimé des produits finis auxquels ils sont dédiés dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts résiduels estimés de commercialisation, de production et de transformation, ne permet pas de recouvrer leur valeur d'inventaire.

STOCKS DE PRODUITS FINIS ET INTERMÉDIAIRES

Les stocks de produits finis et intermédiaires sont valorisés sur la base des coûts de production standard, révisés annuellement. Le prix de revient comprend les consommations et les charges directes et indirectes de production. Les coûts ainsi obtenus ne comportent ni frais généraux administratifs ou informatiques non liés à la production, ni frais de recherche et développement, ni frais commerciaux. La sous-activité n'est pas non plus incorporée dans la valorisation des stocks.

La valeur brute des stocks est comparée à la clôture à la valeur nette de réalisation, estimée sur la base des mêmes principes que ceux énoncés précédemment, et une dépréciation est comptabilisée lorsque cela est nécessaire.

1.20 Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsqu'il existe des obligations à l'égard de tiers entraînant une sortie probable de ressources au bénéfice de ces tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue pour le Groupe. Ces provisions sont inscrites en passif courant dans la mesure où elles présentent généralement un caractère court terme.

Le coût des mesures d'adaptation des effectifs est pris en charge dès que celles-ci ont fait l'objet d'un plan détaillé et d'une annonce aux personnes concernées ou à leurs représentants.

1.21 Provisions pour engagements de retraite et assimilés

DESCRIPTION DES RÉGIMES

Les engagements de retraite et autres avantages à long terme accordés au personnel concernent les salariés du Groupe en activité. Les régimes mis en place pour couvrir les engagements de retraite sont soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

1.21.1 Régimes à cotisations définies

Pour les régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges opérationnelles les cotisations, assises sur les salaires de l'exercice, qui sont versées aux organismes nationaux en charge des régimes de retraite et de prévoyance, selon les lois et usages en vigueur dans chaque pays. Le Groupe n'ayant aucune obligation juridique ou implicité de payer des cotisations supplémentaires ou des prestations futures, aucun passif actuariel n'est comptabilisé au titre de ces régimes à cotisations définies.

1.21.2 Régimes à prestations définies

Les régimes à prestations définies concernent principalement les avantages postérieurs à l'emploi correspondant aux indemnités de départ à la retraite des salariés français, auxquelles se

- les autres engagements de retraite et compléments de retraite, principalement sur les États-Unis, la Suisse et la France;
- les régimes de couverture des frais médicaux, sur les États-Unis.

Les régimes à prestations définies font l'objet de provisions pour avantages du personnel calculées sur la base d'évaluations actuarielles selon la méthode des unités de crédits projetées par application de la norme IAS 19 - Avantages du personnel.

Ces évaluations intègrent notamment des hypothèses :

- de dates de départ à la retraite fixées selon les termes de la législation et, en particulier pour les salariés français, suivant une hypothèse de départ volontaire à taux plein;
- de mortalité;
- de probabilité de départ avant la retraite pour le personnel
- d'estimations d'évolution de salaires jusqu'à l'âge de la retraite;
- de taux financiers d'actualisation et d'inflation.

Lorsque les régimes à prestations définies sont couverts par des fonds, les engagements au titre de ces régimes font l'objet, à chaque exercice, d'une évaluation actuarielle effectuée par des actuaires indépendants et leur valeur est déduite de la valeur de marché en date de clôture des fonds associés. Cette évaluation intègre des hypothèses de rentabilité à long terme des actifs investis en vue de couvrir les engagements de retraite.

Les variations de provisions correspondant aux régimes à prestations définies sont enregistrées au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés, au compte de résultat, en «charges opérationnelles», à l'exception :

- de l'effet de la désactualisation des engagements, présenté en résultat financier;
- des écarts actuariels sur avantages du personnel postérieurs à l'emploi, présentés en capitaux propres.

Le groupe Burelle a opté pour la comptabilisation en capitaux propres des écarts actuariels sur les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, sans aucun étalement.

1.21.3 Autres avantages à long terme

Les autres avantages à long terme correspondent, pour l'essentiel, aux médailles du travail des salariés français.

Conformément à IAS 19.129, les écarts actuariels relatifs aux «Autres avantages à long terme» (en particulier les médailles du travail) sont comptabilisés immédiatement en résultat.

1.22 Subventions publiques

Les subventions recues sont inscrites au passif du bilan; elles correspondent à des subventions accordées dans le cadre d'investissements pour de nouveaux sites ou matériels de production ou de programmes de recherche et développement.

Les subventions sont reprises en résultat au niveau de la marge brute, au fur et à mesure de l'amortissement des biens acquis au moyen de ces subventions, ou lorsque les programmes de recherche et développement n'ont pas abouti.

1.23 Actions propres

Les actions auto-détenues par le groupe Burelle SA, quelle que soit leur affectation, sont inscrites, dès leur acquisition, en diminution des capitaux propres.

Les prix de cession de ces titres sont comptabilisés directement en augmentation des capitaux propres du Groupe, aucun profit ou perte n'étant donc comptabilisé dans le résultat net de l'exercice.

1,24 Plans d'achat et de souscription d'actions

Les plans d'options d'achat ou de souscription d'actions accordés aux salariés (IFRS 2 - Paiement fondé sur des actions) sont évalués à leur juste valeur à la date d'attribution des droits par le Conseil d'Administration, en utilisant le modèle mathématique de type «Black & Scholes».

Cette valeur est enregistrée en «charges de personnel» linéairement sur la période d'acquisition des droits, avec une contrepartie directe en réserves.

1.25 Actifs financiers (hors instruments dérivés)

1.25.1 Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente correspondent à des prises de participations minoritaires dans des sociétés, à des parts souscrites dans des fonds de capital-investissement et à des obligations à bons de souscription d'actions. Ils sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture, en conformité avec les méthodes de valorisation publiées en septembre 2009 par le Comité Exécutif de l'International Private Equity & Venture Capital Valuation (IPEV).

Les parts de fonds sont valorisées à la dernière valorisation liquidative communiquée par la société de gestion au jour de l'arrêté des comptes. Les investissements dans des sociétés non cotées sont valorisés par différentes méthodes de multiples : multiples d'entrée, multiples de marché, comparables côtés auxquels est appliquée une décote de négociabilité, ou en fonction d'offres ou d'opérations récentes sur le capital. Les méthodes des «discounted cash flows» ou de l'actif net peuvent aussi être utilisées si elles sont appropriées. Au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2012, aucune ligne n'est valorisée ainsi.

Les investissements de moins de douze mois sont maintenus au coût historique sauf si la situation de l'entreprise s'est dégradée significativement.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres.

Lorsque la juste valeur d'un actif disponible à la vente est inférieure à sa valeur comptable, le Groupe examine la nécessité d'enregistrer une dépréciation. Pour chaque actif, le Groupe fait usage de son jugement en examinant les caractéristiques quantitatives et qualitatives de la baisse, pour déterminer si elle constitue un indice objectif de perte de valeur amenant à enregistrer une dépréciation. Une dépréciation sur un «Actif financier disponible à la vente» est systématiquement constatée en compte de résultat lorsqu'il existe une baisse de valeur significative ou prolongée, et, pour les parts de fonds de capital-investissement, lorsque, en sus, le fonds est investi à plus de 85 %. La baisse de juste valeur est considérée comme significative si l'évaluation a diminué de plus de 50 % par rapport au coût d'acquisition, et elle est considérée comme prolongée lorsque l'évaluation se situe, pendant au moins deux ans, en-dessous du coût d'acquisition. Cette dépréciation ne peut être reprise.

1.25.2 Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers comprennent principalement les prêts et les dépôts et cautionnements versés. Ils sont évalués au coût amorti. Toute indication objective de perte de valeur différence négative entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable de ces actifs - donne lieu à une dépréciation au compte de résultat. Cette dépréciation est reprise par résultat dans le cas d'un retournement favorable.

Ils comprennent également des valeurs mobilières de placement ne remplissant pas les critères permettant un classement en équivalent de trésorerie. Ils sont évalués à leur juste valeur, à la date de clôture, et les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat financier.

1.26 Dérivés et comptabilité de couverture

Pour gérer son risque de taux d'intérêt, le Groupe utilise des instruments dérivés cotés sur des marchés organisés ou négociables de gré à gré. En application de la norme IAS 39 «Instruments financiers», ces instruments financiers de couverture sont valorisés et comptabilisés au bilan, à leur juste valeur.

Les variations de juste valeur des instruments qualifiés en «couverture de flux de trésorerie» sont affectées en variation des capitaux propres pour les parties efficaces et en résultat financier pour les parties non efficaces.

Les variations de valeurs des dérivés non documentés en couverture sont comptabilisées en résultat.

1.27 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Conformément à la norme IAS 7 - Tableau des flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie présentés dans le tableau des flux de trésorerie comprennent les éléments de trésorerie réalisables à court terme, très liquides, convertibles à tout moment en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. La trésorerie est composée de la trésorerie en banque et en caisse, des dépôts à court terme et des soldes créditeurs bancaires, à l'exception de ceux autorisés pour couvrir les besoins de trésorerie court ou moven terme de l'exploitation courante. Ces derniers, étant assimilés à du financement, sont exclus de la trésorerie et équivalents de trésorerie. Les équivalents de trésorerie correspondent aux placements réalisables à court terme dans le cadre de l'utilisation temporaire des excédents de trésorerie (valeurs mobilières de placement, SICAV monétaires, titres de créances négociables, etc.). La variation de juste valeur de ces actifs est comptabilisée en résultat.

1.28 Actifs destinés à être cédés et activités destinées à être cédées

Sont classés dans la rubrique «Actifs destinés à être cédés» au bilan, les éléments suivants :

- la valeur d'un actif détenu en vue de sa vente;
- la valeur d'un groupe d'actifs détenus en vue de leur vente et non en vue d'une utilisation continue;
- et la valeur des activités et sociétés acquises dans la perspective d'une cession ultérieure.

Les passifs relatifs à ces actifs, groupes d'actifs, activités et sociétés sont également présentés au passif du bilan sur une ligne distincte dénommée «Passifs directement liés aux actifs destinés à être cédés».

Les actifs (ou groupes d'actifs) classés dans cette catégorie ne font plus l'objet d'amortissement. Ils sont évalués au montant le plus faible de leur valeur comptable et de leur prix de vente estimé, diminué des frais relatifs à la vente. Les pertes de valeur éventuelles sont enregistrées au niveau des charges opérationnelles du Groupe.

Les actifs, le cas échéant, les activités et les sociétés classés dans cette catégorie depuis une année, y sont maintenus seulement s'ils répondent aux critères exigés par la norme IFRS 5 - Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées.

Au bilan, les données relatives aux «Actifs et activités destinés à être cédés» présentés distinctement dans les états financiers ne donnent pas lieu au retraitement des années antérieures en termes de présentation.

Au compte de résultat, les résultats de cession des activités ou branches d'activités et sociétés qui remplissent la définition d'une activité abandonnée, sont isolés sur la ligne «Résultat après impôt des activités abandonnées» sur chacun des exercices présentés.

1.29 Impôts sur les résultats

En application de la norme IAS 12 - Impôts sur le résultat, le groupe Burelle comptabilise, sans actualisation, les impôts différés pour l'ensemble des différences temporaires qui existent entre les valeurs fiscales et les valeurs comptables des actifs et passifs au bilan consolidé.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et applicable à la période de reversement des différences temporaires.

Les crédits d'impôt et les actifs d'impôts différés sur les déficits reportables et les différences temporaires ne sont reconnus que lorsque leur probabilité d'utilisation à court terme est avérée.

2 OPÉRATIONS DE LA PÉRIODE

2.1 Fin du partenariat avec Eurovia

La Compagnie Plastic Omnium et Eurovia ont mis fin à leur partenariat (participations croisées) dans les activités de signalisation routière le 21 mars 2012.

2.1.1 Acquisition de la participation d'Eurovia dans Signature Vertical Holding

La Compagnie Plastic Omnium a acquis, pour 28 200 milliers d'euros, la participation de 35 % détenue par Eurovia dans Signature Vertical Holding (devenue Plastic Omnium Signalisation). L'impact sur la «Part-Groupe» des capitaux propres de cette acquisition de minoritaires, dont le montant s'élève à + 16 372 milliers d'euros, est présenté dans le «Tableau de variation des capitaux propres» dans la rubrique «Variation de périmètre» et les impacts sur la trésorerie dans la note 5.1.12.1. b relative aux impacts dans le «Tableau de flux de trésorerie» des acquisitions d'întérêts minoritaires.

2.1.2 Cessions de sociétés et d'actifs à Eurovia

La Compagnie Plastic Omnium a cédé à Eurovia :

- ses entités françaises Farcor, Signature Traffic Systems et Sodilor détenues par Signature Vertical Holding (devenue Plastic Omnium Signalisation);
- sa participation de 35 % dans Euromark Holding (Signalisation horizontale);
- sa filiale Signature Deutschland GmbH et le bâtiment avant servi de siège à Signature Deutschland GmbH.

À la clôture des comptes du 31 décembre 2011, le protocole d'accord sur le dénouement des participations croisées entre la Compagnie Plastic Omnium et Eurovia étant déjà signé, le Groupe avait pris en compte dans les comptes consolidés la valeur de cession estimée à la date de ces accords (voir la note 4.5 des comptes au 31 décembre 2011). Le débouclage final, comptabilisé avec un effet au 1er janvier 2012, a donné lieu à la comptabilisation d'une perte complémentaire de 754 milliers d'euros sur le 1er semestre 2012.

L'impact sur la trésorerie de ces cessions est présenté dans la note 5.1.12.1.b relative aux impacts dans le «Tâbleau de flux de trésorerie» des cessions de titres de participations de sociétés

2.2 Accord de partenariat en Russie

En avril 2012, le Groupe a finalisé un accord de partenariat avec la société russe Detalstroykonstruktsiya (DSK) pour la création de la société DSK Plastic Omnium BV qui produira des systèmes à carburant et réservoirs à essence en plastique à destination du marché russe.

Cette société est détenue à 51 % par le groupe Plastic Omnium et à 49 % par le partenaire russe.

Plastic Omnium Inergy et le partenaire russe ont apporté leurs actifs industriels respectifs de Stavrovo et Togliatti à DSK Plastic Omnium Inergy, société opérationnelle détenue à 100 % par DSK Plastic Omnium BV. Cette société fournira Avtovaz à Togliatti, Ford à Saint-Pétersbourg et Avtoframos à Moscou. Elle équipera également de futurs modèles de Nissan et Renault pour le marché russe.

La cession de 49 % des actifs de la société OOO Stavrovo Automotive Systems (Inergy Russie) ainsi que la prise de contrôle des actifs de DSK, ont conduit à constater :

- une participation ne donnant pas le contrôle à hauteur de 4 701 milliers d'euros;
- 100 % de la juste valeur des actifs acquis pour 4 500 milliers d'euros:
- et un écart d'acquisition provisoire (voir note 5.1.1.1).

Les sociétés DSK Plastic Omnium BV et DSK Plastic Omnium Inergy sont rattachées au Pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium.

2.3 Cession de parts sans perte de contrôle de la société chinoise Inergy Automotive Systems Manufacturing Beijing Co. Ltd

Fin janvier 2012, le Groupe a cédé une participation de $40\,\%$ dans sa filiale Inergy Automotive Systems Manufacturing Beijing Co. Ltd. à Beijing Hainachuan Automotive Parts Co LTd (BHAP), filiale de Beijing Automotive Industry Co (BAIC), quatrième constructeur automobile chinois. Le Groupe conserve toujours le contrôle de cette société spécialisée dans la production de systèmes à carburant. Elle est rattachée au Pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium.

Conformément à IAS 27R «États financiers consolidés et individuels», l'opération ne donne lieu à aucun impact en résultat, mais se traduit par une variation dans la situation nette en «Part-Groupe» pour un montant de - 425 milliers d'euros (voir la rubrique «Variation de périmètre» dans le «Tableau de variation des capitaux propres»).

2.4 Rachat de la participation des minoritaires sur la filiale Plastic Omnium Varroc Private Ltd

Le 13 août 2012, le Groupe, par l'intermédiaire de sa filiale Plastic Omnium Auto Exterior de la Compagnie Plastic Omnium, a acquis la participation de 40 % détenue par Varroc Polymers Private Ltd dans la joint-venture Plastic Omnium Varroc Private Ltd. Le Groupe détient désormais 100 % de cette société spécialisée dans les pièces extérieures de carrosserie, au travers d'une usine à Pune qui livre des pare-chocs à General Motors, Mahindra&Mahindra et Volkswagen.

Cette acquisition d'intérêts minoritaires est sans impact sur la méthode de consolidation de l'entité, cette dernière étant déjà contrôlée par la Compagnie Plastic Omnium. L'impact du rachat d'intérêts minoritaires sur les capitaux propres consolidés de la Compagnie Plastic Omnium est de - 5 874 milliers d'euros.

2.5 Suivi des acquisitions de l'exercice 2011

ROTHERM

Le Groupe avait acquis, le 9 mai 2011, 70 % des titres de la société allemande RMS Rotherm Maschinenbau GmbH, spécialisée dans la fabrication de conteneurs enterrés. Aucun ajustement n'ayant été constaté sur le bilan d'entrée, l'écart d'acquisition de 4 306 milliers d'euros comptabilisé dans les comptes au 31 décembre 2011 reste inchangé.

FORD - MILAN

Le Groupe avait acquis, le 1er juin 2011, les actifs de production de systèmes à carburant - réservoirs à essence en plastique de la filiale Automotive Components Holdings LLC de Ford Motor Company aux États-Unis, localisés à Milan (Michigan).

Le Groupe a finalisé, sur l'exercice, l'affectation du prix d'acquisition de Milan; aucun écart significatif n'a été identifié par rapport à l'affectation provisoire réalisée au 31 décembre 2011.

Par ailleurs, le Groupe a continué de comptabiliser sur l'exercice, le financement reçu de Ford au titre de l'investissement dans la construction de la nouvelle usine selon les mêmes modalités qu'en 2011 à savoir, l'enregistrement de ce financement net d'impôt en «Autres produits opérationnels» au rythme de l'avancement des travaux (voir la rubrique «Impact des croissances externes» de la note 4.5 «Autres produits et charges opérationnels»).

Comme en 2011, le Groupe continue d'inscrire dans le Tableau de flux de trésorerie en «Acquisition de titres de participations de sociétés contrôlées et prises de contrôle» les montants qu'il investit dans la construction de l'usine, nets du financement reçu de Ford (voir la note 5.1.12.1.a).

PLASTAL POLOGNE

Le Groupe avait acquis, le 29 décembre 2011, des actifs et passifs de Plastal Pologne correspondant à deux usines à Gliwice et Poznan en Pologne.

Le Groupe a finalisé, sur l'exercice, l'affectation du prix d'acquisition de Plastal Pologne. L'impact net des ajustements constaté en résultat est non significatif.

2.6 Cession d'activités et actifs/passifs destinés à être cédés

Sur l'exercice 2012, les principales variations des «Actifs et passifs destinés à être cédés» sont les suivantes :

Dans le cadre du dénouement final du partenariat avec Eurovia (voir note 2.1.2), le Groupe a cédé, le 21 mars 2012, les actifs et passifs des sociétés Farcor, Signature Traffic Systems, Sodilor, Signature Deutschland GmbH, sa participation dans Euromark Holding ainsi que le bâtiment de Signature en Allemagne, inscrits, fin 2011, au bilan dans les rubriques «Actifs destinés à être cédés» et «Passifs directement liés aux actifs destinés à être cédés». Au 31 décembre 2012, seuls les éléments relatifs au site de «Blenheim» appartenant à Inergy Automotive Systems Canada Inc. du Pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium figurent encore en «Actifs destinés à être cédés». La cession de ce site est intervenue le 18 janvier 2013 pour un montant de 1 650 milliers de dollars canadiens, l'équivalent de 1 284 milliers d'euros au taux moyen de 2012.

Sur l'exercice 2011, les principales variations des «Actifs et passifs destinés à être cédés» étaient les suivantes :

La Compagnie Plastic Omnium a cédé, en 2011, les deux bâtiments d'Elsfleth et de Heideloh de la société Sulo Verwaltung und Technik GmbH du Pôle Environnement. Ces deux bâtiments étaient classés en «Actifs destinés à être cédés» au 31 décembre 2010.

Au 31 décembre 2011, étaient classés en «Actifs destinés à être cédés» et «Passifs destinés à être cédés» les actifs et passifs suivants:

- les sociétés Farcor, Signature Traffic Systems, Sodilor, et Signature Deutschland GmbH dans le cadre de l'opération relative au partenariat avec Eurovia (voir les notes 2.1 et 4.5);
- la participation, totalement dépréciée, détenue par la Compagnie Plastic Omnium dans Euromark Holding (voir les notes 2.1 et 4.5);
- le bâtiment correspondant au siège actuel de Signature en Allemagne et détenu par la société Sulo Verwaltung und Technik GmbH;
- et le site de Blenheim d'Inergy Automotive Systems Canada Inc. du Pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omium.

En milliers d'euros	31 décem	bre 2012	31 décembre 2011			
_		Actifs et passifs destinés à être cédés		Actifs et passifs destinés à être cédés		
	Total	«Blenheim»	Total	Entités «Signature» destinées à être cédées	Siège de Signature en Allemagne	«Blenheim»
Immobilisations incorporelles (dont écart d'acquisition)			9 644	9 644		
Terrains et agencements Ensemble immobilier, installations, agencements et aménagements	1 210	1 210	1 138 3 632	593 816	545 1 583	1 233
Installations techniques, matériel industriel et autres			1 012	1 012		
Impôt différé actif Stocks			177 5 426	177 5 426		
Créances clients et autres débiteurs			9 242	9 242		
Comptes courants actifs Trésorerie			10 531 776	10 531 776		
Actifs destinés à être cédés	1 210	1 210	41 576	38 215	2 128	1 233
Provisions pour risques et charges			371	371		
Dettes sur avantages du personnel			837	837		
Subventions publiques Impôt différé passif			6 772	6 772		
Comptes courants passifs			1 876	1 876		
Banques créditrices			17	17		
Fournisseurs et autres débiteurs			13 048	13 048		
Passifs directement liés aux actifs destinés à être cédés			16 927	16 927		
Actifs nets destinés à être cédés	1 210	1 210	24 649	21 288	2 128	1 233

3 INFORMATIONS SECTORIELLES

3.1 Informations par secteur opérationnel

Les colonnes des tableaux ci-dessous indiquent les montants propres à chaque secteur. La colonne «Éléments non affectés» regroupe les éliminations inter-secteurs, ainsi que les montants non affectés par secteur (Burelle SA et Burelle Participations) permettant de réconcilier les données sectorielles avec les états financiers du Groupe. Les résultats financiers, les impôts, et les

entreprises associées sont suivis au niveau du Groupe et ne sont pas alloués aux secteurs. Les transactions entre secteurs sont réalisées sur la base de leur valeur de marché.

3.1.1 Compte de résultat par secteur opérationnel

En milliers d'euros	2012						
	Compagnie Plastic Omnium**	Immobilier	Éléments non affectés*	Total consolidé			
Ventes externes	4 806 171	7 750	(5 735)	4 808 186			
Ventes entre secteurs d'activités		(5 735)	5 735				
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES % du total	4 806 171 100 %	2 015		4 808 186 100 %			
MARGE OPÉRATIONNELLE AVANT AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS ACQUIS	335 082	4 436	(4 884)	334 634			
% des produits des activités ordinaires du secteur	7,0 %			7,0 %			
Amortissement des actifs incorporels acquis	(18 122)			(18 122)			
MARGE OPÉRATIONNELLE APRÈS AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS ACQUIS	316 960	4 436	(4 884)	316 512			
% des produits des activités ordinaires du secteur	6,6 %			6,6 %			
Autres produits opérationnels Autres charges opérationnelles <i>% des produits des activités ordinaires du secteur</i>	15 165 (43 358) (0,6 %)	(47)	10 434 (272)	25 599 (43 677) (0,4 %)			
Charges nettes de financement Autres produits et charges financiers Quote-part de résultat des entreprises associées				(35 666) (10 022) 243			
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AVANT IMPÔT Impôt sur le résultat				252 989 (62 523)			
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES Résultat après impôt des activités abandonnées				190 466			
RÉSULTAT NET Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle				190 466 82 096			
RÉSULTAT NET - PART REVENANT AU GROUPE				108 370			

^{*} La colonne «Éléments non affectés» regroupe les éliminations intra-groupe ainsi que les éléments non affectés par secteur (activités de Burelle SA et Burelle Participations SA) afin de réconcilier les informations sectorielles avec les comptes consolidés.

^{**} Voir ci-après la décomposition du Produit des activités ordinaires (chiffre d'affaires) de la Compagnie Plastic Omnium.

En milliers d'euros	2011					
	Compagnie Plastic Omnium**	Immobilier	Eléments non affectés*	Total Consolidé		
Ventes externes	4 220 410	6 844	(5 105)	4 222 149		
Ventes entre secteurs d'activités		(5 105)	5 105			
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES % du total	4 220 410 99,9 %	1 739 0,1 %		4 222 149 100 %		
MARGE OPÉRATIONNELLE AVANT AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS ACQUIS	296 452	3 907	(4 935)	295 424		
% des produits des activités ordinaires du secteur	7,0 %			7,0 %		
Amortissement des actifs incorporels acquis	(17 042)			(17 042)		
MARGE OPÉRATIONNELLE APRÈS AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS ACQUIS	279 410	3 907	(4 935)	278 382		
% des produits des activités ordinaires du secteur	6,6 %			6,6 %		
Autres produits opérationnels Autres charges opérationnelles <i>% des produits des activités ordinaires du secteur</i>	56 071 (63 339) (0,2 %)	(7)	12 515 (1 585)	68 586 (64 931) <i>0,1</i> %		
Charges nettes de financement Autres produits et charges financiers Quote-part de résultat des entreprises associées				(36 863) (5 211) (551)		
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AVANT IMPÔT Impôt sur le résultat				239 412 (58 086)		
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES Résultat après impôt des activités abandonnées				181 326		
RÉSULTAT NET Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle				181 326 75 277		
RÉSULTAT NET - PART REVENANT AU GROUPE				106 049		

^{*} La colonne «Éléments non affectés» regroupe les éliminations intra-groupe ainsi que les éléments non affectés par secteur (activités de Burelle SA et Burelle Participations SA) afin de réconcilier les informations sectorielles avec les comptes consolidés.

^{**} Voir ci-après la décomposition du Produit des activités ordinaires (chiffre d'affaires) de la Compagnie Plastic Omnium.

^{**} La décomposition du produit des activités ordinaires (chiffre d'affaires) de la Compagnie Plastic Omnium est la suivante :

En milliers d'euros	2012	%	2011	%
Pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium*** Pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium	4 342 959 463 212	90,4 % 9,6 %	3 720 088 500 322	88,1 % 11,9 %
Produit des activités ordinaires de la Compagnie Plastic Omnium	4 806 171	100 %	4 220 410	100 %

^{***} Le chiffre d'affaires du pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium auprès des principaux constructeurs automobiles est présenté dans le tableau ci-dessous :

En milliers d'euros	2012		2011	
Constructeurs automobiles	Montants	% du CA Automobile	Montants	% du CA Automobile
PSA Peugeot Citroën	598 638	13,8 %	636 924	17,1 %
Renault/Nissan	471 448	10,9 %	447 750	12,1 %
General Motors (dont Opel)	755 227	17,4 %	630 254	16,9 %
BMW	445 018	10,2 %	387 926	10,4 %
Volkswagen - Porsche*	634 005	14,6 %	513 519	13,8 %
Total principaux constructeurs	2 904 336	66,9 %	2 616 374	70,3 %
Autres constructeurs	1 438 623	33,1 %	1 103 714	29,7 %
Chiffre d'affaires Automobile de la Compagnie Plastic Omnium	4 342 959	100 %	3 720 088	100 %

[#] Dans le rapport financier 2011, le Groupe avait présenté, sous l'intitulé Volkswagen-Porsche, le chiffre d'affaires réalisé avec le constructeur «Volkswagen». La présentation 2012 incluant Porsche, les chiffres 2011 ont été retraités.

3.1.2 Agrégats du bilan par secteur opérationnel

En milliers d'euros - en valeur nette	31 décembre 2012			
	Compagnie Plastic Omnium	Immobilier	Éléments non affectés	Total Consolidé
Écarts d'acquisition	294 960			294 960
Immobilisations incorporelles	350 245	26	1	350 272
Immobilisations corporelles	897 126	55 492	87	952 705
Immeubles de placement	15 200	23 115		38 315
Stocks	271 791			271 791
Créances clients et comptes rattachés	561 975	93	(32)	562 036
Autres créances	204 008	219	126	204 353
Créances de financement clients* (C)	78 843	ĺ		78 843
Comptes courants et autres actifs financiers (D)	23 488	39 310	(39 701)	23 097
Actifs disponibles à la vente (F)	2 148		29 700	31 848
Instruments financiers de couverture (E)	314			314
Trésorerie nette** (A)	321 225	1 946	1 375	324 546
Actifs sectoriels	3 021 323	120 201	(8 444)	3 133 080
Emprunts et dettes financières (B)	815 840	46 680	(36 355)	826 165
Passifs sectoriels	815 840	46 680	(36 355)	826 165
Endettement financier net sectoriel = (B - A - C - D - E - F)***	389 822	5 424	(27 728)	367 518

En milliers d'euros - en valeur nette	31 décembre 2011			
	Compagnie Plastic Omnium	Immobilier	Éléments non affectés	Total Consolidé
Écarts d'acquisition	293 246			293 246
Immobilisations incorporelles	331 349		36	331 385
Immobilisations corporelles	770 514	55 608	(7)	826 115
Immeubles de placement	18 355	22 909	(,)	41 264
Stocks	261 399			261 399
Créances clients et comptes rattachés	439 668	378	(138)	439 908
Autres créances	206 971	374	168	207 513
Créances de financement clients* (C)	97 332	0		97 332
Comptes courants et autres actifs financiers (D)	28 986	39 319	(39 777)	28 528
Actifs disponibles à la vente (F)	1 328		25 589	26 917
Instruments financiers de couverture (E)	2			2
Trésorerie nette** (A)	160 201	3 780	1 218	165 199
Actifs sectoriels	2 609 351	122 368	(12 911)	2 718 808
Emprunts et dettes financières (B)	759 168	49 983	(27 834)	781 317
Passifs sectoriels	759 168	49 983	(27 834)	781 317
Endettement financier net sectoriel = (B - A - C - D - E - F)***	471 319	6 884	(14 864)	463 339

^{*} Au 31 décembre 2012, les «Créances de financement clients» sont composées d'un montant de 38 807 milliers d'euros issus de la rubrique «Autres actifs financiers» en non courant et d'un montant de 40 036 milliers d'euros correspondant à la rubrique «Créances de financement clients» en courant.

3.1.3 Autres informations par secteur opérationnel

En milliers d'euros	31 décembre 2012			
	Compagnie Plastic Omnium	Immobilier	Éléments non affectés	Total Consolidé
Investissements incorporels	95 580	28		95 608
Investissements corporels (dont immeubles de placement)	213 994	1 095	92	215 181
Dotations aux amortissements et provisions sur actifs immobilisés*	(195 840)	(555)	(17)	(196 412)
En milliers d'euros	31 décembre 2011			
	Compagnie Plastic Omnium	Immobilier	Éléments non affectés	Total Consolidé
Investissements incorporels	94 975			94 975
Investissements incorporets (dont immeubles de placement)	170 227	1 801		172 028
Dotations aux amortissements et provisions sur actifs immobilisés*	-,,	(589)	(20)	(186 318)

Cette rubrique comprend les amortissements et dépréciations des actifs corporels et incorporels y compris les incorporels acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises.

Au 31 décembre 2011, les «Créances de financement clients» sont composées d'un montant de 58 266 milliers d'euros issus de la rubrique «Autres actifs financiers» en non courant et d'un montant de 39 066 milliers d'euros correspondant à la rubrique «Créances de financement clients» en courant.

Voir également la note 5.2.7.4 sur «l'Endettement financier net».

^{**} Il s'agit de la trésorerie nette du Tableau des flux de trésorerie. Voir également la note 5.1.11.2.

^{***} Voir la note 5.2.7.4 sur «l'Endettement financier net».

3.2 Informations par pays

3.2.1 Produits des activités ordinaires par pays

L'information donnée dans le tableau suivant correspond aux produits des activités ordinaires réalisés par les filiales rattachées aux zones géographiques indiquées.

En milliers d'euros	2012	%	2011	%
France	744 491	15,5 %	803 019	19,0 %
Amérique du Nord	1 312 529	27,3 %	1 002 101	23,7 %
Europe hors France	1 741 669	36,2 %	1 597 975	37,9 %
Amérique du Sud	198 356	4,1 %	182 154	4,3 %
Afrique	47 801	1,0 %	41 204	1,0 %
Asie	763 339	15,9 %	595 696	14,1 %
Total	4 808 186	100 %	4 222 149	100 %

3.2.2 Actifs non courants par pays

En milliers d'euros	31 décembre 2012						
	France	Amérique du Nord 1	Europe nors France	Amérique du Sud	Asie	Autres*	Total
Écarts d'acquisition	159 154	22 623	109 018	0	4 165	0	294 960
Immobilisations incorporelles	143 827	76 470	95 119	2 061	31 605	1 190	350 272
Immobilisations corporelles	238 032	184 862	322 847	31 630	170 782	4 552	952 705
dont investissements corporels de l'exercice	45 753	30 718	74 726	2 265	60 998	301	214 761
Immeubles de placement	38 315						38 315
dont investissements de l'exercice en immobilier de placement	206						206
Total actif immobilisé non courant	579 328	283 955	526 984	33 691	206 552	5 742	1 636 252

En milliers d'euros	31 décembre 2011						
	France	Amérique du Nord	Europe hors France	Amérique du Sud	Asie	Autres*	Total
Écarts d'acquisition Immobilisations incorporelles Immobilisations corporelles	159 155 152 137 216 629	23 068 61 579 130 772	106 827 94 991 292 741	4 196 19 458 142 084	0 2 403 38 469	817 5 420	293 246 331 385 826 115
dont investissements corporels de l'exercice Immeubles de placement dont investissements de l'exercice en immobilier de placement	32 865 41 264	11 159	72 792	41 689	12 337	1 187	172 028 41 264
Total actif immobilisé non courant	569 185	215 419	494 559	165 738	40 872	6 237	1 492 010

^{*} Sont regroupées dans «Autres» les sociétés d'Afrique du Sud.

3.3 Immobilisations corporelles (hors Immeubles de placement) par catégories

En milliers d'euros	Valeur brute	Amortissements	Provisions pour dépréciations	Valeur nette
Immobilisations corporelles en pleine propriété Immobilisations corporelles en pleine propriété et faisant l'objet d'une location simple bailleur*	2 185 839 39 567	(1 269 573) (32 363)	(1 730) (179)	914 536 7 025
Immobilisations corporelles en location financement preneur Immobilisations corporelles en location financement preneur faisant l'objet d'une location simple bailleur*	39 580 28 162	(22 871) (13 546)	(181)	16 528 14 616
Valeur au 31 décembre 2012	2 293 148	(1 338 353)	(2 090)	952 705
Immobilisations corporelles en pleine propriété Immobilisations corporelles en pleine propriété et faisant l'objet d'une location simple bailleur*	1 987 304 45 408	(1 199 394) (36 305)	(2 140) (124)	785 770 8 979
Immobilisations corporelles en location financement preneur Immobilisations corporelles en location financement preneur faisant l'objet d'une location simple bailleur*	39 536 25 254	(21 677) (11 579)	(168)	17 691 13 675
Valeur au 31 décembre 2011	2 097 502	(1 268 955)	(2 432)	826 115

^{*} La somme des «Immobilisations corporelles en pleine propriété et faisant l'objet d'une location simple bailleur» et des «Immobilisations corporelles en location financement preneur faisant l'objet d'une location simple bailleur» donne la valeur des «Immobilisations corporelles faisant l'objet d'une location simple bailleur» (voir la sous rubrique correspondante dans la note 5.1.2).

[#] Voir la sous rubrique «Immobilisations corporelles en location financement preneur» dans la note 5.1.2.

En milliers d'euros	Exercice 2012				
	Compagnie Plastic Omnium	Immobilier	Éléments non affectés	Total Consolidé	
Immobilisations corporelles en pleine propriété - Valeur nette Immobilisations corporelles en pleine propriété et faisant l'objet d'une location simple bailleur - Valeur nette	858 957 7 025	55 492	87	914 536 7 025	
Immobilisations corporelles en location financement preneur - Valeur nette	16 528			16 528	
Immobilisations corporelles en location financement preneur faisant l'objet d'une location simple bailleur - Valeur nette	14 616			14 616	
Total Immobilisations corporelles (hors Immeubles de placement)	897 126	55 492	87	952 705	

En milliers d'euros		Exercice 2	2011	
	Compagnie Plastic Omnium	Immobilier	Éléments non affectés	Total Consolidé
Immobilisations corporelles en pleine propriété - Valeur nette	730 169	55 608	(7)	785 770
Immobilisations corporelles en pleine propriété et faisant l'objet d'une location simple bailleur - Valeur nette	8 979			8 979
Immobilisations corporelles en location financement preneur - Valeur nette	17 691			17 691
Immobilisations corporelles en location financement preneur faisant l'objet d'une location simple bailleur - Valeur nette	13 675			13 675
Total Immobilisations corporelles (hors Immeubles de placement)	770 514	55 608	(7)	826 115

4 NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

4.1 Détail des frais de recherche et de développement

Le pourcentage des frais de recherche et de développement est exprimé par rapport au montant des produits des activités ordinaires (chiffre d'affaires).

En milliers d'euros	2012	%	2011	%
Frais de recherche et de développement bruts Activations et cessions de recherche et de développement	(243 652) 146 138	(5,1 %) 3,0 %	(206 227) 127 904	(4,9 %) 3,0 %
Frais de recherche et de développement nets	(97 514)	(2,0 %)	(78 323)	(1,9 %)

4.2 Coûts des biens et des services vendus, des frais de développement, commerciaux et administratifs

En milliers d'euros	2012	2011
Inclus dans le coût des biens et services vendus		
Coûts des consommations (achats-variations de stocks)	(3 123 682)	(2 683 641)
Sous-traitance directe de production	(10 913)	(7 336)
Energie et fluides	(86 770)	(75 695)
Salaires, charges et avantages du personnel	(493 739)	(447 937)
Autres coûts de production	(289 105)	(271 581)
Produits de cession de parcs de bacs en location simple*	1 369	1 167
Valeur nette comptable des parcs de bacs en location simple*	(1 388)	(957)
Amortissements	(118 251)	(124 540)
Provisions	9 562	9 324
Total	(4 112 917)	(3 601 196)
Inclus dans les frais de recherche et de développement		
Salaires, charges et avantages du personnel	(120 164)	(96 938)
Amortissements des frais de développement activés	(51 184)	(33 106)
Autres	73 834	51 721
Total	(97 514)	(78 323)
Inclus dans les frais commerciaux		
Salaires, charges et avantages du personnel	(40 555)	(40 466)
Amortissements et provisions	(1 510)	(194)
Autres	(18 706)	(22 594)
Total	(60 771)	(63 254)
Inclus dans les frais administratifs		
Salaires, charges et avantages du personnel	(121 885)	(109 598)
Autres frais administratifs	(73 722)	(62 754)
Amortissements	(7 741)	(8 884)
Provisions	998	(2 716)
Total	(202 350)	(183 952)

^{*} Voir la rubrique «Résultats sur cessions des immobilisations» dans la note 4.5.

4.3 Frais de personnel

En milliers d'euros	2012	2011
Salaires et traitements	(565 187)	(509 372)
Charges sociales	(175 243)	(158 178)
Participation des salariés	$(14\ 137)$	(13433)
Coûts des engagements de retraite et obligations similaires	1 789	409
Rémunération sur base d'actions	(1 220)	(2 224)
Autres charges de personnel	(22 345)	(12 141)
Total des frais de personnel hors frais de personnel des intérimaires	(776 343)	(694 939)
Salaires et charges sur le personnel intérimaire	(62 700)	(68 486)
Total des frais de personnel dont intérimaires	(839 043)	(763 425)

4.4 Amortissement des actifs incorporels

Cette rubrique correspond aux impacts récurrents liés à la comptabilisation du prix d'acquisition d'Inergy Automotive Systems (acquisition 2010) et de Ford Milan (acquisition 2011).

En milliers d'euros	2012	2011
Amortissement des marques Amortissement des contrats clients	(350) (17 772)	(350) (16 692)
Total des amortissements des actifs incorporels acquis	(18 122)	(17 042)

4.5 Autres produits et charges opérationnels

En milliers d'euros	2012	2011
Résultats sur cessions d'immobilisations"	(227)	(1 501)
Résultats sur autres actifs financiers disponibles à la vente	164	2 605
Coûts de pré-démarrage de nouvelles usines	(7 546)	(4 235)
Coûts d'adaptation des effectifs ⁽¹⁾	(31 371)	(7 490)
Dépréciation d'actifs non courants ⁽²⁾	(1 301)	(20 681)
Provisions pour charges ⁽³⁾	(467)	(5 096)
Litiges ⁽⁴⁾	7 449	1 568
Gains et pertes de change sur opérations d'exploitation	(2 641)	(1 870)
Impact des croissances externes :	7 002	42 371
- acquisition de Ford Milan et Plastal Pologne (voir note 2.5)	8 996	43 619
- honoraires et coûts annexes	(1 994)	(1 248)
Réévaluation d'actifs ⁽⁵⁾	9 499	
Autres ⁽⁶⁾	1 362	(2 016)
Total des produits et charges opérationnels	(18 078)	3 655
dont total produits	25 599	68 586
dont total charges	(43 677)	(64 931)

Sur l'exercice 2012 :

(1) Coûts d'adaptation des effectifs :

Ils concernent principalement les sites du Pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium à Eisenach - Thuringe en Allemagne, à Compiègne - Laval et St Désirat en France et à Duncan aux États- Unis.

(4) Litiges :

La Cour d'Appel de Paris a réduit la condamnation de Signature SA au titre du litige concurrence de 8,5 millions d'euros au début de l'exercice 2012. Ce montant a été remboursé au Groupe. En l'absence de tout pourvoi en cassation dans les délais légaux, ce remboursement constitue un produit de l'exercice.

(5) Réévaluation d'actifs :

Suite à l'obtention d'un permis de construire purgé du recours des tiers et de la signature d'un bail de 12 ans avec un tiers pour la location des bureaux à construire, un des terrains du Groupe à Lyon a été revalorisé à hauteur de 9,5 millions d'euros (voir note 5.1.3 sur les Immeubles de placement).

Sur l'exercice 2011:

Les impacts suivants ont été comptabilisés en 2011, dans le cadre de l'évolution du partenariat avec Eurovia (note 2.1, rapport annuel 2011):

(2) Dépréciation d'actifs non courants :

Dans la rubrique «dépréciations d'actifs non courants»:

- 8 747 milliers d'euros de dépréciation des sociétés Signature classées en «Actifs destinés à être cédés»;
- 8 941 milliers d'euros de dépréciation de la participation de 35 % de la Compagnie Plastic Omnium dans Euromark Holding.

Un montant de - 2 200 milliers d'euros de provision pour indemnité constituant un élément de la négociation globale.

Pour le reste des opérations sur l'ensemble du Groupe en 2011 et 2012 :

⁽⁶⁾ La rubrique «Autres» intègre le dénouement du partenariat avec Eurovia. Celle-ci était, pour l'essentiel, anticipée dans les comptes lors des exercices précédents.

L'opération ayant été réalisée, au cours du 1er semestre 2012, les provisions constituées depuis 2010 ont été reprises et la perte sur la cession des entités et des participations concernées a été comptabilisée. L'impact, sur l'exercice 2012, du dénouement final de l'opération s'élève à -754 milliers d'euros répartis respectivement comme suit : -679 milliers d'euros sur les cessions de sociétés et -75 milliers d'euros sur la cession du siège de Signature Deutschland GmbH.

* Résultat sur cessions d'immobilisations

Le montant des cessions d'immobilisations dans le Tableau de flux de trésorerie se compose du montant des produits sur cessions d'immobilisations figurant dans les «Autres produits et charges opérationnels», et du montant des produits de cessions des bacs en location simple (voir note 4.2).

Le montant des plus ou moins-values sur cession d'actifs immobilisés dans le Tableau de flux de trésorerie se compose du résultat des cessions d'immobilisations figurant dans les «Autres produits et charges opérationnels» et du résultat des cessions de bacs en location simple (voir note 4.2). Le détail est ci-après :

En milliers d'euros	201	2	2011	
	Produits des cessions	Résultats des cessions	Produits des cessions	Résultats des cessions
Cessions d'immobilisations incorporelles"	1 068	1	4 517	99
Total sur cessions d'immobilisations incorporelles	1 068	1	4 517	99
Cessions de parc de bacs en courant (voir la note 4.2) Cessions d'immobilisations corporelles" Cessions des actifs disponibles à la vente" Cessions des autres actifs disponibles à la vente	1 369 17 947 2 001	(19) (81) (127)	1 167 6 982 745 7 890	210 (1 845) 245 2 605
Total sur cessions d'immobilisations corporelles et d'actifs disponibles à la vente	21 317	(227)	16 784	1 215
Cessions d'immobilisations financières (dont opérations avec Eurovia)	23 488	(31 286)	1 987	(1 032)
Total sur cession d'immobilisations financières (voir le renvoi ⁽⁶⁾ de la note 4.5)	23 488	(31 286)	1 987	(1 032)
Total	45 873	(31 512)	23 288	282

^{# :} Ce renvoi couvre les cessions d'immobilisations de la note 45.

4.6 Résultat financier

En milliers d'euros	2012	2011
Charges de financement	(26 802)	(28 289)
Charges financières sur les engagements de retraite	(2 217)	(1 620)
Commissions de financement	(6 647)	(6 954)
Charges nettes de financement	(35 666)	(36 863)
Résultat de change sur opérations de financement	(1 908)	772
Résultat sur instruments de taux d'intérêt	(8 694)	(7 188)
Produits financiers nets sur autres actifs disponibles à la vente	566	699
Autres	14	506
Autres produits et charges financiers	(10 022)	(5 211)
Total	(45 688)	(42 074)

4.7 Impôt sur le résultat

4.7.1 Charge d'impôt comptabilisée au compte de résultat

La charge d'impôt s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	2012	2011
Impôt exigible	(69 929)	(59 421)
Charges (ou produits) d'impôt exigible	(63 572)	(56 227)
Charges (ou produits) relatifs aux éléments non courants	(6 357)	(3 194)
Impôt différé	7 406	1 335
Charges (ou produits) résultant de la naissance et du renversement des différences temporaires	7 387	2 093
Charges (ou produits) résultant d'une variation des taux d'impôts ou d'un assujettissement à des impôts nouveaux	19	(758)
Charge d'impôt comptabilisée au compte de résultat consolidé	(62 523)	(58 086)

Le taux d'impôt effectif du Groupe sur l'exercice 2012 est de $24,7\,\%$, proche du taux de $24,3\,\%$ de l'exercice 2011. Les éléments qui permettent d'arriver à ce taux d'impôt restent stables, comme le démontre la preuve d'impôt présentée ci-après.

4.7.2 Preuve d'impôt

En milliers d'euros	2012	2011
Résultat du Groupe avant impôt	252 989	239 412
Charge d'impôt théorique au taux d'impôt applicable en France	(84 872)	(83 985)
Incidence des taux d'impôts plus ou moins élevés dans d'autres pays	9 281	7 966
Effet sur les impôts différés à l'ouverture d'un changement de taux d'impôt	19	758
Activation et utilisation de pertes fiscales antérieurement non reconnues	18 014	27 061
Pertes fiscales et autres actifs d'impôts non reconnus	(13 374)	(21 784)
Crédits d'impôts et autres économies fiscales	15 151	15 401
Charges non déductibles fiscalement et produits non imposables	(7 775)	(1 653)
Autres	1 033	(1 850)
Charge d'impôt effective	(62 523)	(58 086)
Taux d'impôt effectif	24,7 %	24,3 %

Au 31 décembre 2012, l'impôt comptabilisé est une charge de 62,5 millions d'euros pour un impôt théorique de 84,9 millions d'euros, sur la base d'un taux d'impôt de 35 %. Ce taux d'impôt de 35 % retenu par le Groupe est justifié par la situation fiscale du Groupe en France, alors même que le taux applicable en France est de 36,1 %.

L'écart entre l'impôt comptabilisé et l'impôt théorique s'explique :

- pour 15 millions d'euros, par une utilisation de réductions spécifiques d'impôts ou de crédits d'impôts principalement aux États-Unis, en Asie et en France;
- pour 9 millions d'euros, par l'incidence de taux d'impôts plus favorables, notamment dans les pays d'Europe de l'Est et d'Asie;
- et pour 5 millions d'euros, par l'effet des déficits ou autres actifs générés dans l'année, mais non reconnus, net de ceux antérieurement non activés, mais utilisés ou reconnus dans l'année.

4.8 Résultat net et résultat net des activités poursuivies par action - Part du Groupe

	2012	2011
Résultat net - Part revenant au Groupe		
Résultat net par action de base, en euros	61,86	60,57
Résultat net des activités poursuivies - Part revenant au Groupe		
Résultat net par action de base des activités poursuivies, en euros	61,86	60,57
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en fin de période	1 853 315	1 866 161
Actions propres	101 596	115 245
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires après dilution pour le résultat par action de base	1 751 719	1 750 916

En l'absence d'instruments de dilution, le résultat net par action de base est identique au résultat net dilué par action.

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires correspond à la moyenne pondérée des actions composant le capital social, diminué du nombre moyen pondéré d'actions détenues en autocontrôle.

5 NOTES RELATIVES AU BILAN

5.1 Bilan actif

5.1.1 Actifs incorporels

5.1.1.1 ÉCARTS D'ACQUISITION

En milliers d'euros	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Valeur au 1 ^{cr} janvier 2011	305 348	0	305 348
Acquisition de RMS Rotherm*	4 306		4 306
Annulation de l'écart d'acquisition de PO Urban Systems Pty (société cédée)	(406)		(406)
Ajustement de l'écart d'acquisition de Redondela**	(300)		(300)
Ajustement de l'écart d'acquisition de Plastic Omnium Auto Inergy**	294		294
Société dissoute	19		19
Allocation de l'écart d'acquisition sur les sociétés Signature classées en actifs	(17 199)		(17 199)
et passifs destinés à être cédés***			
Écarts de conversion	1 184		1 184
Valeur au 31 décembre 2011	293 246	0	293 246
Écart d'acquisition sur la prise de contrôle de DSK****	2 081		2 081
Écarts de conversion	(367)		(367)
Valeur au 31 décembre 2012	294 960	0	294 960

Voir la note 2.5 sur les «Acquisitions de sociétés – Rotherm».

Ci-après, la ventilation des écarts d'acquisition par secteurs opérationnels :

En milliers d'euros	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Compagnie Plastic Omnium Immobilier Non affecté	293 246	0	293 246
Valeur au 31 décembre 2011	293 246	0	293 246
Compagnie Plastic Omnium Immobilier Non affecté	294 960	0	294 960
Valeur au 31 décembre 2012	294 960	0	294 960

^{**} Il s'agit de sociétés acquises en 2010, les écarts d'acquisition pouvant être ajustés dans la limite du 31 décembre 2011.

^{***} Voir la note 2.6 sur les Actifs et Passifs destinés à être cédés (Sodilor, Farcor, Signature Traffic Systems et Signature Deutschland GmbH).

^{****} Voir la note 2.2 "Accord de partenariat en Russie – DSK".

5.1.1.2 ÉCARTS D'ACQUISITION ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

En milliers d'euros	2012								
	Écarts d'acquisition	Brevets et marques	Logiciels	Actifs de développement	Contrats clients	Autres	Total		
Valeur nette au 1er janvier 2012	293 246	27 685	11 401	177 311	109 339	5 649	624 631		
Augmentations Cessions nettes Entrées de périmètre Variations de périmètre	2 081	1 041	3 208	90 329 (714)		1 030 (353)	95 608 (1 067) 2 081		
Reclassements Dotations aux amortissements de l'exercice Dépréciations		672 (2 065)	3 873 (5 746)	(5 426) (45 704)	(17 772)	81 (2 546)	(800) (73 833)		
Écarts de conversion	(367)	13	(76)	(696)	(364)	102	(1 388)		
Valeur nette au 31 décembre 2012	294 960	27 346	12 660	215 100	91 203	3 963	645 232		

En milliers d'euros	2011								
	Écarts d'acquisition	Brevets et marques	Logiciels	Actifs de développement	Contrats clients	Autres	Total		
Valeur nette au 1er janvier 2011	305 348	29 062	12 340	135 673	102 857	5 004	590 284		
Augmentations		847	4 435	88 476		1 217	94 975		
Cessions nettes		(1)	(1)	(4 417)			(4 419)		
Entrées de périmètre	4 306		533	1 543	21 634	954	28 970		
Variations de périmètre	(393)			(2)			(395)		
Reclassements*	(17 199)	(127)	353	(8)		(699)	(17680)		
Dotations aux amortissements de l'exercice		$(2\ 090)$	(6 242)	(44 305)	(16692)	$(1\ 124)$	(70 453)		
Dépréciations				34			34		
Écarts de conversion	1 184	(6)	(17)	317	1 540	297	3 315		
Valeur nette au 31 décembre 2011	293 246	27 685	11 401	177 311	109 339	5 649	624 631		

^{*} Il s'agit de l'écart d'acquisition alloué aux sociétés détenues par Signature Vertical Holding et reclassées en «Actifs destinés à être cédés» au 31 décembre 2011.

Au 31 décembre 2011, les variations de l'exercice correspondent essentiellement aux éléments suivants :

- En «Contrats clients»: la reconnaissance des contrats clients sur l'acquisition de Ford Milan, soit 21,6 millions d'euros. Ces contrats sont amortis sur neuf ans.
- En «Reclassements» : le reclassement en «Actifs destinés à être cédés» de l'écart d'acquisition relatif aux entités Sodilor, Farcor, Signature Traffic Systems et Signature Deutschland GmbH.

En milliers d'euros		2012					
	Écarts d'acquisition	Brevets et marques	Logiciels	Actifs de développement	Contrats clients	Autres	Total
Détail de la valeur nette au 1 ^{er} janvier 2012							
Coût	293 246	41 552	76 778	361 182	131 269	12 146	916 173
Amortissements cumulés	-,3	(13 742)	(65 377)	(183 871)	(21 930)	(6 497)	(291 417)
Pertes de valeur		(125)					(125)
Valeur nette au 1 ^{er} janvier 2012	293 246	27 685	11 401	177 311	109 339	5 649	624 631
Détail de la valeur nette							
au 31 décembre 2012							
Coût	294 960	40 754	85 583	428 522	130 819	11 101	991 739
Amortissements cumulés		$(13\ 284)$	(72 923)	(213 422)	(39 616)	(7 137)	(346 382)
Pertes de valeur		(125)					(125)
Valeur nette au 31 décembre 2012	294 960	27 346	12 660	215 100	91 203	3 963	645 232

En milliers d'euros	2011							
	Écarts d'acquisition	Brevets et marques	Logiciels	Actifs de développement	Contrats clients	Autres	Total	
Détail de la valeur nette								
au 1 ^{er} janvier 2011								
Coût	305 348	41 185	75 066	282 610	108 000	10 727	822 936	
Amortissements cumulés		(11 998)	(62 726)	(146 903)	(5143)	(5 723)	(232 493)	
Pertes de valeur		(125)		(34)			(159)	
Valeur nette au 1 ^{er} janvier 2011	305 348	29 062	12 340	135 673	102 857	5 004	590 284	
Détail de la valeur nette								
au 31 décembre 2011								
Coût	293 246	41 552	76 778	361 182	131 269	12 146	916 173	
Amortissements cumulés		(13 742)	(65 377)	(183 871)	(21 930)	(6.497)	(291 417)	
Pertes de valeur		(125)					(125)	
Valeur nette au 31 décembre 2011	293 246	27 685	11 401	177 311	109 339	5 649	624 631	

5.1.2 Immobilisations corporelles hors Immeubles de placement

En milliers d'euros	2012										
	Terrains au coût	Terrains réévalués périodiquement	Constructions au coût	Constructions réévaluées périodiquement	Installations techniques, matériels et outillages	Immobilisations corporelles en cours	Autres Immobilisations corporelles	Total			
Valeur nette	55 236#	13 932*	226 378	42 549	278 685	104 530	104 805	826 115			
au 1 ^{er} janvier 2012											
Augmentations*	1 989		37 060	855	14 946	130 195	29 932	214 977			
Cessions	(60)		(777)		(16 331)	1	(2 268)	(19436)			
Variations de périmètre						67		67			
Sorties de périmètre											
Reclassements**	4 624	(1 856)	8 239	14 010	100 965	(80 769)	16 377	61 590			
Augmentations et diminutions		500		(408)				92			
résultant des réévaluations											
Dépréciations et reprises			(558)		(119))	(121)	(798)			
Dotations aux amortissements	(1 009)	ı	(15 932)	(712)	(72 186)	1	(31 942)	(121 781)			
de l'exercice											
Écarts de conversion	(155)		(2 440)		(2 476)	(1 562)	(1 488)	(8 121)			
Valeur nette au 31 décembre 2012	60 625	12 576	251 970	56 294	303 484	152 461	115 295	952 705			

Au 1^{er} janvier 2012, un montant de 1 356 milliers d'euros a été reconnu par la Compagnie Plastic Omnium en «Terrains réévalués périodiquement». Ce montant concerne un terrain figurant précédemment dans les «Terrains au coût». Le montant total de la rubrique «Terrains réévalués périodiquement» au 1^{er} janvier 2012 passe de 12 576 milliers d'euros à 13 932 milliers d'euros et inversement, celui de la rubrique «Terrains au coût» de 56 592 milliers d'euros à 25 236 milliers d'euros.

- un terrain exploité jusque là par le Groupe a été reclassé sur l'exercice en «Immeubles de placement» suite à la décision d'y construire un immeuble qui sera loué à des

- un terfain explore lasque la part e fortopie a et reclasse soi rexertice en "immenios de placement" soit a la decision d'y constutie un immenio qui sera foue a des tiers (voir note 5.1.3). La valeur au bilan de ce terrain avant son reclassement en «Immeubles de placement» s'élevait à 2,4 millions d'euros (dont 1,9 millions d'euros au 31 décembre 2011 et une réévaluation par la situation nette sur l'exercice de 0,5 million d'euros).

- l'ensemble immobilier de Nanterre comptabilisé en «Immeubles de placement» au 31 décembre 2011 est classé en «Immobilisations corporelles» au 31 décembre 2012 suite à la décision du Groupe d'utiliser cet immeuble dans le cadre de son exploitation. Une expertise effectuée fin 2012 par un expert indépendant sur cet ensemble immobilier a conclu à une valeur de 17,5 millions d'euros se décomposant en 14 millions d'euros au titre de l'immeuble et 3,5 millions d'euros au titre du terrain. Cette valeur et la répartition entre le terrain et l'immeuble sont inchangées par rapport à 2011.

En milliers d'euros	2011							
	Terrains au coût	Terrains réévalués périodiquement	Constructions au coût	Constructions réévaluées périodiquement	Installations techniques, matériels et outillages	Immobilisations corporelles en cours	Autres Immobilisations corporelles	Total
Valeur nette	54 970	12 576	228 271	41 417	241 701	43 713	104 543	727 191
au 1 ^{er} janvier 2011								
Augmentations*	2 1 2 4		6 993	1 179	63 498	57 751	40 118	171 663
Cessions	(857)		(3 697)		(3 517))	(1 988)	$(10\ 059)$
Variations de périmètre	1 998		7 844		17 970	23 550	3 382	54 744
Sorties de périmètre			(247)			(45)	(62)	(354)
Reclassements	(942)		2 514		20 307	(23 230)	(3 139)	(4490)
Augmentations et diminutions résultant des réévaluations	31		444	448				923
Dépréciations et reprises			(1 138)		(126))	96	(1 168)
Dotations aux amortissements de l'exercice	(612)		(14 506)	(495)	(62 722))	(36 395)	(114 730)
Écarts de conversion	(120)		(100)		1 574	2 791	(1 750)	2 395
Valeur nette au 31 décembre 2011	56 592	12 576	226 378	42 549	278 685	104 530	104 805	826 115

Au 31 décembre 2011, les investissements corporels qui figurent dans le «Tableau de flux de trésorerie » correspondent au montant des augmentations des «Immobilisations corporelles hors Immeubles de placement» pour 171 663 milliers d'euros, et au montant des augmentations des «Immeubles de placement» de l'année pour 365 milliers d'euros, soit un total de 172 028 milliers d'euros.

Au 31 décembre 2012, les investissements corporels qui figurent dans le «Tableau de flux de trésorerie» correspondent au montant des augmentations des Immobilisations corporelles hors Immeubles de placement pour 214 977 milliers d'euros, et au montant des augmentations des Immeubles de placement» de l'année pour 206 milliers d'euros, soit un total de 215 183 milliers d'euros.

^{**} Au 31 décembre 2012 :

En milliers d'euros		2012							
	Terrains au coût	Terrains réévalués périodiquement	Constructions au coût	Constructions réévaluées périodiquement	Installations techniques, matériels et outillages	Immobilisations corporelles en cours	Autres Immobilisations corporelles	Total	
Détail de la valeur nette au 1 ^{cr} janvier 2012									
Valeur brute	60 540	12 576	390 505	44 402	1 069 397	104 530	415 555	2 097 502	
Amortissements et pertes de valeur	(3 948)		(164 127)	(1 853)	(790 712)		(310 750)	(1 271 387)	
Valeur nette au 1 ^{er} janvier 2012	56 592	12 576	226 378	42 549	278 685	104 530	104 805	826 115	
Détail de la valeur nette au 31 décembre 2012									
Valeur brute	65 582	12 576	432 029	58 859	1 138 064	152 461	435 594	2 295 165	
Amortissements et pertes de valeur	(4 957)		(180 059)	(2 565)	(834 580)		(320 299)	(1 342 460)	
Valeur nette au 31 décembre 2012	60 625	12 576	251 970	56 294	303 484	152 461	115 295	952 705	

En milliers d'euros	2011							
	Terrains au coût	Terrains réévalués périodiquement	Constructions au coût	Constructions réévaluées périodiquement	Installations techniques, matériels et outillages	Immobilisations corporelles en cours	Autres Immobilisations corporelles	Total
Détail de la valeur nette au 1 ^{er} janvier 2011 Valeur brute Amortissements et pertes de valeur	58 591 (3 621)	12 576	383 095 (154 824)	42 775 (1 358)	971 329 (729 628)	43 713	415 323 (310 780)	1 927 402 (1 200 211)
Valeur nette au 1 ^{er} janvier 2011	54 970	12 576	228 271	41 417	241 701	43 713	104 543	727 191
Détail de la valeur nette au 31 décembre 2011 Valeur brute Amortissements et pertes de valeur	60 540 (3 948)	12 576	390 505 (164 127)	44 402 (1 853)	1 069 397 (790 712)	104 530	415 555 (310 750)	2 097 502 (1 271 387)
Valeur nette au 31 décembre 2011	56 592	12 576	226 378	42 549	278 685	104 530	104 805	826 115

Pour la valeur au coût amorti et le montant de la réévaluation des terrains et des constructions réévalués périodiquement, voir la note 5.1,3.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES FAISANT L'OBJET DE CONTRAT DE LOCATION SIMPLE «BAILLEUR»

En milliers d'euros	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Valeur brute	67 729	70 662
Amortissements nets cumulés	(45 909)	(47 884)
Provisions nettes cumulées dont :	(179)	(124)
- amortissements nets au titre de l'exercice	(5 290)	(5 845)
- provisions nettes au titre de l'exercice	(55)	96
Valeur nette des amortissements et provisions	21 641	22 654

Ces immobilisations correspondent, pour les contrats non qualifiés de location-financement, aux parcs de conteneurs loués par le pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium à ses clients.

En milliers d'euros	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Paiements minimaux à recevoir au titre des contrats de location simple et/ou de maintenance non résiliables		
À moins d'un an	50 208	51 640
À plus d'un an et à moins de cinq ans	125 404	127 617
À plus de cinq ans	66 202	70 613
Total	241 815	249 870

IMMOBILISATIONS CORPORELLES FAISANT L'OBJET DE CONTRATS DE LOCATION FINANCEMENT «PRENEUR»

Ces immobilisations, incluses dans les précédents tableaux (de cette même note) sur les immobilisations corporelles, correspondent a des usines, des centres de recherche et de développement, et a des matériels de production industriels.

Évolution des valeurs immobilisées des actifs faisant l'objet de contrats de location financement «preneur» :

En milliers d'euros	Terrains et constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Total
Valeur brute Amortissements et provisions cumulés	39 134 (22 545)	28 608 (14 053)	67 742 (36 598)
Valeur nette au 31 décembre 2012	16 589	14 555	31 144

En milliers d'euros	Terrains et constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Total
Valeur brute Amortissements et provisions cumulés	38 983 (21 178)	25 807 (12 246)	64 790 (33 424)
Valeur nette au 31 décembre 2011	17 805	13 561	31 366

Évolution des paiements et des valeurs actualisées relatifs aux actifs faisant l'objet des contrats de location financement «preneur» :

En milliers d'euros	Paiements minimaux au 31 décembre 2012	Valeurs actualisées au 31 décembre 2012
À moins d'un an À plus d'un an et à moins de cinq ans À plus de cinq ans	9 565 14 099	8 781 13 293
Total	23 664	22 074

En milliers d'euros	Paiements minimaux au 31 décembre 2011	Valeurs actualisées au 31 décembre 2011
À moins d'un an À plus d'un an et à moins de cinq ans À plus de cinq ans	8 159 21 009 921	7 170 19 045 873
Total	30 089	27 088

5.1.3 Immeubles de placement

Au 31 décembre 2012 :

Au cours du 2ème semestre 2012, l'immeuble de Nanterre détenu par la Compagnie Plastic Omnium a été reclassé en immobilisations corporelles suite à la décision prise par la Compagnie Plastic Omnium d'utiliser cet immeuble dans le cadre de son exploitation (voir note 5.1.2). Il ne figure donc plus en «Immeubles de placement».

Les «Immeubles de placement» portent sur :

- la partie des bureaux situés à Levallois dans les Hauts-de-Seine loués à des tiers (propriété de Sofiparc SAS);
- un terrain rattaché au site de Nanterre évalué à 2,5 millions d'euros (propriété de la Compagnie Plastic Omnium);
- des terrains nus situés dans la région de Lyon (propriété de Sofiparc SAS et de la Compagnie Plastic Omnium);
- des terrains en bail à construction situés à Lyon et dans la région de Lyon (propriété de Sofiparc SAS);
- et un terrain de la Compagnie Plastic Omnium situé à Lyon-Gerland, précédemment comptabilisé en immobilisations corporelles. Ce terrain a été reclassé en Immeubles de placement (voir note 5.1.3) suite à la décision de la Compagnie Plastic Omnium en 2012 d'y lancer un programme immobilier. Un expert indépendant a estimé sa valeur à 12,7 millions d'euros, ce qui a conduit la Compagnie Plastic Omnium à comptabiliser une plus-value de 9,5 millions d'euros au 31 décembre 2012. Cette plus-value résulte de l'obtention d'un permis de construire purgé du recours des tiers et de la signature d'un bail de 12 ans avec un tiers pour la location des bureaux à construire.

Au 31 décembre 2011 :

Les immeubles de placement correspondaient à :

- la partie des bureaux situés à Levallois dans les Hauts-de-Seine et loués à des tiers (propriété de Sofiparc SAS);
- l'immeuble situé à Nanterre dans les Hauts-de-Seine (propriété de la Compagnie Plastic Omnium);
- des terrains nus situés à Lyon et dans sa région (propriété de Sofiparc SAS et de la Compagnie Plastic Omnium);
- des terrains en bail à construction situés dans la région de Lyon (propriété de Sofiparc SAS).

En milliers d'euros	Total	Terrain	Immeuble
Juste valeur au 31 décembre 2011	41 264	12 598	28 666
Reclassement en exploitation	(15 000)	(990)	(14 010)
Reclassement des terrains	2 346	2 346	
en immobilier de placement	0 (00	0 /00	
Réévaluation à la juste valeur –	9 499	9 499	
Terrain de Lyon Gerland Acquisition	206	206	
Acquisition	200	200	
Juste valeur au 31 décembre 2012	38 315	23 659	14 656

En milliers d'euros	Total	Terrain	Immeuble
Juste valeur au 31 décembre 2010	40 899	14 775	26 124
Travaux d'aménagement sur l'immeuble de Levallois	365		365
Réévaluation sur base d'expertise externe	0	(2 177)	2 177
Juste valeur au 31 décembre 2011	41 264	12 598	28 666

Les produits et charges liés aux Immeubles de placement s'établissent comme suit :

En milliers d'euros	2012	2011
Produits locatifs des Immeubles de placement	2 017	2 000
Charges directes de fonctionnement des Immeubles de placement	(1 678)	(1 744)

POINT SUR L'ÉCART DE RÉÉVALUATION (RÉÉVALUATIONS PÉRIODIQUES ET JUSTE VALEUR VERSUS COÛT AMORTI) :

La valeur totale de l'ensemble des Terrains et Immeubles réévalués périodiquement (voir note 5.1.2) et des Immeubles de placement évalués à la juste valeur (cf. ci-dessus) se décompose comme suit :

En milliers d'euros	2012	2011
Terrains réévalués périodiquement - (voir la note 5.1.2)	12 576	12 576
Terrains réévalués périodiquement - Valeur brute	12 576	12 576
Terrains réévalués périodiquement - Reclassement du terrain au coût vers du terrain réévalué périodiquement	1 356	
Terrains réévalués périodiquement - Réévaluation de la période	500	
Terrains réévalués périodiquement - Reclassements	(1 856)	
Terrains réévalués périodiquement - Amortissements cumulés		
Constructions réévaluées périodiquement - (voir la note 5.1.2)	56 294	42 549
Constructions réévaluées périodiquement - Valeur brute	44 402	42 775
Constructions réévaluées périodiquement - Augmentations de la période - Agencements	855	1 179
Constructions réévaluées périodiquement - Diminutions de la période - Agencements		
Constructions réévaluées périodiquement - Ajustement à la juste valeur par capitaux propres	(408)	448
Constructions réévaluées périodiquement - Reclassements	14 010	
Constructions réévaluées périodiquement - Amortissements cumulés	(2 565)	(1 853)
Immeubles de placement - (voir la présente note ci-dessus)	38 315	41 264
Immeubles de placement - Valeur brute	41 264	40 899
Immeubles de placement - Augmentations de la période - Agencements & aménagements	206	365
Immeubles de placement - Augmentations de la période - Acquisitions		_
Immeubles de placement - Réévaluation à la juste valeur	9 499	
Immeubles de placement - Reclassements de l'exploitation vers le placement	2 346	
Immeubles de placement - Reclassements du placement vers l'exploitation	(15 000)	
Terrains et immeubles à la juste valeur	107 185	96 389

Si les Immeubles de placement et les Immobilisations corporelles réévaluées périodiquement étaient évalués au coût amorti, leur valeur nette comptable s'établirait à 63 665 milliers d'euros au 31 décembre 2012 contre 71 678 milliers d'euros au 31 décembre 2011. Cette valorisation au coût amorti se décomposerait comme suit :

En milliers d'euros	2012	2011
Terrains au coût amorti en cumulé	17 081	19 351
Valeur brute	17 081	19 351
Acquisition d'un terrain à Lyon au coût amorti		
Amortissements		
Constructions au coût amorti	46 584	52 327
Valeur brute	<i>58 550</i>	64 463
Amortissements	(11 966)	(12 136)
Terrains et immeubles au coût amorti	63 665	71 678

Les écarts de réévaluation sur les Terrains et constructions réévalués périodiquement (*voir note 5.1.2*) et les Immeubles de placement s'établissent à 16 902 milliers d'euros au 31 décembre 2012 contre 15 154 milliers d'euros au 31 décembre 2011. Ils sont présentés dans le tableau ci-dessous :

En milliers d'euros	2012	2011
Terrains et immeubles à la juste valeur	107 185	96 389
Terrains et immeubles au coût amorti	(63 665)	(71 678)
Cumul de l'ensemble des variations des exercices précédents	(9 557)	(6 872)
Reclassement de la rubrique «Terrains au coût» en «Terrains de placement»	(14 010)	
Reclassement de la rubrique «Constructions au coût» en «Immeubles de placement»	(2 346)	
Augmentations de la période - Agencements sur constructions	(1 061)	(1 544)
Diminutions de la période - Agencements sur constructions		
Ajustement à la juste valeur des constructions par capitaux propres	408	(448)
Variation entre les deux exercices des amortissements sur les immeubles à la juste valeur	712	495
Annulation des amortissements de construction antérieurs suite au reclassement en constructions d'exploitation	318	
Variation entre les deux exercices des amortissements sur les constructions au coût amorti	(1 082)	(1 188)
Cumul des réévaluations périodiques	16 902	15 154

5.1.4 Participations dans les entreprises associées

Au 31 décembre 2012, les participations dans les entreprises associées correspondent respectivement aux participations de la Compagnie Plastic Omnium dans les sociétés chinoises «Chengdu Faway Yanfeng Plastic Omnium», à hauteur de 24,48 %, et «Dongfeng Plastic Omnium Automotive Exterior Systems Co Ltd», à hauteur de 24,95 %.

En milliers d'euros	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Participation dans Chengdu Faway Yanfeng Plastic Omnium Participation dans Dongfeng Plastic Omnium Automotive Exterior Systems Co. Ltd	4 561 1 721	4 043 393
Total des participations dans les entreprises associées	6 282	4 436

Le bilan synthétique et les agrégats du compte de résultat ci-après sont ceux de l'ensemble des entreprises associées dans le cas où elles auraient été intégrées globalement.

Présentation à 100 % des bilans et comptes de résultat des sociétés consolidées par mise en équivalence :

En milliers d'euros	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Actifs non courants	23 195	16 813
Actifs courants	14 514	6 075
Total actifs	37 709	22 888
Capitaux propres - Part des partenaires Yanfeng et Faway dans Chengdu Yanfeng Plastic Omnium	14 070	12 474
Capitaux propres - Part des partenaires Yanfeng et Hongtaï dans Dongfeng Plastic Omnium Automotive Exterior Systems Co. Ltd	5 176	1 181
Capitaux propres - Part de la Compagnie Plastic Omnium	6 282	4 436
Passifs non courants	575	590
Passifs courants	11 606	4 207
Total passifs	37 709	22 888
Produits des activités ordinaires	21 427	539
Résultat - Part des partenaires Yanfeng et Faway dans Chengdu Yanfeng Plastic Omnium	1 714	(1 258)
Résultat - Part des partenaires Yanfeng et Hongtaï dans Dongfeng Plastic Omnium Automotive Exterior Systems Co. Ltd	(940)	(430)
Résultat - Part de la Compagnie Plastic Omnium	243	(551)

5.1.5 Actifs financiers disponibles à la vente

5.1.5.1 ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE - TITRES DE PARTICIPATIONS

Au 31 décembre 2012, les actifs financiers comptabilisés sous cette rubrique correspondent à des sociétés coquilles vides et à des sociétés dormantes non significatives.

5.1.5.2 AUTRES ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

Les actifs financiers comptabilisés sous cette rubrique comprennent des parts détenues dans des fonds de capital investissement, des participations en capital, des obligations à bons de souscription d'actions ainsi que les sommes investies essentiellement par la Compagnie Plastic Omnium dans les fonds «FMEA 2» dans le cadre du soutien des sous-traitants de la filière Automobile.

En milliers d'euros	Montants investis à la juste valeur au 1 ^{er} janvier 2012	Investis- sements	Désinvestis- sements	Variation de l'encours d'intérêts	Variation d'ajustement à la juste valeur*	Pertes de valeurs	Montants investis à la juste valeur au 31 décembre 2012
Fonds d'investissement Capital Mezzanines Prêt en compte courant	14 576 4 909 6 024	4 197 513 1 015 487	(1 883) (1 035)	(336) 18	1 026 454	(265)	17 916 5 611 5 668 505
Investissements de la société Burelle Participations	25 509	6 212	(2 918)	(318)	1 480	(265)	29 700
Investissements dans les FMEA 2	1 408	740					2 148
Total	26 917	6 952	(2 918)	(318)	1 480	(265)	31 848

^{*} dont une diminution de 429 milliers d'euros liée à la réalisation de plus-values comptabilisées en résultat.

En milliers d'euros	Montants investis à la juste valeur au 1 ^{er} janvier 2011	Investis- sements	Désinvestis- sements	Variation de l'encours d'intérêts	Variation d'ajustement à la juste valeur*	Pertes de valeurs	Montants investis à la juste valeur au 31 décembre 2011
Fonds d'investissement Capital Mezzanines	13 992 10 739 7 377	3 142 299	(3 809) (1 500) (2 202)	(88)	1 274 (3 068) 500	(23) (1 561) 437	14 576 4 909 6 024
Investissements de la société Burelle Participations	32 108	3 441	(7 511)	(88)	(1 294)	(1 147)	25 509
Investissements dans les FMEA 2	848	560					1 408
Total	32 956	4 001	(7 511)	(88)	(1 294)	(1 147)	26 917

^{*} dont une diminution de 3 076 milliers d'euros liée à la réalisation de plus-values comptabilisées en résultat.

L'évaluation de la juste valeur des Autres actifs financiers disponibles à la vente est fondée sur des données non observables sur des marchés financiers actifs et relève ainsi du niveau 3 tel que défini par la norme IFRS 7 «Instruments financiers : informations à fournir». Ces valorisations sont sensibles à l'évolution des résultats des entreprises concernées, particulièrement lorsque l'effet de levier est important.

5.1.6 Autres actifs financiers non courants

En milliers d'euros	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Prêts	109	15
Dépôts et cautionnements	14 582	16 265
Autres créances - (voir note 6.4.1)	6 054	6 048
Créances de financement sur contrats de location financement du Pôle Environnement	6 674	7 269
de la Compagnie Plastic Omnium - (voir note 6.4.1)		
Créances de financement sur contrats Automobile de la Compagnie Plastic Omnium -	32 133	50 997
(voir note 6.4.1)		
Valeur nette	59 552	80 594

Les Créances de financement correspondent, pour l'essentiel, aux créances reconnues au rythme de l'avancement de projets automobiles de la Compagnie Plastic Omnium, pour lesquels cette dernière a obtenu, de ses clients, un engagement ferme sur le prix de vente des développements et/ou outillages. Il s'agit de valeurs actualisées.

Les Dépôts et cautionnements concernent, essentiellement, des dépôts liés aux locations de bureaux et aux programmes de cessions de créances.

5.1.7 Stocks et en-cours

En milliers d'euros	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Matières premières et approvisionnements		
Au coût (brut)	100 615	90 877
À la valeur nette de réalisation	95 464	85 681
Moules, outillages et études		
Au coût (brut)	86 880	91 860
À la valeur nette de réalisation	86 880	91 807
Autres en-cours de production		
Au coût (brut)	1 433	1 218
À la valeur nette de réalisation	1 404	1 203
Stocks de maintenance		
Au coût (brut)	25 561	19 584
À la valeur nette de réalisation	20 249	15 239
Marchandises		
Au coût (brut)	7 471	5 521
À la valeur nette de réalisation	6 878	4 782
Produits semi-finis		
Au coût (brut)	22 642	20 757
À la valeur nette de réalisation	21 203	19 793
Produits finis		
Au coût (brut)	42 319	45 835
À la valeur nette de réalisation	39 713	42 894
Total en valeur nette	271 791	261 399

5.1.8 Créances clients et comptes rattachés - autres créances

5.1.8.1 CESSIONS DE CRÉANCES

La Compagnie Plastic Omnium et certaines de ses filiales en Europe et aux États-Unis ont souscrit, auprès d'établissements français, plusieurs programmes de cessions de créances commerciales. Ces programmes ont une maturité moyenne supérieure à deux ans :

• ces programmes prévoient une cession sans recours et avec transfert de la quasi-totalité des risques et avantages liés à l'encours cédé; en effet, pour ces programmes, seul le risque non significatif de dilution n'est pas transféré à l'acheteur.

Les créances cédées dans le cadre de ces programmes, qui ne figurent donc plus à l'actif du bilan, s'élèvent à 201 millions d'euros au 31 décembre 2012 contre 192 millions d'euros au 31 décembre 2011.

• un programme ne prévoit pas le transfert des principaux risques et avantages; les créances liées à ce programme sont donc maintenues à l'actif du bilan pour 15 millions d'euros.

5.1.8.2 VALEURS BRUTES, DÉPRÉCIATIONS ET VALEURS NETTES

En milliers d'euros	31 décembre 2012			3	1 décembre 2011	
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Créances clients et comptes rattachés	568 247	(6 211)	562 036	444 906	(4 998)	439 908

Le Groupe n'a pas identifié de risque client significatif qui ne serait pas déprécié au 31 décembre 2012.

5.1.8.3 AUTRES CRÉANCES

En milliers d'euros	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Autres débiteurs	72 392	87 982
Avances fournisseurs outillages et développements	61 380	52 194
Créances fiscales impôt sur les sociétés	37 334	37 912
Créances fiscales hors impôt sur les sociétés	26 845	24 705
Créances sociales	3 792	1 168
Avances fournisseurs d'immobilisations	2 610	3 552
Autres créances	204 353	207 513

5.1.8.4 CRÉANCES CLIENTS, COMPTES RATTACHÉS ET AUTRES CRÉANCES PAR DEVISES

En millier	rs de devises	31 décembre 2012		31 décembre 2011			
		Devise locale	Euro	%	Devise locale	Euro	%
EUR	Euro	451 037	451 037	59 %	328 364	328 364	51 %
USD	Dollar américain	143 701	108 914	14 %	175 106	135 332	21 %
GBP	Livre sterling	10 482	12 844	2 %	8 540	10 223	2 %
CHF	Franc suisse	13 457	11 147	1 %	10 451	8 597	1 %
CNY	Yuan chinois	614 914	74 801	10 %	692 233	84 845	13%
Autres	Autres devises		101 646	14 %		80 060	12 %
Total			760 389	100 %		647 421	100 %
Dont :							
Créances (clients et comptes rattachés		562 036	73 %		439 908	68 %
Autres cré	ances		204 353	27 %		207 513	32 %

Le Groupe n'effectue aucun test de sensibilité sur les variations de devises pour les raisons suivantes :

- plus de la moitié des créances clients et comptes rattachés est en euros;
- l'exposition nette par devise (Créances clients Dettes fournisseurs, voir la note 5.2.9.3) n'est pas significative.

5.1.9 Créances financières classées en courant

En milliers d'euros	31 décembre	2012	31 décembr	e 2011
	Valeurs non actualisées	Valeurs au bilan	Valeurs non actualisées	Valeurs au bilan
Créances de financement sur contrats de location financement du Pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium	1 941	1 615	1 999	1 519
Créances de financement sur contrats Automobile de la Compagnie Plastic Omnium	38 436	38 421	37 994	37 547
Autres créances financières à court terme	1 793	1 793	6 200	6 200
dont Comptes courants	1 205	1 205	2 927	2 927
dont Autres	588	588	3273	3273
Créances financières en courant	42 170	41 829	46 193	45 266

5.1.10 Impôts différés

Comme mentionné à la note 1.29 des règles et principes comptables, les actifs d'impôts différés sur les déficits reportables, les différences temporaires et les crédits d'impôt sont évalués en fonction de leur probabilité d'utilisation future. À cet effet, de nouvelles estimations ont été établies dans le cadre de l'arrêté des comptes et ont conduit à comptabiliser des actifs basés sur une utilisation probable sous un délai relativement court, traduisant un souci de prudence eu égard au contexte économique actuel.

Les impôts différés au bilan se répartissent comme suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2012	31 décembre 2011		
Immobilisations corporelles	(45 491)	(32 492)		
Avantages du personnel	29 085	20 558		
Provisions	26 990	14 289		
Instruments financiers	7 602	3 870		
Déficits fiscaux et crédits d'impôt	105 401	102 165		
Dépréciation des impôts différés	(71 610)	(77 861)		
actifs				
Autres	(33 253)	(24 382)		
Total	18 724	6 147		
Dont :				
Impôts différés actifs	73 778	<i>57 380</i>		
Impôts différés passifs	55 054	51 233		

Les actifs d'impôt non reconnus au titre des déficits fiscaux au 31 décembre 2012 s'élèvent à 55,4 millions d'euros contre 62,6 millions d'euros au 31 décembre 2011 et se décomposent suivant les échéances suivantes :

En milliers d'euros	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Déficits reportables sur une durée illimitée	50 176	56 035
Déficits reportables sur une durée maximale de plus de 5 ans	2 318	3 250
Déficits reportables sur une durée maximale de 5 ans	770	720
Déficits reportables sur une durée maximale de 4 ans	279	
Déficits reportables sur une durée maximale de 3 ans	308	1 557
Déficits reportables sur une durée maximale inférieure à 3 ans	1 536	1 041
Total	55 387	62 603

L'évolution sur l'exercice s'explique essentiellement par l'activation de déficits antérieurement non reconnus, notamment en France.

5.1.11 Trésorerie et équivalents de trésorerie

5.1.11.1 TRÉSORERIE BRUTE

En milliers d'euros	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Fonds bancaires et caisses Dépôts à court terme	265 485 65 977	163 001 46 582
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif du bilan - Valeur brute	331 462	209 583

La réconciliation entre la trésorerie du Tableau de flux de trésorerie et les éléments du bilan est présentée dans la note 5.1.11.2.

Cette trésorerie du Groupe se répartit de la façon suivante :

En milliers d'euros	31 décembre 2012	31 décembre 2011 Base comparable avec 2012
Trésorerie dans les sociétés contrôlées conjointement	42 378	38 888
Trésorerie dans une captive de réassurance	41 956	37 697
Trésorerie dans les zones de contrôle soumise au contrôle de change*	93 120	41 103
Trésorerie immédiatement disponible	154 008	91 895
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif du bilan	331 462	209 583

^{*} Au 31 décembre 2012, les pays retenus dans la catégorie «zones soumises au contrôle de change» couvrent le Brésil, la Chine, l'Inde, le Chili et l'Argentine. Jusqu'à fin 2011, seul le Brésil entrait dans cette catégorie.

Les différentes catégories du tableau ci-dessus sont présentées au bilan en actif courant en l'absence de restriction d'ordre général sur ces montants.

Pour mémoire, la présentation dans le rapport financier 2011 était la suivante :

En milliers d'euros	31 décembre 2011 Publié
Trésorerie dans les sociétés	38 888
contrôlées conjointement	2= (0=
Trésorerie dans la captive de réassurance	37 697
du Groupe	= 500
Trésorerie dans les zones soumises au contrôle	7 528
de change	
Trésorerie immédiatement disponible	125 470
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif du bilan	209 583

5.1.11.2 TRÉSORERIE NETTE DE FIN D'EXERCICE

En milliers d'euros	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Trésorerie et équivalents de trésorerie	331 462	209 583
Banques créditrices ou concours bancaires courants (découverts bancaires)	(6 916)	(44 384)
Trésorerie nette de fin d'exercice	324 546	165 199

5.1.12 Note spécifique au tableau de flux de trésorerie - Acquisitions et cessions d'immobilisations financières et d'intérêts minoritaires

5.1.12.1 ACQUISITIONS DES TITRES DE PARTICIPATIONS ET D'INTÉRÈTS MINORITAIRES

Les acquisitions financières du Groupe sont répertoriées en deux catégories qui sont :

- les acquisitions de titres de participations de sociétés intégrées et les prises de contrôle (voir les « Opérations financières» dans le Tableau de flux de trésorerie);
- et les acquisitions d'intérêts minoritaires (voir les « Opérations de financement» dans le Tableau de flux de trésorerie).

Elles s'analysent comme suit :

a - Les acquisitions de titres de participations de sociétés intégrées et les prises de contrôle :

En 2012 elles s'élèvent à 26 396 milliers d'euros (voir la note 2 sur les «Opérations de la période» et les «Opérations financières» dans le Tableau de flux de trésorerie) et comprennent :

- un investissement net du Groupe dans «Ford Milan» pour 22 654 milliers d'euros;
- le paiement de la prime de contrôle dans l'accord de partenariat avec la société russe Detalstroykonstruktsiya dans le cadre de la création de la société DSK Plastic Omnium BV, pour 2 081 milliers d'euros;
- la souscription à l'augmentation de capital de la société Dongfeng Plastic Omnium Automotive Exterior Systems Co. Ltd, consolidée par la méthode de la mise en équivalence, pour un montant de 1 661 milliers d'euros.

En 2011, elles s'élevaient à 31 563 milliers d'euros et comprenaient :

- un investissement net du Groupe dans «Ford Milan» pour 13 350 milliers d'euros;
- l'acquisition des actifs de «Plastal Pologne» pour 11 169 milliers d'euros;
- l'acquisition de 70 % des titres de la société RMS Rotherm Maschinenbau GmbH pour 6 000 milliers d'euros (la trésorerie apportée par cette entité s'élève à 834 milliers d'euros);
- la souscription à l'augmentation de capital de la filiale chinoise «Ĉhengdu Faway Yanfeng Plastic Ômnium» intégrée par la méthode de mise en équivalence pour 544 milliers d'euros. La souscription a été faite en monnaie locale;
- et la souscription à l'augmentation de capital de la filiale chinoise «Dongfeng Plastic Omnium Automotive Exterior Systems Co. Ltd, intégrée par la méthode de mise en équivalence pour 499,5 milliers d'euros. La souscription a été faite en monnaie locale.

b - Les acquisitions d'intérêts minoritaires :

En 2012 les rachats d'intérêts minoritaires représentent un montant de 35 571 milliers d'euros (voir la note 2 sur les «Opérations de la période» et les «Opérations de financement » dans le Tableau de flux de trésorerie) comprenant :

- l'acquisition de la participation de 35 % détenue par Eurovia dans Signature Vertical Holding (devenu Plastic Omnium Signalisation), pour 28 200 milliers d'euros;
- l'acquisition des intérêts des minoritaires (40 %) de la filiale indienne «Plastic Omnium Varroc Private Ltd» pour 7 371 milliers d'euros (500 millions de roupies indiennes).

5.1.12.2 CESSIONS DES TITRES DE PARTICIPATIONS ET D'INTÉRÊTS MINORITAIRES

Les cessions de titres de participations sont répertoriées en deux catégories qui sont :

- les cessions de titres de participations de sociétés intégrées (voir les «Opérations financières» dans le Tableau de flux de trésorerie):
- et les cessions d'intérêts minoritaires (voir les «Opérations de financement» dans le Tableau de flux de trésorerie).

Elles s'analysent comme suit :

a - Les cessions de titres de participations de sociétés intégrées :

En 2012 les cessions de participations de sociétés intégrées s'élèvent à 20 608 milliers d'euros (voir « Opérations financières » dans le Tableau de flux de trésorerie) pour la seule opération ci-après :

 cession des sociétés Signature dans le cadre du décroisement du partenariat avec Eurovia (voir la note 2.1.2);

En 2011, les cessions de participations de sociétés intégrées s'élevaient à 1 831 milliers d'euros pour la seule opération ci-après :

cession de la filiale sud africaine «Plastic Omnium Urban Systems Pty» du Pôle Environnement.

b - Les cessions d'intérêts minoritaires :

En 2012, seule l'opération ci-après est comptabilisée dans les cessions d'intérêts minoritaires (voir les « Opérations de financement» dans le Tableau de flux de trésorerie) pour :

• un montant de 2 880 milliers d'euros au titre de la cession de 40 % des titres de la filiale Inergy Automotive Systems Manufacturing Beijing Co. au partenaire chinois Beijing Hainachuan Automotive Parts Co. Ltd, filiale de BAIC.

5.2 BILAN PASSIF

5.2.1 Capital social

En euros	2012	2011
Capital social au 1 ^{er} janvier Augmentation de capital sur actions émises en cours d'année	27 799 725	28 054 545
Diminution de capital sur l'exercice (par annulation d'actions propres)		(254 820)
Capital social au 31 décembre, constitué d'actions ordinaires de 15 euros de nominal chacune	27 799 725	27 799 725
Actions propres	1 527 300	1 537 515
Total après déduction des actions propres	26 272 425	26 262 210

Les actions nominatives, inscrites au nom du même titulaire depuis au moins trois ans, bénéficient d'un droit de vote

Pour les comptes du 31 décembre 2011 :

Le Conseil d'Administration du 22 juillet 2011 avait décidé l'annulation de 16 988 actions détenues en propre, à effet du 30 septembre 2011. Cette annulation avait donné lieu à une réduction du capital social de Burelle SA pour un montant de 254 820 euros. Âu 31 décembre 2011, le capital social s'élevait donc à 27 799 725 euros (divisé en 1 853 315 actions d'une valeur nominale de 15 euros) contre auparavant 28 054 545 euros (divisé en 1 870 303 actions de 15 euros chacune).

5.2.2 Dividendes votés et distribués par Burelle SA

En milliers d'euros	2012	2011
Dividendes sur les actions ordinaires formant le capital	7 413	2 805
Dividendes sur actions propres	407	178
Dividendes nets versés	7 006	2 627
Dividende par action, en euros	4,0	1,50

En 2012, Burelle SA a distribué un dividende de 4 euros par action sur le résultat de l'exercice 2011 contre 1,50 euro en 2011 sur le résultat 2010.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende de 4,40 euros par action au titre de l'exercice 2012.

5.2.3 Paiements sur base d'actions

La Compagnie Plastic Omnium est la seule société du Groupe à avoir mis en place des plans d'attributions de stock-options.

Le Conseil d'Administration du 6 mars 2012 de la Compagnie Plastic Omnium a attribué des options de souscription d'actions exerçables à partir du 21 mars 2016 pour une période de trois ans. L'exercice des options accordées aux mandataires sociaux est soumis à des conditions de marché et de performance dont le détail est donné dans la note 7.4 «Rémunérations des Dirigeants et Mandataires sociaux».

5.2.3.1 RÉCAPITULATIF DES PLANS DE STOCK-OPTIONS EN COURS

Date d'attribution	Descriptions	Bénéficiaires	Conditions d'exercice	Nombre maximal d'options prévu au plan initial	Nombre maximal d'options de chaque plan révisé suite à la restructuration du capital*
11 mars 2005**	Options d'achat d'actions	54	Contrat de travail en cours	237 000	711 000
25 avril 2006	Options d'achat d'actions	11	le jour de la levée de	267 000	801 000
24 juillet 2007	Options d'achat d'actions	65	l'option sauf en cas	330 000	990 000
22 juillet 2008	Options d'achat d'actions	39	de transfert à l'initiative de	350 000	1 050 000
1 ^{er} avril 2010	Options d'achat d'actions	124	l'employeur ou de départ	375 000	1 125 000
21 mars 2012	Options d'achat d'actions	208	en préretraite ou retraite	N/A	889 500

^{*} Le 28 avril 2011, l'Assemblée Générale Extraordinaire de Compagnie Plastic Omnium a décidé de diviser la valeur nominale de l'action par trois. Elle est passée ainsi de 0,50 euro à 0,17 euro, avec une date d'effet le 10 mai 2011. L'ensemble des plans existants au 31 décembre 2011 étant antérieurs à cette décision, le nombre d'options accordées dans le cadre de chacun de ces plans a été multiplié par trois à compter de cette date et le prix d'exercice divisé par trois.

5.2.3.2 OPTIONS EN COURS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE ET CHARGE DE LA PÉRIODE RELATIVE AUX PLANS D'OPTIONS

La période d'acquisition des droits est de quatre ans par plan.

			Augmen- tations		Diminutions		Charge de la période		rs de validité cembre 2012
Options en cours (en euros) (en unités pour le nombre d'options)	En cours de validité au 1 ^{er} janvier 2012	Revalorisation des plans en 2012	Accordées au cours de l'exercice	Abandonnées au cours de l'exercice	Expirées au cours de l'exercice	Exercées au cours de l'exercice		Total	Dont exerçables au 31 décembre 2012
Plan du 11 mars 2005 Nombre d'options* Cours à la date d'attribution Prix d'exercice Durée Charge résiduelle à étaler	33 000 7,05 7,05 7 ans					(33 000)			
Durée de vie résiduelle									

^{*} Plan du 11 mars 2005 : le nombre d'options au 1er janvier 2011, avant restructuration du capital, était de 99 386. Il a été multiplié par trois du fait de la division du nominal par trois, le 10 mai 2011.

Plan du 25 avril 2006				
Nombre d'options*	619 000	(589 000)	30 000	30 000
Cours à la date d'attribution	11,75		11,75	
Prix d'exercice	11,63		11,63	
Durée	7 ans		7 ans	
Charge résiduelle à étaler				
Durée de vie résiduelle	1 an			

^{*} Plan du 25 avril 2006 : le nombre d'options au 1et janvier 2011, avant restructuration du capital, était de 247 000. Il a été multiplié par trois du fait de la division du nominal par trois le 10 mai 2011.

^{**} Le plan du 11 mars 2005 qui prévoyait de consentir 118 500 options pour un prix d'exercice de 42,30 euros, avait été impacté par une division par deux de la valeur nominale de l'action de 1 euro à 0,5 euro, décidée le 17 mai 2005. À compter de cette date, le nombre d'options avait donc été multiplié par deux, passant de 118 500 options à 237 000 options et le prix d'exercice divisé par deux, passant de 42,30 euros à 21,15 euros.

			Augmen- tations	I	Diminutions	5	Charge de la période		rs de validité 51 décembre 2012
Options en cours (en euros) (en unités pour le nombre d'options)	En cours de validité au 1 ^{er} janvier 2012	Revalorisation des Plans en 2012	Accordées au cours de l'exercice	Abandonnées au cours de l'exercice	Expirées au cours de l'exercice	Exercées au cours de l'exercice		Total	Dont exerçables au 31 décembre 2012
Plan du 24 juillet 2007 Nombre d'options* Cours à la date d'attribution Prix d'exercice Durée Charge résiduelle à étaler	848 320 13,10 13,12 7 ans			(3 000)		(574 832)		270 488 13,10 13,12 7 ans	270 488
Durée de vie résiduelle * Plan du 24 juillet 2007 : le nombre par trois, le 10 mai 2011.	2 ans d'options au 1er	janvier 2011, ava	nt restructuration	on du capital, ét	ait de 298 000	. Il a été multip	lié par trois du t	1 an	sion du nomina
Plan du 22 juillet 2008 Nombre d'options* Cours à la date d'attribution Prix d'exercice Durée Charge résiduelle à étaler Durée de vie résiduelle * Plan du 22 juillet 2008 : le nombre par trois, le 10 mai 2011.	978 000 5,98 8,84 7 ans 218 707 3 ans	(218 707) janvier 2011, ava	int restructuration	(21 000)	ait de 340 800	(183 578) . Il a été multip	lié par trois du l	773 422 5,98 8,84 7 ans 2 ans	773 422
Plan du 1 ^{er} avril 2010 Nombre d'options* Cours à la date d'attribution Prix d'exercice Durée Charge résiduelle à étaler Durée de vie résiduelle	1 093 500 9,60 8,53 7 ans 2 651 483 5,5 ans	(1 456 107)		(63 000) (187 070)			(401 236)	1 030 500 9,60 8,53 7 ans 607 070 4,5 ans	Néant
* Plan du 1 ^{er} avril 2010 : le nombre o par trois, le 10 mai 2011.	d'options au 1er	janvier 2011, avar	nt restructuration	on du capital, éta	uit de 371 500.	Il a été multipl	lié par trois du f	ait de la divi	sion du nomina
Plan du 21 mars 2012 Nombre d'options* Cours à la date d'attribution Prix d'exercice Durée Charge résiduelle à étaler Durée de vie résiduelle			889 500 21,90 22,13 7 ans 4 470 197 7 ans	(47 500) (298 044)			(819 048)	842 000 21,90 22,13 7 ans 3 362 106 6,25 ans	Néant
Charge totale de l'exercice			, 4115				(1 220 284)	J,=J 4115	

^{*} Au 31 décembre 2012, les actions destinées à être attribuées mais non encore affectées s'élèvent à 134 500 actions contre 325 365 actions au 31 décembre 2011.

5.2.4 Subventions

En milliers d'euros	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Subventions liées aux actifs	13 195	14 692
Total subventions publiques au passif non courant	13 195	14 692
Subventions publiques	276	277
Total subventions publiques au passif courant	276	277
Total au passif des subventions publiques	13 471	14 969

Au bilan, les subventions sont présentées en passif courant, pour la partie à court terme, et en passif non courant, pour la partie long terme.

5.2.5 Provisions

En milliers d'euros	31 décembre 2011	Dotations	Utilisations	Reprises sans objet	Reclasse- ments	Écart actuariel	Variations de périmètre	Écarts de conversion	31 décembre 2012
Garanties clients	20 671	8 827	(5 327)	(13 972)	(357)			119	9 961
Réorganisations*	8 735	26 807	(2 853)	(4 371)	(397)			(10)	27 911
Provisions pour impôts et risque fiscal	2 049	4 510	(1 765)	(248)				(87)	4 459
Risques sur contrats	4 363	4 855	(2 113)	(2 282)					4 823
Provision pour litiges	6 864	5 176	(3 501)	(210)	397			(383)	8 343
Autres	12 652	10 234	(5 745)	(8 376)	357		796	2	9 920
PROVISIONS	55 334	60 409	(21 304)	(29 459)	0		796	(359)	65 417
Provisions pour engagements de retraite et assimilés**	65 879	3 388	(2 959)			18 464	4	(690)	84 086
TOTAL	121 213	63 797	(24 263)	(29 459)		18 464	800	(1 049)	149 504

^{*} Les provisions concernent principalement les sites du Pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium : Eisenach-Thuringe en Allemagne, Compiègne-Laval, St Désirat en France, et Duncan aux États-Unis (voir la note 4.5 sur les coûts d'adaptation des effectifs).

^{**} L'écart actuariel correspond à l'impact de la baisse des taux d'intérêt dans la zone euro et aux États-Unis sur l'exercice (voir les notes 1.2 «Estimations et jugements» et 5.2.6 «Provisions pour engagements de retraite et autres avantages du personnel»).

En milliers d'euros	31 décembre 2010	Dotations	Utilisations	Reprises sans objet	Reclasse- ments	Écart actuariel	Variations de périmètre	Écarts de conversion	31 décembre 2011
Garanties clients	18 043	11 511	(5 918)	(9 898)	6 988		123	(178)	20 671
Réorganisations Provisions pour impôts	4 355 3 875	7 690 445	(3 052) (203)	(149) (2 000)	(71)			(38) (68)	8 735 2 049
et risque fiscal	3013	11)	(203)	(2 000)				(00)	201)
Risques sur contrats	4 753	2 427	(1 751)	(2.939)	1 873				4 363
Provision pour litiges*	24 834	1 793	(19 178)	(21)	(278)			(96)	6 864
Autres	18 977	9 333	(4 022)	(2 911)	(8 900)		(403)	578	12 652
PROVISIONS	74 837	33 199	(34 124)	(18 108)	(388)		(280)	198	55 334
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	49 413	4 699	(3 478)		(837)	15 043	267	772	65 879
TOTAL	124 250	37 898	(37 602)	(18 108)	(1 225)	15 043	(13)	970	121 213

^{*} Au 31 décembre 2010, la provision pour litiges comprenait un montant de 18,7 millions d'euros correspondant au montant de l'amende à laquelle les entités Signature SA et Sodilor ont été condamnées au titre du litige concurrence. Cette amende a été payée en mai 2011 et la provision existant au 31 décembre 2010 a été reprise. Le résultat de 2011 n'est donc pas impacté par le paiement de cette amende. En 2010, Signature SA et Sodilor ont interjeté appel des décisions concernées devant la Cour d'Appel de Paris et obtenu une réduction de l'amende en 2012 (voir note 4.5).

5.2.6 Provisions pour engagements de retraite et autres avantages du personnel

Les principales modifications intervenues entre 2011 et 2012 sont les suivantes :

- la baisse des taux d'actualisation des engagements :
- le taux de revalorisation des médailles du travail a été revu pour les filiales françaises autres que celles de Plastic Omnium Auto Inergy, suivant, en cela, l'évolution récente des barèmes.

5.2.6.1 HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

Les principales hypothèses actuarielles significatives, utilisées pour l'évaluation des avantages postérieurs à l'emploi et à long terme, sont les suivantes :

- Âge de début d'activité professionnelle : 20 ans pour les noncadres, 24 ans pour les cadres (idem en 2011).
- Âge de départ à la retraite :
 - pour les salariés français : âge de taux plein pour les cadres et les non-cadres, suite à la réforme des retraites de 2010. En effet, l'âge d'ouverture des droits au taux plein va progressivement passer de 60 à 62 ans et l'âge de l'annulation de la décote de 65 à 67 ans;
 - pour les salariés aux États-Únis : 62 ans en 2012, comme en
- Taux d'actualisation financière :

Le Groupe utilise, comme référence, le taux des obligations émises par des entreprises industrielles et commerciales de première catégorie, dont la maturité est équivalente à celle de ses engagements.

- 3,5 % pour les indemnités de départ à la retraite française (4.6 % en 2011):
- 3 % pour les médailles du travail françaises (4,1 % en 2011);
- 4 % pour les avantages postérieurs à l'emploi aux États-Unis (4,7 % en 2011);
- 1,75 % pour les avantages postérieurs à l'emploi de la filiale suisse (2,5 % en 2011).

• Taux d'inflation :

- 2 % l'an pour la France (idem en 2011);
- les prestations ne dépendent pas de l'inflation pour les États-Unis et pour la Suisse.
- Évolution des salaires :
 - 2 à 5 % (idem en 2011) en France (taux moyens selon les statuts cadre et non-cadre et l'âge) et 3 % (idem en 2011) pour la retraite complémentaire;
 - 3,5 % aux États-Unis comme en 2011;
 - 1 % en Suisse (1,0 % en 2011).
- Taux de rendement à long terme attendus sur les actifs de couverture des plans de retraite :
 - 3,5 % pour la France comme en 2011;
- 8% pour les États-Unis comme en 2011;
- 1,75 % pour la Suisse contre 4 % en 2011.

Ces taux sont basés sur les prévisions de marché à long terme et prennent en compte l'allocation des actifs de couverture de chaque fonds.

Pour les autres sociétés étrangères, les différentiels de taux sont déterminés en considération des conditions locales.

- Taux d'accroissement des coûts médicaux pour les États-Unis: 8,5 % en 2012 contre 9 % en 2011. Ce taux baissera progressivement pour atteindre 5 % en 2019.
- Taux de charges sociales : entre 30 % et 48 % pour la France comme en 2011.

5.2.6.2 CHOIX DE COMPTABILISATION DES ÉCARTS ACTUARIELS SUR LES ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET SUR LES AUTRES AVANTAGES À LONG TERME

Le groupe Burelle a opté pour la comptabilisation en capitaux propres des écarts actuariels sur les Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, conformément aux amendements de la norme IAS 19 - Actuarial gains and losses, Group Plans and Disclosures.

En revanche, conformément à IAS 19.129, les écarts actuariels relatifs aux autres avantages à long terme (en particulier les médailles du travail) sont comptabilisés immédiatement en résultat.

5.2.6.3 ÉVOLUTION DES ENGAGEMENTS BILANTIELS ET DES COÛTS SUR AVANTAGES CORRESPONDANT AUX RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

Les valeurs inscrites au bilan au titre de ces avantages sont les suivantes :

		iges posté à l'emploi			es avanta ong term	0		Total	
En milliers d'euros	2012	2011	2010	2012	2011	2010	2012	2011	2010
Dette actuarielle au 1er janvier	105 829	87 680	57 017	7 348	7 627	6 431	113 177	95 307	63 448
Coût des services rendus	7 020	6 324	5 718	351	330	669	7 371	6 654	6 387
Coût financier Effet des liquidations, modifications de régime et divers	4 400 (565)	3 693 (1 153)	3 520 (377)	224 (323)	226 (293)	161 (85)	4 624 (887)	3 919 (1 446)	3 681 (462)
Pertes et gains actuariels	18 549	10 381	1 503	(142)	(595)	9	18 407	9 786	1 512
dont impact expérience Prestations payées par les actifs de couverture	1 268 (1 143)	1 834 (97)	2 137 372	(726)			542 (1 143)	1 834 (97)	2 137 372
Prestations payées par l'entreprise	(2 579)	(2 261)	(2 151)	(204)	(95)	(454)	(2 783)	(2 356)	(2 605)
Variation de périmètre Reclassement en Activités destinées à être cédées	4	267 (971)	16 688		134	852	4	267 (837)	17 540
Écart de conversion	(897)	1 966	5 390	(12)	134	44	(909)	1 980	5 434
Dette actuarielle au 31 décembre	130 618	105 829	87 680	7 243	7 348	7 627	137 861	113 177	95 307
Variation de la dette actuarielle	24 789	18 149	30 663	(105)	(279)	1 196	24 683	17870	31 859
Valeur vénale des actifs de couverture au 1 er janvier	47 298	45 894	28 710				47 298	45 894	28 710
Rendement des actifs de couverture	2 407	2 291	1 503				2 407	2 291	1 503
Cotisations patronales	7 274	4 680	3 393				7 274	4 680	3 393
Pertes et gains actuariels dont impact expérience	83 83	(4 663) (4 663)	2 126 2 126				83 83	(4 663) (4 663)	2 126 2 126
Prestations payées par les actifs de couverture	(1 141)	(97)	372				(1 141)	(97)	372
Effet des liquidations, modifications de régime	(1 926)	(2 016)	37 -				(1 926)	(2 016)	37 -
et divers			5 500						5 500
Variation de périmètre Écart de conversion	(219)	1 209	5 599 4 191				(219)	1 209	5 599 4 191
Valeur vénale des actifs de couverture au 31 décembre	53 776	47 298	45 894				53 776	47 298	45 894
Variation de la valeur vénale des actifs de couverture	6 478	1 404	17 184				6 478	1 404	17 184
Insuffisance de couverture = Position nette au bilan dont France dont États-Unis dont autres zones	76 842 36 913 26 971 12 958	58 531 29 527 17 499 11 505	41 786 24 037 8 930 8 819	7 243 3 736 442 3 065	7 348 3 220 429 3 699	7 627 3 231 652 3 744	84 085 40 649 27 413 16 023	65 879 32 747 17 928 15 204	49 413 27 268 9 582 12 563

La valeur actuelle des engagements faisant l'objet de couverture par des actifs s'établit à 48 133 milliers d'euros au 31 décembre 2012, dont 15 641 milliers d'euros pour la France et 27 413 milliers d'euros pour les États-Unis. Au 31 décembre 2011, la valeur actuelle des engagements faisant l'objet de couverture s'établissait à 31 638 milliers d'euros, dont 13 710 milliers d'euros pour la France et 17 928 milliers d'euros pour les États-Unis.

Les valeurs inscrites au bilan au 31 décembre 2008 et 2009 au titre de ces avantages sont les suivantes :

	Avantages postérieurs à l'emploi		Autres ava à long te		Total	
En milliers d'euros	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Dette actuarielle à l'ouverture	53 568	53 158	4 319	4 512	57 887	57 670
Coût des services rendus	2 428	3 821	227	(186)	2 655	3 635
Coût financier	2 681	1 931	246	263	2 927	2 194
Effet des liquidations, modifications de régime et divers	(500)	(2327)		(47)	(500)	(2 374)
Pertes et gains actuariels	283	$(2\ 267)$	(11)	92	272	(2 175)
dont impact expérience	(2400)	(475)	(6)	(555)	(2406)	(1 030)
Prestations payées par les actifs de couverture	(131)	(675)		(1)	(131)	(676)
Prestations payées par l'entreprise	(513)	(1463)	(277)	(335)	(790)	(1 798)
Variation de périmètre	(105)				(105)	
Transfert interne	(514)	(3)	1 932		1 418	(3)
Reclassement des provisions pour risques et charges						
Écart de conversion	(180)	1 393	(5)	21	(185)	1 414
Dette actuarielle à la clôture	57 017	53 568	6 431	4 319	63 448	57 887
Variation de la dette actuarielle	3 449	410	2112	(193)	5 561	217
Valeur vénale des actifs de couverture à l'ouverture	24 754	22 410			24 754	22 410
Rendement des actifs de couverture	1 519	543			1 519	543
Cotisations patronales	2 061	762			2 061	762
Cotisations salariales	468	, 0=			468	, o _
Pertes et gains actuariels	(1 326)	(556)			(1 326)	(556)
dont impact expérience	(1 326)	(556)			(1 326)	(556)
Prestations payées par les actifs de couverture	(131)	(676)			(131)	(676)
Effet des liquidations, modifications de régime et divers	(151)	683			(131)	683
Variation de périmètre		003				005
Transfert interne	1 418				1 418	
Écart de conversion	(53)	1 588			(53)	1 588
Valeur vénale des actifs de couverture à la clôture	28 710	24 754			28 710	24 754
Variation de la valeur vénale des actifs de couverture	3 956	2 344			3 956	2 344
Insuffisance de couverture = Position nette au bilan	28 307	28 814	6 431	4 319	34 738	33 133
dont France	18 507	17 922	2 468	2633	20 975	20 555
dont États-Unis	5 467	3 498	293	266	5 760	3 764
dont autres zones	4 333	7 395	3 670	1 419	8 003	8 814

TESTS DE SENSIBILITÉ SUR LES ENGAGEMENTS DE RETRAITE AU 31 DÉCEMBRE 2012 :

En France:

L'effet d'une augmentation de 0,25 point du taux d'actualisation entraînerait:

- une diminution du coût des services rendus et des coûts d'intérêts de 0,24 %;
- une diminution de la dette de 2,77 %.

A contrario, l'effet d'une diminution de 0,25 point du taux d'actualisation entraînerait:

- une augmentation du coût des services rendus et des coûts d'intérêts de 0.21 %:
- une augmentation de la dette de 2,88 %.

Aux États-Unis :

L'effet d'une augmentation de 0,25 point du taux d'actualisation entraînerait:

- une diminution du coût des services rendus et des coûts d'intérêts de 4,82 %;
- une diminution de la dette de 4,74 %.

A contrario, l'effet d'une diminution de 0,25 point du taux d'actualisation entraînerait:

- une augmentation du coût des services rendus et des coûts d'intérêts de 4.82 %:
- une augmentation de la dette de 4,74 %.

En Suisse:

L'effet d'une augmentation de 0,25 point du taux d'actualisation entraînerait:

• une diminution de la dette de 6,12 %.

A contrario, l'effet d'une diminution de 0,25 point du taux d'actualisation entraînerait:

• une augmentation de la dette de 4,99 %.

LES AUTRES AVANTAGES À LONG TERME :

Les autres avantages à long terme correspondent essentiellement aux médailles du travail en France et en Allemagne.

LES VARIATIONS DES POSITIONS NETTES AU BILAN LIÉES À L'ENSEMBLE DES AVANTAGES SONT LES SUIVANTES :

		iges posté à l'emploi			es avanta ong term	_		Total	
En milliers d'euros	2012	2011	2010	2012	2011	2010	2012	2011	2010
Position nette à l'ouverture	58 531	41 786	28 307	7 348	7 627	6 431	65 879	49 413	34 738
Charges / produits de l'exercice									
- Coût des services rendus	7 020	6 324	5 718	351	330	669	7 371	6 654	6 387
- Charges financières	4 400	3 693	3 520	224	226	161	4 624	3 919	3 681
- Rendement attendu des fonds	(2407)	$(2\ 291)$	(1503)				(2 407)	$(2\ 291)$	(1503)
- Effets de liquidations, modifications de régime et divers	1 361	863	(377)	(464)	(293)	(85)	897	570	(462)
- Prestations payées par l'entreprise	(2579)	$(2\ 261)$	$(2\ 151)$	(204)	(95)	(454)	(2 783)	(2356)	(2605)
- Cotisations patronales	(7274)	(4680)	(3 393)				(7 274)	(4680)	(3 393)
Variation de périmètre	4	267	11 089			852	4	267	11 941
Pertes et gains actuariels reconnus en capitaux propres	18 466	15 044	(623)		(596)	9	18 466	14 448	(614)
Reclassement des provisions pour risques et charges		(971)			134			(837)	
Écart de conversion	(678)	757	1 199	(12)	15	44	(690)	772	1 243
Position nette à la clôture	76 844	58 531	41 786	7 243	7 348	7 627	84 087	65 879	49 413

	Avantages po	I	Autres avan à long ter		Total	
En milliers d'euros	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Position nette à l'ouverture	28 814	30 748	4 318	4 512	33 132	35 260
Charges / produits de l'exercice						
- Coût des services rendus	2 428	3 822	228	(187)	2 656	3 635
- Charges financières	2 681	1 931	246	263	2 927	2 194
- Rendement attendu des fonds	(1 519)	(543)			(1 519)	(543)
- Effets de liquidations, modifications de régime et divers	(500)	$(3\ 010)$		(47)	(500)	(3 057)
- Prestations payées par l'entreprise	(513)	(1 463)	(277)	(336)	(790)	(1 799)
- Cotisations patronales	(2 061)	(762)			(2 061)	(762)
- Cotisations salariales	(573)				(573)	
Variation de périmètre	(1 932)	(3)	1 932		0	(3)
Transfert interne		(1711)				(1 711)
Pertes et gains actuariels reconnus en capitaux propres	1 609	0	(11)	92	1 598	92
Reclassement des provisions pour risques et charges		0				
Écart de conversion	(127)	(195)	(5)	21	(132)	(174)
Position nette à la clôture	28 307	28 814	6 431	4 318	34 738	33 132

En France, la loi de modernisation du marché du travail du 25 juin 2008, qui a doublé le montant de l'indemnité légale de licenciement, a eu un impact sur le montant des indemnités de départ à la retraite des sociétés du Groupe relevant de la convention collective de la Plasturgie, celles-ci étant exprimées en fonction de l'indemnité légale de licenciement. Ces nouvelles dispositions ont eu pour effet d'augmenter les engagements de retraite de 2,9 millions d'euros. Ce stock en engagements hors bilan s'élève à 2 millions d'euros au 31 décembre 2012. Le tableau ci-après reprend l'historique de ces engagements depuis la date d'application de la loi.

SUIVI DES ENGAGEMENTS HORS BILAN RELATIF À LA LOI FILLON DU 25 JUIN 2008

En milliers d'euros	31 décembre 2008	31 décembre 2009	31 décembre 2010	31 décembre 2011	31 décembre 2012
Stock des engagements relatifs à la loi Fillon du 25 juin 2008	2 940				
Variation de périmètre (prise de contrôle d'Inergy) -			200		
Impact loi Fillon					
Stock des autres engagements non reconnus	428	1 063	426		83
Amortissements de l'exercice		(359)	(319)	(1 128)	(486)
Stock des engagements hors bilan à la clôture	3 368	4 072	4 379	3 251	2847
dont solde impact loi Fillon	2 940	2 581	2 748	2378	1 994

5.2.6.4 TESTS DE SENSIBILITÉ DES COÛTS MÉDICAUX AUX ÉTATS-UNIS

L'impact d'une variation d'un point sur le taux de croissance des coûts médicaux aux États-Unis est le suivant :

En milliers d'euros	31 décembi	re 2012	31 décembre 2011	
	Augmentation	Diminution	Augmentation	Diminution
Effet sur les coûts des services rendus et financiers Effet sur les provisions pour indemnités de départ en retraite	23 489	(19) (404)	34 187	(28) (299)

5.2.6.5 RÉPARTITION DES ACTIFS DE COUVERTURE PAR CATÉGORIE

La répartition des actifs de couverture par catégorie est la suivante :

En milliers d'euros	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Actions	21 362	17 483
Obligations	22 848	20 273
Immobilier	6 174	6 211
Autres	3 392	3 330
Total	53 776	47 297

5.2.6.6 IMPACTS DE L'AMENDEMENT IAS 19 (IAS 19 R)

Comme mentionné dans la note 1.1, l'amendement IAS 19 R applicable à compter du 1er janvier 2013 aura des effets limités sur les comptes consolidés du Groupe. Le Groupe ne pratique pas la méthode du corridor.

Lors de la première application, les principaux impacts seront les suivants:

- sur le bilan au 1er janvier 2012 : la comptabilisation en capitaux propres du coût des services passés aura un impact négatif de 3 250 milliers d'euros;
- sur le compte de résultat 2012 : la comptabilisation du rendement des actifs de couverture sur la base du taux d'actualisation retenu pour évaluer la dette actuarielle, et non sur la base du taux de rendement attendu, et la disparition de la charge d'amortissement au titre du coût des services passés auront un impact négatif de 223 milliers d'euros.

5.2.7 Emprunts et dettes financières

5.2.7.1 LA NOTION D'ENDETTEMENT FINANCIER DANS LE GROUPE

L'endettement financier net est une notion importante dans la gestion quotidienne de la trésorerie au sein du groupe Burelle. Il permet de déterminer la position débitrice ou créditrice du Groupe vis-à-vis des tiers et hors du cycle d'exploitation. L'endettement financier net est déterminé comme étant :

- les dettes financières à long terme :
- lignes de crédit classiques
- placements privés
- emprunts obligataires
- diminuées des prêts et autres actifs financiers (court et long terme);
- augmentées des crédits à court terme;
- augmentées des découverts bancaires;
- et diminuées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

5.2.7.2 EMPRUNTS: PLACEMENTS PRIVÉS ET EMPRUNTS OBLIGATAIRES PRIVÉS

La Compagnie Plastic Omnium a mis en place deux nouveaux financements sur l'exercice 2012. Ces deux opérations ont été réalisées sans covenants financiers :

• Une émission obligataire privée «Euro Private Placement» (EuroPP) de 250 millions d'euros auprès d'investisseurs institutionnels français, émission dont les caractéristiques sont les suivantes:

Émission obligataire privée	Euro Private Placement
Émission - Taux fixe en euros Maturité Coupon annuel	250 000 000 12 décembre 2018 3,875 %
Cotation	Euronext Paris

• Un placement privé «Schuldschein» pour un montant de 119 millions d'euros auprès d'investisseurs privés essentiellement étrangers (Asie, Allemagne, Canada, Belgique) et français, placement dont les caractéristiques sont les suivantes :

Placement privé Schuldschein	Montant	Coût annuel
Émission - Taux fixe en euros	45 000 000	3,72 %
Émission - Taux variable en euros	74 000 000	Euribor 6 mois + 240 bps
Maturité	27 juir	n 2017

5.2.7.3 UTILISATION DES LIGNES DE CRÉDIT À MOYEN TERME

Au 31 décembre 2012, le Groupe bénéficie d'ouvertures de crédits bancaires confirmées à échéance moyenne supérieure à trois ans. Le montant de ces lignes bancaires confirmées s'établit à 1 267 millions d'euros au 31 décembre 2012 contre 1 365 millions d'euros au 31 décembre 2011. Il est supérieur au montant des utilisations.

5.2.7.4 DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT À L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

En milliers d'euros	31 décembre 2012			31 décembre 2011		
	Total	Courant	Non courant	Total	Courant N	lon courant
Dettes financières sur contrats de location-financement	22 247	8 954	13 293	27 089	7 170	19 919
Emprunts bancaires	783 144	188 412	608 025	731 136	180 301	550 835
dont émission obligataire privée «EuroPP»	248 905	2 123	246 782			
dont placement privé «Schuldschein»	119 000		119 000			
dont lignes bancaires	<i>415 239</i>	186 289	228 950			
Autres dettes financières à court terme	354	354		11 155	11 155	
Instruments financiers de couverture passifs	20 420	20 420		11 937	11 937	
Total des emprunts et dettes (B)	826 165	218 141	608 025	781 317	210 563	570 754
Créances financières à long terme et autres actifs disponibles à la vente	(52 593)		(52 593)	(49 245)		(49 245)
Créances de financement clients	(78 843)	(40 036)	(38 807)	(97 332)	(39 066)	(58 266)
Autres créances financières à court terme	(2 352)	(2 352)	-	(6 200)	(6 200)	
Instruments financiers de couverture actifs	(314)	(314)		(2)	(2)	
Total des créances financières (C)	(134 102)	(42 702)	(91 400)	(152 779)	(45 268)	(107 511)
Endettement brut (D) = (B) + (C)	692 064	175 439	516 625	628 538	165 295	463 243
Trésorerie nette du Tableau de flux de trésorerie (A)*	(324 546)	(324 546)		(165 199)	(165 199)	
ENDETTEMENT FINANCIER NET (E) = (D) + (A)	367 518	(149 107)	516 625	463 339	96	463 243

^{*} Voir la note 5.1.11.2 sur la «Trésorerie nette de fin d'exercice».

Les dettes financières sont présentées nettes des créances financières vis-à-vis des sociétés ne faisant pas partie du périmètre du groupe Burelle.

Il n'existe aucune clause de remboursement anticipé sur les emprunts bancaires, dettes financières et assimilés, relatifs au respect

5.2.7.5 DÉTAIL DE LA DETTE FINANCIÈRE PAR DEVISES

En % de la dette financière	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Euro	87 %	86 %
Dollar US	8 %	9 %
Livre sterling	2 %	0 %
Autres devises	3 %	6 %
Total	100 %	100 %

5.2.7.6 ANALYSE DE LA DETTE FINANCIÈRE PAR NATURE DE TAUX D'INTÉRÊT

En % de la dette financière	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Taux variables couverts	47 %	75 %
Taux variables non couverts	0 %	12%
Taux fixes	53 %	13 %
Total	100 %	100 %

5.2.8 Instruments de couverture de taux d'intérêt et de taux de change

5.2.8.1 INSTRUMENTS DE COUVERTURE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le Groupe souscrit des instruments de couverture de taux d'intérêt de type «swap» et «cap». L'objectif est de couvrir le Groupe contre la hausse des taux d'intérêt à laquelle il est exposé pour son financement.

Le nominal global du portefeuille des dérivés souscrits pour la gestion du risque de taux s'élève à 570 millions d'euros au 31 décembre 2012 (montant inchangé par rapport au 31 décembre 2011). Ces dérivés ont vocation à servir de couverture aux besoins de financement actuels et futurs. Au 31 décembre 2012, des dérivés pour un nominal de 370 millions d'euros sont qualifiés de couverture de flux de trésorerie («cash flow hedge») au sens d'IAS 39.

La juste valeur des dérivés est comptabilisée dans les rubriques «Instruments financiers de couverture » à l'actif et au passif du bilan consolidé IFRS.

Pour les dérivés qualifiés de couverture en IFRS :

- la contrepartie de la part efficace de la variation de juste valeur des dérivés destinée à couvrir les périodes futures est comptabilisée en capitaux propres («Autres éléments du résultat global»).
- la part efficace de la relation de couverture impacte le compte de résultat de manière symétrique aux flux d'intérêts couverts sur la ligne «Charges de financement».
- la valeur temps des stratégies optionnelles est exclue de la relation de couverture. Les variations de juste valeur de la valeur temps des options et la part inefficace des relations de couverture sont comptabilisées en résultat sur la ligne «Charges de financement».

Pour les dérivés non qualifiés de couverture, les variations de valeur des dérivés sont comptabilisées en résultat sur la ligne «Charges de financement».

5.2.8.1.1 PORTEFEUILLE DE DÉRIVÉS

Portefeuille de dérivés :

En milliers d'euros	31 décembre	e 2012		31 décembre 2011			
	Juste valeur des instruments financiers de couverture	Actif	Passif	Juste valeur des instruments financiers de couverture	Actif	Passif	
Dérivés de taux (juste valeur) Primes restant à payer	(19 796)	314	(20 110)* (3 923)	(11 935)	2	(11 937) (1 520)	
Total juste valeur et primes restant à payer		314	(24 033)		2	(13 457)	

Au 31 décembre 2012, le montant des «Instruments financiers de couverture» au passif du bilan est composé d'un montant de 310 milliers d'euros d'instruments de couverture de change (voir la note 5.2.8.2) et d'un montant de 20 110 milliers d'euros d'instruments de couverture de taux

Composition du portefeuille des dérivés de taux d'intérêt :

En milliers d'euros		31 décembre 2012							
	Juste valeur	À l'actif	Au passif	Part efficace comptabilisée en OCI*	Nominal couvert	Maturité	Taux de référence	Primes restant à payer**	
Caps					110 000	Juin 2013	Euribor 3M	(213)	
Caps	148	148			60 000	Mai 2017	Euribor 2M	(1 807)	
Caps	166	166			90 000	Juin 2017	Euribor 1M	(1 273)	
Swaps	(9 400)		(9 400)	(9 400)	205 000	Août 2015	Euribor 1 M	N/A	
Swaps	(10 710)		(10 710)	(10 710)	105 000	Février 2019	Euribor 1M	N/A	
Total	(19 796)	314	(20 110)	(20 110)	570 000			(3 293)	

En milliers d'euros	31 décembre 2011							
	Juste valeur	À l'actif	Au passif	Part efficace comptabilisée en OCI*	Nominal couvert	Maturité	Taux de référence	Primes restant à payer**
Caps Swaps	2 (11 937)	2	(11 937)	(11 937)	260 000 310 000	Juin 2013 Août 2015	Euribor 3M Euribor 1M	(1 520) N/A
Total	(11 935)	2	(11 937)	(11 937)	570 000			(1 520)

^{* «}OCI» : «Other Comprehensive Income» ou «État du Résultat Global»

5.2.8.1.2 MONTANTS COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES «AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL»

En milliers d'euros	Solde en OCI* avant impôts 31 décembre 2011	Variation de juste valeur des dérivés		Solde en OCI* avant impôts 31 décembre 2012
Part efficace du «Mark to Market» des dérivés en portefeuille	(11 937)	(8 173)		(20 110)
Restructuration du portefeuille de dérivés d'août 2010** Restructuration du portefeuille de dérivés février 2012***	1 675		248 668	1 923 668
Total	(10 262)	(8 173)	916	(17 519)

^{*} OCI : «Other Comprehensive Income» ou «État du Résultat Global»

La juste valeur du nouveau porte feuille est identique à celle de l'ancien, soit - 7,7 millions d'euros :

^{**} Les primes sur caps sont payées de manière étalée sur la durée de vie des instruments. Le montant des primes restant à payer est classé en passif du bilan consolidé IFRS sur les lignes «Emprunts et dettes financières - part à long terme» et «Emprunts et dettes financières - part à court terme».

Le Groupe a restructuré son portefeuille de dérivés le 31 août 2010 afin de modifier les types d'instruments et d'allonger leur maturité résiduelle. Cette restructuration s'est faite sans échange de trésorerie avec les contreparties bancaires.

[•] le résultat accumulé (part efficace) en date du 31 août 2010 de l'ancien portefeuille de dérivés est recyclé en résultat de manière symétrique à la durée résiduelle du risque initialement couvert (maturités entre mars 2012 et août 2015);
• la juste valeur à l'origine du nouveau portefeuille de dérivés est recyclée en résultat de manière symétrique aux charges d'intérêts couvertes (maturité août 2015).

^{***} Le Groupe a restructuré son portefeuille de dérivés, le 22 février 2012, afin de profiter de la baisse des taux et d'allonger la maturité des couvertures. Cette restructuration, qui a porté sur cinq caps et un swap, s'est réalisée sans échange de trésorerie avec les contreparties bancaires

Les cinq caps restructurés avaient une juste valeur nulle en date de restructuration : le montant de la prime restant à payer a été intégré dans la prime des nouveaux caps. La juste valeur du nouveau swap est identique à celle de l'ancien swap, soit - 5,7 millions d'euros :

[•] le résultat accumulé (part efficace) en date du 22 février 2012 de l'ancien swap est recyclé en résultat de manière symétrique à la durée résiduelle du risque initialement couvert (maturité août 2015);

[•] la juste valeur à l'origine du nouveau swap est recyclée en résultat de manière symétrique aux charges d'intérêts couvertes (maturité février 2019).

5.2.8.1.3 IMPACT DES COUVERTURES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

En milliers d'euros	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Composante efficace de la couverture liée aux dérivés en portefeuille (couverture des intérêts courus sur la période)	(6 145)	(5 293)
Recyclage en résultat du montant comptabilisé en capitaux propres lié à la restructuration du portefeuille d'août 2010	(248)	(1 675)
Recyclage en résultat du montant comptabilisé en capitaux propres lié à la restructuration du portefeuille de février 2012*	(668)	
Valeur temps des caps	(1 633)	(220)
Total**	(8 694)	(7 188)

^{*} Voir dans la note 5.2.8.1.2 le même renvoi.

5.2.8.2 INSTRUMENTS DE COUVERTURE DE CHANGE

Le Groupe utilise des dérivés afin de couvrir son exposition au risque de change. Ces dérivés ne sont pas documentés en couverture au sens d'IAS 39 car le Groupe considère que les variations de juste valeur des dérivés compensent de manière «mécanique», en résultat la réévaluation au taux de clôture des créances / dettes couvertes.

Les variations de valeur des dérivés de change sont comptabilisées en résultat sur la ligne «Autres produits et charges financiers».

	31 décembre 2012				31 décembre 2011			
	Juste valeur en milliers d'euros	Nominal en milliers de devises	lliers change change au en milliers	en milliers	Nominal en milliers de devises	Taux de change à terme moyen	Taux de change au 31 décembre 2011	
			Devise / Euro	Devise / Euro			Devise / Euro	Devise / Euro
Position vendeuse nette (Si <0, position acheteuse nette))							
USD - Contrat à terme ferme	73	13 548	1,2859	1,3194	(30)	(495)	1,3852	1,2939
GBP - Contrat à terme ferme	(359)	14 988	0,8271	0,8161	(223)	11 478	0,8533	0,8353
HUF - Contrat à terme ferme	212	2 153 750	289,7667	292,30				
RUB - Swap de change à terme		(17.850)	41,5770	40,3295				
USD - Swap de change à terme					(21)	27 400	1,2926	1,2939
GBP - Swap de change à terme					44	10 800	0,8382	0,8353
MYR - Contrat à terme (NDF)*					(38)	7 926	4,2026	4,1055
USD - Contrat à terme (NDF)*	(232)	4 535	1,4171	1,3194				
TOTAL**	(310)				(268)			

^{*} NDF voulant dire «Non deliverable forward»

Au 31 décembre 2012, les dérivés de change en portefeuille ont une échéance supérieure à un an contrairement à l'année précédente où ils avaient une échéance inférieure à un an.

^{**} Voir la rubrique » Résultat sur instruments de taux d'intérêt » de la note 4.6 sur le «Résultat financier».

^{**} Au 31 décembre 2012, la rubrique «Instruments financiers de couverture» au passif du bilan pour un montant de 20 420 milliers d'euros comprend les instruments de couverture de change pour un montant de 310 milliers d'euros et les instruments de couverture de taux pour un montant de 20 110 milliers d'euros.

5.2.9 Dettes d'exploitation et autres dettes

5.2.9.1 DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS

En milliers d'euros	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Dettes fournisseurs Dettes sur immobilisations	732 126 61 321	613 816 27 818
Total	793 447	641 634

5.2.9.2 AUTRES DETTES D'EXPLOITATION

En milliers d'euros	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Dettes sociales	120 291	107 424
Dettes fiscales - Impôt sur les sociétés	27 868	41 124
Dettes fiscales hors impôt sur les sociétés	33 167	21 429
Autres créditeurs	153 292	151 353
Avances clients	174 935	119 866
Total	509 553	441 196

5.2.9.3 DETTES FOURNISSEURS, COMPTES RATTACHÉS ET AUTRES DETTES D'EXPLOITATION PAR DEVISES

Les dettes fournisseurs par devises couvrent les comptes de dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes d'exploitation.

En milliers de devises		31	31 décembre 2012			31 décembre 2011			
		Devise locale	Euro	%	Devise locale	Euro	%		
EUR	Euro	681 773	681 773	52 %	611 311	611 311	57 %		
USD	Dollar américain	337 744	255 983	20 %	272 006	210 222	19 %		
GBP	Livre sterling	48 252	59 125	5 %	27 227	32 596	3 %		
BRL	Real brésilien	89 548	33 122	3 %	64 961	26 889	2 %		
CNY	Yuan chinois	931 757	113 343	9 %	719 223	88 153	8 %		
Autres	Autres devises		159 654	12 %		113 659	11 %		
Total			1 302 999	100 %		1 082 830	100 %		
Dont :									
Dettes et co	omptes rattachés		793 447	61 %		641 634	59 %		
Autres dett	tes		509 552	39 %		441 196	41 %		

Le Groupe n'effectue aucun test de sensibilité sur les variations de devises pour les raisons suivantes :

- plus de la moitié des dettes fournisseurs et comptes rattachés est libellée en euros;
- l'exposition nette par devise (Créances clients Dettes fournisseurs) n'est pas significative. Pour les «Créances clients», voir la note 5.1.8.4.

6 GESTION DU CAPITAL ET DES RISQUES DE MARCHÉ

La Compagnie Plastic Omnium centralise la gestion de la trésorerie des filiales qu'elle contrôle à travers Plastic Omnium Finance qui gère, pour leur compte, le risque de liquidité, le risque de change et le risque de taux. La politique relative à la couverture des risques de marché qui se traduit par des prises d'engagement, au bilan ou hors bilan, est validée trimestriellement par le Président-Directeur Général.

Les opérations qui ont trait à Burelle SA, Burelle Participations et Sofiparc sont validées par leur Président-Directeur Général, Président ou Directeurs Généraux Délégués respectifs. Ces sociétés utilisent Plastic Omnium Finance, de manière récurrente, pour des transactions qui impliquent des sociétés appartenant à la Compagnie Plastic Omnium.

6.1 Gestion du capital et des risques de marché

L'objectif du Groupe est de disposer, à tout moment, de ressources financières suffisantes pour permettre la réalisation de l'activité courante, les investissements nécessaires à son développement et également de faire face à tout évènement à caractère exceptionnel. Cet objectif est assuré par le recours aux marchés de capitaux, conduisant à une gestion du capital et de la dette financière.

Dans le cadre de la gestion du capital, le Groupe assure la rémunération de ses actionnaires principalement par le versement de dividendes et peut procéder aux ajustements nécessaires eu égard à l'évolution des conditions économiques.

L'ajustement de la structure du capital peut être réalisé par le versement de dividendes ordinaires ou exceptionnels, le rachat et l'annulation de titres d'autocontrôle, le remboursement d'une partie du capital ou l'émission d'actions nouvelles et/ou de valeurs mobilières donnant des droits au capital.

Le Groupe utilise comme ratio bilantiel le «gearing», égal à l'Endettement financier net du Groupe divisé par le montant des capitaux propres incluant les subventions qui figurent au bilan du Groupe. Le Groupe inclut, dans l'Endettement financier net, l'ensemble des dettes et engagements financiers, hors exploitation, porteurs d'intérêts, diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des autres actifs financiers, hors exploitation, tels que définis en note 5.2.7.1.

Aux 31 décembre 2012 et 31 décembre 2011, le «gearing» s'établit comme suit:

En milliers d'euros	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Endettement financier net Capitaux propres et assimilés (dont subventions)	367 518 880 933	463 339 769 091
Taux d'endettement du Groupe ou «Gearing»	41,72 %	60,24 %

Le Groupe n'a pas de «covenants» relatifs aux emprunts correspondant à des clauses de remboursement anticipé sur les emprunts bancaires, les dettes financières et assimilés en raison du non-respect de ratios financiers.

6.2 Risques matières premières -Exposition au risque plastique

Le Groupe est exposé aux variations des cours des matières premières dérivées de l'éthylène, à savoir le polyéthylène et le polypropylène, servant à l'injection et au soufflage des pièces plastiques. Le Groupe est exposé lorsque les contrats d'achats avec les fournisseurs sont indexés alors même que ses contrats de ventes avec les clients ne prévoient pas systématiquement de clause d'indexation. Le Groupe couvre une partie de ses achats en matières par des contrats d'approvisionnement de matières à long terme, mais n'acquiert pas d'instruments dérivés pour couvrir les risques matières.

Les indices de référence des cours du polyéthylène et du polypropylène sont respectivement le C2 et le C3.

Les volumes globaux achetés sur l'exercice 2012 se montent à près de 259 230 tonnes contre 227 796 tonnes en 2011.

Une augmentation de 10 % des indices de référence sur le C2 et le C3 aurait, au cours de l'exercice 2012, un impact négatif de l'ordre de 24,3 millions d'euros, avant toute répercussion contractuelle ou auprès des clients, contre un impact négatif de 19,4 millions d'euros pour l'exercice 2011.

Inversement, une diminution de 10 % des indices retenus, aurait un impact positif de 21,7 millions d'euros en 2012 contre un impact positif de 19,4 millions d'euros en 2011.

Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables sont supposées rester constantes.

6.3 Risques clients

10 % de l'encours du compte «Créances clients et comptes rattachés» présente des retards de paiement au 31 décembre 2012, contre 11 % de l'encours total au 31 décembre 2011. L'encours total s'analyse comme suit :

BALANCE ÂGÉE DES CRÉANCES NETTES:

31 décembre 2012	Total encours	Sous- total non	Sous- total	<1 mois	1 - 2 mois	2 - 4 mois	4 - 6 mois	6 - 12 mois	>12 mois
En milliers d'euros	encours	échu	échu		illois	mois	mois	mois	
Compagnie Plastic Omnium Immobilier	561 975 93	505 793 73	56 182 20	28 706 10	11 408	6 389 10	2 536	3 694	3 448
Eléments non affectés	(32)	(32)		10		10			
Total	562 036	505 834	56 202	28 716	11 408	6 399	2 536	3 694	3 448

Annexes aux comptes consolidés

31 décembre 2011	Total encours	Sous- total non	Sous- total	<1 mois	1 - 2 mois	2 - 4 mois	4 - 6 mois	6 - 12 mois	>12 mois
En milliers d'euros	cheours	échu	échu		IIIOIS	111015	111015	111015	
Compagnie Plastic Omnium Immobilier Éléments non affectés	439 668 378 (138)	391 609 362 (138)	48 059 16	23 492 16	6 034	4 506	4 054	4 378	5 595
Total	439 908	391 833	48 075	23 508	6 034	4 506	4 054	4 378	5 595

Le risque de non-recouvrement des créances client est faible et porte sur un montant peu significatif de créances de plus de douze mois.

6.4 Risques de liquidité

Les sociétés du Groupe, et plus particulièrement la Compagnie Plastic Omnium, doivent disposer à tout moment des ressources financières suffisantes pour financer l'activité courante, les investissements nécessaires à leur développement et faire face à tout événement à caractère exceptionnel.

À cette fin, la Compagnie Plastic Omnium et certaines de ses filiales disposent de ressources à moyen terme sous forme de contrats de crédit bancaire confirmé, exempts de garantie à caractère purement financier («financial covenant»). Au 31 décembre 2012, l'échéance moyenne de ce portefeuille d'ouvertures de crédit excède trois ans et demi contre trois ans au 31 décembre 2011.

En 2012, la Compagnie Plastic Omnium a signé deux nouveaux financements sans covenants financiers : une émission obligataire privée «Euro Private Placement» auprès d'investisseurs institutionnels français et un placement privé «Schuldschein» auprès d'investisseurs privés étrangers (Asie, Allemagne, Canada, Belgique) et français (voir la note 5.2.7).

En outre, la Compagnie Plastic Omnium a mis en place des contrats de cessions de créances commerciales dont l'échéance moyenne excède deux ans. Au 31 décembre 2012, les ressources moyen terme disponibles couvrent les besoins de financement estimés jusqu'à fin 2018.

Enfin, la Compagnie Plastic Omnium dispose d'ouvertures de crédit court terme et d'un programme de billets de trésorerie. Toutes les lignes à court et moyen terme sont ouvertes auprès d'institutions bancaires de premier plan.

Les situations de trésorerie de la Compagnie Plastic Omnium et de ses divisions sont suivies quotidiennement et font l'objet d'un rapport hebdomadaire remis au Président-Directeur Général et aux Directeurs Généraux Délégués.

Burelle SA et Sofiparc disposent de leurs propres lignes de crédit confirmées. Au 31 décembre 2012, celles-ci s'élèvent à 107 millions d'euros contre 110 millions d'euros au 31 décembre 2011 et ont une échéance moyenne de trois années.

6.4.1 Autres créances financières en non courant - Valeurs au bilan et valeurs non actualisées

	Décembre 2	012	Décembre 2011		
En milliers d'euros	Créances de financement non actualisées*	Valeurs au bilan	Créances de financement non actualisées*	Valeurs au bilan	
À moins d'un an (voir la note 5.1.9)					
À plus d'un an et à moins de cinq ans (voir la note 5.1.6) Autres créances	47 452 7 753	43 377 6 038	68 035 7 771	62 982 6 037	
Créances de financement sur contrats de location financement du Pôle Environnement Créances de financement sur contrats Automobile	6 046 33 653	5 206 32 133	7 752 52 512	5 948 50 997	
À plus de cinq ans (voir la note 5.1.6) Autres créances	1 651 16	1 484 16	1 680 11	1 332 11	
Créances de financement sur contrats de location financement du Pôle Environnement Créances de financement sur contrats Automobile	1 635	1 468	1 669	1 321	
Total	49 103	44 861	69 715	64 314	

^{*} À compter de 2011, les créances de financement non actualisées sont toutes présentées en valeurs nettes. Les valeurs non actualisées peuvent ainsi être rapprochées des informations dans le tableau de la note 6.4.3 sur les «Actifs et passifs financiers».

6.4.2 Valeurs nettes comptables des actifs et passifs financiers

Le tableau ci-après présente les éléments d'actifs et de passifs financiers ainsi que leur valeur comptable.

Pour les éléments comptabilisés au coût amorti, l'écart entre la valeur comptable et la juste valeur au 31 décembre 2012 n'est pas significatif pour les raisons suivantes :

- Autres actifs financiers et Créances de financement clients : postes constitués essentiellement des créances de financement comptabilisées sur la base d'une valeur actualisée dès lors que leur échéance est supérieure à un an;
- Créances clients et comptes rattachés / Autres créances financières à court terme / Fournisseurs et comptes rattachés : postes constitués de créances ou dettes d'échéances inférieures à un an;
- Emprunts et dettes financières / Découverts bancaires : le financement du Groupe est assuré à hauteur de 47 % par des financements à taux variable en 2012 contre 87 % en 2011.

En milliers d'euros	Catégorie IAS 39	31 décembre 2012	31 décembre 2011
		Valeur comptable	Valeur comptable
ACTIFS FINANCIERS			
Actifs financiers disponibles à la vente - Titres de participation	Évalués à la juste valeur par capitaux propres	583	688
Autres actifs financiers disponibles à la vente	Évalués à la juste valeur par capitaux propres	31 848	26 917
Autres actifs financiers	Évalués au coût amorti	59 552	80 594
Créances de financement clients	Évaluées au coût amorti	40 036	39 066
Créances clients et comptes rattachés	Prêts et créances au coût amorti	562 036	439 908
Autres créances financières - courant	Prêts et créances au coût amorti	2 352	6 200
Instruments financiers de couverture	Dérivés désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie, évalués à la juste valeur	314	2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	331 462	209 583
Actifs destinés à être cédés	Évalués au plus faible montant des valeurs comptables et des prix de vente estimés	1 210	19 419
PASSIFS FINANCIERS			
Emprunts et dettes financières - non courant	Passifs financiers au coût amorti	608 025	570 754
Découverts bancaires	Passifs financiers au coût amorti	6 916	44 384
Emprunts et dettes financières - courant	Passifs financiers au coût amorti	197 367	187 471
Autres dettes financières - courant	Passifs financiers au coût amorti	354	11 155
Instruments financiers de couverture	Dérivés désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie évalués à la juste valeur	20 420	11 937
Fournisseurs et comptes rattachés	Passifs financiers au coût amorti	793 447	641 634
Passifs directement liés aux actifs destinés à être cédés	Évalués au plus faible montant des valeurs comptables et des prix de vente estimés		11 303

Annexes aux comptes consolidés

6.4.3 Risques de liquidité par maturité

Le risque de liquidité par maturité est fait sur la base des flux de trésorerie contractuels non actualisés des actifs et des passifs financiers. L'analyse du risque de liquidité fait ressortir ce qui suit :

Au 31 décembre 2012 :

En milliers d'euros	31 décembre 2012	< 1 an	1 - 5 ans	+ 5 ans
ACTIFS FINANCIERS				
Actifs financiers disponibles à la vente - Titres	583	240	343	
de participation	21.040		2.140	20.700
Autres actifs financiers disponibles à la vente	31 848	1//00	2 148	29 700
Autres actifs financiers*	21 301	14 690	6 595	16
Créances de financement clients*	81 711	40 377	39 699	1 635
Créances clients et comptes rattachés**	562 036	558 588	3 448	
Autres créances financières - courant	2 352	2 352		
Instruments financiers de couverture	314	314		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	331 462	331 462		
TOTAL ACTIFS FINANCIERS	1 031 607	948 023	52 233	31 351
PASSIFS FINANCIERS				
Emprunts et dettes financières - non courant***	727 275	12 402	423 731	291 142
Découverts bancaires	6 916	6 916		
Emprunts et dettes financières - courant	204 520	204 520		
Autres dettes financières - courant	354	354		
Instruments financiers de couverture	20 420	20 420		
Fournisseurs et comptes rattachés	793 447	793 447		
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	1 752 932	1 038 059	423 731	291 142
ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS - NETS*	(721 325)	(90 036)	(371 498)	(259 791)

^{*} Rubriques présentées pour leurs montants non actualisés (voir notes 5.1.9 et 6.4.1).

^{**} Le poste «Créances clients et comptes rattachés « compte un montant de 56 202 milliers d'euros en retard de paiement (voir la note 6.3 sur la «Balance âgée»).

^{***} La rubrique *Emprunts et dettes financières - non courant inclut les montants des emprunts non courant au bilan ainsi que les intérêts sur la durée restante des emprunts et dettes financières.

[#] Voir la note 5.2.7.3 sur les lignes de crédit à moyen terme confirmées par rapport aux utilisations.

Au 31 décembre 2011 :

En milliers d'euros	31 décembre 2011	<1 an	1 - 5 ans	+ 5 ans
ACTIFS FINANCIERS				
Actifs financiers disponibles à la vente - Titres	688	624	64	
de participation				
Autres actifs financiers disponibles à la vente	26 917	1 328	25 589	
Autres actifs financiers*	24 061	16 279	7 771	11
Créances de financement clients*	101 927	39 993	60 265	1 669
Créances clients et comptes rattachés**	439 908	434 313	5 595	
Autres créances financières - courant	6 200	6 200		
Instruments financiers de couverture	2	2		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	209 583	209 583		
TOTAL ACTIFS FINANCIERS	809 286	708 322	99 284	1 680
PASSIFS FINANCIERS				
Emprunts et dettes financières - non courant	682 760		640 230	42 530
Découverts bancaires	44 384	44 384		
Emprunts et dettes financières - courant	187 471	187 471		
Autres dettes financières - courant	11 155	11 155		
Instruments financiers de couverture	11 937	11 937		
Fournisseurs et comptes rattachés	641 634	641 634		
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	1 579 341	896 581	640 230	42 530
ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS - NETS"	(770 055)	(188 259)	(540 946)	(40 850)

^{*} Rubriques présentées pour leurs montants non actualisés (voir notes 5.1.9 et 6.4.1).

6.5 Risques de change

L'activité de la Compagnie Plastic Omnium repose, pour la plus grande part, sur des usines de proximité : produisant et vendant dans le même pays, elle est peu exposée aux fluctuations de change hormis pour la conversion comptables des états financiers.

La politique de la Compagnie Plastic Omnium consiste à minimiser tout risque de change né de transactions devant donner lieu à un paiement ou à une recette futurs. Si une transaction fait apparaître un risque de change, celui-ci fera l'objet d'une couverture sur le marché des changes à terme. L'opération de couverture sera réalisée par les filiales concernées auprès de la trésorerie centrale (en liaison avec les divisions opérationnelles et les pays) qui, à son tour, agit comme banque de ses filiales et gère l'exposition ainsi générée auprès de ses banques.

Par ailleurs, Burelle Participations a pris en 2012, deux engagements dans des fonds libellés en dollars pour un montant total de 3,5 millions de dollars, qui n'ont pas fait l'objet d'une couverture de change. Le risque de change est en partie limité par l'existence, dans les portéfeuilles sous-jacents, d'actifs libellés en euros.

6.6 Risques de taux

La Compagnie Plastic Omnium souscrit des instruments de couverture de taux d'intérêt de type «swap» et «cap». L'objectif est de se couvrir contre une hausse des taux d'intérêt.

Le risque de taux est géré pour la dette consolidée du Groupe avec, pour objectif principal, de garantir une couverture des risques, permettant d'assurer, de manière pérenne, la rentabilité de l'exploitation au regard du ratio résultat d'exploitation / frais financiers.

Les opérations financières, notamment de couverture du risque de taux, sont réalisées avec un panel large d'institutions financières de premier plan. Une mise en concurrence est réalisée pour toute opération financière significative et le maintien d'une diversification des ressources et des intervenants satisfaisante est un critère de sélection.

Au 31 décembre 2012, l'intégralité de la position de taux sur dettes en euros est couverte sur des périodes allant de six mois à six ans par des instruments financiers non spéculatifs contre 88 % à un an et demi et à trois ans et demi au 31 décembre 2011.

^{**} Le poste «Créances clients et comptes rattachés» compte un montant de 48 075 milliers d'euros en retard de paiement. Voir la note 6.3 sur la «Balance âgée».

^{***} La rubrique «Emprunts et dettes financières – non courant» inclut les montants des emprunts non courant au bilan ainsi que les intérêts sur la durée restante des emprunts et dettes financières.

[#] Voir la note 5.2.7.3 sur les lignes de crédit à moyen terme confirmées par rapport aux utilisations.

Annexes aux comptes consolidés

SENSIBILITÉ DE LA COUVERTURE DE TAUX :

Au 31 décembre 2012, une augmentation de 1 % du taux d'intérêt des dettes à taux variables engendrerait une augmentation de 2,6 millions d'euros de la charge d'intérêts après prise en compte des couvertures contre 6,0 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Au 31 décembre 2012, une diminution de 1 % du taux d'intérêt des dettes à taux variables engendrerait une diminution de 0,5 million d'euros de la charge d'intérêts après prise en compte des couvertures contre 6,0 millions d'euros au 31 décembre

6.7 Risque lié à Burelle Participations

Burelle Participations investit, aux côtés de partenaires, dans des acquisitions d'entreprises avec effet de levier. Par définition, ces opérations sont montées avec un niveau d'endettement important qui s'appuie sur les prévisions de cash-flow libre généré par l'entreprise. Pour assurer une diversification satisfaisante des risques inhérents à ce type d'opérations, Burelle Participations s'attache à maintenir une structure de portefeuille diversifiée, répartie entre trois classes d'actifs (fonds, mezzanine et capital).

Au 31 décembre 2012, Burelle Participations détient des actifs comprenant principalement un portefeuille d'investissements et des liquidités en attente d'affectation, pour une valeur nette comptable de 29,5 millions d'euros. Les investissements en capital constituent la partie la plus risquée du portefeuille, car ils sont moins diversifiés que les participations dans des fonds et sont subordonnés au paiement de toute forme de dette. Au 31 décembre 2012, les investissements en capital représentent une valeur nette comptable de 4,0 millions d'euros, répartie sur trois lignes valorisées à 6,1 millions d'euros.

7 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

7.1 Effectifs de fin d'année

		Décembre 2012			Décembre 2011		Total
	Hors intérimaires	Intérimaires	Total	Hors intérimaires	Intérimaires	Total	Évolution 2012/2011
France %	4 840 26,4 %	416 15,4 %	5 256 25,0 %	4 928 28,9 %	715 26,5 %	5 643 28,5 %	(7 %)
Europe hors France %	5 572 30,4 %	637 23,7 %	6 209 29,5 %	5 042 29,5 %	646 24,0 %	5 688 28,8 %	9 %
Amérique du Nord %	2 849 15,5 %	543 20,2 %	3 392 16,1 %	2 667 15,6 %	447 16,6 %	3 114 15,8 %	9 %
Asie et Amérique du Sud*	5 089 27,7 %	1 097 40,7 %	6 186 29,4 %	4 440 26,0 %	889 33,0 %	5 329 27,0 %	16 %
Total Évolution sur l'exercice	18 350 7 %	2 693 0 %	21 043 6 %	17 077 9 %	2 697 19 %	19 774 10 %	6%
dont Quote-part contrôlée des effectifs employés dans des coentreprises	1 567	123	1 690	1 289	127	1 416	19 %

^{*} La zone «Asie et Amérique du Sud» inclut la Turquie et l'Afrique du Sud.

7.2 Engagements hors bilan

7.2.1 Engagements donnés/reçus

En milliers d'euros		31 décembre 2012						
	Total	Sur immobilisations corporelles	Sur actifs/passifs financiers	Sur actifs/passifs courant hors financiers				
Cautionnements donnés	(25 562)	(349)	(3 650)	(21 563)				
Engagements/acquisition d'immobilisations	(25 625)	(25 625)						
Hypothèques accordées à un tiers	(51 451)	(51 451)						
Garantie à 1 ^{ère} demande	(25 883)	(1 435)	(24 448)					
Autres engagements hors bilan	(28 322)	(703)	(13 771)	(13 848)				
Total engagements donnés	(156 843)	(79 563)	(41 869)	(35 411)				
Cautionnements reçus	4 411	740		3 671				
Autres engagements reçus	181	181						
Total engagements reçus	4 592	921		3 671				
Total engagements nets	(152 251)	(78 642)	(41 869)	(31 740)				

Le Groupe n'a pas d'engagements donnés et/ou reçus sur les immobilisations incorporelles au 31 décembre 2012.

En milliers d'euros		31 décembre 2011					
	Total	Sur immobilisations corporelles	Sur actifs/passifs financiers	Sur actifs/passifs courant hors financiers			
Cautionnements donnés	(26 727)	(9 955)	(12 663)	(4 109)			
Engagements/acquisition d'immobilisations	(86 790)	(86 790)					
Hypothèques accordées à un tiers	(55 142)	(55 142)					
Garantie à 1ère demande	(8 912)	(737)	(8 175)				
Autres engagements hors bilan	(24 634)	(382)	(9 066)	(15 186)			
Total engagements donnés	(202 205)	(153 006)	(29 904)	(19 295)			
Cautionnements reçus	1 763	857		906			
Autres engagements reçus	164	164					
Total engagements reçus	1 927	1 021		906			
Total engagements nets	(200 278)	(151 985)	(29 904)	(18 389)			

Le Groupe n'a pas d'engagements donnés et/ou reçus sur les immobilisations incorporelles au 31 décembre 2011.

7.2.2 Contrats de location simple «Preneur»

En milliers d'euros	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Paiements minimaux à effectuer au titre des locations simples non résiliables		
À moins d'un an	40 524	29 720
À plus d'un an et à moins de cinq ans	99 024	73 050
À plus de cinq ans	33 596	31 884
Total	173 144	134 654

Annexes aux comptes consolidés

7.3 Droit individuel à la formation

Le volume d'heures de formation cumulées correspondant aux droits acquis et non pris par les salariés français du Groupe au titre du droit individuel à la formation (DIF) a été établi comme

En nombre d'heures	31 décembre 2012	31 décembre 2011
de 2004 à 2011 de 2004 à 2012	514 010	492 281

Comme mentionné dans la note 1.13, aucune provision n'a été comptabilisée au titre de ces droits acquis par les salariés. L'impact potentiel n'est cependant pas significatif.

7.4 Parties liées - Rémunérations des Dirigeants et Mandataires Sociaux

Les Dirigeants sont, selon les termes de la norme IAS 24 -Information relative aux parties liées, «les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités» de Burelle SA et de ses filiales.

La rémunération totale ainsi que les avantages en nature des Dirigeants Mandataires Sociaux du groupe Burelle font l'objet d'une information détaillée dans le rapport de gestion des comptes sociaux de Burelle SA; celle-ci est présentée ci-après globalement:

Au cours de l'exercice 2011 aucune option de souscription d'actions de la Compagnie Plastic Omnium n'avait été attribuée aux Dirigeants et Mandataires Sociaux.

En 2012, 260 000 options de souscription d'actions de la Compagnie Plastic Omnium ont été attribuées aux Dirigeants et Mandataires Sociaux du Groupe.

Le plan de stock options de la Compagnie Plastic Omnium voté par le Conseil d'Administration du 6 mars 2012 et attribuant des options de souscription d'actions exerçables à partir du 21 mars 2016 pour une période de trois ans, a soumis l'exercice des options accordées aux Mandataires Sociaux à des conditions de marché et de performance.

Il n'existe pas d'autre plan d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions au sein du groupe Burelle.

Le montant global des rémunérations des Dirigeants Mandataires Sociaux au titre de l'exercice est présenté dans le tableau suivant ·

En milliers d'euros	Versés ou à la charge de	2012	2011
Jetons de présence	versés par Burelle SA	81,4	75,7
Jetons de présence	versés par les autres sociétés du Groupe	237,9	236,9
Rémunérations brutes	à la charge du Groupe	6 301,3	5 692,7
	dont part fixe	252,8	246,0
	dont part variable	6 048,5	<i>5 446</i> ,7
Plan de retraite complémentaire	à la charge du Groupe	1 912,1	1 332,5
Coût au titre des plans d'achats et de souscription d'actions	à la charge du Groupe	253,7	592,2
Rémunérations totales		8 786,4	7 930,0

7.5 Participation dans les coentreprises

Les comptes consolidés incluent des opérations effectuées par le Groupe dans le cadre normal de ses activités avec ses coentreprises. Ces transactions se font au prix du marché.

Les coentreprises comprennent les sociétés cogérées par la Compagnie Plastic Omnium et ses partenaires. Il s'agit des sociétés suivantes:

	Décembre 2012	Décembre 2011
Plastic Recycling consolidée à	50 %	50 %
JV Valeo Plastic Omnium SNC et SL consolidées à	50 %	50 %
JV Yanfeng Plastic Omnium et ses filiales consolidées à	49,95 %	49,95 %
JV HBPO GmbH, ses filiales et sa sous filiale* consolidées à	33,33 %	33,33 %

^{*} La sous-filiale de HBPO GmbH, JV SHB Automotive Modules (ex. Samlip HBPO Corée du Sud) est consolidée par la méthode d'intégration proportionnelle à 16,67 %.

7.5.1 Opérations inter-compagnies entre les sociétés du Groupe intégrées globalement et les coentreprises

En milliers d'euros	Décembre 2012*	Décembre 2011*
Produits des activités ordinaires	5 150	4 153
Clients	1 836	1 845
Fournisseurs	1 300	(886)
Dividendes	10 643	18 071
Comptes courants	486	435

 $^{^{\}circ}$ Les informations fournies sont sur la base de la quote-part détenue par le Groupe dans les coentreprises.

7.5.2 Bilan consolidé des coentreprises

En milliers d'euros	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Actifs non courants Actifs courants	109 274 212 315	88 302 184 509
Total actif	321 589	272 811
Capitaux propres	122 870	99 657
Passifs non courants Passifs courants	2 686 196 033	7 309 165 845
Total passif	321 589	272 811

7.5.3 Compte de résultat consolidé des coentreprises

En milliers d'euros	2012	2011
Produits des activités ordinaires	640 672	482 092
Coût des ventes	(586 114)	(439 477)
Frais de développement	(9 664)	(6 778)
Frais commerciaux	(585)	(254)
Frais administratifs	(12 640)	(11 995)
Marge opérationnelle	31 669	23 588
Autres produits et charges opérationnels	9 929	10 002
Résultat opérationnel	41 598	33 590
Résultat financier	120	263
Résultat avant impôt	41 718	33 853
Charge d'impôt	(4 676)	(6 325)
Résultat net des activités poursuivies	37 042	27 528
Résultat après impôt des activités cédées ou destinées à être cédées		
Résultat net	37 042	27 528

7.6 Honoraires des auditeurs légaux

En milliers d'euros	2012							
	Mazars	Ernst & Young	Cailliau, Dedouit et Associés	Total				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	(1721)	(1 490)	(168)	(3379)				
dont : Burelle SA	(48)		(163)	(211)				
Filiales	(1 673)	(1 490)	(5)	(3168)				
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes dont : <i>Burelle SA</i>	(135)	(103)		(238)				
Filiales	(135)	(103)		(238)				
Total	(1856)	(1 593)	(168)	(3617)				

Annexes aux comptes consolidés

En milliers d'euros	2011							
	Mazars	Ernst & Young	Cailliau, Dedouit et Associés	Total				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	(1 663)	(1 427)	(165)	(3255)				
dont : Burelle SA	(50)		(160)	(210)				
Filiales	(1613)	(1 427)	(5)	(3045)				
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes dont : <i>Burelle SA</i>	(244)	(250)		(494)				
Filiales	(244)	(250)		(494)				
Total	(1 907)	(1 677)	(165)	(3749)				

7.7 Événements postérieurs à la clôture

a - Cessions «d'actifs et de passifs destinés à être cédés»:

Le 29 janvier 2013, la Compagnie Plastic Omnium a cédé, pour un montant de 1 650 milliers de dollars canadiens (équivalent de 1 284 milliers d'euros au taux moyen de 2012), le site de «Blenheim» de la société Inergy Automotive Systems Canada Inc. du pôle Automobile. Voir la note 2.6 «Cessions d'activités et actifs / passifs destinés à être cédés».

b - Rachat d'intérêts minoritaires :

Le 29 janvier 2013, la Compagnie Plastic Omnium a acheté, auprès de son partenaire Xietong, sa participation dans la société Chinoise «Jiangsu Xieno Automotive Components Co Ltd», avec transfert immédiat de propriété, ce qui porte la participation de la Compagnie Plastic Omnium à 100 %. Cette acquisition d'intérêts minoritaires est sans impact sur la méthode de consolidation de l'entité, cette dernière étant déjà contrôlée par le Groupe.

c - Fermeture de l'usine de production de pare-chocs à Herentals en Belgique :

La Compagnie Plastic Omnium a annoncé, le 6 mars 2013, son intention de fermer, durant l'été 2013, son usine de production de pare-chocs à Herentals en Belgique. Les représentants du personnel vont être consultés sur ce projet et ses conséquences sociales comme prévu par la loi belge.

Aucun autre évènement susceptible d'avoir une influence significative sur l'activité, la situation financière, les résultats et le patrimoine du Groupe au 31 décembre 2012, n'est intervenu depuis la date de clôture.

Libellé juridique		31 d	31 décembre 2012			écembre 2	2011		
		Mode de consoli- dation	% de contrôle*	% d'intérêt	Mode de consoli- dation	% de contrôle*	% d'intérêt	Intégra- tions fiscales	
France									
BURELLE SA		Société mère			Société mère			0	
SOFIPARC SAS		G	100	100,00	G	100	100,00	0	
BURELLE PARTICIPATIONS SA		G	100	100,00	G	100	100,00		
COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM SA		G	71,37	59,66	G	70,45	60,35	1 - a	
PLASTIC OMNIUM SYSTEMES URBAINS SAS		G	100	59,66	G	100	60,35	1 - b	
METROPLAST SAS		G	100	59,66	G	100	60,35	1 - b	
LA REUNION VILLES PROPRES SAS		G	100	59,66	G	100	60,35	1 - b	
PLASTIC OMNIUM CARAIBES SAS	Y5	G	100	59.66	G	100	60,35	1 - b	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS FRANCE SAS		G	100	59,66	G	100	60,35	1 - a	
PLASTIC RECYCLING SAS		P	50	29,83	P	50	30,18		
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR SA		G	100	59,66	Ğ	100	60,35	1 - a	
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR SERVICES SAS		G	100	59,66	G	100	60,35	1 - a	
TRANSIT SAS		G	100	59,66	G	100	60,35	1 - a	
PLASTIC OMNIUM GESTION SNC		G	100	59,66	G	100	60,35	1 - a	
PLASTIC OMNIUM FINANCE SNC		G	100	59,66	G	100	60,35	1 - a	
LUDOPARC SAS		G	100	59,66	G	100	60,35	1 - a	
PLASTIC OMNIUM AUTO SAS		G	100	59,66	G	100	60,35	1 - a	
PLASTIC OMNIUM ENVIRONNEMENT SAS		G	100	59,66	G	100	60,35	1 - a 1 - a	
		G	100	59,66	G	100	60,35	1 - a 1 - a	
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS SAS PLASTIC OMNIUM COMPOSITES HOLDING SAS		G	100	59,66	G	100	60,35	1 - a 1 - a	
		G	100	/	G	100		1 - a 1 - a	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SAS				59,66			60,35		
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS MANAGEMENT SAS	37/	G	100	59,66	G	100	60,35	1 - a	
PLASTIC OMNIUM ENVIRONNEMENT GUYANE SAS	Y6	G	100	59,66	G	100	60,35	1 - b	
VALEO PLASTIC OMNIUM SNC		P	50	29,83	P	50	30,18	1	
BEAUVAIS DIFFUSION SAS		G	100	59,66	G	100	60,35	1 - b	
PLASTIC OMNIUM VERNON SAS		G	100	59,66	G	100	60,35	1 - a	
TECHNIQUES ET MATERIELS DE COLLECTE -		G	100	59,66	G	100	60,35	1 - b	
«TEMACO» SAS	4.						2		
INOPART SA	d1				G	100	60,35		
PLASTIC OMNIUM COMPOSITES SA		G	100	59,66	G	100	60,35	1 - a	
MIXT COMPOSITES ET RECYCLABLES - MCR SAS		G	100	59,66	G	100	60,35	1 - a	
PLASTIC OMNIUM ENVIRONNEMENT HOLDING SAS	Y1, d21	G	100	59,66	G	100	60,35	1 - b	
SIGNATURE HOLDING SAS	d1				G	100	60,35		
SIGNALISATION FRANCE SA	Y2	G	100	59,66	G	100	60,35	1 - b	
	21, Y3, d21				G	100	39,23	1 - b	
SIGNATURE TRAFFIC SYSTEMS SAS	c21				G	100	39,23		
FARCOR SAS	c21				G	100	39,23		
SODILOR SASU	c21				G	100	39,23		
SIGNATURE INTERNATIONAL SAS	e1				G	100	60,35		
SULO FRANCE SAS		G	100	59,66	G	100	60,35	1 - b	
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS INDUSTRIES SAS	a1	Ğ	100	59,66	_	- *	,0 >	-	

^{*} Le pourcentage de contrôle est défini comme étant le pourcentage des droits de vote détenus par Burelle SA au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011 dans ses filiales (Burelle Participations, Sofiparc et Compagnie Plastic Omnium), et comme étant le pourcentage des droits de vote détenus aux mêmes dates par la Compagnie Plastic Omnium pour toutes les autres sociétés.

Libellé juridique		31 d	31 décembre 2012			31 décembre 2011		
		Mode de consoli- dation	% de contrôle*	% d'intérêt	Mode de consoli- dation	% de contrôle*	% d'intérêt	Intégra- tions fiscales
Afrique du Sud								
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SOUTH AFRICA LTD		G	100	59,66	G	100	60,35	
Allemagne								
PLASTIC OMNIUM GmbH PLASTIC OMNIUM AUTO COMPONENTS GmbH PLASTIC OMNIUM ENTSORGUNGSTECHNIK GmbH INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS GERMANY GmbH HBPO BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT GmbH HBPO RASTATT GmbH HBPO GERMANY GmbH	Y7	G G G P P	100 100 100 100 33,33 33,33 33,33	59,66 59,66 59,66 59,66 19,88 19,88	G G G P P	100 100 100 100 33,33 33,33 33,33	60,35 60,35 60,35 60,35 20,11 20,11	2 - b 2 - b 2 - b
HBPO GmbH PLASTIC OMNIUM ENVIRONNEMENT GmbH SIGNATURE DEUTSCHLAND GmbH ENVICOMP GmbH ENVICOMP SYSTEMLOGISTIK VERWARLTUNG GmbH	Y4 c21 e1	P G G	33,33 100 100	19,88 19,88 59,66	P G G G	33,33 100 100 100 100	20,11 60,35 60,35 60,35 60,35	2 - a
& CO KG WESTFALIA INTRALOG GmbH SULO EISENWERK STREUBER & LOHMANN GmbH SULO UMWELTTECHNIK GmbH SULO UMWELTTECHNIK BETEILIGUNGS GmbH SULO EMBALLAGEN GmbH PLASTIC OMNIUM URBAN SYSTEMS GmbH PLASTIC OMNIUM COMPOSITES GmbH SULO ENTSORGUNGSTECHNIK GmbH RMS ROTHERM MASCHINENBAU GmbH HBPO INGOLSTADT GmbH	d1 b1 a1	G G G G G G	100 100 100 100 100 100 100 70 33,33	59,66 59,66 59,66 59,66 59,66 59,66 41,76 19,88	G G G G G G G	100 100 100 100 100 100 100 100 70 33,33	60,35 60,35 60,35 60,35 60,35 60,35 60,35 42,25 20,11	2 - a 2 - b 2 - b 2 - b 2 - a 2 - b
Argentine						55,55		
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS ARGENTINA SA PLASTIC OMNIUM SA		G G	100 100	59,66 59,66	G G	100 100	60,35 60,35	
PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE NV PLASTIC OMNIUM NV INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS RESEARCH NV INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS BELGIUM SA		G G G	100 100 100 100	59,66 59,66 59,66	G G G	100 100 100 100	60,35 60,35 60,35 60,35	
SULO NV Brésil		G	100	59,66	G	100	60,35	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS DO BRASIL LTDA PLASTIC OMNIUM DO BRASIL LTDA		G G	100 100	59,66 59,66	G G	100 100	60,35 60,35	
Canada								
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS CANADA INC HBPO CANADA INC		G P	100 33,33	59,66 19,88	G P	100 33,33	60,35 20,11	

^{*} Le pourcentage de contrôle est défini comme étant le pourcentage des droits de vote détenus par Burelle SA au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011 dans ses filiales (Burelle Participations, Sofiparc et Compagnie Plastic Omnium), et comme étant le pourcentage des droits de vote détenus aux mêmes dates par la Compagnie Plastic Omnium pour toutes les autres sociétés.

Libellé juridique		31 décembre 2012			31 décembre 2011				
		Mode de consoli- dation	% de contrôle*	% d'intérêt	Mode de consoli- dation	% de contrôle*	% d'intérêt	Intégra- tions fiscales	
Chili									
PLASTIC OMNIUM SA		G	100	59,66	G	100	60,35		
Chine									
JIANGSU XIENO AUTOMOTIVE COMPONENTS CO LTD		G	60	35,80	G	60	36,21		
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS WUHAN CO LTD		G	100	59,66	G	100	60,35		
YANFENG PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE		P	49,95	29,80	P	49,95	30,14		
EXTERIOR SYSTEMS CO LTD		•	-27,22	->,00	•	20,00	30,11		
PLASTIC OMNIUM (SHANGHAÏ) BUSINESS		G	100	59,66	G	100	60,35		
CONSULTING CO LTD		U	100	22,00	U	100	00,55		
		C	100	50.66	C	100	60.25		
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS CONSULTING		G	100	59,66	G	100	60,35		
(BEIJING) CO LTD	_	_	-		_		/		
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS MANUFACTURING	g2	G	60	35,80	G	100	60,35		
(BEIJING) CO LTD									
CHONGQING YANFENG PO AE FAWAY CO LTD		P	49,95	29,80	P	49,95	30,14		
GUANGZHOU ZHONGXIN YANFENG PO AE TRIM CO LTD		P	49,95	29,80	P	49,95	30,14		
CHENGDU FAWAY YANFENG PLASTIC OMNIUM		M.E.E.	24,48	14,60	M.E.E.	24,48	14,77		
HBPO CHINA LTD		P	33,33	19,88	P	33,33	20,11		
YANFENG PLASTIC OMNIUM (SHANGHAI)	a1	P	49,95	29,80	P	49,95	30,14		
AUTOMOTIVE EXTERIOR SYSTEMS CO. LTD				2,		,.	0 -,		
DONGFENG PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE	a1	M.E.E.	24,95	14,89	M.E.E.	24,95	15,06		
EXTERIOR SYSTEMS CO. LTD		141.12.12.	21,77	11,07	141.15.15.	-1,77	1,00		
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS GUANGZHOU CO. LTD	a2	G	100	59,66					
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS GOANOZHOU CO. LTD	a2 a2	G	100	59,66					
YANFENG PLASTIC OMNIUM YIZHENG		P	49,95	29,80					
	a2	Р	49,93	29,60					
AUTOMOTIVE EXTERIOR SYSTEMS CO. LTD	2	0	100	50//					
PLASTIC OMNIUM (SHANGHAI) HOLDING CO. LTD	a2	G	100	59,66					
Corée du Sud									
SHB AUTOMOTIVE MODULES		P	16,67	9,95	P	16,67	10,06		
HBPO KOREA LTD		P	33,33	19,88	P	33,33	20,11		
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS CO LTD		G	100	59,66	G	100	60,35		
Espagne									
COMPAÑIA PLASTIC OMNIUM SA		G	100	59,66	G	100	60,35	3	
PLASTIC OMNIUM EQUIPAMIENTOS EXTERIORES SA		G	100	59,66	G	100	60,35	3	
PLASTIC OMNIUM SISTEMAS URBANOS SA		G	100	59,66	G	100	60,35	3	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS VALLADOLID SL		G	100	59,66	G	100	60,35		
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SPAIN SA		G	100	59,66	G	100	60,35		
(AREVALO/VIGO)				. , .			/		
VALEO PLASTIC OMNIUM SL		P	50	29,83	P	50	30,18		
PLASTIC OMNIUM COMPOSITES ESPANA		G	100	59,66	G	100	60,35	3	
HBPO IBERIA SL		P	33,33	19,88	P	33,33	20,11	5	
SIGNATURE SEÑALIZACION SA	f21	G	100	59,66	G	100	39,23		
HBPO AUTOMOTIVE SPAIN SL	141	P	33,33	19,88	P	33,33	20,11		
		G			G			2	
PLASTIC OMNIUM COMPONENTES EXTERIORES SL		G	100	59,66	G	100	60,35	3	

^{*} Le pourcentage de contrôle est défini comme étant le pourcentage des droits de vote détenus par Burelle SA au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011 dans ses filiales (Burelle Participations, Sofiparc et Compagnie Plastic Omnium), et comme étant le pourcentage des droits de vote détenus aux mêmes dates par la Compagnie Plastic Omnium pour toutes les autres sociétés.

Libellé juridique		31 d	lécembre 2	2012	31 décembre 2011				
		Mode de consoli- dation	% de contrôle*	% d'intérêt	Mode de consoli- dation	% de contrôle*	% d'intérêt	Intégra- tions fiscales	
États-Unis									
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS LLC PERFORMANCE PLASTICS PRODUCTS -3 P INC. PLASTIC OMNIUM INC. PLASTIC OMNIUM INDUSTRIES INC. INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS (USA) LLC PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE SERVICES INC. HBPO NORTH AMERICA INC.	e2 h1	G G G G G	100 100 100 100 100 100 100 33,33	59,66 59,66 59,66 59,66 59,66 19,88	G G G G G	100 100 100 100 100 100 33,33	60,35 60,35 60,35 60,35 60,35 60,35 20,11	4 4 4 4 4	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS HOLDING INC.		Ğ	100	59,66	G	100	60,35		
Hongrie									
HBPO MANUFACTURING HUNGARY Kft HBPO AUTOMOTIVE HUNGARIA Kft	a1 a2	P P	33,33 33,33	19,88 19,88	Р	33,33	20,11		
Inde									
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS (INDIA) PVT. LTD. INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS INDIA	f2, Y8	G G	100 100	59,66 59,66	G G	60 100	36,21 60,35		
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS MANUFACTURING INDIA PVT LTD		G	55	32,81	G	55	33,19		
Irlande									
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS REINSURANCE LTD		G	100	59,66	G	100	60,35		
Japon									
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS KK HBPO JAPAN	e1	G	100	59,66	G P	100 33,33	60,35 20,11		
Maroc									
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS MOROCCO		G	100	59,66	G	100	60,35		

Le pourcentage de contrôle est défini comme étant le pourcentage des droits de vote détenus par Burelle SA au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011 dans ses filiales (Burelle Participations, Sofiparc et Compagnie Plastic Omnium), et comme étant le pourcentage des droits de vote détenus aux mêmes dates par la Compagnie Plastic Omnium pour toutes les autres sociétés.

Libellé juridique		31 d	lécembre :	2012	31 décembre 2011			
		Mode de consoli- dation	% de contrôle*	% d'intérêt	Mode de consoli- dation	% de contrôle*	% d'intérêt	Intégra- tions fiscales
Mexique								
PLASTIC OMNIUM AUTOMOVIL SA DE CV		G	100	59,66	G	100	60,35	
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORES SA DE CV		G	100	59,66	G	100	60,35	
PLASTIC OMNIUM INDUSTRIAL AUTO EXTERIORES		G	100	59,66	G	100	60,35	
RAMOS ARIZPE SA DE CV								
PLASTIC OMNIUM DEL BAJIO SA DE CV		G	100	59,66	G	100	60,35	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS MEXICO SA DE CV		G	100	59,66	G	100	60,35	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS INDUSTRIAL		G	100	59,66	G	100	60,35	
MEXICO SA DE CV			100	50//		100	(0.25	
INOPLAST COMPOSITES SA DE CV		G	100	59,66	G	100	60,35	
INOPLASTIC OMNIUM INDUSTRIAL SA DE CV		G	100	59,66	G G	100	60,35	
PLASTIC OMNIUM SISTEMAS URBANOS SA DE CV		G P	100	59,66	P	100	60,35	
HBPO MEXICO SA DE CV			33,33	19,88		33,33	20,11	
PLASTIC OMNIUM MEDIO AMBIENTE SA DE CV		G G	100 100	59,66 59,66	G G	100 100	60,35	
PLASTIC OMNIUM TOLUCA SA DE CV CREATEC DE MEXICO SRL DE CV		G	100	59,66 59,66	G	100	60,35	
PULIDOS DE JUAREZ SA DE CV	a2 a2	G	100	59,66 59,66				
PULIDOS DE JUAREZ SA DE CV	a2	<u> </u>	100	39,00	-	-		
Moyen-Orient								
INERGY VLA PLASTIRAN		G	51	30,43	G	51	30,78	
Pays-Bas								
PLASTIC OMNIUM BV		G	100	59,66	G	100	60,35	5
PLASTIC OMNIUM INTERNATIONAL BV		G	100	59,66	G	100	60,35	5
SULO BV		G	100	59,66	G	100	60,35	
DSK PLASTIC OMNIUM BV	a2	G	100	30,43				
Pologne								
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS POLAND Sp. Z.O.O		G	100	59,66	G	100	60,35	
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS Sp. Z.O.O		G	100	59,66	G	100	60,35	
SULO Sp. Z.O.O		G	100	59,66	G	100	60,35	
PLASTIC OMNIUM AUTO Sp Z.O.O	b1	G	100	59,66	G	100	60,35	
République Tchèque								
HBPO CZECH S.R.O		Р	33,33	19,88	Р	33,33	20,11	
SULO SRO		G	100	59,66	G	100	60,35	
Roumanie								
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS ROMANIA		G	100	59,66	G	100	60,35	

^{*} Le pourcentage de contrôle est défini comme étant le pourcentage des droits de vote détenus par Burelle SA au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011 dans ses filiales (Burelle Participations, Sofiparc et Compagnie Plastic Omnium), et comme étant le pourcentage des droits de vote détenus aux mêmes dates par la Compagnie Plastic Omnium pour toutes les autres sociétés.

Libellé juridique		31 décembre 2012		31 décembre 2011				
		Mode de consoli- dation	% de contrôle*	% d'intérêt	Mode de consoli- dation	% de contrôle*	% d'intérêt	Intégra- tions fiscales
Royaume Uni								
PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE LTD PLASTIC OMNIUM LTD PLASTIC OMNIUM URBAN SYSTEMS LTD INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS UK LTD SIGNATURE LTD SULO MGB LTD HBPO UK LTD POST & COLUMN COMPANY LTD	e1 f21	G G G G P	100 100 100 100 100 33,33 100	59,66 59,66 59,66 59,66 59,66 19,88 59,66	G G G G G	100 100 100 100 100 100 33,33 100	60,35 60,35 60,35 60,35 39,23 60,35 20,11 39,23	6 6 6
Russie								
OOO STAVROVO AUTOMOTIVE SYSTEMS DSK PLASTIC OMNIUM INERGY	i1 a2	G G	100 51	59,66 30,43	G	100	60,35	5
Singapour								
SULO ENVIRONMENTAL SYSTEMS PTE LTD		G	100	59,66	G	100	60,35	
Slovaquie								
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS S.R.O. INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SLOVAKIA S.R.O. HBPO SLOVAKIA S.R.O		G G P	100 100 33,33	59,66 59,66 19,88	G G P	100 100 33,33	60,35 60,35 20,11	
Suède								
PLASTIC OMNIUM AB		G	100	59,66	G	100	60,35	
Suisse								
PLASTIC OMNIUM AG PLASTIC OMNIUM RE AG SIGNAL AG	f21	G G G	100 100 50	59,66 59,66 29,83	G G G	100 100 50	60,35 60,35 19,61	
Thaïlande								
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS (THAILAND) LTD		G	100	59,66	G	100	60,35	
Turquie								
B.P.O. AS		G	49,98	29,82	G	49,98	30,16	

Le pourcentage de contrôle est défini comme étant le pourcentage des droits de vote détenus par Burelle SA au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011 dans ses filiales (Burelle Participations, Sofiparc et Compagnie Plastic Omnium), et comme étant le pourcentage des droits de vote détenus aux mêmes dates par la Compagnie Plastic Omnium pour toutes les autres sociétés.

Méthode d'intégration et particularités :

- Intégration globale
- Intégration proportionnelle
- M.E.E. : Mise en équivalence

Mouvements de la période :

- Sociétés créées et / ou dont l'activité a démarré en 2011 *a1*
- Sociétés créées et / ou dont l'activité a démarré en 2012 *a*2
- *b1* Sociétés acquises au cours de l'exercice 2011
- Sociétés acquises au cours de l'exercice 2012 *b*2
- *c1* Sociétés cédées au cours de l'exercice 2011
- Sociétés cédées au cours de l'exercice 2012 c2
- c21 Sociétés cédées dans le cadre du décroisement du partenariat avec Eurovia en 2012 (effet au 1er janvier 2012)
- d1Sociétés fusionnées au cours de l'exercice 2011
- d2Sociétés fusionnées au cours de l'exercice 2012
- d21 Absorption de la société Plastic Omnium Signalisation SAS par la société Plastic Omnium Environnement Holding SAS
- Sociétés liquidées au cours de l'exercice 2011 e1
- e2Sociétés liquidées au cours de l'exercice 2012
- Rachats de minoritaires au cours de l'exercice 2011
- f1 f2 f21 Rachats de minoritaires au cours de l'exercice 2012
- Rachat de minoritaires dans le cadre du décroisement du partenariat avec Eurovia en 2012 (effet au 1ºº janvier 2012)
- Cession de minoritaires au cours de l'exercice 2011 g1
- g2 b1 Cession de minoritaires au cours de l'exercice 2012
- Acquisition d'actifs au cours de l'exercice 2011
- *b*2 Acquisition d'actifs au cours de l'exercice 2012
- i1Cession d'actifs au cours de l'exercice 2011
- i2Cession d'actifs au cours de l'exercice 2012

\boldsymbol{Y} Sociétés dont la dénomination a changé en 2012

- *Y1* «Plastic Omnium Environnement Holding SAS» est la nouvelle dénomination de la société «Compagnie Signature SAS»
- «Signalisation France SA» est la nouvelle dénomination de la société «Signature SA» Y2
- *Y3* «Plastic Omnium Signalisation SAS» est la nouvelle dénomination de la société «Signature Vertical Holding SAS»
- *Y4* «Plastic Omnium Environnement GmbH» est la nouvelle dénomination de la société «SULO Verwaltung und Technik GmbH»
- «Plastic Omnium Caraïbes SAS» est la nouvelle dénomination de la société «Plastic Omnium Caraïbe SASU» *Y5*
- «Plastic Omnium Environnement Guyane SAS» est la nouvelle dénomination de la société «Plastic Omnium Environnement Y6 Guyane SASU»
- Y7«HBPO Beteiligungsgesellschaft GmbH» est la nouvelle dénomination de la société «HBPO Beteiligungsgesellschaft GmbH»
- *Y8* «Plastic Omnium Auto Exteriors (India) PVT. Ltd.» est la nouvelle dénomination de la société «Plastic Omnium Varroc Private Ltd»

Intégration fiscale :

- Groupe fiscal France BURELLE
- 1-aGroupe fiscal France Plastic Omnium
- 1-bGroupe fiscal Signature Vertical Holding (SVH)
- 2-aGroupe fiscal Allemagne SD
- 2-bGroupe fiscal Allemagne Plastic Omnium GmbH
- 3 Groupe fiscal Espagne
- Groupe fiscal États-Unis 4
- Groupe fiscal Pays-Bas
- Groupe fiscal Royaume-Uni

RAPPORT FINANCIER/COMPTES CONSOLIDÉS

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2012

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Burelle SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments ci-dessous :

- Les écarts d'acquisition ont fait l'objet de tests de perte de valeur selon les principes décrits dans la note 1.16 de l'annexe. Ces tests s'appuient sur les plans à moyen terme du Groupe. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de pertes de valeur, les hypothèses utilisées et les prévisions de flux de trésorerie et vérifié le caractère approprié de l'information donnée dans les notes annexes.
- La note 1.14 de l'annexe explique les modalités de comptabilisation des coûts engagés à la demande des constructeurs pour le développement et l'étude des équipements de nouveaux modèles de véhicules, qui dépendent du financement de ces coûts par le client, et des perspectives de rentabilité des projets concernés. Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par votre société pour l'évaluation de la rentabilité attendue de ces projets sur la base des éléments disponibles à ce jour.
- La note 1.29 de l'annexe précise que des actifs d'impôts différés sont constitués pour tenir compte des déficits reportables en fonction de leur probabilité de réalisation future. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre société pour l'évaluation du caractère récupérable de ces déficits fiscaux sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondages, l'application de ces méthodes.
- S'agissant des risques, litiges et passifs éventuels, nous avons examiné les procédures en vigueur dans votre groupe permettant leur recensement, leur évaluation et leur traduction comptable. Nous nous sommes assurés que les principaux litiges identifiés à l'occasion de la mise en œuvre de cette procédure étaient décrits de façon appropriée, notamment dans les notes 5.25 de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris-La Défense et Paris, le 8 avril 2013

MAZARS Jean-Luc BARLET CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIÉS Jean-Jacques DEDOUIT

Commissaires aux Comptes Membres des Compagnies Régionales de Versailles et de Paris

Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2012

Conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de Commerce, j'ai l'honneur de vous rendre compte, dans le présent rapport, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration de Burelle SA («la Société») au cours de l'exercice 2012 ainsi que des procédures de contrôle interne et de gestion des risques.

Le présent rapport a été établi par le Secrétariat Général de Burelle SA en liaison avec le Secrétariat Général de la Compagnie Plastic Omnium, la principale filiale de Burelle SA. Il a été présenté par le Président-Directeur Général au Conseil d'Administration qui l'a approuvé lors de sa réunion du 28 mars 2013

I COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 Composition du Conseil d'Administration

Aux termes de l'Article 11 des statuts, le Conseil d'Administration de Burelle SA est constitué de trois à dix-huit membres.

Chaque administrateur est nommé par l'Assemblée Générale des actionnaires, sur proposition du Conseil d'Administration, pour une durée de trois ans, renouvelable sans limitation. Les mandats des Administrateurs élus par l'Assemblée Générale viennent à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale tenue dans l'année au cours de laquelle le mandat expire et réunie pour statuer sur les comptes de l'exercice précédent.

Chaque administrateur doit détenir statutairement 100 actions de la société pendant la durée de son mandat.

Au 31 décembre 2012, le Conseil d'Administration de Burelle SA est constitué de huit administrateurs. MM. Jean Burelle (Président-Directeur Général), Laurent Burelle (Directeur Général Délégué), Paul Henry Lemarié (Directeur Général Délégué) et Mme Éliane Lemarié appartiennent au groupe de contrôle familial. Les quatre autres administrateurs sont des personnalités extérieures (MM. Dominique Léger, Henri Moulard, Philippe Sala et François de Wendel).

Le Conseil d'Administration de Burelle SA réunit des compétences financières, industrielles et managériales de premier plan provenant d'horizons différents.

La liste des membres du Conseil, la date de leur nomination ainsi que leurs mandats et fonctions, figurent ci-après :

	Date de première nomination	Date de dernière nomination	Date d'expiration du mandat
BURELLE Jean (74 ans) <i>Président-Directeur Général</i>	16/11/1964	31/05/2012	2015
BURELLE Laurent (63 ans) <i>Directeur Général Délégué</i>	30/06/1986	31/05/2012	2015
LEMARIÉ Paul Henry (66 ans) <i>Directeur Général Délégué</i>	07/06/2001	09/06/2010	2013
LEMARIÉ Éliane (67 ans)	30/06/1976	31/05/2012	2015
MOULARD Henri (75 ans)	22/06/1994	31/05/2012	2015
LÉGER Dominique (71 ans)	07/06/2001	09/06/2010	2013
SALA Philippe (72 ans)	07/06/2001	09/06/2010	2013
WENDEL (de) François (64 ans)	14/06/1995	31/05/2012	2015

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ADMINISTRATEURS EN EXERCICE AU 31 DÉCEMBRE 2012

Jean Burelle, né le 29 janvier 1939, de nationalité française

M. Jean Burelle est diplômé de l'École Polytechnique Fédérale de Zurich (ETH), et titulaire d'un MBA de Harvard Business School.

Après avoir débuté sa carrière, en 1966, chez L'Oréal, il rejoint la Compagnie Plastic Omnium, en 1967, comme Directeur de Département. En 1986, il est nommé Vice-Président-Directeur Général, puis, en 1987, Président-Directeur Général, fonction qu'il occupe jusqu'au 30 juin 2001. Depuis le 1er juillet 2001, il est Président d'Honneur de la Compagnie Plastic Omnium et Président-Directeur Général de Burelle SA.

M. Jean Burelle est Administrateur de la Compagnie Plastic Omnium et Administrateur et Membre du Comité des Nominations et des Rémunérations de Rémy Cointreau. Il est Président du Medef International.

M. Jean Burelle est Chevalier de la Légion d'Honneur et Officier de l'Ordre National du Mérite.

Mandats et fonctions exercés dans la Société/ Nombre d'actions détenues

Administrateur depuis le 16 novembre 1964 et Président-Directeur Général depuis le 1er juillet 2001

Ses mandats viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2015 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Nombre d'actions de la société : 132 187

Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés durant l'exercice 2012

Président-Directeur Général de Burelle Participations SA** (France)

Président d'honneur et Administrateur de la Compagnie Plastic Omnium* ** (France)

Président-Directeur Général de SOGEC 2 SA (France)

Membre du Comité de Surveillance de Sofiparc SAS** (France)

Membre du Comité de Surveillance de Plastic Omnium Environnement SAS** (France)

Représentant permanent de la société Burelle Participations SA, elle-même administrateur de Sycovest 1 (France)

Administrateur et membre du Comité des nominations et des rémunérations de Rémy Cointreau SA* (France)

Membre du Comité de Surveillance de Soparexo SCA (France)

Membre du Comité de Surveillance de Banque Hottinguer SCA (France)

Président de l'association Medef International (France)

Administrateur de Compañia Plastic Omnium SA** (Espagne)

Administrateur de Signal AG** (Suisse)

Société cotée

^{**} Société du groupe Burelle

Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2012

Laurent Burelle, né le 6 octobre 1949, de nationalité française

M. Laurent Burelle est diplômé de l'École Polytechnique Fédérale de Zurich (ETH), et titulaire d'un Master of Sciences, Chemical Engineering, du Massachusetts Institute of Technology

M. Laurent Burelle débute sa carrière au sein de la Compagnie Plastic Omnium, comme Ingénieur de fabrication, Assistant du Directeur de l'usine de Langres. En 1977, il est nommé Directeur Général, puis Président-Directeur Général de Plastic Omnium SA à Valencia (Espagne). De 1981 à 1988, il occupe les fonctions de Directeur de la Division Environnement-Systèmes Urbains avant de devenir Vice-Président Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium en 1988. En juillet 2001, il est nommé Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium.

Nommé Directeur Général de Burelle SA en juin 1986, il devient Directeur Général Délégué le 15 mai 2001.

M. Laurent Burelle est Administrateur de la Fondation Jacques Chirac pour l'enfance handicapée et des sociétés Pernod Ricard, Lyonnaise de Banque – CIC et Labruyère-Eberlé.

M. Laurent Burelle est Officier de la Légion d'Honneur et Chevalier de l'Ordre National du Mérite.

Mandats et fonctions exercés dans la Société/ Nombre d'actions détenues

Directeur Général Délégué depuis le 15 mai 2001 et Administrateur depuis le 30 juin 1986

Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2015 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Nombre d'actions de la société : 8 884

Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés durant l'exercice 2012

Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium SA* ** (France)

Directeur Général Délégué et Administrateur

de SOGEC 2 SA (France)

Président de la Compagnie Financière de la Cascade SAS (France)

Administrateur de Burelle Participations SA** (France)

Président et Membre du Comité de Surveillance de Sofiparc SAS** (France)

Président et Membre du Comité de Surveillance de Plastic Omnium Environnement SAS** (France)

Président de Plastic Omnium Auto SAS** (France)

Président de Plastic Omnium Auto Exteriors SAS** (France)

Président d'Inergy Automotive Systems SAS** (France)

Administrateur de la Lyonnaise de Banque SA (France)

Administrateur de Pernod Ricard SA* (France)

Membre du Conseil de Surveillance de Labruyère Eberlé SAS (France)

Gérant de Plastic Omnium GmbH** (Allemagne)

Président et Administrateur-délégué

de Compañia Plastic Omnium SA** (Espagne)

Chairman de Plastic Omnium Inc.** (États-Unis)

Chairman de Plastic Omnium Automotive Services Inc.** (États-Unis)

Administrateur d'Inergy Automotive Systems LLC** (États-Unis)

Administrateur de Plastic Omnium Ltd** (Grande-Bretagne)

Président de Plastic Omnium International BV** (Pays-Bas)

Administrateur de Signal AG** (Suisse)

Société cotée

Société du groupe Burelle

Paul Henry Lemarié, né le 1er janvier 1947, de nationalité française

M. Paul Henry Lemarié est titulaire d'un Doctorat en Physique de l'Université de Paris Orsay et d'un DEA Gestion Finance de Paris Dauphine.

Après une thèse de physique au Commissariat à l'Énergie Atomique, et un début de carrière à la direction financière de la banque Paribas en 1973, M. Paul Henry Lemarié entre dans le groupe d'Ingénierie SOFRESID (Sidérurgie, Mines, Offshore). En 1980, il rejoint la Compagnie Plastic Omnium en tant que Directeur de la division 3P – Produits Plastiques Performants. En 1985, il prend la direction de la division Automobile. En 1987, il devient Directeur Général Adjoint de la Compagnie Plastic Omnium, puis Directeur Général en 1988. Nommé Directeur Général de Burelle SA en avril 1989, il devient Directeur Général Délégué le 15 mai 2001.

Mandats et fonctions exercés dans la Société/ Nombre d'actions détenues	Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés durant l'exercice 2012		
Directeur Général Délégué depuis le 15 mai 2001 et Administrateur depuis le 7 juin 2001	Directeur Général Délégué et Administrateur de la Compagnie Plastic Omnium* ** (<i>France</i>)		
Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2013 qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012. Nombre d'actions de la société : 105	Directeur Général Délégué et Administrateur de Burelle Participations SA** (<i>France</i>)		
	Membre du Comité de Surveillance de Sofiparc SAS** (France)		
	Membre du Comité de Surveillance de Plastic Omnium Environnement SAS** (<i>France</i>)		
	Membre du Beirat de Plastic Omnium GmbH** (Allemagne)		
	Administrateur de Compañia Plastic Omnium SA** (Espagne)		
	Administrateur d'Inergy Automotive Systems Holding Inc.** (États-Unis)		
	Administrateur d'Inergy Automotive Systems LLC ** (États-Unis)		

Société cotée

Dominique Léger, né le 11 janvier 1942, de nationalité française

M. Dominique Léger est diplômé de l'Institut des Sciences Politiques de Paris, titulaire d'une licence en droit et ancien élève de l'École Nationale d'Administration. Il est Maître des Requêtes honoraire au Conseil d'État.

M. Dominique Léger commence sa carrière dans l'administration française où il occupe différentes fonctions, notamment au Conseil d'État et au Ministère de l'Économie, et des Finances avant de devenir Directeur de cabinet auprès de plusieurs ministres. En 1984, il intègre la Compagnie Générale d'Électricité (CGE) d'où il rejoint Cegelec dont il assure successivement les fonctions de Secrétaire Général et de Directeur Général chargé du secteur Finances et Administration. En 1994, il rejoint le Crédit Commercial de France, aujourd'hui HSBC France, où, de 1995 à 2004, il est Directeur Général Délégué, puis Administrateur - Directeur Général Délégué. Depuis 2004, il est Avocat au Barreau de Paris.

M. Dominique Léger est Officier de la Légion d'Honneur et Officier de l'Ordre National du Mérite.

Mandats et fonctions exercés dans la Société/ Nombre d'actions détenues	Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés durant l'exercice 2012
Administrateur et Président du Comité des Comptes depuis le 7 juin 2001	Vice-Président de la Fondation du Patrimoine (France)
Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2013 qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.	
Nombre d'actions de la société : 100	

^{**} Société du groupe Burelle

Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2012

Éliane Lemarié, née le 18 août 1945, de nationalité française

Mme Éliane Lemarié est diplômée de l'Institut d'Études Politiques de Paris et titulaire d'une maîtrise ès-lettres. Après avoir débuté comme journaliste économique, Mme Éliane Lemarié fonde, en 1984, l'agence Irma Communication dont elle est la gérante jusqu'en 2010.

Mandats et fonctions exercés dans la Société/ Nombre d'actions détenues	Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés durant l'exercice 2012		
Administrateur depuis le 30 juin 1976	Représentant permanent de Burelle SA,		
Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2015 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.	elle-même Administrateur de la Compagnie Plastic Omnium SA* (<i>France</i>)		
	Membre du Comité de Surveillance de Sofiparc SAS** (France)		
Nombre d'actions de la société : 115 280	Directeur Général Délégué de Sogec 2 SA (France)		
	Président du Conseil de Surveillance d'Union Industrielle, société anonyme à Directoire (<i>France</i>)		

Société cotée

Henri Moulard, né le 2 mai 1938, de nationalité française

M. Henri Moulard est licencié en droit privé, titulaire d'un DES de droit public et diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Lyon.

Président-Directeur Général de la Lyonnaise de Banque de 1987 à 1992, M. Henri Moulard est Président du Directoire de la Banque Neuflize OBC, puis Président du Directoire d'ABN Amro France, de 1993 à 2000. En 2001 et 2002, il est Président-Directeur Général du groupe Generali France. Depuis 2002, il est Président de HM & Associés et de Truffle Capital.

Au cours de sa carrière, M. Henri Moulard a siégé au Conseil d'Administration de plusieurs sociétés cotées et non cotées, notamment Unibail-Rodamco, Elf Aquitaine, Crédit Agricole SA, Calyon, LCL-Crédit Lyonnais et Amundi. Il a été trésorier de la Fondation de France de 1998 à 2006.

M. Henri Moulard est Officier de la Légion d'Honneur et Officier de l'Ordre National du Mérite.

Mandats et fonctions exercés dans la Société/ Nombre d'actions détenues	Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés durant l'exercice 2012		
Administrateur depuis le 22 juin 1994	Président de HM & Associés SAS (France)		
Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2015 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014. Nombre d'actions de la société : 100	Président de Truffle Capital SAS (France)		
	Président du Conseil de Surveillance de Compagnie Foncière du Saint-Gothard (<i>France</i>)		
	Président du Conseil de Surveillance de Compagnie Foncière Franco-Suisse (<i>France</i>)		
	Administrateur, Président du Comité d'Audit et Membre du Comité des Rémunérations de Neuflize Vie (<i>France</i>)		
	Censeur et Président du Comité des Rémunérations de GFI Informatique (<i>France</i>)		

^{**} Société du groupe Burelle

Philippe Sala, né le 28 juin 1940, de nationalité française

M. Philippe Sala est Ingénieur Chimiste, diplômé de l'École Nationale Supérieure de Chimie de Paris et titulaire d'un MBA de Harvard Business School.

Après un début de carrière dans le groupe américain Rhom & Haas, M. Philippe Sala fonde, en 1973, la société de matériel électronique Peritel, qu'il vend au groupe Matra en 1979. De 1979 à 1984, il est directeur de la branche Télécommunications de Matra SA qu'il quitte en 1985 pour fonder BFI IBEXSA International SA, un réseau de distribution de composants électroniques européen. En 1995, il cède la société au groupe américain Avnet, le premier distributeur mondial de composants électroniques. Au sein d'Avnet, il est Président - Directeur Général de BFI IBEXSA International SA jusqu'en 1998, puis membre du Management Board d'Avnet Inc. aux États-Ûnis jusqu'en 2001. À partir de 1997, il transforme un ensemble de terrains et d'immeubles acquis à Ville d'Avray dans les Hautsde-Seine, en un «boutique» hôtel, les Etangs de Corot, dont il reste propriétaire jusqu'en 2007. Depuis, il est Président de Lustrel Laboratoires SAS, un spécialiste en compléments alimentaires.

Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés durant l'exercice 2012
Président de IBEXSA Holding SAS (France)
Président de Lustrel Laboratoires SAS (France)
Gérant de GAEL-Bio SARL (<i>France</i>)

François de Wendel, né le 13 janvier 1949, de nationalité française

M. François de Wendel est diplômé de l'Institut d'Études Politique de Paris, titulaire d'une maîtrise de sciences économiques et d'un MBA de Harvard Business School.

Après avoir exercé plusieurs fonctions de Direction Générale au sein de Carnaud et CarnaudMetalbox. François de Wendel rejoint Pechiney en 1992 où il devient, en particulier, Directeur Général d'Aluminium de Grèce. En 1998, il intègre Crown Cork

où il est nommé d'abord Senior-Vice Président en charge des achats pour l'Europe, puis Executive Vice-Président en charge de la branche Food Europe, Africa & Middle East.

En mai 2005, il intègre le Conseil de Surveillance de Wendel dont il devient Vice-Président, en juillet 2011, et Président, en mars 2013.

Mandats et fonctions exercés dans la Société/ Nombre d'actions détenues	Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés durant l'exercice 2012		
Administrateur depuis le 14 juin 1995 et Membre du Comité des Comptes depuis le 22 juillet 2010	Président du Conseil de Surveillance et membre du Comité de Gouvernance de Wendel* (<i>France</i>)		
Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2015 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.	Président-Directeur Général de Wendel-Participations (France)		
	Membre du Comité de Surveillance de Massilly Holding SA (<i>France</i>)		
Nombre d'actions de la société : 100	Président du Conseil d'Administration de la Fondation de Wendel (<i>France</i>)		

^{*} Société cotée

Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2012

2 Indépendance et conflits d'intérêt

Au 31 décembre 2012, le Conseil d'Administration comprend quatre administrateurs extérieurs. MM. Henri Moulard et François de Wendel siègent au Conseil depuis plus de douze ans, tandis que MM. Dominique Léger et Philippe Sala ont été nommés, pour la première fois, à l'Assemblée Générale du 7 juin 2001. Ces Administrateurs n'entretiennent aucun lien avec la société, son actionnariat, son groupe ou sa direction qui puisse affecter leur liberté de réflexion.

Dans sa séance du 28 mars 2013, le Conseil a considéré, après avoir examiné leur situation, que tous les Administrateurs extérieurs étaient indépendants. Le Conseil n'a pas retenu la durée du mandat spécifié par le code AFEP/MEDEF comme un critère pertinent pour établir l'indépendance de ces Administrateurs. Îl a considéré que l'exercice de leur mandat pendant plus de 12 ans ne leur faisait pas perdre leur liberté de jugement et qu'ils restaient indépendants.

Il n'existe pas de conflit d'intérêt potentiel entre les Administrateurs et la Société.

Par ailleurs, aucun prêt ou garantie n'a été accordé ou constitué en faveur des organes d'administration ou de direction de la

3 Nomination de nouveaux administrateurs

Il est proposé aux actionnaires réunis en Assemblée Générale de nommer deux nouveaux Administrateurs, Mme Félicie Burelle et M. Pierre Burelle. Si ces deux candidatures sont acceptées, le Conseil passera de huit à dix Administrateurs dont six appartiendront au groupe familial majoritaire.

Les administrateurs extérieurs représenteront 40 % des sièges, un pourcentage supérieur au seuil d'un tiers préconisé par le Code de Gouvernement d'Entreprise AFEP-MEDEF pour les sociétés contrôlées.

Au 31 décembre 2012, la famille Burelle détient, directement ou indirectement, 77,49 % du capital de Burelle SA et 90,05 % des droits de vote, hors autocontrôle.

4 Parité hommes-femmes

Si l'Assemblée approuve la nomination des deux Administrateurs proposés, la proportion de femmes membres du Conseil s'établira à 20 %. La Société respectera ainsi les conditions de mixité fixées par la loi 2011-103 du 27 janvier 2011 qui stipule que la proportion de chaque sexe ne pourra être inférieure à 20 % à . l'issûe de la première Assemblée Générale qui suivra le 1er janvier 2014.

II FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 Mission du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration a principalement pour mission de :

- participer à l'élaboration des orientations stratégiques et veil-Îer à leur mise en œuvre,
- se saisir de toute question intéressant la bonne marche des affaires et d'en délibérer,
- procéder aux vérifications et contrôles qu'il juge opportuns, notamment en ce qui concerne la cohérence générale des comptes et les principes comptables retenus,

 • procéder à l'arrêté des comptes individuels et consolidés
- annuels, présentés par le Président du Conseil d'Administration et contrôlés et commentés par le collège des Commissaires aux Comptes, puis certifiés par ces derniers avant leur présentation à l'Assemblée Générale, ainsi qu'à l'établissement des rapports sur l'activité et les résultats de la société et de ses filiales,
- procéder à l'arrêté des comptes semestriels,
- veiller à l'exactitude de l'information financière fournie aux actionnaires et au marché.

Sont également soumises à l'approbation du Conseil d'Administration les opérations que le Président juge susceptibles d'affecter la stratégie du Groupe ou de modifier de manière significative son activité, sa structure financière ou son profil de risque telles que les opérations d'acquisition, de fusion, de prise de participation ou de cession.

Fonçtionnement du Conseil d'Administration

Pour lui permettre d'exercer pleinement ses missions, le Conseil d'Administration dispose d'informations financières régulières, notamment sur l'activité, les résultats, la situation financière et le financement de la Société et de ses filiales. Les documents du Conseil présentent également une synthèse des budgets, des prévisions de résultat et des projets de croissance externe significatifs ou de toute autre opération à caractère stratégique.

Les documents relatifs aux sujets à l'ordre du jour sont transmis aux membres du Conseil, généralement une semaine avant la date de réunion.

3 Compte-rendu de l'activité du Conseil d'Administration au cours de l'exercice 2012

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que les affaires de la Société l'exigent et au moins trois fois par an. Au cours de l'exercice 2012, il s'est réuni trois fois avec un taux de participation de 100 %.

Lors des réunions du 30 mars 2012 et du 20 juillet 2012, le Conseil a procédé à l'examen des comptes de l'exercice 2011 et du premier semestre 2012. Il a examiné les résultats de chacune de ses filiales et leur situation financière, notamment leur situation de trésorerie et l'état des liquidités. Il a également passé en revue les orientations stratégiques.

4 Mission du Comité des Comptes

Le Comité des Comptes a pour objectif de faciliter l'exercice des missions du Conseil d'Administration qui garde seul la responsabilité d'arrêter les comptes sociaux et les comptes consolidés. Il est composé de M. Dominique Léger, Président, et de MM. Philippe Sala et François de Wendel, tous trois étant des Administrateurs extérieurs au groupe de contrôle.

Le Comité des Comptes a pour mission :

- d'examiner les comptes individuels et consolidés, annuels et semestriels, et d'approfondir les sujets qui lui semblent pertinents, avant la présentation des comptes au Conseil d'Administration,
- de s'assurer du suivi du processus d'élaboration de l'information financière, et notamment d'étudier les principes et règles comptables utilisés lors de l'établissement des comptes et de prévenir les éventuels manquements aux règles comptables,
- d'examiner les conclusions des Commissaires aux Comptes, leurs recommandations éventuelles et leur suivi,
- de donner un avis sur la proposition de nomination ou de renouvellement des Commissaires aux Comptes présentée par le Président-Directeur Général, et de veiller au respect des règles assurant leur indépendance et la bonne conduite de leur mission
- de s'assurer du suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques mis en place dans le Groupe et pouvant avoir une incidence sur les comptes,
- d'une manière générale, de s'informer sur tout sujet susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière ou comptable du Groupe.

5 Compte-rendu de l'activité du Comité des Comptes au cours de l'exercice 2012

Le Comité des Comptes se réunit aussi souvent que nécessaire. Au cours de l'exercice 2012, il s'est réuni deux fois en présence de tous ses membres, pour la préparation de l'arrêté des comptes annuels et des comptes semestriels. Au cours de chacune de ces réunions, le Comité des Comptes a également examiné l'évolution des procédures de contrôle interne et de gestion des risques, et le suivi de leur efficacité.

Assistent aux réunions du Comité des Comptes, le Directeur Financier et le Secrétaire Général de Burelle SA ainsi que le Directeur des Risques de la Compagnie Plastic Omnium et les Commissaires aux Comptes. Le Comité des Comptes a accès à d'autres collaborateurs du Groupe lorsqu'il le souhaite.

6 Organisation de la Direction Générale -Limitations des pouvoirs

Le Conseil d'Administration du 26 septembre 2002 a décidé de ne pas dissocier les mandats de Président et de Directeur Général. M. Jean Burelle est Président-Directeur Général depuis cette date. MM. Laurent Burelle et Paul Henry Lemarié exercent les fonctions de Directeur Général Délégué.

Le Président-Directeur Général exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués par la loi au Conseil d'Administration. Le Conseil n'a pas apporté de limitation particulière aux pouvoirs du Président-Directeur Général si ce n'est en matière de cautions, garanties et avals qui font l'objet d'un plafond fixé annuellement.

Le Président-Directeur Général et les deux Directeurs Généraux Délégués disposent des mêmes pouvoirs de représentation visà-vis des tiers.

Rémunérations des Dirigeants Mandataires Sociaux

Le Conseil d'Administration réuni en présence des seuls Administrateurs extérieurs au groupe de contrôle exerce les fonctions déléguées à un Comité des Rémunérations.

Lors du conseil du 28 mars 2013, le Conseil d'Administration s'est réuni, hors la présence des Administrateurs concernés et des Commissaires aux Comptes, pour examiner les rémunérations des Dirigeants Mandataires Sociaux. Après avoir pris connaissance de ces recommandations, le Conseil d'Administration fixe les rémunérations des Dirigeants Mandataires Sociaux, les Administrateurs concernés ne prenant pas part au

Les informations sur les rémunérations et avantages de toute nature accordés aux Dirigeants Mandataires Sociaux sont données en pages 143 à 147 dans le rapport de gestion social.

8 Informations complémentaires

Le présent rapport sera présenté à l'Assemblée Générale des actionnaires convoquée le 30 mai 2013. Les conditions et modalités de participation à cette Assemblée sont exposées dans les statuts de Burelle SA (article 16) ainsi que sur le site Internet www.burelle.com.

En application des dispositions de l'article L 225-100-3 du Code de Commerce, les informations susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique figurent dans le rapport de gestion en pages 142 et 143 et dans les statuts de Burelle SA.

Le Code de Gouvernement d'Entreprise des sociétés cotées AFEP-MEDEF est disponible au siège administratif de la Société.

Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2012

III PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES

Ce rapport présente le système de contrôle interne de Burelle SA, holding financier du groupe Burelle, et des sociétés qu'elle contrôle. Il s'attache particulièrement à présenter les procédures destinées à assurer la fiabilité des comptes consolidés et du contrôle exercé sur les entités contrôlées majoritairement. Compte-tenu de l'importance de la Compagnie Plastic Omnium dans les comptes consolidés du groupe Burelle, une grande partie de ce rapport traite des principales procédures relatives à cette société. Les autres sociétés du groupe Burelle sont soumises aux mêmes procédures ainsi qu'à des procédures spécifiques à leurs activités.

La Compagnie Plastic Omnium détient des participations significatives dont elle partage le contrôle avec des partenaires. Pour ces entités, elle examine et évalue régulièrement leur fonctionnement et exerce toute son influence pour qu'elles se conforment à ses exigences en matière de contrôle interne.

1 Objectifs en matière de procédures de contrôle interne et de gestion des risques

Le dispositif de contrôle interne et de gestion des risques en vigueur au sein des sociétés constituant le groupe Burelle vise à assurer :

- la conformité aux lois et règlements,
- la mise en œuvre efficace et maîtrisée, notamment au regard des risques, des orientations fixées par la Direction Générale,
- le bon fonctionnement des processus internes, notamment ceux concourant à la sauvegarde des actifs,
- la fiabilité des informations financières,
- la mobilisation des collaborateurs autour de valeurs communes et d'une vision partagée des risques pour contribuer à les réduire.

Les dispositifs de contrôle interne et de gestion des risques jouent un rôle important dans la conduite des activités des sociétés du Groupe. Toutefois, ces dispositifs ne peuvent fournir une garantie absolue quant à l'atteinte des objectifs fixés, ni ne peuvent prétendre éliminer tous les risques affectant les sociétés du Groupe.

Principale filiale du Groupe, la Compagnie Plastic Omnium travaille au développement de son dispositif de contrôle interne et de gestion des risques dans une démarche permanente de progrès qui s'appuie en particulier sur le guide de mise en œuvre du cadre de référence de l'AMF.

2 Description synthétique des procédures de contrôle interne et de gestion des risques

A. ORGANISATION GÉNÉRALE

Burelle SA est le holding financier du groupe Burelle comprenant :

- la Compagnie Plastic Omnium, détenue directement à 56,1 % et présente dans l'industrie et les services,
- la société Sofiparc, filiale à 100 %, qui détient et gère un patrimoine immobilier constitué de bureaux et de terrains,
- la société Burelle Participations, société de capital-investissement contrôlée à 100 %.

Le groupe Burelle est animé et contrôlé par le Comité Burelle qui réunit le Président-Directeur Général de Burelle SA et les deux Directeurs Généraux Délégués. Ce Comité se réunit, d'une manière formelle, une fois par mois, sans compter les réunions et discussions informelles. Il a notamment pour mission de définir les orientations stratégiques du groupe et de veiller à la bonne marche des affaires en dehors des réunions des Conseils d'Administration des sociétés constituantes. Pour chacune des principales entités du groupe, le Comité examine, entre autres, l'activité, les grands développements, les résultats mensuels, les budgets, leur suivi et la politique d'investissement. Il débat des questions importantes.

Le Président-Directeur Général de Burelle SA est Président ou membre des Conseils d'Administration/Comité de Surveillance de plusieurs sociétés du Groupe. Les Directeurs Généraux Délégués de Burelle SA exercent également des mandats sociaux au sein des principales filiales et sous-filiales du Groupe dont la liste figure en fin de document. Ils sont ainsi en mesure d'exercer un contrôle sur les principales filiales de Burelle SA.

Instance de pilotage et de décision, le Comité de Direction de la Compagnie Plastic Omnium se réunit une fois par mois autour de la Direction Générale et des Directeurs de divisions, pour examiner de façon collégiale les activités et les perspectives et débattre des actions à mener.

Ce Comité de Direction examine de façon transversale des sujets relatifs aux activités commerciales, à l'organisation, aux investissements, aux affaires sociales et légales, à la sécurité et à l'environnement, à la recherche et au développement, aux opérations de fusion-acquisition et au financement. Chaque mois, il examine les résultats et la situation financière de la Compagnie Plastic Omnium par rapport à l'année précédente et au budget mensualisé. Dans une optique proactive, le Comité de Direction passe en revue les prévisions à trois mois au niveau du compte de résultat et des principaux éléments du bilan. Chaque trimestre, il valide les révisions du budget et, en juin de chaque année, il analyse le plan stratégique à cinq ans, division par division.

Les grandes hypothèses et orientations de la Compagnie Plastic Omnium et de ses filiales sont arrêtées par la Direction Générale et présentées à leur Conseil d'Administration.

La Compagnie Plastic Omnium exerce un contrôle sur ses filiales et ses participations en étant représentée, directement ou indirectement, au sein de leur Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration de la Compagnie Plastic Omnium examine l'ensemble des grandes hypothèses et orientations arrêtées par la Direction Générale.

Filiale immobilière, Sofiparc est une société par actions simplifiée dont le Président est M. Laurent Burelle, également Directeur Général Délégué de Burelle SA. Elle est dotée d'un Comité de Surveillance constitué de M. Jean Burelle, Président-Directeur Général de Burelle SA, M. Paul Henry Lemarié, Directeur Général Délégué et Administrateur de Burelle SA, Mme Éliane Lemarié, Administrateur de Burelle SA et représentant permanent de Burelle SA au Conseil de la Compagnie Plastic Omnium, et Mlle Laurentine Burelle. Le Comité de Surveillance a pour mission de contrôler la gestion de la société par le Président, de délibérer sur la stratégie, de vérifier les comptes et de les contrôler.

Société de capital-investissement, Burelle Participations est dotée d'un Comité d'investissement comprenant M. Jean Burelle, Président-Directeur Général, et M. Paul Henry Lemarié, Directeur Général Délégué, et les membres de l'équipe opérationnelle. Ce Comité se réunit chaque semaine pour examiner les propositions d'investissement et l'évolution du portefeuille. Châque proposition d'investissement fait l'objet d'une présentation écrite à ce Comité qui a seul pouvoir de décider d'un investissement ou d'un désinvestissement.

Le Conseil d'Administration de Burelle Participations comprend M. Jean Burelle, Président-Directeur Général, M. Laurent Burelle, Directeur Général Délégué de Burelle SA, M. Paul Henry Lemarié, Directeur Général Délégué, et Mlle Valentine Burelle. Il se réunit deux fois par an pour arrêter les comptes annuels et semestriels. Il revoit l'activité, les engagements et leurs financements ainsi que la performance des investissements en portefeuille et leur valorisation. Il fixe le montant des capitaux alloués à l'activité de capital-investissement et s'assure de la conformité des activités avec les axes stratégiques définis.

Le Conseil d'Administration de Burelle SA valide les orientations stratégiques de Burelle SA et suit leur mise en œuvre. Il veille à la pérennité de ses filiales et à l'accroissement de leur valeur dans le temps.

B. ORGANISATION DU DISPOSITIF DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES

Le dispositif de contrôle interne et de gestion des risques est prioritairement conçu pour traiter les risques associés à la Compagnie Plastic Omnium, principale filiale de Burelle SA. La Présidence et la Direction Générale de la Compagnie Plastic Omnium en définissent les orientations.

Ce dispositif s'organise autour de deux fonctions clés, à savoir :

- une fonction de contrôle qui est exercée par les Directions opérationnelles, les Directions fonctionnelles centrales et l'Âudit Interne qui constituent trois niveaux de contrôle distincts.
- une fonction de surveillance qui est exercée par la Présidence et la Direction Générale, la Direction des Risques, le Comité de Contrôle Interne et le Conseil d'Administration.

Son fonctionnement repose, d'une part, sur le respect des règles et principes de son référentiel de contrôle, et, d'autre part, sur la mise en œuvre de démarches destinées à améliorer la gestion des risques majeurs de manière continue.

a. Le Référentiel de Contrôle Interne

L'essentiel du dispositif de contrôle interne concerne la Compagnie Plastic Omnium, principal actif de Burelle SA. Ce dispositif repose en premier lieu sur son Référentiel de Contrôle Interne, qui regroupe l'ensemble des principes et des règles applicables dans les sociétés qu'elle contrôle majoritairement. Le référentiel est constitué du Code de Conduite, des Règles et Procédures et du Manuel de procédures comptables et financières.

La Compagnie Plastic Omnium et toutes les sociétés du groupe Burelle attachent une importance particulière au respect des droits liés à la personne et des règles propices au développement durable. La Compagnie Plastic Omnium est signataire du pacte mondial Global Compact qui, avec le Code de Conduite Plastic Omnium, témoignent d'un esprit d'engagement responsable. Ces codes exposent les valeurs qui président aux comportements individuels et collectifs que la Compagnie Plastic Omnium entend promouvoir et qui déterminent les principes fondamentaux servant de fondement aux règles et aux procédures du contrôle interne.

En 2010, la Compagnie Plastic Omnium s'est dotée d'un Code de Conduite spécifique relatif au droit de la concurrence, déployé dans l'ensemble du Groupe dans le cadre d'un programme de conformité.

Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2012

Le Code de Conduite s'applique à toutes les filiales et sociétés affiliées dans lesquelles la Compagnie Plastic Omnium détient une participation majoritaire. La Compagnie Plastic Omnium exerce toute son influence et ses droits pour encourager ses autres filiales à mettre en place des lignes de conduite cohérentes avec les dispositions de ce code. Il est également demandé aux employés de Burelle SA et de Burelle Participations de s'y conformer.

Le Référentiel définit les rôles et les responsabilités des différentes directions dans les domaines suivants :

- Gouvernance et juridique,
- Ressources humáines,
- Trésorerie et financements,
- Achats (exploitation et investissements),
- Systèmes d'information.

Les Règles traitent de l'exploitation courante comme des opérations non courantes. Elles constituent une référence unique et globale en vue d'assurer le caractère cohérent et suffisant des processus de contrôle interne mis en œuvre au sein des sociétés du Groupe.

La Compagnie Plastic Omnium dispose d'un Manuel de procédures comptables et financières, conforme aux normes IFRS, qui est régulièrement mis à jour. Ces procédures comptables sont applicables dans l'ensemble du périmètre de consolidation du groupe Burelle.

b. Gestion des risques

Les principaux risques auxquels Burelle SA et ses filiales sont exposées sont présentés au chapitre «Gestion des risques» du rapport de gestion. Y sont décrites les principales démarches où procédures visant à prévenir et à maîtriser ces risques de manière adaptée.

Les principaux risques identifiés sont relatifs à la Compagnie Plastic Omnium. Le dispositif de gestion des risques qu'elle a mis en place intègre un processus d'identification et d'analyse des risques principaux dont l'objectif est, d'une part, de vérifier la pertinence des démarches mises en œuvre et, d'autre part, d'engager des actions visant à renforcer ou compléter les démarches existantes. Cet exercice est animé par la Direction des Risques en collaboration avec les Directions opérationnelles et les Directions fonctionnelles. Ce dispositif fait l'objet d'une surveillance par la Direction Générale.

c. Activités de contrôle

Au sein de la Compagnie Plastic Omnium, les Directions opérationnelles, les Directions fonctionnelles centrales et l'Audit Interne constituent les principaux acteurs du contrôle interne.

Les Directions opérationnelles mettent en œuvre les structures et les movens nécessaires à l'application satisfaisante des principes et des règles de contrôle interne dans leurs activités. Elles sont notamment responsables de l'identification des risques propres à leurs activités et du déploiement, dans une juste mesure, des démarches qui visent à en assurer la maîtrise.

Les Directions fonctionnelles centrales sont chargées, dans le domaine du contrôle interne et de la gestion des risques, d'analyser les risques propres à leurs fonctions et d'élaborer les schémas nécessaires à leur bon fonctionnement. Elles produisent et mettent à jour le Référentiel de contrôle interne et les démarches transversales de maîtrise des risques. Ce faisant, elles sont tenues de garantir la pertinence du Référentiel de Contrôle Interne au regard des normes, réglementations et lois en vigueur et de mettre en œuvre aux niveaux adéquats les moyens nécessaires à la communication de l'information qu'elles produisent.

La Compagnie Plastic Omnium dispose d'un département d'audit interne centralisé. Rattaché à la Direction des risques, il dépend de la Direction Générale. Ce département conduit des audits sur un périmètre comprenant toute société de la Compagnie Plastic Omnium, qu'elle y exerce ou non le contrôle. Il peut être appelé à intervenir dans les autres filiales de Burelle SA. Il rend compte de ses travaux au Comité de Contrôle Interne, organe de surveillance.

Les entités auditées répondent aux recommandations issues des audits par des plans d'actions qui font l'objet d'un suivi systématique par les équipes de direction des divisions.

Aucune des missions réalisées en 2012 n'a révélé de défaillance majeure des dispositifs de contrôle interne et de gestion des risques.

Par ailleurs le département d'audit interne supervise les campagnes annuelles d'auto-évaluation du contrôle interne, lancées depuis 2006. L'élaboration du questionnaire s'inspire notamment du guide d'application annexé au cadre de référence de

À noter que l'application des normes internationales relatives à la sécurité, à l'environnement et à la performance des démarches d'assurance qualité, ainsi que les diligences des compagnies d'assurances et des clients, donnent lieu à des audits spécialisés récurrents réalisés par des organismes indépendants. Au 31 décembre 2012, 87 % et 83 % des sites détenus à au moins 50 % et éligibles étaient respectivement certifiés ISO 14001 et OSHAS 18001.

d. Surveillance des activités de contrôle interne

La surveillance permanente du dispositif relatif au contrôle interne et à la gestion des risques incombe, au sein de la Compagnie Plastic Omnium, à la Direction Générale, assistée de la Direction des Risques.

La Direction des Risques exerce une surveillance critique sur le dispositif de contrôle interne au regard de sa mission particulière. Elle rend compte de ses analyses et de ses préconisations à la Direction Générale dont elle dépend directement ainsi qu'au Comité de Contrôle Interne. Élle anime la démarche d'identification des risques et pilote le plan destiné à en assurer la maîtrise.

Un Comité de Contrôle Interne assure la coordination et la supervision générale du dispositif de contrôle interne. Ce Comité est présidé par le Secrétaire Général de la Compagnie Plastic Omnium et compte parmi ses membres le Directeur des Ressources Humaines, le Directeur Financier, le Directeur des Risques et de l'Audit Interne ainsi que des membres du Comité de Direction issus des deux pôles d'activité. Il rend compte de ses avis au Président Directeur Général, dont il relaie les décisions ou orientations. Sa composition lui donne autorité pour formuler les instructions qui lui paraissent utiles et coordonner les efforts de l'ensemble des acteurs prenant part au dispositif de contrôle interne et de gestion des risques.

Le Conseil d'Administration examine l'ensemble des grandes orientations du dispositif de contrôle interne et des démarches de gestion des risques. Il prend notamment connaissance de ses caractéristiques essentielles et acquiert une compréhension d'ensemble des procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information globale et financière. Dans le cadre de ses pouvoirs, il peut engager les vérifications et les mesures correctives qu'il juge nécessaires.

3 Contrôle interne relatif à l'élaboration de l'information financière et comptable

A. PRINCIPES D'ÉLABORATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La Direction Financière de la Compagnie Plastic Omnium assure la gestion financière et comptable de la Compagnie Plastic Omnium, de Burelle SA et de ses deux autres filiales.

Les principes d'élaboration de l'information financière qui s'appliquent aux sociétés du groupe Burelle sont ceux qui ont été retenus par la Compagnie Plastic Omnium. L'homogénéité des états financiers du Groupe est garantie par l'adoption d'un plan de compte commun à toutes les entités qui en font partie. Ce plan tient compte de la spécificité des activités des différentes filiales. Il est défini par le département «normes et principes comptables», rattaché à la Direction Comptable et Fiscale de la Compagnie Plastic Omnium, qui est seule compétente pour le modifier.

Cette homogénéité est ensuite assurée par une gestion coordonnée des systèmes d'information qui concourent à la production de l'information financière de chaque filiale. Les processus de reporting et de consolidation des comptes sont standardisés et unifiés par l'utilisation d'un logiciel unique.

L'information financière est produite à l'occasion du reporting de trésorerie hebdomadaire, du reporting mensuel, de la consolidation biannuelle et du budget annuel. Toutes les sociétés contrôlées par Burelle SA entrent dans le périmètre de cette information

B. PROCESSUS DE REPORTING FINANCIER ET PROCESSUS DE CONTRÔLE DE LA COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM

La fonction comptable au sein de la Compagnie Plastic Omnium est décentralisée en filiale. Un premier niveau de contrôle et d'analyse des états financiers est assuré au niveau local, puis au niveau central dans chaque Division. Enfin, un troisième niveau de contrôle est assuré par la Direction Financière.

Le reporting est transmis, chaque mois, huit jours après la clôture à la Direction Générale de la Compagnie Plastic Omnium pour être analysé en Comité de Direction, puis discuté au sein du Comité Burelle avant la fin du mois.

Le reporting comprend un compte de résultat détaillé par destination ainsi qu'un suivi détaillé des coûts de production, de structure et de recherche et développement. Il donne également un tableau complet des flux de trésorerie, une prévision de l'activité pour les trois mois à venir ainsi qu'un reporting «Environnement et Sécurité». Ces éléments sont fournis aussi bien pour les filiales opérationnelles que pour les divisions de la Compagnie Plastic Omnium.

Le reporting établit une comparaison de ces différents éléments, en mensuel et en cumul, avec le réalisé de l'année précédente et le budget de l'année en cours. Il en analyse les principales variations.

Le processus budgétaire débute en septembre par l'élaboration du budget de l'année suivante par les filiales et divisions opérationnelles. Le budget ainsi établi est soumis à la Direction Générale en novembre pour validation en décembre, avant sa présentation au Conseil d'Administration. Ce budget est réestimé régulièrement. Ces réestimations sont un moyen de gestion permettant de mettre en œuvre, si nécessaire, des actions correctives et d'assurer une communication financière actualisée vis-à-vis de la communauté financière.

Le budget est établi dans la continuité du plan stratégique, approuvé en juillet de chaque année par la Direction Générale de la Compagnie Plastic Omnium. Ce plan présente les comptes de résultat, les bilans prévisionnels et les tableaux de trésorerie des trois/cinq années suivant l'exercice en cours, en s'appuyant sur les stratégies commerciale, industrielle et financière du Groupe et des divisions opérationnelles.

En matière de gestion de la trésorerie, Plastic Omnium Finance, société faisant office de banque interne, assure le financement des filiales que la Compagnie Plastic Omnium contrôle. Par son intermédiaire, dans tous les pays où les règles locales le permettent, la Compagnie Plastic Omnium centralise la gestion de la trésorerie de ses filiales («cash pooling») et opère une compensation mensuelle de leurs dettes et créances mutuelles («netting»). Elle gère ainsi leurs flux de financement et contrôle au quotidien leur situation de trésorerie.

Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2012

De manière générale, aucune filiale du Groupe ne peut négocier de financement auprès d'un tiers sans l'accord de la Direction Générale. Les filiales financées directement par Plastic Omnium Finance disposent d'une ligne de crédit mensualisée, fixée à l'occasion de l'exercice budgétaire et autorisée par la Direction Générale. Tout tirage excédant 95 % du montant de cette ligne doit être justifié par le Directeur de la filiale ou le Directeur Général de la Division auprès du Président-Directeur Général. Par ailleurs, Plastic Omnium Finance centralise l'ensemble des opérations de couverture relatives aux risques de change ou de taux. Burelle SA, Sofiparc et Burelle Participations utilisent Plastic Omnium Finance pour leurs transactions courantes avec toute société appartenant au groupe de la Compagnie Plastic Omnium.

Un reporting de trésorerie est transmis chaque semaine à la Direction Générale. Il comprend la situation de trésorerie de la Compagnie Plastic Omnium, détaillée par filiale ou division et accompagnée d'une comparaison par rapport à la situation constatée lors de l'exercice précédent et par rapport à celle prévue au budget de l'année en cours.

C. SUIVI DES INVESTISSEMENTS DE BURELLE PARTICIPATIONS

Tout investissement fait l'objet d'une présentation au Comité d'Investissement qui comprend M. Jean Burelle, Président-Directeur Général de Burelle SA et de Burelle Participations, et M. Paul Henry Lemarié, Directeur Général Délégué de Burelle SA et de Burelle Participations. Un investissement ne peut être réalisé sans leur accord conjoint.

Tous les engagements pris au nom de Burelle Participations et toutes les demandes de décaissement doivent être signés par le Président-Directeur Général ou le Directeur Général Délégué qui sont seuls habilités à engager la société et à autoriser les paiements, sans limitation en termes de montants.

Une fois réalisé, chaque investissement de Burelle Participations fait l'objet d'une fiche détaillée résumant ses caractéristiques, son évolution et sa valorisation. Ces fiches sont présentées au Conseil d'Administration qui se réunit deux fois par an. Ce conseil comprend trois administrateurs externes à la Direction Générale de Burelle Participations, en la personne de M. Laurent Burelle, Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium et Directeur Général Délégué de Burelle SA, de M. Jean-Michel Szczerba, Directeur Général Délégué de la Compagnie Plastic Omnium et de Mlle Valentine Burelle. Le portefeuille est valorisé à sa juste valeur deux fois par an, lors des arrêtés semestriel et annuel, en conformité avec les méthodes de valorisation publiées en septembre 2009 par le Comité Exécutif de l'International Private Equity & Venture Capital Valuation (IPEV).

En outre, Burelle Participations établit, au moins une fois par an, un plan à trois ans, qui a pour objectif de valider la stratégie et d'estimer le montant des engagements, la performance attendue du portefeuille ainsi que les besoins en trésorerie. Ce plan est mis à jour périodiquement et soumis à l'accord du Conseil d'Administration, avec le budget annuel, en octobre.

Les investissements en portefeuille font l'objet d'un reporting financier périodique émis par les gestionnaires des fonds ou des sociétés. Pour les investissements en mezzanine, le reporting financier mensuel est formalisé dans les contrats. Les fonds sont également astreints à un reporting trimestriel où il est rendu compte de la performance et de la situation financière des sociétés en portefeuille. Ils émettent généralement une valorisation semestrielle de leur actif net, certifiée par les commissaires aux comptes. Les investissements directs en capital sont suivis grâce à un reporting généralement trimestriel. Ces rapports sont régulièrement complétés par des entretiens avec les différents intervenants, qu'il s'agisse des dirigeants, des banques participant aux montages financiers ou des coinvestisseurs.

Après analyse, ces informations sont présentées au Comité d'investissement hebdomadaire qui décide, le cas échéant, des actions à prendre. Chaque semaine, le Comité d'investissement revoit les reportings reçus depuis la dernière réunion, l'évolution de la valorisation du portefeuille et la position de trésorerie. Il examine les nouveaux investissements.

Un reporting de Burelle Participations, comprenant un compte de résultat et un bilan, est établi mensuellement.

D. PROCESSUS DE REPORTING FINANCIER ET PROCESSUS DE CONTRÔLE DE BURELLE SA ET DE SOFIPARC

Burelle SA et Sofiparc sont intégrées au processus budgétaire dans les mêmes conditions que les sociétés de la Compagnie Plastic Omnium. Sofiparc fait l'objet d'un reporting mensuel selon le format groupe appliqué par la Compagnie Plastic Omnium.

Toute dépense est soumise à l'autorisation du Président pour Sofiparc, et du Président-Directeur Général ou d'un des Directeurs Généraux Délégués pour Burelle SA. Les paiements ne sont effectués qu'après validation par les personnes habilitées. Le Président-Directeur Général et les Directeurs Généraux Délégués de Burelle SA, ainsi que le Président de Sofiparc, sont habilités à autoriser les règlements sans limite de montant.

Aucun incident notable et significatif, ni aucun manquement remarquable, n'a été relevé en 2012 qui puisse remettre en cause l'efficacité du contrôle interne décrit ci-dessus.

PLAN D'ACTIONS POUR 2013

Le Groupe est engagé dans un processus d'amélioration continue de son système de contrôle interne. Cette démarche sera poursuivie en 2013, l'objectif restant de compléter certaines procédures de contrôle interne, des procédures comptables et des procédures financières afin d'en renforcer la pertinence. Le plan de travail prévoit notamment d'augmenter le nombre de missions d'audit interne de 34 à 36 et de renforcer le système de suivi des recommandations des missions.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président du Conseil d'Administration de la société Burelle SA

Exercice clos le 31 décembre 2012

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société Burelle SA et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de Commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président du Conseil d'Administration de votre Société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de Commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'Administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la Société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de Commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient:

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interné et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de Commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la Société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de Commerce.

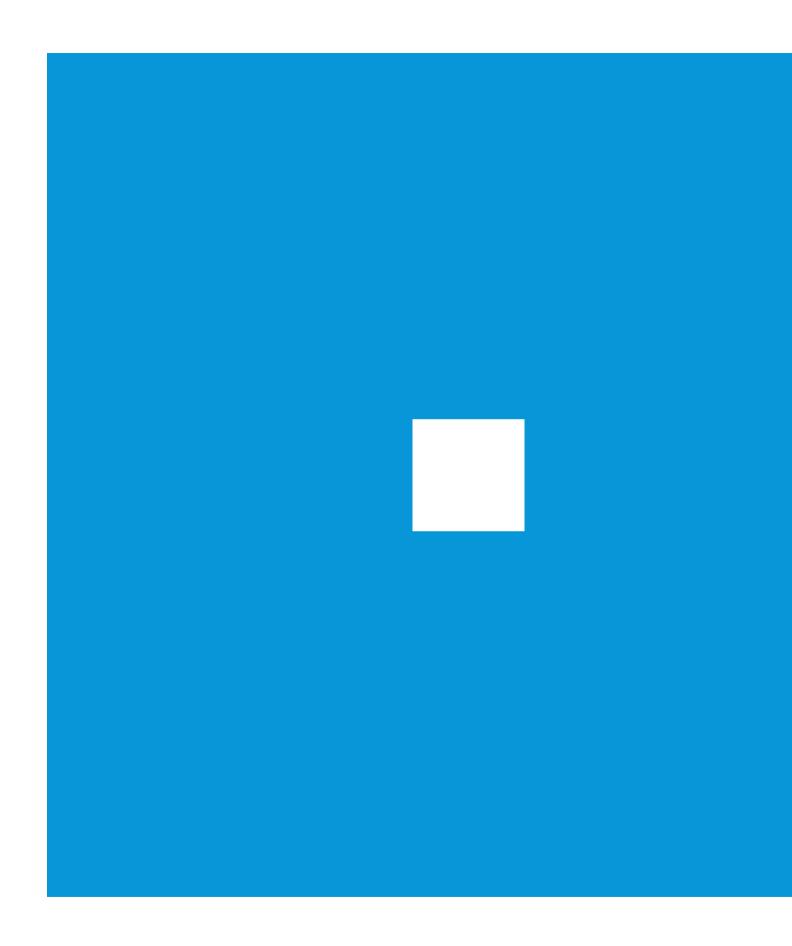
Autres informations

Nous attestons que le rapport du Président du Conseil d'Administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de Commerce.

Fait à Paris-La Défense et Paris, le 8 avril 2013

MAZARS Jean-Luc BARLET CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIÉS Jean-Jacques DEDOUIT

Commissaires aux Comptes Membres des Compagnies Régionales de Versailles et de Paris



Comptes sociaux

- 142 Rapport de gestion
 - 142 Éléments financiers
 - 142 Règles et méthodes comptables
 - 142 Capital social
 - 142 Actionnariat
 - 143 Pactes d'actionnaires
 - 143 Évolution boursière
 - 143 Rémunérations des mandataires sociaux
 - 147 Programme d'achat d'actions
 - 147 Projet d'affectation du résultat
 - 147 Information sur les délais de paiement
 - 148 Autres éléments d'information
- 149 Compte de résultat
- 150 Bilan
- Tableau des flux de trésorerie
- 152 Annexe aux comptes annuels
- Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2012 156
- 157 Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels
- Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés 158
- 160 Texte des résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2013
- Résultats financiers des cinq derniers exercices 163
- 164 Informations

Rapport de gestion

ÉLÉMENTS FINANCIERS

Les produits d'exploitation de Burelle SA proviennent des facturations de services rendus aux filiales, notamment à la Compagnie Plastic Omnium et sa filiale Plastic Omnium Gestion, ainsi qu'à Sofiparc. En 2012, ces produits s'élèvent à 7.2 millions d'euros contre 6.7 millions d'euros en 2011.

Le résultat d'exploitation de l'exercice résulte essentiellement des charges liées au statut de holding de Burelle SA. Il s'établit, en 2012, à -6,3 millions d'euros, contre -5,2 millions d'euros en

Les produits financiers progressent de 14,5 millions d'euros en 2011 à 21,8 millions d'euros, et comprennent essentiellement les dividendes versés par les trois filiales. En 2012, les dividendes reçus de la Compagnie Plastic Omnium passent de 13,5 millions d'euros à 20 millions d'euros et ceux de Burelle Participations de 0,1 million d'euros à 1 million d'euros. Les dividendes de Sofiparc sont stables à 0,8 million d'euros.

En ligne avec la diminution de l'endettement net, les charges financières baissent de 0,4 million d'euros en 2011 à 0,3 million d'euros. Au total, le résultat financier progresse de 14,1 millions d'euros à 21,6 millions d'euros en 2012.

Les opérations d'animation du cours de bourse effectuées dans le cadre du contrat de liquidité ont généré un profit exceptionnel de 0,05 million d'euros contre 1,3 million d'euros en 2011.

En 2011, étaient enregistrés, en charge exceptionnelle, le paiement d'une indemnité de 10,4 millions d'euros à la Compagnie Plastic Omnium au titre de la garantie de passif liée à la cession de la Compagnie Signature effectuée en 2007, et, en produit exceptionnel, la reprise de la provision de même montant constituée, au cours des exercices précédents, pour couvrir ce risque. Le plafond de la garantie étant atteint, aucune nouvelle demande ne peut plus être effectuée par la Compagnie Plastic Omnium

Burelle SA est la société-mère d'un groupe fiscal qui intègre la société Sofiparc. À ce titre, elle a comptabilisé, en 2012, un crédit d'impôt provenant de Sofiparc de 1,3 million d'euros, en hausse de 0,2 million d'euros par rapport au montant de 2011.

Compte tenu de tous ces éléments, le résultat net est bénéficiaire de 16,6 millions d'euros. En 2011, Burelle SA avait enregistré un profit de 11,3 millions d'euros.

Au 31 décembre 2012, l'endettement net social s'établit à 8,3 millions d'euros au lieu de 20,4 millions d'euros à fin 2011. Il s'est réduit de 12,1 millions d'euros sur l'exercice.

Aucune réintégration de frais généraux dans le bénéfice imposable n'est intervenue au cours de l'exercice par application des articles 223 quater et 223 quinquiès du Code Général des Impôts.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les règles et méthodes comptables sont décrites dans les annexes aux comptes sociaux.

CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 2012, le capital social de Burelle SA s'élève à 27 799 725 euros. Il est divisé en 1 853 315 actions de 15 euros de valeur nominale.

Au cours des cinq dernières années, le capital social de Burelle SA a connu une seule évolution, en date du 30 septembre 2011, lorsque 16 988 actions propres ont été annulées par décision du Conseil d'Administration du 22 juillet 2011. Le coût de revient des actions annulées de 1 274 100 euros a été imputé sur le capital social pour 254 820 euros, la prime d'émission pour 993 798 euros et la réserve légale pour 25 482 euros. Le 30 septembre 2011, le capital social de Burelle SA est ainsi passé de 28 054 545 euros au montant actuel de 27 799 725 euros, représenté par 1 853 315 actions au lieu de 1 870 303 actions précédemment, la valeur nominale restant inchangée à 15 euros.

La réduction de capital du 30 septembre 2011 a été effectuée dans le cadre de l'autorisation accordée au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale Mixte du 9 juin 2009. Cette délégation de compétence autorise le Conseil d'Administration à réduire le capital social par annulation d'actions auto-détenues, dans la limite de 10 % du capital social, par période de 24 mois. Elle est valide pour une durée de cinq ans à compter de la date de l'Assemblée. Au 31 décembre 2012, il n'existe aucune autre délégation de compétence au Conseil d'Administration portant sur le capital social, si ce n'est celle qui concerne le programme de rachat d'actions propres décrit ci-après.

Au 31 décembre 2012, Burelle SA détient 101 820 actions propres soit 5,49 % du capital social. Au 31 décembre 2011, l'autocontrôle était constitué de 102 501 actions, représentant 5,53 % du capital social.

Au 31 décembre 2012, il n'existe aucun titre ou droit donnant directement ou indirectement accès au capital de Burelle SA. En particulier, il n'existe, à cette date, aucun plan de souscription d'actions ou d'options d'achat d'actions en cours.

ACTIONNARIAT

Au 31 décembre 2012, la famille Burelle détient 77,49 % de Burelle SA, directement ou indirectement par son contrôle exercé sur la société Sogec 2, actionnaire à 35,37 % de Burelle SA, et sur la société Compagnie Financière de la Cascade, actionnaire à 21,13 % de Burelle SA. À la connaissance de la société, aucun autre actionnaire ne possède 5 % ou plus du capital social. Au 31 décembre 2012, la famille Burelle détient, directement ou indirectement, 90,05 % des droits de vote, hors autocontrôle.

Au 31 décembre 2012, il n'existe pas de plan d'épargne d'entreprise ou de fonds commun de placement d'entreprise comportant des actions de la société. Les salariés ne disposent pas non plus d'actions au titre de l'actionnariat prévu par les articles L. 225-197 du Code de Commerce, ni au tître de la participation aux résultats de l'entreprise.

Sous réserve du droit de vote double mentionné ci-après, aucun privilège n'est attaché à une catégorie spéciale d'actions ou à une catégorie spéciale d'actionnaires.

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions est attribué à toutes les actions pour lesquelles il est justifié d'une inscription depuis trois ans au moins au nom du même actionnaire. Ce droit est conféré, dès leur émission, en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison des actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Toute action transférée en propriété perd ce droit de vote double; néanmoins le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible, ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai de trois ans, s'il est en cours. La fusion de la société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la société absorbante si les statuts de celle-ci le prévoient.

Au 31 décembre 2012, Burelle SA compte 1 437 807 actions ayant un droit de vote double. Le nombre total de droits de vote exercables à cette date ressort à 3 189 302.

À la date du présent document, il n'existe à la connaissance de Burelle SA, aucun accord relatif à une option sur une entité membre du groupe Burelle, ni aucun accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de son contrôle.

PACTES D'ACTIONNAIRES

Sogec 2, la Compagnie Financière de la Cascade et les membres de la famille Burelle ont souscrit en 2004, 2005, 2006, 2008, 2010 et 2012, à des engagements de conservation d'actions Burelle SA au titre des articles 885-1 bis et 787-B du Code Général des Impôts.

ÉVOLUTION BOURSIÈRE

Entre le 31 décembre 2011 et le 31 décembre 2012, le cours de bourse de l'action Burelle SA est passé de 169 euros à 184 euros, soit une hausse de 9 %. Le cours le plus bas (161,50 euros) a été atteint le 9 janvier 2012 et le plus haut (229,97 euros) le 3 avril 2012. En 2012, le CAC All Trade a progressé de 16 %.

La capitalisation boursière de Burelle SA au 31 décembre 2012 s'élève à 341 millions d'euros contre 313,2 millions d'euros fin 2011.

RÉMUNÉRATIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément aux dispositions prévues à l'Article L. 225-102.1 du Code de Commerce et aux recommandations AFEP-MEDEF du 6 octobre 2008 sur les rémunérations des Dirigeants Mandataires Sociaux des sociétés cotées, il est rendu compte de la rémunération totale et des avantages en nature versés durant l'exercice à chaque mandataire social.

1 Synthèse des rémunérations brutes et des options et actions attribuées à chaque Dirigeant Mandataire Social

En euros	Exercice 2012	Exercice 2011
M. Jean BURELLE Président - Directeur Général		
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détail au paragraphe 2)	1 706 536	1 550 780
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détail au paragraphe 4)	0	0
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détail au paragraphe 6)	0	0
TOTAL	1 706 536	1 550 780
En euros	Exercice 2012	Exercice 2011
En euros M. Laurent BURELLE Directeur Général Délégué		
M. Laurent BURELLE		
M. Laurent BURELLE Directeur Général Délégué Rémunérations dues au titre de l'exercice	2012	2011
M. Laurent BURELLE Directeur Général Délégué Rémunérations dues au titre de l'exercice (détail au paragraphe 2) Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	3 243 854	2 938 859

Rapport de gestion

En euros	Exercice 2012	Exercice 2011
M. Paul Henry LEMARIÉ Directeur Général Délégué		
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détail au paragraphe 2)	1 670 136	1 515 580
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détail au paragraphe 4)	147 600	0
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détail au paragraphe 6)	0	0
TOTAL	1 817 736	1 515 580

2 Récapitulatif des rémunérations brutes de chaque Dirigeant Mandataire Social

En euros	Exe	ercice 2012	Exercice 201	
M. Jean BURELLE Président-Directeur Général	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	84 266	84 266	81 993	81 993
Rémunération variable	1 512 117	1 435 093	1 361 678	1 378 047
Rémunération exceptionnelle	0	0	0	0
Jetons de présence	110 153	110 153	107 109	107 109
Avantages en nature	Véhicule de fonction		Véhicule o	le fonction
TOTAL	1 706 536	1 629 512	1 550 780	1 567 149

En euros	Exe	ercice 2012	Exercice 201	
M. Laurent BURELLE Directeur Général Délégué	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	84 266	84 266	81 993	81 993
Rémunération variable	3 024 235	2 870 186	2 723 357	2 756 093
Rémunération exceptionnelle	0	0	0	0
Jetons de présence	135 353	135 353	133 509	133 509
Avantages en nature	Véhicule o	le fonction	Véhicule c	le fonction
Total	3 243 854	3 089 805	2 938 859	2 971 595

En euros	Exercice 2012		Exe	rcice 2011
M. Paul Henry LEMARIÉ Directeur Général Délégué	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	84 266	84 266	81 993	81 993
Rémunération variable	1 512 117	1 435 093	1 361 678	1 378 047
Rémunération exceptionnelle	0	0	0	0
Jetons de présence	73 753	73 753	71 909	71 909
Avantages en nature	Véhicule d	e fonction	Véhicule d	e fonction
TOTAL	1 670 136	1 593 112	1 515 580	1 531 949

Les rémunérations variables versées par Burelle SA ont pour base la capacité d'autofinancement consolidée du groupe Burelle après impôts et intérêts payés. Au cours de l'année 2012, aucune rémunération de nature exceptionnelle n'a été versée.

Chacun de ces dirigeants dispose d'un véhicule de fonction. Aucun autre avantage en nature ne leur est alloué.

Des prestations de services intégrant principalement les rémunérations de Direction Générale présentées ci-dessus font l'objet de facturations aux filiales directes et indirectes de Burelle SA, notamment à la Compagnie Plastic Omnium et à sa filiale Plastic Omnium Gestion, ainsi qu'à Sofiparc. Cette facturation a pour base l'estimation du temps passé par chaque Directeur Général au profit de chaque société facturée.

3 Jetons de présence

3.1 Versés par Burelle SA

En euros	Jetons de présence	Jetons de présence
Membres du conseil	versés en 2012	versés en 2011
M. Jean BURELLE	34 725	32 025
M. Laurent BURELLE	23 325	21 825
M. Paul Henry LEMARIÉ	23 325	21 825
M. Patrice HOPPENOT	_	16 200
M. Dominique LÉGER	34 325	31 425
Mme Éliane LEMARIÉ	23 325	21 825
M. Henri MOULARD	23 325	21 825
M. Philippe SALA	31 325	29 025
M. François de WENDEL	31 325	29 025
TOTAL	225 000	225 000

Le Conseil d'Administration, dans sa séance du 30 mars 2012, a fixé la répartition des jetons de présence comme suit :

• Président : 7 800 € par séance du Conseil • Administrateurs : 4 000 € par séance du Conseil • Président du Comité des Comptes: 5 500 € par séance du Comité

• Membre du Comité des Comptes: 4 000 € par séance du Comité

• Solde réparti proportionnellement entre les Administrateurs

3.2 Versés par les sociétés contrôlées par Burelle SA

En euros	Jetons	Jetons
Mandataire Social	de présence versés en 2012	de présence versés en 2011
M. Jean BURELLE	75 428	75 084
M. Laurent BURELLE	112 028	111 684
M. Paul Henry LEMARIÉ	50 428	50 084
TOTAL	237 884	236 852

4 Options de souscription ou d'achat d'actions de la Compagnie Plastic Omnium attribuées durant l'exercice à chaque Dirigeant Mandataire Social

Il n'existe aucune option de souscription ou d'achat d'actions de Burelle SA. Les options de souscription ou d'achat d'actions attribuées au cours de l'exercice portent sur des actions de la Compagnie Plastic Omnium.

Nom et fonctions du Dirigeant Mandataire Social	Nombre d'options attribuées durant l'exercice	Date du plan	Nature des options (achat ou souscription)	<u> </u>	Prix d'exercice	Période d'exercice
M. Laurent BURELLE Directeur Général Délégué	120 000	Mars 2012	Options d'achat	295 200	22,13 €	Mars 2016- Mars 2019
M. Paul Henry LEMARIÉ Directeur Général Délégué	60 000	Mars 2012	Options d'achat	147 600	22,13 €	Mars 2016- Mars 2019

Rapport de gestion

5 Options de souscription ou d'achat d'actions de la Compagnie Plastic Omnium levées durant l'exercice par chaque Dirigeant Mandataire Social

Il n'existe aucune option de souscription ou d'achat d'actions de Burelle SA. Les options de souscription ou d'achat d'actions levées au cours de l'exercice portent sur des actions de la Compagnie Plastic Omnium.

Nom et fonctions du Dirigeant Mandataire Social	Date du plan	Nombre d'options levées durant l'exercice	Prix d'exercice
M. Jean BURELLE, Président-Directeur Général	2006 2007	150 000 90 000	11,63 € 13,12 €
M. Laurent BURELLE Administrateur Directeur Général Délégué	2006 2007	150 000 150 000	11,63 € 13,12 €
M. Paul Henry LEMARIÉ Administrateur Directeur Général Délégué	2006 2007	150 000 90 000	11,63 € 13,12 €

6 Actions de performance attribuées à chaque Dirigeant Mandataire Social

Nom et fonctions du Dirigeant Mandataire social	Actions de performance attribuées durant l'exercice à chaque Dirigeant Mandataire Social par l'émetteur et par toute société du Groupe	Date du plan	Nombre d'actions attribuées durant l'exercice	Valorisation des actions selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	Date d'acquisition	Date de disponibilité
M. Jean BURELLE Président-Directeur Général	0	-	0	-	-	-
M. Laurent BURELLE Directeur Général Délégué	0	-	0	-	-	_
M. Paul Henry LEMARIÉ Directeur Général Délégué	0	-	0	-	_	_

7 Actions de performance devenues disponibles durant l'exercice pour chaque Dirigeant Mandataire Social

Nom et fonctions du Dirigeant Mandataire Social	Actions de performance devenues disponibles pour les dirigeants mandataires sociaux	Date du plan	Nombre d'actions devenues disponibles durant l'exercice	Conditions d'acquisition
M. Jean BURELLE Président-Directeur Général	0	-	0	_
M. Laurent BURELLE Directeur Général Délégué	0	-	0	_
M. Paul Henry LEMARIÉ Directeur Général Délégué	0	-	0	

Enfin, le Conseil d'Administration de Burelle SA a décidé, au cours de l'année 2003, la mise en place d'un plan de retraite complémentaire dont bénéficient les Dirigeants Mandataires Sociaux ainsi que les membres du Comité de Direction de la Compagnie Plastic Omnium; celui-ci assure, aux bénéficiaires, une rente de retraite égale à 1 % de la moyenne de leur rémunération au cours des cinq années précédant leur départ en retraite par année d'ancienneté, sous condition d'une ancienneté minimale de sept années au sein du Groupe et plafonnée à 10 %. L'engagement de la société vis-à-vis des Dirigeants Mandataires Sociaux au titre de ce plan de retraite à prestations définies s'est accru de 1.9 million d'euros au cours de l'exercice 2012. Les autres régimes de retraite dont bénéficient les Dirigeants Mandataires Sociaux sont identiques à ceux mis en place au profit des collaborateurs du Groupe ayant le statut cadre.

Il n'existe aucune indemnité susceptible d'être due aux Mandataires Sociaux à raison de la cessation ou du changement de leur fonction, ni au titre d'une clause de non-concurrence.

PROGRAMME D'ACHAT D'ACTIONS

Au 31 décembre 2012, Burelle SA détenait 101 820 actions propres soit 5,49 % du capital social.

Au cours de l'exercice, 11 616 actions ont été vendues à un prix moyen de 189,42 euros par action et 10 935 actions ont été achetées à un prix moyen de 186,08 euros par action. Ces opérations ont été effectuées dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AMAFI conclu avec un prestataire de service d'investissements conformément à l'autorisation donnée à votre société lors de l'Assemblée Générale Mixte du 31 mai 2012, statuant en application des dispositions prévues aux articles L. 225-209 et suivants du Code de Commerce et du Règlement Européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003.

L'Assemblée Générale Mixte du 31 mai 2012 a autorisé la société à procéder à l'achat de ses propres actions en vue :

- de l'animation du cours par un prestataire de service d'investissements dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AMAFI;
- de leur annulation ultérieure dans le cadre d'une réduction de capital, qui serait décidée ou autorisée par l'Assemblée Générale Extraordinaire:
- de leur attribution ou de leur cession à des salariés ou Mandataires Sociaux du Groupe dans les conditions et selon les modalités prévues par la réglementation applicable;
- de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe;
- de la mise en œuvre de toute pratique de marché admise par les autorités de marché.

L'affectation du portefeuille d'actions propres détenues au 31 décembre 2012 est la suivante :

• Contrat de liquidité : 8 305 actions • Croissance externe: 93 515 actions • Annulation : 0 action

Total: 101 820 actions

PROJET D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

Le résultat net de Burelle SA, pour l'exercice 2012 est bénéficiaire à hauteur de 16 594 066,06 euros.

Le bénéfice distribuable atteint 47 510 032,90 euros et se décompose comme suit :

• report à nouveau disponible à fin 2012 : 30 915 966.84 € • résultat de l'exercice 2012 : 16 594 066,06 €

Bénéfice distribuable : 47 510 032.90 €

Sur ce bénéfice, nous vous proposons la distribution d'un dividende total de 8 154 586 euros, soit pour chacune des actions qui composent le capital social, un dividende de 4,40 euros par action au lieu de 4,00 euros en 2011. La somme ainsi répartie entre les actionnaires est intégralement éligible à la réfaction de 40 % prévue à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts.

Si vous approuvez cette proposition, les sommes nécessaires à cette distribution seront prélevées sur le bénéfice distribuable dont nous vous proposons d'affecter le solde, soit 39 355 446,90 euros en report à nouveau.

Les dividendes non versés en raison des actions propres détenues par Burelle SA au moment de leur mise en paiement seront affectés en report à nouveau.

Nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices, dividendes non versés sur actions propres déduits, ont été les suivants :

	2011	2010	2009
Nombre d'actions ayant droit au dividende	1 751 596	1 751 754	1 745 386
Dividende distribué	4,00 €	1,50 €	0,75 €

INFORMATION SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT

En application des dispositions de l'article L 441-6-1, al. 1 du Code de Commerce, nous vous indiquons la décomposition du solde des dettes à l'égard des fournisseurs, par date d'échéance :

En Euros	2012			
	à 30 jours	à 60 jours	à 90 jours	à 120 jours
Solde des dettes fournisseurs	53 837	-	-	_

Rapport de gestion

AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION

Après avoir entendu lecture des rapports de vos Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels et sur les comptes consolidés, ainsi que du rapport spécial établi conformément aux prescriptions de l'article L. 225-40 du Code de Commerce, nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes sociaux et consolidés qui vous ont été communiqués, et, en conséquence, de donner quitus de leur gestion aux membres du Conseil d'Administration pour les opérations conduites pour l'exercice 2012.

Dans le cadre des dispositions prévues aux articles L. 225-209 et suivants du Code de Commerce et du Règlement Européen nº 2273/2003 du 22 décembre 2003, nous vous proposons ensuite de renouveler l'autorisation donnée à votre société lors de l'Assemblée Générale Mixte du 31 mai 2012, de procéder à l'achat de ses propres actions en vue :

- de l'animation du cours par un prestataire de service d'investissements dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AMAFI,
- d'annuler tout ou partie des titres rachetés dans le cadre d'une réduction de capital, qui serait décidée ou autorisée par l'Assemblée Générale Extraordinaire;
- de l'attribution ou la cession d'actions gratuites ou d'options d'achat d'actions à des salariés ou anciens salariés et des mandataires sociaux ou anciens mandataires sociaux du Groupe notamment dans le cadre de plans d'options d'actions, d'attribution d'actions gratuites ou de plans d'épargne d'entreprise ou inter-entreprise,
- de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance
- de la mise en œuvre de toute pratique de marché admise par les autorités de marché.

dans les conditions suivantes :

- le prix maximum auquel les actions seront acquises est de 600 euros par action,
- le nombre maximum d'actions susceptibles d'être achetées, correspond légalement à 10 % du nombre total des actions composant le capital social à la date de la présente Assemblée, soit 185 331 actions,
- les rachats d'actions seront effectués par tous moyens, sur le marché boursier, de gré à gré ou par achats de blocs, sans limitation particulière pour ces acquisitions de blocs.

Il vous est proposé de renouveler cette autorisation à votre Conseil d'Administration pour une durée de 18 mois à compter de la présente Assemblée.

Les mandats d'administrateur de MM. Paul Henry Lemarié, Dominique Léger et Philippe Sala prennent fin avec cette Assemblée Générale. Il vous est proposé d'approuver leur renouvellement pour une durée de trois ans. Les informations concernant la biographie, les mandats et fonctions de ces Administrateurs sont données en pages 127 à 131 du Rapport du Président sur le Contrôle Interne.

Par ailleurs, nous vous proposons de nommer deux nouveaux administrateurs, Mme Félicie Burelle et M. Pierre Burelle.

Née le 23 juin 1979, de nationalité française, Mme Félicie Burelle est diplômée de l'Ecole Supérieure du Commerce Extérieur (ESCE) et titulaire d'un diplôme en Business-Finance de la South Bank University (Londres) et d'un MBA de l'Instituto de Empresa Business School (Madrid).

Après avoir débuté sa carrière en 2001, au sein de la Compagnie Plastic Omnium, comme responsable de la comptabilité de la Division Auto Extérieur en Espagne, Mme Félicie Burelle rejoint, en 2005, le département Corporate Finance d'Ernst & Young. En 2010, elle est nommée Responsable du Strategic Planning et de la Coordination Commerciale de la Division Auto Extérieur de la Compagnie Plastic Omnium. Depuis avril 2012, elle est en charge de la fonction Strategy & Business Development et membre du Comité de Direction de cette division. Mme Félicie Burelle est propriétaire de 142 actions Burelle.

Né le 8 janvier 1971, de nationalité française, M. Pierre Burelle a fait des études de Bi-DEUG d'Anglais et d'Économie à Paris X-Nanterre. Il est propriétaire de 19 901 actions Burelle et administrateur de Plastic Omnium Environnement SAS depuis le 29 mars 2011.

Enfin, nous vous proposons d'augmenter les jetons de présence alloués au Conseil d'Administration de 225 000 euros à 285 000 euros, montant qui s'appliquera à partir le 1er janvier 2013. Cette augmentation permettra de tenir compte, sous réserve de l'accord de l'Assemblée Générale Ordinaire, de la nomination de deux nouveaux administrateurs et d'augmenter les jetons des autres administrateurs de 5 %.

En complément de ces informations, vous trouverez en fin du présent rapport annuel, le tableau des résultats des cinq derniers exercices, qui fait partie intégrante du rapport de gestion.

Compte de résultat

En milliers d'euros	Notes	2012	2011
PRODUITS D'EXPLOITATION	Е	7 187	6 667
Achats et charges externes	F	(1 718)	(1 471)
Impôts et taxes		(549)	(449)
Charges de personnel		(10 999)	(9 693)
Dotations aux amortissements et provisions	G	(16)	(19)
Autres charges		(228)	(227)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		(6 323)	(5 192)
RÉSULTAT FINANCIER	Н	21 564	14 080
RÉSULTAT COURANT		15 241	8 888
Résultat exceptionnel	I	51	1 302
Résultat avant impôts		15 292	10 190
Impôts sur les bénéfices	J	1 302	1 104
RÉSULTAT NET		16 594	11 294

Bilan

En milliers d'euros	Notes	Valeurs brutes	Amortissements	2012 Montants nets	2011 Montants nets
ACTIF					
ACTIF IMMOBILISÉ					
Immobilisations incorporelles		4	3	1	1
Immobilisations corporelles	K	485	398	87	11
Immobilisations financières	L	126 306		126 306	126 425
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ		126 795	401	126 394	126 437
ACTIF CIRCULANT					
Créances clients	M	0		0	2 471
Créances financières Groupe	M	3 238		3 238	0
Autres créances	M	127		127	421
Disponibilités	N	1 424		1 424	1 232
TOTAL ACTIF CIRCULANT		4 789	0	4 789	4 124
Charges constatées d'avance		0		0	49
TOTAL		131 584	401	131 183	130 610
			Notes	2012	2011
				Montants avant affe	
PASSIF				Montanto avant and	etation du resultat
CAPITAUX PROPRES				2	2= 222
Capital social			O	27 800	27 800
Primes d'émission, de fusion, d'apport			P	15 500 52 01 4	15 500
Réserves et report à nouveau			Q	52 914	48 627
RÉSULTAT DE L'EXERCICE				16 594	11 294
TOTAL CAPITAUX PROPRES				112 808	103 221
Provisions pour risques et charges			R	4	4
DETTES					
Emprunts et dettes auprès des établiss	ements de crédit			7 052	12 748
dont concours bancaires courants				52	48
Emprunts et dettes financières divers				5 795	9 274
Dettes fournisseurs et comptes rattach	iés			261	260
Dettes fiscales et sociales Autres dettes				5 188 75	4 941 162
TOTAL DES DETTES			S	18 371	27 385
TOTAL				131 183	130 610

Tableau des flux de trésorerie

En milliers d'euros	2012	2011
TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	1 184	676
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ		
Résultat de l'exercice Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité, dont :	16 594 9	11 294 (10 420)
- dotations nettes aux amortissements et provisions - plus-values nettes de cessions	15 (6)	(10 420)
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	16 603	874
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité, dont : - créances d'exploitation - dettes d'exploitation	2 479 2 317 162	252 (463) 715
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'ACTIVITÉ	19 082	1 126
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles Acquisitions ou augmentations d'immobilisations financières Acquisitions d'actions propres sous contrat de liquidité Cessions, réductions d'immobilisations financières Cessions d'actions propres sous contrat de liquidité	(91) (2 035) 4 2 155	(8) (1 265) 440
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	33	(833)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Réduction de capitaux propres Dividendes versés Variation des dettes financières à long et moyen terme Variation des créances financières à court terme Variation des dettes financières à court terme	(7 006) (5 700) (2 741) (3 480)	(2 627) (5 050) (190) 8 082
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(18 927)	215
VARIATION DE TRÉSORERIE	188	508
TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	1 372	1 184

Annexe aux comptes annuels

En milliers d'euros

	2012
STRUCTURE FINANCIÈRE (en milliers d'euros)	
Capital	27 800
Capitaux propres	112 808
Provisions	4
Dettes financières nettes	8 327
Valeurs immobilisées nettes	126 394
Total du bilan	131 183
ACTIVITÉ (en milliers d'euros)	
Produits d'exploitation	7 187
Résultat d'exploitation	(6 323)
Résultat courant avant impôts	15 241
Résultat net	16 594
Résultat net par action (en euros)	8,95

I PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

La société Burelle SA a établi ses comptes selon les principes et méthodes du Plan Comptable Général français (Règlement CRC 99-03 modifié par les règlements du Comité de la Réglementation Comptable et de l'Autorité des Normes Comptables).

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes 2012 sont identiques à ceux de l'exercice précédent. Les principales méthodes sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Il s'agit essentiellement de marques et de brevets faisant l'objet d'un amortissement sur 20 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et les amortissements sont calculés sur le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

 Agencements – Aménagements des constructions 	10 ans
 Véhicules 	5 ans
Mobilier de bureau	5 ans
Matériel informatique	4 ans

Immobilisations financières

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition. S'il y a lieu, une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette comptable. La valeur d'inventaire est notamment déterminée en tenant compte de la quote-part de la situation nette et des perspectives de rentabilité au regard des conditions actuelles de marché.

D Actions propres et valeurs mobilières de placement

Les achats d'actions propres sont autorisés par les Assemblées Générales Ordinaires antérieures et effectués en vue de leur utilisation ·

- dans le cadre d'un contrat de liquidité par un prestataire de service d'investissements et géré conformément à la charte de déontologie de l'Association Française des Marchés Financiers (AMAFI) approuvée par l'Autorité des Marchés Financiers:
- de leur annulation ultérieure dans le cadre d'une réduction de capital;
- de leur attribution ou de leur cession à des salariés ou Mandataires Sociaux du Groupe dans les conditions et selon les modalités prévues par la réglementation applicable;
- de la conservation des actions acquises et de leur remise ultérieure en échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe.

Le classement comptable des actions propres dépend de la finalité de détention:

- les actions propres détenues, en vue de rémunérer d'éventuelles opérations de croissance externe, pour des réductions de capital ou acquises dans le cadre du contrat de liquidité, sont comptabilisées en titres immobilisés;
- les actions propres affectées à l'exercice des options d'achat d'actions consenties dans le cadre des programmes de stock options, ou destinées à des plans futurs, mais encore en attente d'affectation, sont comptabilisées en valeurs mobilières de placement. À ce jour, il n'existe pas de programme de stock options chez Burelle SA.

Le poste «valeurs mobilières de placement» enregistre les achats de fonds commun de placement.

Les actions propres et les valeurs mobilières de placement sont évaluées par catégorie de titres (titres immobilisés, titres acquis dans le cadre du contrat de liquidité, autres valeurs mobilières de placement) selon l'approche «P.E.P.S» dite Premier Entré Premier Sorti.

La valeur brute correspond au prix d'acquisition; une dépréciation est comptabilisée dès lors que la valeur brute est supérieure à la valeur de marché qui correspond à la valeur liquidative ou à la valeur boursière (moyenne des cours du mois précédant la clôture des comptes).

II NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

E Chiffre d'affaires et autres produits d'exploitation

La répartition de ces produits est la suivante :

	2012	2011
PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ		
Prestations de services	6 850	6 330
Commission de gestion et d'animation	316	316
Autres	21	17
PAR MARCHÉ GÉOGRAPHIQUE		
France	7 187	6 663
Étranger	0	0

Les produits d'exploitation de l'exercice correspondent, pour l'essentiel, à la facturation aux principales filiales de prestations de services de Direction Générale couvrant la coordination et l'animation des activités du Groupe.

La société Burelle SA a conclu une convention de services rémunérant les prestations d'animation et de coordination de l'ensemble des activités du groupe Burelle SA. Aux termes de cette convention, Burelle SA facture à la Compagnie Plastic Omnium, à Plastic Omnium Gestion SNC et à Sofiparc des prestations de services de Direction Générale selon des clés de refacturation qui ont été approuvées par le Conseil d'Administration de Burelle SA le 4 avril 2008.

Au titre de l'exercice 2012, la facturation de prestations de services de Direction Générale représente un total de 6 850 milliers d'euros, se décomposant comme suit :

	2012	2011
Plastic Omnium Gestion SNC	4 976	4 604
Sofiparc SAS	345	323
Compagnie Plastic Omnium SA	1 529	1 403
Total	6 850	6 330

Par ailleurs, la société Burelle SA a conclu avec Burelle Participations SA une convention de services rémunérant le rôle de ses dirigeants dans l'animation et la gestion de Burelle Participations. Cette convention a été autorisée par le Conseil d'Administration du 4 avril 2008.

Le montant de la commission de gestion et d'animation due par Burelle Participations à Burelle SA, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012, s'est élevé à 316 milliers d'euros hors taxes.

Enfin, Burelle Participations sous-loue une partie des bureaux de Burelle SA. Cette sous-location a donné lieu à une facturation de 21 milliers d'euros en 2012.

Achats et charges externes

	2012	2011
Honoraires	265	256
Publications et communication	161	182
Services bancaires et assimilés	372	178
Locations et charges locatives	365	323
Autres achats et charges externes	555	532
Total	1 718	1 471

G Variations des amortissements et provisions

	2011	+	-	2012
SUR ÉLÉMENTS DE L'ACTIF				
Brevets	3			3
Agencements – Aménagements	294	4		298
des constructions				
Véhicules de tourisme	44	11	44	11
Mobilier, matériel informatique	89			89
Autres titres immobilisés	0			0
Valeurs mobilières de placement	0			0
Total	430	15	44	401
SUR ÉLÉMENTS DE PASSIF	,			
Provisions	4			4
Total	4	0	0	4
Dont		Augmen-	Diminu-	
		tations	tions	
Dotations et reprises d'exploitation	1	15	44	
Dotations et reprises financières	•			
Dotations et reprises exceptionnelles	8			
Total		15	44	

La reprise d'amortissements de l'exercice 2012 concerne la cession d'un véhicule de tourisme.

Annexe aux comptes annuels

En milliers d'euros

Résultat financier

	2012	2011
Produits de participation	21 816	14 473
Produits et charges d'intérêts	(268)	(399)
Dotations et reprises sur provisions	0	0
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	16	6
Total	21 564	14 080

Les dividendes versés par la Compagnie Plastic Omnium passent de 13 521 milliers d'euros en 2011 à 19 992 milliers d'euros en 2012 et ceux de Burelle Participations de 100 milliers d'euros à 1 000 milliers d'euros. Les dividendes reçus de Sofiparc sont stables à 803 milliers d'euros.

Le solde des produits des participations correspond à des intérêts sur compte courant Groupe de 21 milliers d'euros au lieu de 49 milliers d'euros en 2011.

Résultat exceptionnel

	2012		
	Produits	Charges	Net
Sur opérations en gestion Sur opérations en capital Sur dotations et reprises de provisions	164	113	0 51 0
Total	164	113	51

Les opérations en capital enregistrées en résultat exceptionnel concernent essentiellement le résultat sur les cessions d'actions

Impôts sur les bénéfices

	2012		
	Courant	Except.	Net
Résultat net comptable avant impôts	15 241	51	15 292
Incidences fiscales = Base	(19 739) (4 498)	51	(19 739) (4 447)
Impôts théoriques	(4 470))1	0
Impact intégration fiscale Autres			1 302
Total impôts sur les bénéfices	S		1 302
Résultat après impôts			16 594

Burelle SA est la société-mère d'un groupe fiscal intégrant la filiale Sofiparc SAS. L'économie d'impôt totale réalisée en 2012 grâce à ce groupe fiscal est de 1 302 milliers d'euros. Cette économie est constatée entièrement chez Burelle SA en produits. Les déficits reportables du Groupe s'élèvent à 62 505 milliers d'euros.

III NOTES SUR LE BILAN

Les montants indiqués sont présentés en valeurs brutes.

K Immobilisations incorporelles et corporelles

	2011	+	-	2012
Brevets	4			4
Agencements - Aménagements des constructions	305			305
Véhicules de tourisme Mobilier	44 73	92	44	92 73
Matériel informatique	15			15
Total	441	92	44	489

Immobilisations financières

	2011	+	_	2012
Titres de participation Autres titres – Actions propres Autres immobilisations financières	118 617 7 736 72	2 034	2 155	118 617 7 615 74
Total	126 425	2 036	2 155	126 306

À la date de clôture, Burelle SA détient 56,1 % du capital de la Compagnie Plastic Omnium (68 583 milliers d'euros) et 100 % de celui de Sofiparc (24 979 milliers d'euros) et de Burelle Participations (25 000 milliers d'euros).

Au 31 décembre 2012, Burelle SA détient 101 820 actions propres (5,49 % d'autocontrôle):

- 93 515 affectées en vue d'opérations de croissance externe
- 8 305 acquises dans le cadre du contrat de liquidité.

M Créances

	2012	Échéance - 1 an	Sociétés liées
Créances clients	0		
Créances financières Groupe	3 238	3 238	3 238
Autres créances	127	127	
Charges constatées d'avance	0		
Total	3 365	3 365	3 238

Le règlement de la facturation des prestations de services du 4ème trimestre 2012 est intervenu au cours du mois de décembre

Aucune créance n'a d'échéance supérieure à un an.

Disponibilités

	2011	+	-	2012
Valeurs mobilières de placement	1 232	1 473	1 302	1 403
Dépréciation valeurs mobilières	0			0
Disponibilités	0	21		21
Total	1 232	1 494	1 302	1 424

O Capital social

Le capital social s'élève à 27 799 725 €, représenté par 1 853 315 actions d'une valeur nominale de 15 € chacune.

Primes d'émission, de fusion et d'apport

Le montant des primes d'émission, de fusion et d'apport s'élève à 15 500 139 €.

Réserves & report à nouveau

	2011	Résultat N-1	Dividendes	2012
Réserve légale	2 780			2 780
Réserves indisponibles	533			533
Autres réserves	18 686			18 686
Report à nouveau	26 628	11 294	(7 006)	30 916
Total	48 627	11 294	(7 006)	52 915

R Provisions

	2011	+	_	2012
Provision pour charges	4			4
Total	4	0	0	4

Dettes

	2012	Échéance - 1 an	Sociétés liées
Emprunts	7 000	7 000	
Établissements de crédit	52	52	
Dettes financières Groupe	5 795	5 795	5 795
Fournisseurs	261	261	
Dettes sociales	4 659	4 659	
Dettes fiscales	529	529	
Autres dettes	75	75	15
Total	18 371	18 371	5 810

IV INFORMATIONS DIVERSES

Engagements hors bilan

Il n'existe à la clôture aucun engagement significatif ou qui pourrait le devenir dans le futur.

Avantages du personnel

L'effectif moyen de Burelle SA, en 2012, est de huit personnes.

Le montant des indemnités de fin de carrière, non constatées au 31 décembre 2012, dans les comptes sociaux de la société Burelle SA, se détaille comme suit :

	2012
Indemnités de départ à la retraite	2 889
Total	2 889

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation fin de période : 3,50 %
- Taux de croissance attendu des salaires : 3 %
- Taux d'inflation : 2 %

Par ailleurs, un plan de pension complémentaire pour les cadres dirigeants a été mis en place en 2003. Il est couvert par un contrat d'assurance externe au Groupe. La valeur de l'engagement net de couverture au titre de ce plan de pension complémentaire s'élève à 841 milliers d'euros, non comptabilisé dans les comptes au 31 décembre 2012.

Avances et crédits alloués aux dirigeants

Aucun crédit, ni avance n'a été alloué aux dirigeants de la société conformément à l'article L. 225-43 du Code de Commerce.

W Rémunération des dirigeants et des membres du Conseil d'Administration

La rémunération des organes d'administration et de direction durant l'exercice 2012, y compris les jetons de présence, s'élève à 6 218 milliers d'euros.

Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est survenu depuis le 31 décembre 2012.

Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2012

En milliers d'euros

Sociétés	Capital social	Capitaux propres autres que le capital social	Quote-part de capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus brute et nette	Prêts et avances consentis par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou (perte) du dernier exercice écoulé	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
FILIALES Compagnie Plastic Omnium SA 19, avenue Jules Carteret 69342 Lyon Cedex 07	8 782	780 626	56,1 %	68 583 68 583	0	1 730	252 587	19 992
Sofiparc SAS 19, avenue Jules Carteret 69342 Lyon Cedex 07	24 578	10 702	100,0 %	24 979 24 979	0	7 864	2 199	803
Burelle Participations SA 1, rue François 1 ^{er} 75008 Paris	25 000	4 331	100,0 %	25 000 25 000	0	0	276	1 000
PARTICIPATIONS Autres titres				55 55				
TOTAL				118 617 118 617				21 795

Aucun aval ou caution n'a été donné par Burelle SA en faveur de ses filiales

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2012

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Burelle SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations;
- les vérifications et les informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Ces appréciations s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux, aînsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre Société auprès des sociétés contrôlant votre Société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Paris-La Défense et Paris, le 8 avril 2013

MAZARS Jean-Luc BARLET CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIÉS Jean-Jacques DEDOUIT

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés

Exercice clos le 31 décembre 2012

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de Commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement autorisé au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de Commerce.

Conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée Générale

En application de l'article R 225-30 du Code de Commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Commission de gestion et d'animation avec Burelle Participations SA

Votre Société a conclu une convention de services rémunérant le rôle de ses dirigeants dans l'animation et la gestion de Burelle Participations SA. Cette convention a été autorisée par votre Conseil d'Administration du 4 avril 2008.

Le montant de la commission de gestion et d'animation due par Burelle Participations SA à Burelle SA., au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012, s'est élevé à 316 559 euros.

Personnes intéressées : MM. Jean Burelle, Laurent Burelle et Paul-Henry Lemarié.

Prestations de services de la Direction Générale du Groupe auprès des sociétés Compagnie Plastic Omnium SA et Sofiparc SAS

Votre Société a conclu une convention de services, révisée au deuxième semestre 2001, rémunérant les prestations d'animation et de coordination de l'ensemble des activités du groupe. Cette convention a été autorisée par votre Conseil d'Administration en date du 12 décembre 2000. Ces prestations sont facturées à différentes sociétés du groupe selon des clefs qui ont été approuvées par votre Conseil d'Administration du 4 avril 2008 et sont applicables depuis le 1er janvier 2008.

Au titre de cette convention conclue avec les différentes sociétés du Groupe, les prestations de services de la Direction Générale comptabilisées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012 s'élèvent respectivement à :

Sofiparc SAS

288 601 euros

Compagnie Plastic Omnium SA

1 271 667 euros

En complément de cette facturation, les Conseils d'Administration de Burelle SA du 19 décembre 2003 et de Compagnie Plastic Omnium SA du 11 décembre 2003 ont approuvé la mise en place d'un plan de retraite complémentaire allouant à certains cadres du Groupe et aux Dirigeant Mandataires Sociaux, un complément de retraite de 10 % de leur rémunération actuelle. Une quote-part de ces charges portées par Burelle SA est refacturée à la Compagnie Plastic Omnium SA et à Sofiparc SAS dans la même proportion que celle arrêtée pour les prestations de services de Direction Générale Groupe dont elles font partie. Toutefois, suivant la décision des Conseils d'Administration de ces sociétés, cette facturation n'intègre pas de coefficient de couverture de frais fixes.

Au titre de l'année 2012, les montants suivants ont été facturés aux filiales du Groupe au titre du plan de retraite complémentaire :

51 669 euros Sofiparc SAS • Compagnie Plastic Omnium SA 241 946 euros

Personnes intéressées : Mme Éliane Lemarié et MM. Jean Burelle, Laurent Burelle et Paul-Henry Lemarié.

Cession de Compagnie Signature SAS à Plastic Omnium Environnement SAS (anciennement Plastic Omnium Services SAS)

Les accords conclus lors de la cession de la Compagnie Signature par Burelle SA à Plastic Omnium Environnement incluaient une convention de garantie en date du 26 juillet 2007, plafonnée à 11 millions d'euros et applicable, pour certains aspects, jusqu'au 31 janvier 2012.

Le 26 juin 2009, Burelle SA a signé un protocole d'accord avec Plastic Omnium Environnement concernant la prise en charge de certaines réclamations dans le cadre de la garantie. Ce protocole a donné lieu à un règlement de 565 000 euros de la part de Burelle SA en faveur de Plastic Omnium Environnement. De ce fait, le montant maximum de la garantie résiduelle ressortait à 10 435 000 euros au 31 décembre 2009.

Fin décembre 2010, Plastic Omnium Environnement a notifié Burelle SA de la condamnation de deux sociétés du groupe Signature à une amende de 18 739 000 euros par l'Autorité de la Concurrence, pour pratiques anticoncurrentielles.

Cette condamnation entrant dans le champ de la garantie, Burelle SA a versé, en juin 2011, à Plastic Omnium Environnement, une indemnité correspondant à la totalité de la garantie résiduelle soit 10 435 000 euros, indemnité qui avait fait l'objet d'une provision comptabilisée dans les comptes au 31 décembre 2010.

Par arrêt en date du 29 mars 2012, la Cour d'Appel de Paris a ramené le montant de l'amende à l'encontre des sociétés Signature et Sodilor à un montant total de 10 160 000 euros.

Le 14 décembre 2012, Burelle SA et Plastic Omnium Environnement ont signé un protocole d'accord aux termes duquel les parties ont convenu que, compte tenu des frais exposés, Plastic Omnium Environnement ne devait aucun remboursement à Burelle SA au titre de l'indemnité versée en juin 2011.

Le plafond de la garantie de 11 millions d'euros ayant été totalement utilisé, aucune demande ne peut plus être effectuée par Plastic Omnium Environnement à l'encontre de Burelle SA au titre de la convention de garantie du 26 juillet 2007.

Personnes intéressées : MM. Jean Burelle, Laurent Burelle et Paul Henry Lemarié.

Fait à Paris-La Défense et Paris, le 8 avril 2013

MAZARS Jean-Luc BARLET CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIÉS Jean-Jacques DEDOUIT

Commissaires aux Comptes Membres des Compagnies Régionales de Versailles et de Paris

Texte des résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2013

PREMIÈRE RÉSOLUTION

Approbation des comptes annuels

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2012 tels qu'ils lui sont présentés ainsi que toutes les opérations et mesures traduites par ces comptes ou précisées dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et desquels il résulte un bénéfice net de 16 594 066,06 euros.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

Affectation du résultat et fixation du montant du dividende

L'Assemblée Générale, constatant que le résultat net de l'exercice s'élève à 16 594 066,06 euros et que le report à nouveau est de 30 915 966,84 euros, décide l'affectation de la somme nette représentant un montant de 47 510 032,90 euros telle qu'elle est proposée par le Conseil d'Administration, à savoir :

Total	47 510 032,90 euros
• Report à nouveau	39 355 446,90 euros
• Dividendes sur 1 853 315 actions existantes au 31 décembre 2012	8 154 586,00 euros

L'Assemblée fixe, en conséquence, le dividende pour l'exercice 2012 à 4,40 euros par action. L'intégralité de cette distribution est éligible, pour les personnes physiques domiciliées en France, à la réfaction de 40 % prévue à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts.

Ce dividende sera mis en paiement à la date fixée par le Conseil d'Administration, soit le 7 juin 2013.

Les dividendes non versés en raison des actions propres qui seraient détenues par Burelle SA au moment de la mise en paiement seraient affectés au report à nouveau.

L'Assemblée Générale prend acte, conformément à la loi, des dividendes distribués au titre des trois exercices précédents, dividendes non versés sur actions propres déduits :

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Sommes réparties en euros	Dividende ⁽¹⁾ en euros
2009	1 745 386 actions entièrement libérées	1 309 039	0,75
2010	1 751 754 actions entièrement libérées	2 627 631	1,50
2011	1 751 596 actions entièrement libérées	7 006 384	4,00

(1) Montant intégralement éligible à l'abattement de $40\,\%$ en 2009, 2010 et 2011 prévu à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

TROISIÈME RÉSOLUTION

Conventions et engagements réglementés (anciennes conventions s'étant poursuivies au cours de l'exercice)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés visés à l'article L. 225-38 du Code de Commerce, prend acte des informations mentionnées dans ce rapport concernant la poursuite au cours de l'exercice de conventions conclues au cours d'exercices antérieurs.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

Approbation des comptes consolidés

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ôrdinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés, approuve, tels qu'ils lui sont présentés, les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012, avec toutes les opérations qu'ils traduisent ou qui sont mentionnées dans ces rapports et desquels il résulte un résultat net consolidé part du groupe bénéficiaire de 108,4 millions

CINQUIÈME RÉSOLUTION

Quitus aux Administrateurs

En conséquence de l'approbation des résolutions qui précèdent, l'Assemblée Générale donne quitus aux Administrateurs de leur gestion au cours de l'exercice écoulé.

SIXIÈME RÉSOLUTION

Autorisation à donner au Conseil d'Administration d'opérer sur les actions de la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, autorise le Conseil d'Administration à acquérir les actions de la Société, dans les conditions prévues aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de Commerce en vue :

- d'assurer l'animation du cours par un prestataire de service d'investissements dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AMAFI; ou
- d'annuler tout ou partie des titres rachetés dans le cadre d'une réduction de capital qui serait décidée ou autorisée par l'Assemblée Générale Extraordinaire; ou
- de les attribuer ou de les céder à des salariés ou anciens salariés ou des mandataires sociaux ou anciens mandataires sociaux de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées ou lui seront liées dans les conditions et selon les modalités prévues par la réglementation applicable, notamment dans le cadre de plans d'options d'actions, d'opérations d'attribution gratuite d'actions existantes ou de plans d'épargne d'entreprise ou inter-entreprise; ou
- de les conserver ou de les remettre ultérieurement à titre d'échange, de paiement ou autre, dans le cadre d'opérations de croissance externe; ou
- de mettre en œuvre toute pratique de marché admise ou qui viendrait à être admise par les autorités de marché;

et selon les modalités suivantes :

- le nombre maximum d'actions acquises en vue de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe ne pourra excéder 5 % du capital social au jour de la présente décision, étant précisé que le nombre total maximum d'actions acquises ne pourra excéder 10 % du capital social au jour de la présente décision, soit 1 853 315 actions représentant un nombre total maximum de 185 331 actions;
- le prix maximum d'achat ne devra pas excéder 600 euros par action:
- au 31 décembre 2012, Burelle SA détenait 101 820 actions propres. En cas d'utilisation de ces actions propres, le montant maximum que la Société serait amenée à débourser pour acquérir 185 331 actions s'élève à 111 198 600 euros.

L'achat des actions ainsi que leur vente ou transfert pourront être réalisés par tous movens, sur le marché boursier ou de gré à gré. Ces moyens incluent l'utilisation de tout instrument financier dérivé, négocié sur un marché réglementé ou de gré à gré, et la mise en place d'opérations optionnelles telles que des achats et ventes d'options d'achat ou de vente. Ces opérations pourront être effectuées à tout moment.

À moins qu'elle ne le constate pas elle-même, l'Assemblée Générale délègue au Conseil d'Administration le pouvoir d'ajuster le nombre maximum d'actions pouvant être acquises et le prix maximal d'achat susvisé afin de tenir compte, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves et d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, d'amortissement du capital ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action dans la limite du plafond de 10 % du capital et du montant de 111 198 600 euros mentionné ci-dessus.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites, ainsi qu'en cas, soit d'une division, soit d'un regroupement des titres, les prix indiqués cidessus seront ajustés arithmétiquement dans la proportion requise par la variation du nombre total d'actions déterminée par l'opération.

La présente autorisation prend effet à l'issue de la présente Assemblée pour une durée de dix-huit mois à compter de ce jour; elle annule et remplace celle donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 31 mai 2012 dans sa sixième résolution pour sa partie non utilisée.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour mettre en œuvre la présente autorisation, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et déclarations auprès de tous organismes, notamment auprès de l'Autorité des Marchés Financiers et de toute autre autorité qui s'y substituerait, et généralement, faire tout ce qui est nécessaire.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

Renouvellement du mandat d'un Administrateur (M. Paul Henry Lemarié)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Adminîstration, rênouvelle, pour une durée de trois ans, le mandat d'Administrateur de Monsieur Paul Henry Lemarié.

Le mandat de Monsieur Paul Henry Lemarié prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015.

Texte des résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2013

HUITIÈME BÉSOLUTION

Renouvellement du mandat d'un Administrateur (M. Dominique Léger)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires. après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, renouvelle, pour une durée de trois ans, le mandat d'Administrateur de Monsieur Dominique Léger.

Le mandat de Monsieur Dominique Léger prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015.

NEUVIÈME RÉSOLUTION

Renouvellement du mandat d'un Administrateur (M. Philippe Sala)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, renouvelle, pour une durée de trois ans, le mandat d'Administrateur de Monsieur Philippe Sala.

Le mandat de Monsieur Philippe Sala prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015.

DIXIÈME RÉSOLUTION

Nomination d'un nouvel Administrateur (Mme Félicie Burelle)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de nommer Madame Félicie Burelle en qualité d'administrateur, pour une durée de trois ans.

Le mandat de Madame Félicie Burelle prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015.

ONZIÈME BÉSOLUTION

Nomination d'un nouvel Administrateur (M. Pierre Burelle)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires. après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de nommer Monsieur Pierre Burelle en qualité d'administrateur, pour une durée de trois ans.

Le mandat de Monsieur Pierre Burelle prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015.

DOUZIÈME RÉSOLUTION

Fixation du montant des jetons de présence alloués aux membres du Conseil d'Administration

L'Assemblée Générale décide de porter le montant annuel des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration à 285 000 euros et ce à compter de l'exercice 2013 inclus. Ce montant restera en vigueur jusqu'à nouvelle décision de l'Assemblée Générale.

TREIZIÈME RÉSOLUTION

Pouvoirs

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer toutes les formalités de publicité prescrites par

Résultats financiers des cinq derniers exercices

En milliers d'euros

	2008	2009	2010	2011	2012
1 - CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
a) Capital social	28 055	28 055	28 055	27 800	27 800
b) Nombre d'actions émises	1 870 303	1 870 303	1 870 303	1 853 315	1 853 315
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	0	0	0	0	0
2 - OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	3 430	4 481	5 036	6 663	7 187
b) Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	4 539	(2 326)	3 313	(230)	15 308
c) Impôts sur les bénéfices	(645)	(1 036)	(1 131)	(1 104)	(1 302)
d) Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	(1 464)	845	(1 588)	11 294	16 594
e) Montant des bénéfices distribués	899	1 309	2 628	7 006	8 155
3 - RÉSULTATS PAR ACTION (en euros)					
a) Bénéfice après impôts avant amortissements et provisions	2,77	(0,69)	2,38	0,47	8,96
b) Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	(0,78)	0,45	(0,85)	6,09	8,95
c) Montant des bénéfices distribués	0,50	0,75	1,50	4,00	4,40
4 - PERSONNEL					
a) Nombre de salariés	7	7	7	8	8
b) Montant de la masse salariale	3 764	5 159	5 699	6 950	6 788
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres)	1 020	1 678	1 882	2 742	4 211

Informations

Burelle SA

Direction Générale de Burelle SA

1, rue François 1^{er} – 75008 Paris Tél.: +33 (0) 1 40 87 65 00 Fax: +33 (0) 1 40 87 96 80 Site internet: www.burelle.fr

Siège administratif

1, rue du Parc – 92593 Levallois Tél.: +33 (0) 1 40 87 64 00 Fax: +33 (0) 1 47 39 78 98

Siège social

19, avenue Jules Carteret - 69007 Lyon

Service du titre

CM - CIC Securities Middle Office Emetteur 6, avenue de Provence 75441 Paris cedex 09

Informations financières

1, rue François 1^{er} – 75008 Paris Tél.: + 33 (0) 1 40 87 65 00 Fax: + 33(0) 1 40 87 96 80 Investor.relations@burelle.com

Filiales

Compagnie Plastic Omnium SA

1, rue du Parc – 92593 Levallois cedex Tél.: +33 (0) 1 40 87 64 00

Sofiparc

1, rue du Parc - 92593 Levallois cedex Tél.: +33 (0) 1 40 87 64 00

Burelle Participations

1, rue François 1^{er} – 75008 Paris Tél.: +33 (0) 1 40 87 65 00

Contrôleurs légaux des comptes

Titulaires

Mazars

Membre de la Compagnie régionale de Versailles Représenté par Jean-Luc Barlet 61, rue Henri Regnault 92075 Paris-La Défense cedex

Suppléants

Gilles Rainaut

Membre de la Compagnie régionale de Versailles 61, rue Henri Regnault 92075 Paris-La Défense cedex

Cailliau, Dedouit et Associés

Membre de Compagnie régionale de Paris Représenté par Jean-Jacques Dedouit 19 rue Clément Marot 75008 Paris

Didier Cardon

Membre de Compagnie régionale de Paris 19 rue Clément Marot 75008 Paris

Burelle SA

Société Anonyme au Capital de 27 799 725 euros RCS: Lyon 785 386 319 APE: 741J

Conception, rédaction et coordination : Cap & Cime PR. Imprimé en France en mai 2013 par un professionnel labellisé Imprim' Vert. Crédits photos : M. Delporte, D. Cocatrix, V. Vedrenne, J.P. Mesguen, P. Jendroska, R Morselli, X. Merci à la photothèque Peugeot.